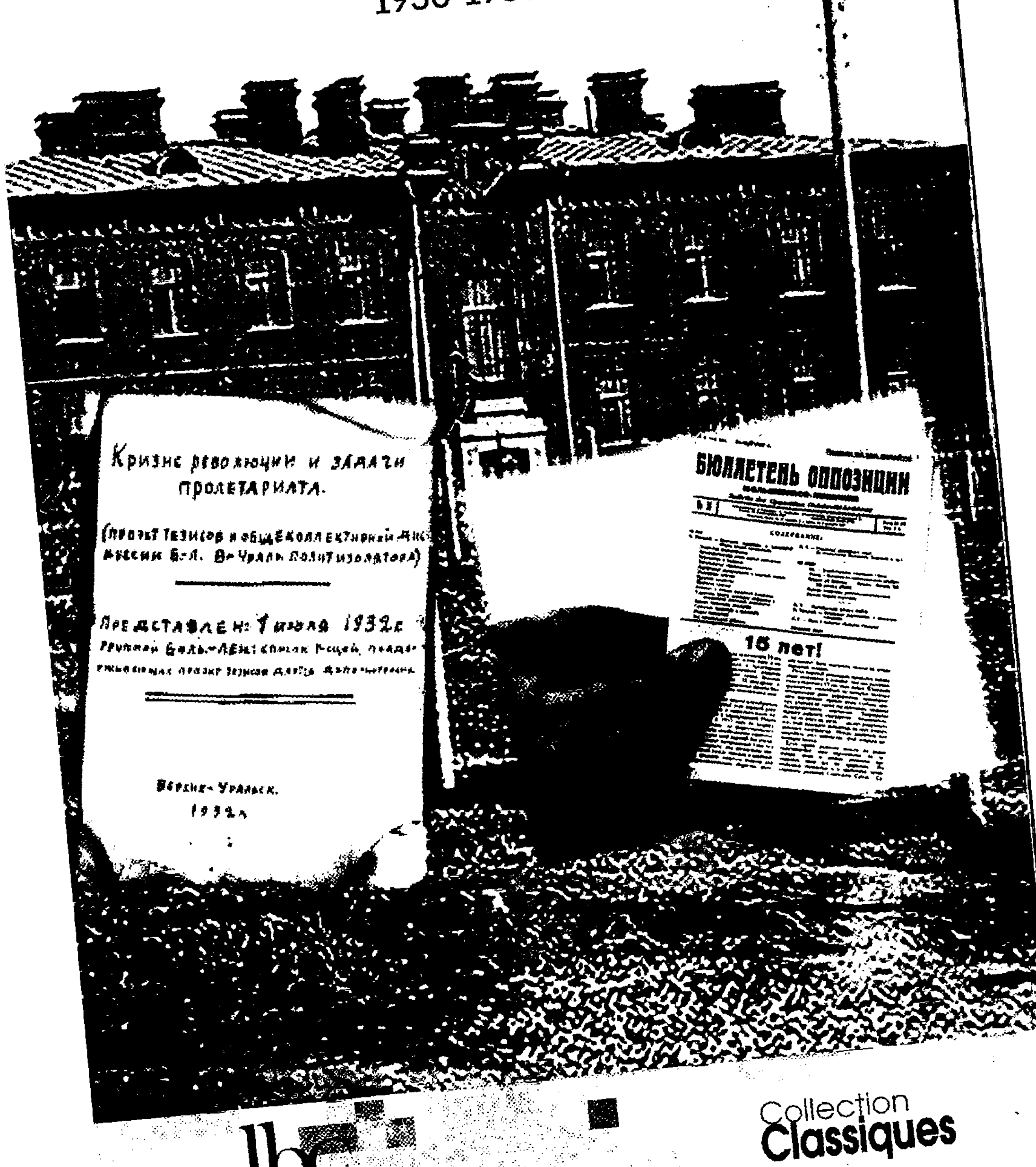
Les cahiers de Verkhnéouralsk

écrits de militants trotskystes soviétiques 1930-1933



lbc les bons caractères

Collection Classiques

Les cahiers de Verkhnéouralsk

écrits de militants trotskystes soviétiques 1930-1933

Traduction, présentations et notes
Pierre Laffitte – Pierre Mattei – Léna Razina

Les Bons Caractères
6, rue Florian - 93500 Pantin

ISBN : 978-2-493083-04-3
Dépôt légal : 1er trimestre 2022
Imprimé par IMS - Impressions Multi Services
6, rue Florian - 93500 Pantin.

Sommaire

Introduction

Fin 2018, alors qu'ils effectuaient des travaux dans la prison de Verkhnéouralsk, à la frontière entre la Russie d'Europe et la Sibérie, des ouvriers mirent au jour une cache emplie de dizaines de manuscrits sous le parquet d'une cellule. Rédigés le plus souvent sur de simples cahiers – d'où le nom qui leur a été donné – il s'agissait de textes de discussion et de journaux, témoins enfouis de l'intense activité politique des militants trotskystes dans l'Union soviétique de Staline au début des années 1930.

À la fin de l'année 1923, ces bolcheviks-léninistes, nom qu'ils revendiquaient, avaient formé l'Opposition de gauche au sein du Parti communiste soviétique afin de lutter contre la dégénérescence bureaucratique de leur parti, de leur Internationale, l'Internationale communiste, et de leur État, né de la révolution d'Octobre 1917.

Dès lors, et jusqu'à leur extermination par Staline, des dizaines de milliers de militants et de dirigeants de ce parti n'eurent de cesse de proclamer que la bureaucratie, qu'ils combattaient, était un parasite sur le corps de l'État ouvrier; que sa dictature était l'ennemie mortelle de la démocratie des soviets d'ouvriers et de paysans. Par leur combat, ils faisaient la preuve que le stalinisme, expression politique des intérêts de la bureaucratie et caricature sanglante du socialisme, était – malgré ses prétentions et malgré ce qu'en disait la réaction internationale – la négation de tout ce qui avait fait le bolchevisme, de l'œuvre de Lénine, de Trotsky et de leurs camarades, et finalement de toutes les traditions socialistes et communistes du mouvement ouvrier mondial.

Le présent recueil propose six textes, écrits entre 1930 et 1933 par des militants trotskystes incarcérés à Verkhnéouralsk.

Quatre d'entre eux – *Tactique et tâches de l'opposition léniniste* (début 1931) ; *La crise de la révolution – les tâches du prolétariat* (juin 1932) ; *La situation dans le pays et les tâches des bolcheviks-léninistes* (décembre 1932) ; *Le coup d'État fasciste en Allemagne* (avril 1933) – proviennent de la découverte de 2018.

Nous les avons fait précéder de deux textes de 1930, rédigés par ces mêmes militants, que le *Bulletin de l'Opposition bolchevique-léniniste* avait publiés (en russe) à l'époque : *Lettre à Trotsky sur l'isolateur de Verkhnéouralsk* (novembre 1930) et *La crise de la révolution, les perspectives de lutte et les tâches de l'Opposition* (juin 1930). Nous avons choisi ces deux documents car ils soulignent la continuité de l'activité des bolcheviks-léninistes dans – et hors de – l'une des principales prisons politiques du pays et éclairent les conditions de plus en plus dures de leur action. Ces deux textes avaient été exhumés des archives de Trotsky à l'Université de Harvard (États-Unis), puis traduits en français en 1980 et 1981 pour les numéros spéciaux 6 et 7-8 des *Cahiers Léon Trotsky* intitulés *Les trotskystes en Union soviétique*, avec une introduction du directeur scientifique de l'Institut Léon Trotsky, Pierre Broué.

Des communistes dans les prisons de Staline

Édifiée sous le tsarisme à 1 700 kilomètres à l'est de Moscou sur le versant asiatique de la chaîne montagneuse de l'Oural qui sépare l'Europe de la Sibérie, la prison de Verkhnéouralsk se situe dans la steppe à quelque distance de cette bourgade et n'a pratiquement pas cessé de fonctionner jusqu'à nos jours. En 1925, on l'avait transformée en *izolator* – une prison politique à régime ren-

forcé regroupant, pour mieux les isoler, certains de ceux que le régime stalinien considérait comme ses opposants les plus dangereux. Le pays comptait quatre autres de ces prisons spéciales : à Souzdal, Iaroslavl, Tchéliabinsk et Tobolsk.

À partir de 1929, le régime stalinien incarcéra à Verkhnéouralsk jusqu'à plusieurs centaines d'opposants communistes et socialistes, dont une forte majorité de camarades d'idées et de combat de Trotsky. D'une cinquantaine début 1929, leur nombre doubla en quelques mois. En mars 1931, le *Bulletin de l'Opposition* cita le nom de 117 militants et militantes bolcheviques-léninistes incarcérés à Verkhnéouralsk. En 1932-1933, cet isolateur en détenait 200 à 250.

Il y avait là des animateurs connus de l'Opposition de gauche, dont certains de ses plus jeunes cadres : ceux de la « génération d'Octobre » venue à l'activité révolutionnaire durant la révolution de 1917, la guerre civile (1918-1921) et les premières années de l'édification du pouvoir des soviets. Ces « jeunes » eurent un rôle prépondérant dans l'élaboration des textes que nous présentons, même ceux qui sont non signés car ils étaient l'expression collective de militants s'adressant à leurs camarades d'organisation et de combat. En mai 1929, Radek, un ex-oppositionnel en vue qui venait de rallier le pouvoir et qui se targuait de le conseiller, avait dressé, à l'intention d'un dirigeant stalinien, la liste que voici de jeunes militants susceptibles de reconstituer la direction de l'Opposition que les capitulations avaient laminée : E. Solntsev, V. Èltsine, G. Stopalov, B. Livchitz, F. Dingelstedt, G. Iakovine, S. Gevorkian, I. Alter, O. Tankhilévitch, V. Netchaïev. La moitié d'entre eux se trouvaient à Verkhnéouralsk en 1930-1933.

Depuis décembre 1927 quand, à l'issue du 15e congrès du Parti communiste soviétique, Staline et ses alliés avaient exclu les dirigeants, puis une dizaine de mil-

liers de membres de l'Opposition de gauche, la plupart avaient été déportés loin des grands centres politiques et industriels. Ils allaient de plus en plus souvent se trouver emprisonnés ou envoyés dans des « colonies de travail », désignation officielle des camps. Cela pour des peines de trois à cinq ans, que le régime renouvellera de façon quasi systématique à mesure qu'il intensifiera sa répression. Le *Bulletin de l'Opposition* en donne des exemples dans un article écrit par Léon Sedov en août 1930, « La persécution de l'opposition bolchevique russe » : cas d'un militant condamné à dix ans d'isolateur; passages à tabac fréquents et parfois mortels dans des prisons et à Verkhnéouralsk; fusillades de trotskystes dans le camp des îles Solovki près du cercle polaire; militants enchaînés et arrosés d'eau froide en hiver; détenus dont les membres gelaient dans des cellules non chauffées et qu'il fallait amputer...

Les trotskystes de Verkhnéouralsk ont publié plusieurs organes clandestins entre 1930 et 1933, les *Recueils sur la situation actuelle*, le *Bolchevik militant*, le *Bolchevik-léniniste*, certains polémiquant d'ailleurs avec les autres. Le plus important fut la *Pravda za rechëtkoï*, ce qui signifie la *Vérité derrière les barreaux*. Ce titre, on le retrouve pour le journal manuscrit d'un autre isolateur. C'est aussi celui que donnèrent à leur journal oral les trotskystes que Staline avait regroupés à Vorkouta pour les y massacrer.

Début 1930, les textes de ces militants circulaient plus ou moins librement à l'intérieur de l'isolateur. C'était le résultat des luttes qu'ils y avaient menées pour imposer à l'administration pénitentiaire qu'elle respecte leurs droits. En revanche, pour que leur courrier politique et organisationnel circule entre les lieux d'incarcération, de déportation, et parvienne à leurs camarades encore en liberté, ces militants devaient user de mille ruses, trou-

ver des aides prêts à prendre tous les risques (y compris, depuis 1929, celui d'être fusillé).

Le communiste yougoslave Ante Ciliga, arrêté pour trotskysme en URSS et envoyé de fin 1930 à mi-1933 à Verkhnéouralsk, a par la suite relaté ce qu'il y a connu dans son livre *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*. Arrivant d'une prison « ordinaire », il se dit « *stupéfait de la liberté de communication entre détenus qui régnait* » là, par les « *réunions en règle, avec président, secrétaire, orateurs prenant la parole chacun à son tour* » qu'organisaient les trotskystes « *dans la cour [...] durant la promenade* ». Et d'ajouter : « *Les détenus [...] consacraient toute leur énergie à la vie politique de la prison : rédaction et édition des journaux, articles, réunions et débats. [...] Verkhnéouralsk, avec ses 200 ou 250 détenus, formait une vraie université des sciences sociales et politiques – la seule université indépendante de l'URSS !* »

Quant aux publications trotskystes qu'on lui remet aussitôt, il s'écrit : « *Quelle diversité d'opinions, quelle liberté dans chaque article ! Quelle liberté et quelle franchise dans l'exposé des questions non seulement abstraites et théoriques, mais aussi dans celles qui touchaient à l'actualité la plus brûlante !* » On peut d'autant plus le croire qu'en 1937, quand il rédigea ces lignes, l'auteur avait déjà rompu avec les idées communistes et dérivait vers la droite et le nationalisme croate.

Ce qu'il dépeint, une relative liberté régnant dans l'isolateur, semble aux antipodes de la situation tragique que décrivent d'autres témoignages : ceux de Victor Serge, de correspondants du *Bulletin de l'Opposition*, la lettre (voir page 21) envoyée à Trotsky par deux militants détenus à Verkhnéouralsk, les récits des grèves de la faim que les oppositionnels durent mener en 1929, 1930, 1931, 1933 contre les brimades, les tabassages, les tirs de sentinelles... En fait, c'est que, même réprimée, la lutte collective des oppositionnels détenus parvenait, encore pour

un temps et avec de plus en plus de difficulté, à arracher quelque amélioration à leur sort.

Trotsky et l'organisation des bolcheviks-léninistes en URSS

Face à un régime qui s'imposait à tous par la terreur, il faut se représenter les immenses difficultés que ces militants durent résoudre durant des années pour assurer le lien entre eux – dispersés qu'ils se trouvaient sur le territoire du plus vaste pays au monde, car l'URSS s'étendait sur 10000 kilomètres d'ouest en est et jusqu'à plus de 2000 kilomètres du nord au sud. Et surtout pour maintenir la liaison, dans les deux sens, avec leurs camarades bannis d'URSS : Trotsky, bien sûr, et son fils, Léon Sedov, qui assura durant des années, depuis l'Allemagne puis la France, la parution du *Bulletin de l'Opposition* et sa diffusion clandestine en URSS. Ainsi, pour sortir de Verkhnéouralsk dans la doublure d'un manteau de femme et parvenir à Trotsky sur son lieu d'exil en Turquie, l'un des plus volumineux textes de ce recueil fut écrit avec un fil de crin sur de fines bandelettes de papier. Il parut en abrégé comme « un récit de voyage » dans le *Bulletin de l'Opposition* en novembre 1931.

Le *Bulletin* abondait de textes politiques et d'analyse, de rapports sur les usines, la situation dans le parti et dans le pays, de lettres de discussion et de textes de référence que lui adressaient des oppositionnels soviétiques. Il était aussi rempli d'articles et de brochures où Trotsky, s'adressant à ses camarades en URSS, systématisait leur expérience militante et nourrissait leur réflexion, autant qu'il a lui-même nourri ses analyses de cet intense et ô combien riche échange militant – jusqu'à l'extermination des bolcheviks-léninistes dans les camps staliniens. Malgré des obstacles de plus en plus énormes, le *Bulletin de l'Opposition* parvint encore à des militants en URSS jusqu'en 1935.

Même séparés par des océans, l'exil, la censure policière, l'omniprésence du Guépéou, les murs des prisons, la traque des agents de Staline et bientôt de ses tueurs, Trotsky et ses camarades soviétiques avaient conscience de faire partie d'une même organisation. Ils agissaient en tant que membres d'un même parti de fait, tout en combattant pour redresser le Parti communiste en voie de stalinisation en s'appuyant sur son noyau prolétarien et révolutionnaire.

Longtemps, des historiens, des biographes ont présenté Trotsky comme combattant la dégénérescence stalinienne, certes avec un grand talent dans ses écrits, mais de loin, sans relais ni appuis réels en URSS. Et, à moins de faire preuve d'imagination militante, il n'était pas aisé de se représenter la réalité car, hormis la brochure de Rakovsky sur *Les dangers professionnels du pouvoir*, on ne disposait pratiquement d'aucun document ou témoignage sur l'activité des trotskystes en URSS après 1927. Or, des découvertes fortuites, comme celle de Verkhnéouralsk, et l'ouverture de certaines archives officielles en ex-URSS, ainsi que la publication récente d'études en Russie sur l'Opposition de gauche et des mémoires des rares trotskystes ayant survécu, nous restituent tout un pan, que l'on connaissait mal ou pas, de l'œuvre de Trotsky, de son activité de dirigeant révolutionnaire.

Durant plus d'une quinzaine d'années entre le décès de Lénine et son propre assassinat, la charge de transmettre aux générations militantes du monde entier l'héritage du bolchevisme revint à Trotsky. Il était le seul à en avoir la compétence, et à avoir pour cela l'expérience et l'autorité d'un dirigeant éprouvé au feu de trois révolutions. Dans sa tâche, Trotsky a trouvé à s'appuyer non seulement sur ses qualités personnelles et sur ce que sa propre histoire lui avait apporté, mais aussi sur les qualités, l'activité et l'organisation de milliers de militants et sympathisants qui agissaient en URSS en tant que bolcheviks-léninistes

quand le stalinisme trahissait, piétinait et donnait une image hideuse de ce qui avait été le bolchevisme du temps de Lénine.

Durant toute cette époque, Trotsky a dirigé, en ayant avec lui, partageant le même programme et le même combat, ce qui était de fait un parti militant, entouré de nombreux sympathisants, et concentrant le meilleur des traditions du bolchevisme en Union soviétique même.

Il n'était pas, on le vérifie à la lecture de ces textes, ce « prophète désarmé » – Isaac Deutscher donna ce titre au deuxième volume de sa trilogie sur Trotsky – et isolé qu'ont voulu voir certains de ses biographes. Les militants et les petites organisations qui se tournaient alors vers lui dans le reste du monde manquaient cruellement de traditions véritablement communistes, de trempe révolutionnaire, de liens avec la classe ouvrière : en fait, de tout ce qui faisait la valeur de l'organisation des bolcheviks-léninistes en URSS. D'où, ce que l'on lit en filigrane dans certains écrits de Trotsky, les espoirs qu'il fondait sur cette organisation pour former le noyau de l'Internationale qu'il allait falloir reconstruire, car le Komintern stalinisé avait signé sa faillite en laissant Hitler accéder au pouvoir sans combat.

Par leur volume, leur diversité et avec une parution qui s'étend sur des années, les *Cahiers de Verkhnéouralsk* fournissent un vif éclairage sur l'organisation des communistes révolutionnaires en URSS, sur la liberté de discussion, la richesse des débats militants qu'ils faisaient vivre dans les prisons de Staline, et tout simplement sur l'existence de milliers de bolcheviks-léninistes dont le stalinisme avait pratiquement fait disparaître toute trace.

En effet, après les avoir systématiquement exterminés entre 1936 et 1938, Staline, sa police politique et leurs successeurs firent tout pour effacer la mémoire de celles et ceux qui avaient maintenu haut et sans tache le drapeau de l'internationalisme, de la défense des inté-

rêts historiques de la classe ouvrière. Ils incarnaient le communisme contre sa sanglante dictature stalinienne, quand il était *Minuit dans le siècle*, titre d'un roman de Victor Serge retraçant la lutte des trotskystes soviétiques, qu'il avait partagée.

Ce que les *Cahiers de Verkhnéouralsk* donnent à voir

Ces textes confortent ce que Trotsky disait de l'existence d'une section russe de l'Opposition de gauche internationale, ses militants constituant la seule section vraiment bolchevique de ce qui allait devenir, malheureusement après leur extermination, la IVe Internationale.

Selon Deutscher, ils comptaient 8000 militants début 1929 ; un millier à la fin de l'année, du fait d'une terrible vague de capitulations et de répression ; à nouveau des milliers vers 1933. Et après 1934, si l'on en croit ce qu'écrit Deutscher, « *les trotskystes* [avaient] *autour d'eux des dizaines et même des centaines de milliers de gens récemment bannis,* [ils avaient été] *rejoints par la masse des capitulards,* [par] *des oppositionnels appartenant à des groupes d'âge plus jeune, des membres du Komsomol, qui s'étaient pour la première fois opposés au stalinisme bien après* [1927], *de simples travailleurs déportés pour des peccadilles contre la discipline du travail* ».

Par leur nombre, leurs traditions – celles de trois révolutions, d'une guerre civile et du combat victorieux contre l'intervention des puissances impérialistes, des débuts de l'édification d'un État ouvrier, de la construction d'une Internationale qui soit le parti mondial de la révolution – les trotskystes soviétiques étaient les continuateurs et les héritiers du bolchevisme.

Et l'on peut même affirmer qu'ils étaient le Parti bolchevique dans ce qu'il avait de meilleur en des temps où, confronté au reflux de la vague révolutionnaire des années 1920 en URSS et dans le monde, il fallait main-

tenir le drapeau et le programme du communisme de Marx, Lénine, Rosa Luxemburg et Trotsky. Car, même s'il n'en restait que trois pour tenir ce drapeau, disait Trotsky au moment où les défections plongeaient l'Opposition dans une crise terrible, l'important était que cela soit fait. Et c'est ce que firent jusqu'au bout, jusque face aux pelotons d'exécution de Staline, les bolcheviks-léninistes soviétiques.

Les documents présentés ici rendent tangible ce capital inestimable dont ces militants étaient porteurs.

Au fil des mois et des sujets traités, on les voit lutter pied à pied pour défendre l'héritage politique et théorique du marxisme, l'internationalisme contre le prétendu « socialisme dans un seul pays », en partant toujours d'un cadre d'analyse qui prend la société comme un tout diversifié mais mondial. C'est muni de cette boussole, celle du marxisme militant, qu'ils s'orientent dans l'actualité soviétique – intense, inédite d'un point de vue historique – comme dans les problèmes mondiaux du mouvement ouvrier, au cours des discussions et débats entre militants et courants d'opinion que cela fait surgir parmi eux.

Dans plusieurs textes, ils procèdent à un examen scrupuleux des faiblesses de leur mouvement, des erreurs tactiques commises, cherchant comment y remédier et construire une organisation mieux structurée qui arrive à s'implanter partout dans la classe ouvrière.

Face à la démoralisation engendrée par la dégénérescence stalinienne et les capitulations d'autant plus dévastatrices qu'elles sont parfois le fait d'anciens dirigeants de l'Opposition, ils font tout pour retenir leurs camarades ébranlés, hésitants, sans rien céder sur le fond. Et alors que partout s'abat une puissante vague de réaction, ils maintiennent en toute circonstance le cap sur la perspective de la révolution mondiale.

Ils analysent bien sûr les ressorts et méandres de la politique stalinienne, dévoilant ses mensonges, son aventurisme, ses prétendus succès qui n'en sont pas. Et ils sonnent le tocsin face aux dangers qu'elle fait se dresser, des dangers mortels pour ce qu'il reste des acquis d'Octobre, pour la survie de l'État ouvrier et pour le mouvement communiste international.

Ils cherchent à armer d'arguments leurs camarades restés en liberté, qui, contraints à la clandestinité, doivent militer en direction de tous les travailleurs, qu'ils soient membres du parti ou pas, qu'ils aient ou pas des illusions sur la planification stalinienne. Et c'est au nom de l'alliance classe ouvrière-paysannerie qu'ils s'adressent aux paysans pauvres et moyens que la collectivisation forcée jette dans les bras des richards de la campagne et des partis antisoviétiques.

Quand ils polémiquent avec leurs camarades tentés par un cours « gauchiste » en réaction au retard de la révolution, ils réaffirment que la seule force sur laquelle elle peut et doit compter reste la classe ouvrière. Et ce ne sont pas que des mots lorsque éclatent des soulèvements inorganisés mais puissants d'ouvriers à Ivanovo et dans les mines. Face à certains militants qui craignent que cela se retourne contre l'État ouvrier, ils affirment ce que doit être l'attitude des marxistes révolutionnaires : aider cette spontanéité à gagner en organisation, en conscience de classe, en compréhension des enjeux politiques et historiques pour la classe ouvrière. C'est là précisément la tâche principale de leur organisation, celle dans laquelle elle trouve toute sa justification.

Et il y a le texte sur l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne, que ces militants écrivent à chaud, en montrant ce que cette tragédie doit au carcan du traité impérialiste de Versailles, aux effets de la crise mondiale du capitalisme depuis 1929, mais surtout aux facteurs subjectifs : au rôle criminel des directions social-démo-

crate et plus encore stalinienne qui ont désorienté et désarmé l'une des classes ouvrières les mieux organisées au monde.

Ils raisonnent en cherchant à distinguer – malgré la difficulté d'obtenir des informations fiables sur la situation – ce que des militants communistes révolutionnaires pourraient et devraient faire en Allemagne alors que la dictature commence à peine à s'installer. Cela, sans laisser aucun doute sur le fait que la prise du pouvoir par le nazisme aura des répercussions pour toute l'humanité, avec une accélération du pourrissement des contradictions du système capitaliste tout entier, et donc de la course à une nouvelle guerre mondiale.

En guise de conclusion, redisons de quelle trempe et de quelle valeur étaient ces militants et leur organisation, en citant un extrait d'une de leurs lettres à Trotsky : « *Des vents favorables nous ont apporté près de dix lettres de nos deux vieux* [Trotsky et Rakovsky], *avec un retard de deux, trois ou quatre mois [...]. Mais, dans une large mesure, ces retards nous ont été très utiles ; ils nous ont permis de vérifier la ligne et les positions que nous avions élaborées et formulées par nous-mêmes. Et nous avons souvent constaté avec plaisir que, devant les mêmes événements, la démarche de pensée et les formulations étaient identiques dans les îles de l'Oural et de Prinkipo... C'est pour nous la preuve – qui nous réjouit – des liens qui unissent notre courant par-delà les distances.* »

P. L.
21 décembre 2021

Sur la traduction et la présentation de ces textes

Les cahiers et autres documents retrouvés à Verkhnéouralsk se présentent généralement dans un piètre état de conservation. Ainsi, il y a beaucoup de feuillets roulés sur eux-mêmes, qu'on ne peut lire sans les avoir remis à plat. Cela nécessite un traitement spécial, un peu comme pour les rouleaux de papyrus égyptiens, donc des fonds que les autorités russes n'ont nulle envie de débloquer pour des écrits mettant en cause la dictature stalinienne. C'est l'une des raisons pour lesquelles des dizaines de ces textes n'ont toujours pas pu parvenir au public, des années après leur mise au jour.

Des problèmes de déchiffrage et d'interprétation

Mais même les autres ont mal supporté plus de 80 ans de réclusion sous un plancher de prison, rédigés qu'ils étaient à la main sur du papier et avec des moyens d'écriture de mauvaise qualité, les seuls que pouvaient se procurer des détenus. Alors, ici ou là le papier, l'encre ont disparu avec le temps ; des mots, des passages peuvent être difficiles à comprendre. En pareil cas, nous avons noté « illisible » ou « mot manquant » entre crochets, mais quand on pouvait en restituer le sens, nous l'avons fait.

Les rédacteurs et les copistes de ces textes ont fréquemment eu recours à des abréviations, avec des mots parfois réduits à leur initiale. Ce procédé s'explique par l'ampleur et la lourdeur de la tâche : ils devaient écrire à la main des textes souvent volumineux, en plusieurs exemplaires pour en accélérer la circulation, tout en évitant de

se faire prendre. En général, le contexte éclaire le sens de l'abréviation, mais parfois il ne se laisse pas deviner.

Et puis, afin d'atteindre les lecteurs russophones, ces documents ont été saisis par des clavistes qui devaient en même temps les décrypter. Cela, sans forcément maîtriser les sujets traités, ni leur contexte militant et historique. D'où des erreurs de transcription et des incohérences. Pour rétablir certains passages, il a donc fallu revenir aux photos des manuscrits, quand il y en avait.

En outre, selon un usage alors très répandu en russe, les rédacteurs ont employé tantôt un mot, tantôt une initiale ou une formule abrégée pour désigner une même réalité. On trouve donc aussi bien Internationale communiste, que Komintern (son acronyme russe) et IC, ou encore CC, comité central, etc. Et ils usaient indifféremment de dénominations récentes ou anciennes pour désigner une même chose: ainsi écrivent-ils PC(b)U (Parti communiste-bolchevique de l'Union soviétique, son nom au moment où ils écrivaient) aussi bien que PC(b)R (Parti communiste-bolchevique de Russie), alors qu'il avait été renommé après la fondation de l'URSS, fin 1922.

Notes, citations, mise en page

Opposition porte toujours une majuscule quand cela désigne l'Opposition de gauche ou l'Opposition unifiée de 1926-1927, car c'était le nom de fractions du PC soviétique. En revanche, nous avons gardé une minuscule pour toutes les autres occurrences du mot opposition.

Les termes que l'on transcrit littéralement du russe – *koulak, izolator, nepman, opritchnik*, etc. – figurent en italiques, avec une note explicative la première fois.

Quant aux citations, dont ces textes abondent, l'original n'indique pas toujours leur provenance: nous avons tenté d'y remédier. S'agissant de Trotsky et Lénine, en signe de respect, ils sont souvent mentionnés « à la russe », par leurs seuls prénom et patronyme. Ce que nous avons

francisé en indiquant le nom seul. Quant aux publications, nous avons gardé le nom russe (avec sa traduction) des moins connues. Pour les autres, l'usage a consacré d'écrire la *Pravda*, les *Izvestia*, mais le *Bulletin de l'Opposition de gauche*, alors que cette publication trotskyste destinée à l'Union soviétique paraissait en russe sous le nom de *Byulleten' Oppozitsii*.

Les éclaircissements apportés en note se trouvent en fin de volume. La plupart des notes concernant les deux premiers documents proviennent des *Cahiers Léon Trotsky*, ce que nous avons signalé par *CLT*. Toutes les autres notes et les présentations sont des traducteurs.

Enfin, afin de respecter le souci qu'avaient ces militants de donner à leurs textes une présentation soignée évoquant un journal ou une brochure imprimée, nous avons suivi strictement la présentation d'origine des documents : maquette, titres, intertitres, soulignés, paragraphes, alinéas, mention d'un sommaire, datation, etc.

Les traducteurs :
Pierre Laffitte – Pierre Mattei – Léna Razina

Lettre à Trotsky sur l'isolateur de Verkhnéouralsk (11 novembre 1930)

Ce texte, retrouvé dans les archives Léon Trotsky de l'université américaine de Harvard, avait paru en une forme très abrégée signée D., sous le titre « Lettre de voyage : la vie des bolcheviks-léninistes dans les isolateurs », dans le *Bulletin de l'Opposition* n° 17-18 de novembre-décembre 1930. Il est traduit intégralement ici. Nous ne savons rien de son premier signataire, T. Ardachelia. Le second, Grigori Iakovine, professeur rouge, animateur de l'Opposition de gauche à Leningrad, passa ensuite dans la clandestinité et dirigea le « centre » de l'Opposition à Moscou après Boris Èltsine. Dans le camp de Vorkouta, il dirigea le comité de grève en 1936-1937 et figura en tête des trotskystes fusillés dans la clairière près de la briqueterie en 1938 (CLT).

Je profite de cette occasion de vous écrire pour vous raconter comment nous vivons ici. Après l'avoir longtemps réclamé, nous avons obtenu que cinq à six de nos camarades reçoivent des soins spéciaux (leur état nécessitait une intervention chirurgicale). Mais d'autres, qui sont tout aussi gravement malades, n'ont jusqu'à présent rien obtenu (Donadzé, Khachtchevatsky et Magid notamment sont tuberculeux)[1]. Les conditions d'existence minent déjà ceux qui sont bien portants, et c'est d'autant plus pénible pour ceux qui sont malades.

Le plus dur à supporter, c'est la promiscuité. Nous vivons à huit ou dix, même quinze par cellule. Pour la promenade – trois heures en été, deux heures en hiver – on fait sortir dans la cour tout l'étage à la fois. Maintenant la nourriture est acceptable. Jusqu'alors, elle provoquait chez la plupart d'entre nous des maux d'estomac. On ne peut presque rien acheter. On nous apporte parfois de la viande, une livre pour toute la cellule, et à un prix très élevé.

Depuis le mois de février, nous avons réussi à éviter tout conflit aigu avec l'administration: à cette époque, nos cellules avaient été inondées et plusieurs camarades passés à tabac. Nous avons le droit d'échanger dix lettres par mois avec la proche famille (nous en envoyons cinq et en recevons cinq). En ce qui concerne livres et journaux, on ne peut compter que sur ce qu'on possède: la bibliothèque de la prison est misérable et ne comprend que des livres offerts par des parents de mencheviks ou de s-r[2].

Notre collectif actuel[3] s'est constitué en janvier 1930 à partir de l'ancien collectif de Verkhnéouralsk (70 personnes) et des camarades de l'isolateur ajouté à ce moment-là (50 personnes). Au cours des mois de février et de mars, il y a eu entre quinze et vingt capitulations[4], dirigées par des étudiants de Moscou, Likhtmiakher et Tepliakhov entre autres; c'est le prolongement de la vague de capitulations de Smirnov[5]: ils s'étaient de justesse retenus alors d'abandonner. Au printemps, il ne nous restait plus dans le collectif que quelques capitulards isolés, vidés et désemparés sur le plan idéologique, comme Konstantinov: ils ont quitté nos rangs les derniers, sans entraîner personne malgré leur influence et leurs liens personnels. Après eux, il n'y a presque pas eu de nouvelle capitulation. Bien qu'il y ait eu peu de « nouveaux arrivants », le collectif a gardé plus de camarades qu'il n'y a eu de « départs » et, au cours des derniers mois, il est

resté stable. Nous étions en tout cent dix bolcheviks-léninistes, dix-neuf décistes[6] et deux miasnikovistes[7]. Les mencheviks, s-r (socialistes-révolutionnaires) et autres, vivent dans des cellules à part. Nous excluons également du collectif les capitulards, que nous obligeons à changer de cellule, la vie en commun devenant impossible. Cela ne nous a toutefois pas mis à l'abri de nombreux incidents, car, ces derniers temps, l'administration refusait de les changer de cellule, ou, quand elle acceptait, envoyait vivre avec eux des camarades qui venaient d'arriver, et le problème se reposait. D'autre part, certains camarades estimaient qu'il n'était pas suffisant de boycotter les capitulards, au niveau organisationnel et dans la vie quotidienne: ils exigeaient qu'on les boycotte aussi aux niveaux personnel, politique et moral, ce qui tendit beaucoup les relations. Pour notre part, nous considérions qu'il ne fallait recourir (à un tel boycottage) qu'avec ceux qui faisaient de la provocation et pouvaient nuire au collectif (Likhtmiakher, par exemple, qui, avant même de quitter le groupe, s'était lancé par écrit dans une défense de l'article 58[8] pour les camarades qui penchaient à gauche, a été boycotté sur proposition de Iakovine; Frolovsky l'a été sur proposition de Stopalov[9], pour avoir, en dépit des directives, maintenu des contacts avec des capitulards; de même Mostovsky, qui pendant des mois s'était comporté comme un provocateur, Kovchav, qui avait annoncé sa capitulation au moment où l'administration nous attaquait avec une particulière violence, etc.).

Il est difficile de définir en peu de mots le collectif, mais nous allons essayer. Des vents favorables nous ont apporté près de dix lettres de nos deux vieux[10], avec un retard de deux, trois ou quatre mois, sauf pour la lettre du 5 août envoyée à Roubtsovsk, que Dingelstedt, à qui elle était adressée, nous a apportée en arrivant[11]. Mais, dans une large mesure, ces retards nous ont été très utiles; ils

nous ont permis de vérifier la ligne et les positions que nous avions élaborées et formulées par nous-mêmes. Et nous avons souvent constaté avec plaisir que, devant les mêmes événements, la démarche de pensée et les formulations... étaient identiques dans les îles de l'Oural et de Prinkipo[12]... C'est pour nous la preuve – qui nous réjouit – des liens qui unissent notre courant par-delà les distances.

Nos camarades ont accueilli avec une satisfaction particulière la lettre de Trotsky du 5 août: elle formulait de façon encore plus précise la même pensée que nous. L'une des variantes énoncées par Trotsky dans sa lettre du 21 octobre 1928[13] est visiblement en train de devenir une perspective réelle. La contre-révolution petite-bourgeoise essaie de sauter par-dessus Thermidor (qui, en tant que tel, ne s'est pas réalisé et ne se réalisera sans doute pas), afin de passer directement à la victoire du bonapartisme, dont le régime instauré a créé le danger et qui trouvera ses représentants dans la fraction au pouvoir, au sein de l'armée et des organes de répression. La première vague contre-révolutionnaire de 1928 a été refoulée; mais une autre... plus profonde et plus large, afflue derrière elle. Nous voyons sous nos yeux renaître les mêmes contradictions avec la classe moyenne qu'hier avec les *koulaks*[14]. En 1928-1929, le blé dont l'État manquait (100 à 200 millions de pouds[15]) a été réquisitionné principalement chez les *koulaks*; depuis le début de cette année, comme il n'y a plus ou presque plus de terres ensemencées par les *koulaks*, c'est chez les paysans moyens, dans leur large couche, qu'on procède aux réquisitions. Et cette couche ira chercher – et trouvera – dans la fraction au pouvoir des représentants plus heureux que la fraction Rykov-Boukharine[16], qui défendront ses aspirations contre la dictature du prolétariat. Les chances de succès de cette nouvelle vague petite-bourgeoise sont d'autant plus grandes que le pouvoir soviétique est sorti affaibli de

la lutte contre la précédente, que le mécontentement des masses prolétariennes a grandi et que le régime politique a empiré. Il nous faut aujourd'hui convaincre le parti et la classe ouvrière de la réalité du danger bonapartiste, comme nous l'avons fait en 1927-1928 pour le danger thermidorien.

La situation économique qui se développe rend possible et même probable une nouvelle poussée de notre mouvement et de la lutte de classe en général. La disparition du chômage et la demande croissante de main-d'œuvre font que l'ouvrier n'est plus dans cette situation d'impuissance où les outils étaient abandonnés à côté des machines. Il a désormais la possibilité de lutter sur le terrain économique pour l'amélioration de ses conditions de travail, de changer de lieu de travail. La tentative des centristes d'attacher administrativement les ouvriers à leur usine ne fera qu'apprendre à ces derniers à se battre au sein même de l'entreprise. L'appel du comité central du 3 septembre aura bientôt la réputation honteuse d'être le manifeste impuissant de l'asservissement du prolétariat, véritable manifeste de la Saint-Georges[17].

La crise industrielle qui vient de commencer, loin d'atténuer la lutte du prolétariat soviétique, va certainement l'amplifier. La crise a éclaté dans l'industrie sous l'aspect politique et social, comme pour infliger une leçon spectaculaire aux centristes-capitulards qui cherchent à sortir par des voies administratives et économiques de la crise de la révolution. On a forcé l'accumulation par tous les moyens, mais l'industrie textile, qui est en grande partie remise sur pied et qui a été la première à tourner nuit et jour, n'a tenu que trois mois à ce rythme : elle tourne maintenant à la moitié de sa capacité (de même que l'industrie du cuir et d'autres secteurs de l'industrie légère), et cela à cause du manque de matières premières, que les paysans ne fournissent pas. Dans le secteur minier du Donbass, où la mécanisation a été importante (35 à 40 %

cette année, contre 7,5 % en 1926), le volume d'extraction a diminué de façon si catastrophique qu'il fallut faire appel à Molotov pour accélérer le travail. Quand on augmente les équipes de travail et qu'on fait tourner les usines de façon continue, l'équipement de ces dernières se détériore beaucoup plus vite, et il devient inutilisable avant qu'on ait eu le temps de construire et de mettre en service de nouvelles usines. La crise de l'industrie ne fait que commencer. Elle s'aggrave de jour en jour et aura sans doute cette année une plus grande incidence sur l'orientation politique que n'en eut l'hiver dernier la collectivisation forcée. Le trimestre « particulier » est effectivement critique, car il va définir l'orientation de la politique économique à venir et le sort du plan quinquennal. En attendant, l'orientation reste la même qu'avant : comme dit le proverbe ukrainien, « *N'aie pas peur, va jusqu'au fond de l'eau et tu auras peut-être une chance de remonter !* » La situation critique de l'économie est aggravée encore par la balance du commerce extérieur fondé sur la politique du socialisme dans un seul pays. Depuis deux ou trois ans, le commerce extérieur repose intégralement sur une exportation croissante, à des prix dérisoires ; des matières premières dont le pays a de plus en plus besoin, cependant qu'on assiste à une baisse brutale des prix sur le marché mondial (pour le bois, le pétrole et le charbon), et que le volume d'extraction diminue. Parallèlement, on réduit la part d'importation des matières premières nécessaires à l'industrie (de moitié pour l'année écoulée) au profit de l'importation de biens d'équipement. On sape ainsi totalement la base de l'industrie en matières premières.

La bourgeoisie mondiale proteste contre le « dumping soviétique », prétend que l'URSS la ruine, mais cette désastreuse politique d'exportation ne peut nuire qu'à l'économie et aux travailleurs soviétiques : elle aggrave

la pénurie de biens et donne à la crise un caractère lancinant particulièrement ressenti par la population.

Cette crise rend inévitables de nouveaux regroupements dans le parti. Une nouvelle lutte dans le parti en crise va se développer en même temps que va s'intensifier la lutte entre les classes de ce pays.

La tactique de l'Opposition doit être de s'orienter, dans le cours de la bataille, vers la fusion, sous son propre drapeau, avec l'aile prolétarienne du parti, contre son aile bonapartiste. Nous ignorons si cette fusion se réalisera dans le cadre du pouvoir ou dans celui de l'opposition, dans une lutte ouverte ou clandestine. Mais nous devons nous attendre à une nouvelle vague de contre-révolution petite-bourgeoise et agir en conséquence. La fusion se réalisera dans le combat contre le danger bonapartiste.

Telle était brièvement résumée l'analyse de la situation... partagée par la majorité des camarades. Notre travail idéologique s'est concentré sur l'élaboration des *Recueils sur la situation actuelle*. Contre les *Recueils*, la minorité du groupe a fondé son propre journal, le *Bolchevik militant*, sur lequel je reviendrai plus loin. On a sorti trois *Recueils*, qui comprenaient quelques dizaines d'articles sur la situation internationale et intérieure. Les *Recueils* étaient un organe destiné à la discussion à l'intérieur de notre fraction seulement. Nous ne discutions pas avec les capitulards : comme je l'ai déjà expliqué, nous nous contentions de les exclure. [...] Les bruits que les capitulards, et en particulier Sadovsky, font courir sur la capitulation de V. Èltsine[18] sont un pur mensonge délibéré. Au cours de l'été, à la suite de la discussion et des lettres reçues des vieux, Èltsine s'est considérablement rapproché de la majorité du collectif. En juin, Solntsev, Stopalov et Iakovine ont élaboré des « *thèses pour la discussion* »[19] sur la situation à la veille du congrès. Elles étaient destinées à définir les limites entre nos positions d'une part, et de l'autre celles de la droite conciliatrice

et de l'ultragauche représentée par le groupe du *Bolchevik militant*. Man Nevelson et un groupe de camarades[20] (Papermeister, Poznansky et autres) rédigèrent d'autres thèses qui ne différaient de celles des « trois » que sur un point, la crise de la Nep... c'est-à-dire la crise des rapports de marché avec la paysannerie. Nous pensions, nous, qu'il était impossible, avec la politique de distorsion extrême de Staline, de revenir à de stricts rapports de marché avec la paysannerie. De nouvelles réquisitions en argent et en nature seraient inévitables, quoique dans une mesure bien moindre que ce qui se fait actuellement. Il n'en était pas de même pour le groupe du *Bolchevik militant*, dirigé par Kvatchadzé, Arno Saakian et Rechetnitchenko[21], qui s'est formé l'an passé au moment de la capitulation de Smirnov. Cette minorité a combattu le groupe de Nevelson. [...] Ceux de Tchéliabinsk, dont Solntsev faisait partie, ont refusé de rejoindre l'un ou l'autre groupe. Le groupe Saakian-Kvatchadzé refusa de prendre part à la rédaction des *Recueils* du collectif. En janvier, il publia son propre journal, intitulé *Bolchevik militant*, qui déclencha contre les *Recueils* une vive polémique. Mais les camarades Saakian et Kvatchadzé cherchaient seulement à formuler leur position de façon indépendante : leur journal fut pris en mains par les jeunes (Pouchas, Perevertsev, Emelianov[22] – lequel, après la parution du second numéro, passa chez les décistes), qui s'orientaient de plus en plus vers les positions décistes. Les trois numéros qui sont sortis, presque exclusivement consacrés à la polémique interne à l'isolateur, développent l'idée suivante : la lutte ne doit plus se mener à l'intérieur du parti, mais au niveau de la classe. Il n'est plus possible de réformer le parti. On ne peut envisager une réforme de l'État que par l'action directe des masses. Il n'y a pas de tournant à gauche dans la politique des centristes. La formule de Trotsky sur le soutien critique ou le soutien à un tel tournant... doit être supprimée. Il

faut lui substituer le mot d'ordre de « lutte contre les centristes par tous les moyens ». En fait, ce groupe essayait de définir une position intermédiaire entre nous et les décistes. Il empruntait à ces derniers l'idée que le parti avait déjà dégénéré, et l'associait à celle de la réforme et de la mobilisation des masses dans la crise actuelle.

Dans ses thèses de septembre, le groupe ajoutait :

1) L'URSS a cessé d'être le stimulant du mouvement révolutionnaire mondial, et constitue au contraire un frein à son développement (ch. 1, § 5). Les intérêts de chacun sont désormais antagonistes (alors que Trotsky écrit, dans *La crise du bloc centre-droite* et *Un document honteux*, que seuls les sectaires et les anarchisants peuvent ignorer la contradiction primordiale qui existe entre l'URSS et le monde capitaliste).

2) Le groupe reconnaissait formellement la théorie de la révolution permanente, mais niait la crise – prévue par la théorie et vérifiée dans les faits – des rapports entre le prolétariat et la paysannerie qui, en 1928, du fait de la politique de Staline, s'est manifestée dans la crise de la Nep. La crise de la révolution comprise comme permanente, à cette étape, conduit la paysannerie (et la petite bourgeoisie en général) à vouloir s'arrêter... aux tâches démocratiques bourgeoises déjà réalisées. Les centristes s'en consolent en prétendant que « les paysans se sont tournés définitivement vers le socialisme », et tentent de trouver une issue à cette contradiction en passant un compromis, ou s'efforcent de la tourner par des mesures aventuristes pour passer directement à la construction du socialisme dans un seul pays et dans les délais les plus brefs.

3) *« Il n'est pas vrai que la querelle de l'État avec le prolétariat n'en est qu'à son germe... adaptant sa*

politique aux paysans sous leur pression, l'appareil se place en contradiction avec le prolétariat... Placer la bureaucratie et le prolétariat du même côté de la barricade conduit [les capitulards] à *répéter le schéma de Kronstadt. La crise économique amènera encore souvent le gouvernement à un conflit avec la paysannerie, mais à aucun moment la bureaucratie ne sera capable de faire front, en tant que force révolutionnaire, contre la petite bourgeoisie.* »

« *Il est évident qu'en cas de guerre nous ne mendierons pas auprès des centristes le droit de prendre part à la défense de l'URSS en renonçant ainsi à la ligne bolchevique-léniniste. C'est en tant que bolcheviks-léninistes que nous pouvons défendre l'URSS, non comme une force physique vide de pensées.* » Le groupe contredisait ainsi totalement ce qu'écrivait Trotsky dans sa lettre du 21 mars : « *Le centrisme n'a pas encore, grâce à l'appareil, perdu sa base prolétarienne* » et, « *en cas de guerre civile, nous serons du côté de la bureaucratie contre nos ennemis de classe communs, aux côtés, bien sûr, de la fraction de la bureaucratie qui ne sera pas passée dans le camp de l'ennemi*[23] ».

Il est impossible de prévoir avec exactitude ce que sera la conjoncture et ce que seront nos propres forces au moment des prochains combats, mais les camarades du *Bolchevik militant* déclaraient d'avance inacceptable de notre part [...] et rejetaient l'éventualité de la mise en place d'un front unique sur la ligne de la défense de l'URSS avec ceux des centristes qui ne seraient pas passés à l'ennemi.

4) À propos des prévisions de Trotsky, confirmées par toute l'histoire de ces trois dernières années, sur la possibilité d'un tournant à gauche sous les coups du knout social de droite, les thèses disaient : « *Si*

au début l'on pouvait supposer que, sous la pression des éléments les plus arriérés de la société, l'appareil pourrait être amené à virer à gauche, le bilan des derniers mois prouve que semblable espoir était injustifié. » (ch. 2, § 5)

Bien que les auteurs de ces thèses connaissent déjà les objections formulées par Trotsky aux camarades qui nient la possibilité pour le centrisme de virer à gauche (lettre du 21 février)[24], sans bien sûr sortir des limites même du centrisme, le système de mesures administratives, qui s'ajoutait à la politique opportuniste centriste… « *Le recours à des mesures exceptionnelles provoquant une crise du bloc centre-droit n'a pas constitué un tournant à gauche : la politique des centristes est, comme avant, une politique de centre-droite. C'est pourquoi nous ne devons la soutenir ni dans son ensemble ni sur des points particuliers.* » (ch. 3, § 4)

5) Jusqu'au 15e congrès et même jusqu'à l'automne 1928, l'Opposition a mené son travail de fraction dans les strictes limites du parti (ch. 4, § 8). « *Cette orientation qui est la nôtre aujourd'hui*, écrivent-ils, *n'a rien de commun avec les incantations du genre : "Il faut changer la direction par la voie du parti." Semblable raisonnement non seulement lie les mains de l'Opposition pour une action ultérieure, mais encore va contre sa tactique actuelle, axée sur la réforme par la classe ouvrière tout entière… Nous menons les masses au combat sans craindre que la grève seule se révèle insuffisante. Si la vie nous montre que la grève ne nous permet pas de corriger la situation, nous aurons assez d'audace, de détermination, pour recourir à d'autres moyens plus violents.* »

Cette fanfaronnade sur la « détermination », typique du gauchisme infantile, et qui se substitue à une analyse des moyens rationnels de lutte, les auteurs de ces thèses

voulaient l'imputer à Trotsky, alors que celui-ci encore, dans sa lettre du 21 octobre, soulignait qu'« *aller au-devant d'un mouvement de masses ne signifiait pas céder à la spontanéité* ». Et, jusque dans ses dernières lettres, il n'a cessé d'affirmer que la tâche primordiale continuait d'être la lutte pour réformer le parti et changer sa direction par la réforme, ce qui a pour condition aujourd'hui le rétablissement avec les masses de nos liens qui ont été rompus et le développement d'une agitation illégale pour influencer systématiquement l'opinion du parti qu'on étrangle.

Voilà, brièvement esquissée, l'orientation politique du *Bolchevik militant*. Nombre de ses partisans ont ouvert les yeux et se sont rendu compte de la déviation dans laquelle s'engageaient les idéologues du groupe : refusant d'abord catégoriquement de participer à la discussion ouverte par le collectif et de présenter ses propres thèses, le groupe, après la publication par le collectif des « thèses des trois », s'est mis à élaborer les siennes, ce qui lui a pris trois à quatre mois (de juin à septembre), étant donné l'impossibilité de concilier les tendances qui s'opposaient. Ses difficultés se sont accrues quand nous avons reçu les lettres de Trotsky du 21 mars et du 5 août, où il était question du parti, du soutien, de la critique des capacités du centrisme, etc., autant d'analyses qui étaient en complète contradiction avec les thèses du *Bolchevik militant*. Finalement, quand ces thèses parurent enfin, sept camarades qui appartenaient l'année précédente au noyau principal du groupe « *proclamèrent collectivement leur rupture avec le groupe* » et « *refusèrent de prendre les thèses à leur compte* » ; quatre d'entre eux en firent même une critique serrée, accusant leurs auteurs d'avoir, dans une introduction qui, finalement, au tout dernier moment, n'est pas sortie, appelé à la constitution d'une aile gauche de l'Opposition contre la direction. La position prise par le groupe à propos de la déclaration de Rakovsky[25] au parti

et au congrès témoignait bien de cette attitude et creusa encore les divergences, permettant ainsi au collectif de se renforcer. Il convient d'ailleurs de s'arrêter sur cette question fondamentale. Jugeant le parti totalement dégénéré, le groupe du *Bolchevik militant* refusait de caractériser l'Opposition comme une fraction du Parti communiste et de l'Internationale communiste et s'opposait catégoriquement à toute déclaration aux organes du parti. L'un des dirigeants du groupe, Amo Saakian, publia dans le numéro 1 du *Bolchevik militant* une lettre dans laquelle il se désolidarisait de la déclaration de Rakovsky, qu'il avait pourtant soutenue l'année précédente. Il tentait de se justifier en rappelant que Trotsky considérait cette déclaration comme une «*étape révolue*». Mais Trotsky ne l'avait pas pour autant reniée, et expliquait que cette déclaration, à laquelle il s'était rallié avec quelques corrections, pourrait encore nous servir. Puis le *Bolchevik militant* se mit à opposer systématiquement Trotsky à Rakovsky et au reste de l'Opposition à l'intérieur du pays. En mai, quand commença à circuler le bruit qu'une déclaration avait été faite pour le 16ᵉ congrès, le groupe du *Bolchevik militant* écrivit au collectif pour marquer son désaccord avec toute adresse aux organes du parti : il s'appuyait pour cela sur l'opinion émise par Trotsky dans ses lettres de l'automne et de l'hiver selon laquelle il fallait désormais s'adresser au parti tout entier et à la classe ouvrière. Au cours d'une promenade, cinq camarades de ce groupe proposèrent à Nevelson et à cinq autres d'envoyer à Trotsky un télégramme qui donnerait son soutien à la position définie par lui dans sa carte du mois de janvier et le mandaterait pour s'adresser au parti et à la classe ouvrière. Nous avons refusé cette proposition, car, pour ce qui était de manifester notre solidarité avec Trotsky face à l'appareil, nous l'avions déjà fait par notre télégramme du 1ᵉʳ mai. Mais donner mandat à Trotsky pour s'adresser au parti et à la classe ouvrière équivalait

à désavouer Rakovsky et sa campagne en déportation. La proposition fut écartée par la majorité du collectif (et aussi par la majorité du *Bolchevik militant,* bien que pour d'autres raisons) ; dix camarades ne jugèrent même pas bon d'en discuter.

Quand les travaux du 16e congrès commencèrent, une information plus précise nous parvint sur la déclaration de Rakovsky. Au cours de la promenade, Stopalov d'un côté, Èltsine, Iachvili et Iakovine de l'autre, proposèrent à ceux qui étaient avec eux dans la cour d'envoyer au congrès, à Trotsky et à Rakovsky le télégramme suivant : « *Nous partageons entièrement les positions de Trotsky et de Rakovsky. Nous apportons notre soutien à l'intervention faite par la direction de l'Opposition sous forme d'adresse au parti et au congrès.* »

Le choix de la formule « *soutien à l'intervention* » visait à couper court à toute démagogie qui aurait pris prétexte le fait que nous ignorions le contenu de la déclaration. Après une longue discussion, cette proposition fut acceptée par 58 voix contre 37, et le télégramme envoyé avec 60 signatures. Un bref résumé de la déclaration et une carte postale venue de B.[arnaoul] nous parvinrent ensuite. Cela obligea beaucoup de camarades à modifier leur position : sur les quarante-sept, vingt se désolidarisèrent alors du *Bolchevik militant.* Lors du dernier vote important avant notre départ, ce dernier n'a plus obtenu que vingt-sept voix (par ailleurs trois camarades sont passés chez les décistes).

Il faut remarquer que l'information communiquée par Amo, selon laquelle les « thèses des trois » auraient été retirées de la discussion, est une pure invention dont nous laissons la responsabilité à son auteur. Nous avons proposé de dresser un bilan de la discussion dans une résolution qui énumérerait à part les questions restées en litige. Cela ne signifie nullement que nous avons empêché la discussion. Et tous les camarades qui venaient

d'arriver, sauf deux, se sont déclarés partisans de la ligne définie par les thèses. Il s'agit notamment de Dingelstedt, Antokolsky, Abramsky, qui venaient de Roubtsovsk, Sourkov et Sossorov, qui arrivaient de Sibérie. Les deux autres, Anian, venu d'Asie centrale, et Maria Ivanovna, venue de Sibérie, se rangèrent du côté du *Bolchevik militant* (cette dernière est passée ensuite chez les décistes).

Sur proposition des nouveaux arrivants, le collectif, par 75 % des suffrages, a décidé de faire paraître un journal commun prolongeant le travail théorique commencé avec les *Recueils* sur la situation actuelle et d'interrompre le *Bolchevik militant.* Il nous est impossible de savoir si le groupe du *Bolchevik militant* se soumettra à cette décision. Mais il est certain que le collectif se renforce et que,... après avoir interrompu la vague de capitulations, nous commençons à surmonter l'ultra-gauchisme qui en avait été le contrecoup. Le collectif commence à surmonter les divergences et les errements idéologiques et à sortir de l'état groupusculaire dans lequel il était tombé après « l'année noire »[26]. Nous comptons ferme sur l'aide de nos deux vieux, et c'est dans leur esprit que nous nous efforçons d'agir.

Nous transmettons un chaleureux salut à tous ceux qui poursuivent le même combat.

T. D. Ardachelia, G. Ia. Iakovine

La crise de la révolution, les perspectives de lutte et les tâches de l'Opposition
(juin 1930)

Fin 1931, le *Bulletin de l'Opposition* publia ce texte signé X, Y, Z. Il s'agissait des thèses de la majorité du collectif des bolcheviks-léninistes de Verkhnéouralsk rédigées par trois jeunes dirigeants de l'Opposition : Eleazar Solntsev, Grigori Iakovine et Grigori Stopalov. Le texte, écrit avec un crin sur des feuilles de la dimension d'un papier à cigarettes, était parvenu à Trotsky fin 1930 avec plusieurs autres documents. Il parut en français en décembre 1980 dans le n° 6 des *Cahiers Léon Trotsky*.

La situation internationale[1]

1 – La plate-forme des bolcheviks-léninistes a donné il y a plus de deux ans et demi une analyse et des pronostics concernant l'évolution de la crise profonde traversée par notre révolution, crise qui est le résultat de processus internationaux et intérieurs récents et aussi de la politique opportuniste de la direction. Par ses racines profondes, la crise de notre révolution devient une crise de la révolution mondiale, étroitement liée au déclin de la vague révolutionnaire qui s'est amorcé avec la défaite de la révolution allemande en 1923. Cela a conduit à l'isolement de notre révolution, au renforcement de la réaction internationale et des éléments démocratiques bourgeois à l'intérieur de l'URSS ; cela s'est reflété dans l'état d'esprit

du prolétariat et a conduit à la défaite de l'aile léniniste du parti, laquelle est devenue l'opposition à la direction qui commençait à quitter les rails de la politique prolétarienne. Mais l'interdépendance de la révolution russe et de la révolution internationale n'est pas unilatérale. La politique du Parti communiste à l'intérieur du pays et la politique de l'IC sont un des facteurs les plus importants qui conditionnent l'évolution des questions internationales et trouve son [...][2] détermine la tendance des événements. La politique opportuniste de la direction du parti dans une série de questions internationales a trouvé son expression la plus flagrante en Chine et en Angleterre[3], elle a porté un coup terrible au mouvement révolutionnaire mondial, ce qui s'est reflété à son tour dans l'approfondissement ultérieur de la crise de la révolution russe. La politique opportuniste à l'intérieur du pays, qui s'écarte de la ligne prolétarienne sous la pression de l'élément petit-bourgeois, a entraîné une exacerbation extrême de la crise dans des formes et dans des conditions telles que la révolution d'Octobre est directement menacée.

La crise de la révolution et la crise de la Nep

2 – Depuis le 15e congrès la crise a pris des formes nouvelles. À l'étape actuelle la crise a pris la forme d'une crise très profonde des relations fondamentales entre le prolétariat et la paysannerie, telles qu'elles étaient établies par le passage à la Nep[4], c'est-à-dire d'une crise de la Nep. Cette crise des relations entre le prolétariat et la paysannerie est le reflet de la crise des relations entre l'industrie nationalisée et l'économie paysanne individuelle, sur la base du retard de la première. À cause de sa politique opportuniste, la direction n'a pas utilisé les possibilités offertes par la Nep de renforcer la base économique de la dictature. Le retard du prolétariat dans une série de maillons intermédiaires a entraîné une supério-

rité du *koulak*[5] sur l'État dans le domaine des relations marchandes. C'est pourquoi il s'est avéré impossible de prolonger l'existence des relations avec la paysannerie, établies par le passage à la Nep ; c'est pourquoi il a fallu interrompre prématurément la Nep et recourir à des méthodes de coercition extra-économiques. Sous son aspect le plus aigu, la crise a pris depuis deux ans la forme d'une crise alimentaire, sur la base d'une grève du blé qui s'est progressivement transformée en grève des ensemencements non seulement du *koulak* mais aussi, dans une certaine mesure, du paysan moyen. À cause de la politique qui a freiné le développement du prolétariat et qui a contribué au renforcement des couches *koulaks* et aisées de la campagne, la disproportion entre l'industrie et l'agriculture a atteint une ampleur inouïe. Le manque aigu de produits manufacturés mène peu à peu non seulement à une réduction des ventes par les paysans et à un repliement de l'agriculture sur elle-même, mais aussi à une réduction de la production agricole. Le développement insuffisant de l'industrie a freiné le développement de l'agriculture, ce qui a contribué à son tour à un retard ultérieur de l'industrie. Le résultat de tout cela a été une chute de la monnaie, ce qui a constitué un moment supplémentaire de l'approfondissement de la crise.

3 – Dès 1927, les relations avec la paysannerie étaient à ce point détériorées qu'il n'y avait déjà plus d'issue à la situation par des voies purement économiques, et d'autant moins par les voies de la Nep, qui avait pris dans la période précédente la forme libérale de relations purement marchandes. La tentative de trouver une issue dans le cadre de relations purement marchandes aurait signifié la réduction des investissements dans l'industrie, la dilapidation ultérieure de ses fonds de réserve, le remplacement de l'importation de moyens de production par l'importation de biens de consommation pour la paysannerie et, en fin de compte, la rupture du monopole

du commerce extérieur avec toutes les conséquences que cela entraîne. L'opposition de droite[6] tendait à s'engager dans la voie de l'abandon ouvert des bases de la dictature et de l'asservissement du pays par le capital étranger.

La réalisation de ce programme a été rendue impossible parce que l'opposition léniniste a dévoilé à l'avance ce programme thermidorien[7], en 1927, parce qu'elle a suscité un mouvement et une lutte, et enfin à cause de la pression des masses, laquelle s'est avérée insuffisante pour faire passer la direction aux mains de l'Opposition, mais suffisante pour l'empêcher de tomber dans celles des droitiers.

Telle était la cause fondamentale de la crise du bloc des droitiers et des centristes, qui s'est achevée par sa rupture. On a vu à la direction des centristes dont la ligne, hésitant entre la bourgeoisie et le prolétariat, a exécuté des zigzags incessants entre notre ligne et celle des droitiers. La politique du parti s'est déplacée de l'axe des droitiers et des centristes vers l'axe centriste.

4 – La tâche centrale de la politique centriste est devenue l'extorsion forcée du blé aux paysans, étant donné l'impossibilité d'en avoir par la voie marchande sans une concession fondamentale au *koulak*, telle que la rupture du monopole du commerce extérieur. La politique de confiscation du blé, dirigée non seulement contre le *koulak* mais aussi contre le *seredniak*, a causé un mécontentement aigu dans les masses paysannes, qui a créé le grave danger d'un front paysan uni contre le prolétariat et sa dictature.

Tel fut le chemin concret de l'approfondissement de la crise des relations avec la paysannerie, le chemin de la formation de la crise des bases socio-politiques profondes du régime soviétique.

Dans cette crise, le pouvoir soviétique ne peut se maintenir en tant que système prolétarien que si l'on

prend un ensemble de mesures sociales et politiques de classe, ayant pour but de renforcer la base prolétarienne et *bedniak* (paysanne pauvre) du pouvoir soviétique, d'organiser la paysannerie pauvre, de rendre plus actives les masses ouvrières et des *bedniaks* contre les forces thermidoriennes, d'augmenter le rôle de leur organisation et de l'État soviétique dans la régularisation des processus économiques. Cet ensemble de mesures doit être subordonné à une seule tâche révolutionnaire – la sauvegarde du pouvoir soviétique, parce que la direction stalinienne a engagé le pays dans une impasse et qu'il n'y a pas d'issue immédiate dans le cadre d'un programme uniquement subordonné aux intérêts du développement des forces productives.

Une issue immédiate par des voies purement économiques est encore moins possible maintenant qu'en 1927. La base économique du prolétariat est affaiblie. C'est pourquoi il est impossible de changer le rapport des forces de classe au profit du prolétariat par des moyens purement économiques. Cela doit être fait par d'autres méthodes. On doit jeter sur le plateau de la balance la puissance concentrée de l'appareil d'État, toute l'énergie et l'activité de classe du parti et du prolétariat et des couches alliées de la campagne.

La mobilisation de classe du camp de la révolution doit être réalisée à n'importe quel prix. C'est seulement ainsi que peut être organisée maintenant la résistance à l'ennemi de classe ; que peuvent être créées de nouvelles bases de départ et un nouveau rapport des forces pour une nouvelle offensive dans le domaine économique.

5 – Dans la mesure où, dès la période du 15e congrès, il était clair pour l'Opposition qu'on ne trouverait pas d'issue par des voies purement économiques, elle avait proposé une confiscation partielle du blé. Mais elle y avait mis une condition de classe : n'étendre cette mesure qu'aux couches les plus aisées : 10 % des exploitations pay-

sannes. En outre, l'Opposition avait proposé de réaliser cela sous la forme d'un emprunt et d'exporter une partie du blé reçu en vue de créer un fonds circulant de marchandises, pour ne pas réduire l'importation de produits d'équipement industriel. Cette mesure, qui représentait au fond une certaine limitation de la Nep, était proposée par l'Opposition dans le cadre d'un programme mûrement réfléchi d'actions économiques et sociales. Pour contrebalancer l'exacerbation de la lutte des classes de la part du *koulak* (ce qui devait être la conséquence de cette mesure), l'Opposition proposait la création d'une union des paysans pauvres, comme base solide du pouvoir soviétique à la campagne, et elle exigeait en même temps un changement radical de la politique ouvrière pour renforcer la base du pouvoir soviétique dans le prolétariat des villes.

Le 15e congrès a rejeté notre plate-forme mais, sous l'influence du cours de la lutte des classes, la direction stalinienne a été contrainte de s'engager sur la voie de la limitation de la Nep et des mesures de coercition extra-économique. Mais ces mesures ne représentaient pas une partie d'un ensemble mûrement réfléchi de mesures subordonnées à des tâches socio-économiques déterminées. En ne les soutenant pas par une base de classe, la direction a réduit les mesures de coercition à une pure violence administrative.

En ne s'attaquant pas seulement aux intérêts des *koulaks*, mais aussi à ceux des *seredniaks* et des *bedniaks*, cette politique ne fait que contribuer à la mobilisation de la majorité de la paysannerie autour du *koulak* contre le pouvoir soviétique, renforçant par là même le front thermidorien et ses chances de victoire.

On s'efforce de présenter cette politique néfaste comme un pas en avant par rapport à la Nep, comme une préparation à sa liquidation sur une base plus large. En réalité, il ne s'agit pas d'un progrès par rapport à la Nep,

mais d'un recul, étant donné que la politique précédente n'a préparé ni une base matérielle, ni une base de classe pour le passage à un stade nouveau dans l'extension de l'économie planifiée. La politique actuelle non seulement ne prépare pas le passage vers une base matérielle et technique plus large, mais au contraire elle conduit à une diminution des forces productives à la ville et à la campagne.

6 – L'opposition léniniste n'a jamais été et n'est pas pour la liquidation de la Nep tant que le changement de l'infrastructure matérielle et technique ne s'avère pas suffisant pour liquider l'économie paysanne traditionnelle en la faisant passer à une échelle sociale et technique plus vaste. Mais l'Opposition ne considérait pas comme seule forme possible de la Nep la politique libérale suiviste qui était réalisée par le bloc des centristes et des droitiers de 1923 à 1927, avec un rôle minimum de l'État et des organisations prolétariennes dans la régulation des processus économiques et de la lutte des classes menée autour d'eux...

À partir de cette position commune et tenant compte de la situation objective qui s'est créée, l'Opposition n'appelle pas à un « retour à la Nep », ce qui, dans les conditions actuelles, ne pourrait que signifier un retour à la vieille politique du bloc des droitiers et des centristes.

L'Opposition n'appelle pas à un retour à la Nep mais à une transformation de la lutte administrative contre le *koulak* en lutte de classe des larges masses ouvrières et paysannes pauvres, qui a pour conditions l'amélioration de leur situation économique à quelque prix que ce soit, l'accroissement de leur rôle et de leur influence politique, l'organisation des paysans pauvres, la réactivation du parti et des syndicats, le regroupement et la mobilisation de classe de tous les éléments de gauche du parti du prolétariat et de l'État soviétique.

Incapable de s'engager dans la voie de la mobilisation de classe du parti du prolétariat et des *bedniaks*, le centrisme s'est lancé depuis environ fin 1929 dans une tentative désespérée pour sortir de l'impasse au moyen d'une aventure bureaucratique sous les mots d'ordre ultragauches de collectivisation totale de la paysannerie à bref délai, et de liquidation des *koulaks* en tant que classe. Malgré l'échec déjà manifeste de ce nouveau virage opportuniste de la politique centriste, on s'efforce de présenter la critique que nous faisons de cette politique comme « une nouvelle évolution du trotskysme » vers la droite.

Nous dénonçons la nouvelle calomnie de Iaroslavsky, selon laquelle l'Opposition critique actuellement la politique stalinienne d'un point de vue de droite.

Ayant évolué sous la pression des circonstances vers une lutte d'appareil contre le *koulak* et l'économie privée, la politique stalinienne reste la politique de la bureaucratie, laquelle se méfie des masses prolétariennes, les empêche d'influencer le pouvoir, la direction et la politique, et continue en même temps à transmettre la pression de l'élément petit-bourgeois sur la classe ouvrière. C'est pourquoi la critique oppositionnelle reste une critique de gauche, une critique de l'opportunisme centriste et de l'aventurisme bureaucratique du point de vue des intérêts immédiats et historiques du prolétariat.

La collectivisation à outrance et la lutte de classe à la campagne

7– Les centristes se sont attelés à l'organisation des sovkhozes et kolkhozes[8] dans le but de trouver un moyen rapide d'échapper aux difficultés alimentaires. Ils n'en sont pas venus là d'un seul coup. En 1928, on a essayé de s'en sortir en faisant des concessions au *koulak*: augmentation du prix du blé et large apport de pro-

duits manufacturés à la campagne, ce qui conduit dans les faits à un échange direct contre le blé. Mais cette concession ne pouvait plus satisfaire le *koulak*. Il a organisé une seconde grève du blé à une échelle plus vaste, ce qui a entraîné une application plus étendue des mesures extraordinaires. Dans la mesure où la situation générale et la pression des masses ne permettaient pas d'aller plus loin dans cette voie droitière – la voie de concessions susceptibles de satisfaire le *koulak* – le centrisme a été contraint de chercher une issue du côté de l'organisation des sovkhozes et des kolkhozes, espérant de cette façon libérer rapidement le prolétariat de la dépendance du blé *koulak* et devenir un dictateur dans le marché du blé.

Les capitulards[9], qui ont perdu la capacité de s'orienter dans une situation concrète, partageaient entièrement ces espoirs et prédisaient qu'à l'aide du blé des sovkhozes et des kolkhozes *« l'État mettra le koulak à genoux dans un an ou deux »* (Préobrajensky). Mais, dès 1928-1929, il est apparu que les approvisionnements en blé d'origine privée diminuaient plus vite que ne croissait la production des sovkhozes et des kolkhozes, étant donné la réduction concomitante de la surface ensemencée dans le secteur individuel. La direction s'est alors efforcée de réaliser l'irréalisable: d'une part, au moyen de mesures purement coercitives et de contrats presque forcés, s'emparer des surplus de blé privé, et d'autre part ne pas permettre la réduction de la production dans le secteur individuel. Quand le caractère irréalisable de cette double tâche a été reconnu, la direction s'est jetée du côté de la collectivisation forcée, qui, de façon parfaitement inattendue pour elle, a soudain acquis un élan extraordinaire.

8– *« La paysannerie, qui, après toute l'expérience de la révolution, ne s'engagera pas à la légère dans la voie d'une guerre civile, s'efforce de trouver d'autres voies... Les paysans, c'est-à-dire avant tout leurs couches supérieures, à tendances capitalistes, se sont soudain trouvés dans une*

impasse. Les portes du marché étaient fermées. Ayant piétiné devant la peur, la paysannerie s'est jetée du côté des portes ouvertes de la collectivisation. » (L. D. Trotsky).

Les paysans sont « venus en foule dans les kolkhozes » dans l'espoir de sauver ainsi leur exploitation individuelle et de recevoir certains avantages et subsides. C'est pourquoi, au début, la tendance la plus forte vers la collectivisation s'est manifestée dans les secteurs et les couches *koulaks* et cosaques[10]. Les centristes étaient complètement désorientés par cette « croissance impétueuse des kolkhozes » qu'ils n'avaient pas prévue et pour laquelle la politique précédente n'avait préparé ni une base matérielle, ni une base de classe. Ainsi, ne comprenant pas les causes véritables et la signification de ces processus, ils ont eu recours au fouet, c'est-à-dire aux mesures administratives. Dans le même temps on a avancé le fameux mot d'ordre de la « liquidation des *koulaks* en tant que classe ». Dans la mesure où l'activité et l'influence des *koulaks* à la campagne s'étaient accrues dans des proportions telles qu'on ne pouvait déjà plus nier leur existence ni ignorer leur rôle, la direction a été contrainte d'engager la lutte contre eux.

Réalisant cette lutte avec « ses moyens et ses méthodes », c'est-à-dire avec des méthodes administratives et non des méthodes de classe, la direction lui a rapidement donné un caractère de « frénésie bureaucratique ». Identifiant la croissance des kolkhozes avec l'isolement du *koulak*, s'abandonnant à l'illusion petite-bourgeoise selon laquelle le *seredniak* entré dans le kolkhoze cesse d'être un petit bourgeois, les centristes ont décidé qu'était ainsi préparé le terrain pour la liquidation du *koulak* en tant que classe. Avec cette politique de « frénésie bureaucratique » fondée sur une compréhension erronée du cours des choses, le centrisme a conduit à bref délai la tâche qu'il s'était fixée à l'aventure bureaucratique, à l'absurdité historique... La base théorique de cette aventure

était toujours la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, réinterprétée cette fois dans un sens ultragauche, dans le sens de la nécessité de réaliser le socialisme intégral en quelques années, ce qui n'a pas moins désorienté idéologiquement le parti et la classe ouvrière que ne l'avait fait la précédente interprétation opportuniste sur la possibilité d'arriver au socialisme « à pas de tortue »[11].

Le résultat de cette aventure fut la destruction d'une partie importante du matériel et du bétail, une baisse générale du niveau des forces productives à la campagne, la réduction des surfaces ensemencées et la détérioration du travail de la terre dans le secteur individuel, la désagrégation rapide des kolkhozes organisés à la va-vite, dans le cadre d'une croissance menaçante du mécontentement de toutes les couches de la paysannerie qui s'est déjà exprimé dans une série de troubles sérieux. Ces troubles ont pu avoir une forte résonance uniquement parce que le mécontentement n'était pas localisé dans les limites relativement étroites des couches supérieures, mais s'étendait bien au-delà. Les paysans pauvres et les ouvriers agricoles, par suite de leur complète inorganisation, non seulement ne représentaient pas une force politique s'opposant au *koulak*, mais tombaient dans de nombreux endroits sous son influence. Repoussant fermement les accusations lancées contre nous d'être passés sur des positions de droite et de lutte contre la collectivisation, nous avons mis en garde le parti et la classe ouvrière contre cette politique aventuriste menée sous les mots d'ordre de collectivisation de toute la paysannerie à bref délai et de liquidation des *koulaks*, politique qui ne peut mener qu'à un recul et à une menace sur l'existence même du pouvoir soviétique. Étant donné la façon dont les kolkhozes sont organisés, ils ne peuvent que devenir des points d'appui pour la mobilisation de toute la paysannerie autour de la contre-révolution *kou-*

lak, et non une base pour la reconstruction socialiste de l'agriculture.

9– Non seulement cette politique aventuriste n'a pas conduit à un adoucissement ou à un affaiblissement de la crise, mais elle n'a fait que contribuer à son aggravation, laquelle présageait l'interruption de cette politique et le recul qui s'ensuivit. Ayant commencé par la circulaire du comité central du 15 mars, ce recul a trouvé son expression dans une série d'avantages accordés aux kolkhoziens et aux exploitants individuels, dans la restitution des biens aux dékoulakisés, dans une augmentation brusque des prix et des crédits consentis aux kolkhoziens et aux exploitants individuels, etc. Le but immédiat de ces mesures est d'arrêter la désagrégation des kolkhozes et d'éviter l'interruption des semailles.

Si ces mesures peuvent en effet (et seulement jusqu'à un certain point) ralentir la réduction des semailles cette année, en revanche elles compliquent en même temps et aggravent la crise économique, parce qu'elles ne résolvent aucune des contradictions fondamentales : le marché, de nouveau légalisé, ouvre une issue au développement de l'économie marchande, ce qui entraîne inévitablement la croissance des tendances capitalistes et sape les fondements de la collectivisation totale, qui repose précisément sur le système de l'interdiction du marché ; on ne résoudra pas non plus la crise alimentaire ni celle des matières premières, étant donné que l'équilibre du marché s'établira dans le cadre d'une tendance à l'accroissement irrésistible des prix des produits agricoles et à l'aggravation de la pénurie de marchandises qui contribue au repliment de la campagne sur elle-même et à son isolement de la ville. Les sovkhozes ne peuvent évidemment pas non plus contribuer à une résolution rapide de la crise alimentaire (et encore moins de la crise des matières premières), parce qu'on y a transplanté les méthodes bureaucratiques de gestion, le manque de rigueur, l'absence de plan, et

parce qu'ils ne sont pas entourés d'une organisation des paysans pauvres et des ouvriers agricoles.

Cette accumulation de contradictions prépare le terrain pour un recul prochain, qui menace de se transformer en un abandon des dernières positions à l'ennemi de classe. Il s'ensuivra inévitablement une pression des forces thermidoriennes dans le pays et dans l'appareil.

10 – Les conséquences les plus dangereuses de la période où fleurissait l'enthousiasme administratif et de la période de recul sont : 1) Le renforcement des positions des éléments hostiles, dans le temps même où s'affaiblissent les positions politiques des paysans pauvres et des ouvriers agricoles et, 2) la consolidation progressive du front uni de la campagne contre la ville.

Étant donné les méthodes d'organisation des kolkhozes, ceux-ci ne pouvaient pas se transformer en points d'appui du prolétariat à la campagne. Elles ont conduit de façon mécanique à la « *concentration de toutes les contradictions de la campagne au sein des kolkhozes* » (Trotsky). La lutte à l'intérieur des kolkhozes s'exacerbe au fur et à mesure de l'accroissement de l'activité des *koulaks* hors des kolkhozes ; dans la détermination du nombre et de l'importance des parts sociales, dans la répartition du travail et des revenus, la lutte de classe entre les couches propriétaires et semi-prolétaires acquiert une base matérielle constante et une acuité particulière. Une lutte serrée s'est déroulée récemment en relation avec les sorties des kolkhozes. À cause d'une série de résolutions (en particulier en Sibérie), la sortie des kolkhozes commence à s'entourer, en guise de correction des « excès », d'avantages tels qu'il devient profitable pour les éléments les plus aisés d'abandonner les kolkhozes. Dans les kolkhozes qui restent, se créent les conditions de leur direction par des éléments *koulaks*, ce qui aggraverait les contradictions qui existaient déjà d'ailleurs sans cela entre les kolkhozes et l'État en ce qui

concerne les approvisionnements, les prix, etc. Dans ces conditions, les kolkhozes seront une puissante arme supplémentaire des *koulaks* contre l'État. L'arrêt de la collectivisation s'est produit avant que n'ait eu le temps de se dévoiler la contradiction fondamentale entre la forme sociale supérieure d'organisation de l'économie et la base matérielle et technique primitive. Il souligne, s'il en était besoin, l'importance de plus en plus grande de l'union des paysans pauvres, sans l'organisation de laquelle il est impossible de lutter victorieusement contre le *koulak*. Dans ces conditions, le refus d'organiser les paysans pauvres, et l'abandon des faibles organisations existantes à la tutelle des soviets ruraux (dirigés par des fonctionnaires et des propriétaires) signifient non seulement le refus de la défense des intérêts des paysans pauvres, mais aussi l'affaiblissement de la base du pouvoir soviétique à la campagne.

L'argument de Staline et de Molotov, qui disent que l'organisation d'une union des paysans pauvres encouragerait l'idée de l'organisation d'une union paysanne, cet argument est un sophisme qui recouvre la traditionnelle pensée petite-bourgeoise et réactionnaire selon laquelle on pourrait mettre fin à l'exacerbation de la lutte des classes en renonçant à l'organisation des éléments prolétariens et semi-prolétariens. Face à la politique centriste à la campagne et aux méthodes de lutte contre le *koulak*, nous opposons notre voie et nous démasquons les méthodes d'appareil et les méthodes « au-dessus des classes » des centristes... À la lutte bureaucratique et administrative des staliniens contre le *koulak*, nous opposons la lutte révolutionnaire de classe du prolétariat et de la paysannerie pauvre contre le *koulak*, non seulement en tant que celui-ci ne livre pas le blé, mais en tant qu'il est un exploiteur capitaliste des paysans pauvres et des ouvriers agricoles. Nous devons populariser largement dans le parti et dans la classe ouvrière notre propre

plate-forme, en opposition à l'aventure bureaucratique des centristes, dont ils s'efforcent, après son interruption, de nous imputer la responsabilité.

À la tutelle des fonctionnaires sur les paysans pauvres, nous opposons la tâche d'organiser l'union des paysans pauvres et de la lier étroitement à l'organisation des ouvriers agricoles, ces deux groupes devant constituer la base de classe du prolétariat à la campagne et défendre les intérêts des couches prolétariennes et semi-prolétariennes de la campagne grâce à tout un système de mesures économiques et politiques, en premier lieu grâce à la concentration des moyens matériels et techniques actuellement dispersés. Il faut aussi organiser des collectifs où prédominent les éléments prolétaires et *bedniaks*, et qui parviendront à attirer les *seredniaks* dans le processus de collectivisation. En soutenant et en aidant l'organisation des groupes de *bedniaks*, les bolcheviks-léninistes doivent parvenir à libérer ces organisations de la tutelle des fonctionnaires, à les unir et à les transformer en cellules de l'union de la paysannerie pauvre. En même temps il est indispensable de mener une lutte déterminée pour l'amélioration de la situation des ouvriers agricoles. C'est seulement ainsi qu'on pourra créer à la campagne une base solide du pouvoir soviétique et qu'on garantira la mise en œuvre d'une politique de véritable collectivisation et de lutte systématique contre le *koulak*.

« *Si l'on veut traiter les problèmes de façon révolutionnaire, il faut commencer par les ouvriers agricoles, les paysans pauvres, il faut des mesures hardies et décisives (salaire, organisation, culture) pour que les ouvriers agricoles se sentent une partie de la classe dirigeante du pays. Il faut l'union des paysans pauvres. Seule l'existence de ces deux leviers et le rôle véritablement prédominant de l'industrie permettent de parler sérieusement de sovkhozes et de kolkhozes.* » (Trotsky).

L'industrie et la question ouvrière

11 – « *En dernière analyse la classe ouvrière peut conserver et affermir son rôle dirigeant, non au moyen de l'appareil d'État ou de l'armée, mais au moyen de l'industrie... Seul le développement de l'industrie crée la base inébranlable de la dictature prolétarienne.* » (Résolution du 12e congrès[12] d'après le rapport du camarade Trotsky.)

Le rejet de cette position fondamentale de la politique économique affaiblit inévitablement la situation dirigeante de la classe ouvrière et sape les fondements de la dictature.

L'opposition léniniste s'est constituée aussi dans la lutte contre les reculs de la direction du parti, sous la pression de l'élément petit-bourgeois, par rapport à ce principe fondamental. La base théorique de ces reculs était la théorie de l'édification du socialisme intégral dans notre pays, dont on prétendait qu'elle était garantie à n'importe quel rythme d'industrialisation (la théorie du « rythme de tortue » et la politique correspondante de distribution du revenu national, la politique fiscale, la politique des prix, etc.). Nous soutenons une autre politique, mettant l'accent sur l'intérêt du renforcement de l'industrie et de son développement plus rapide. On a déclaré que cette voie menait à la rupture avec le *seredniak*. Bien que le processus de reconstruction ait déjà impitoyablement fait voler en éclats les orientations de la direction et les objectifs minima du plan, le mot d'ordre « *Pas de priorité à l'industrie !* » est resté déterminant pour la politique de ces années. Mais cette orientation, comme on le reconnaît maintenant officiellement, a été utilisée par des saboteurs contre-révolutionnaires qui ont ébauché différents projets de plan, que l'opposition a sévèrement critiqués à l'époque. Le résultat de cette politique a été le maintien de l'échec amortissable des années précédentes, la stabilité ou une légère baisse du prix de revient, le passage

des moyens aux mains des couches aisées de la paysannerie et du commerce privé, un écart toujours croissant entre les prix des objets manufacturés chez nous et sur le marché mondial et, finalement, une pénurie de marchandises sans cesse plus grande. Le retard du rythme de développement de l'industrie par rapport aux besoins de l'économie nationale n'a pas été seulement un obstacle à sa transformation en secteur dirigeant de l'économie, mais est devenu à son tour un obstacle au développement de l'agriculture, et a ralenti la commercialisation des produits agricoles. Le résultat ultérieur a été la chute de l'exportation de blé, l'accumulation des difficultés en ce qui concerne les approvisionnements en blé et la tension qui s'ensuivit dans les relations avec la paysannerie. Non seulement tout cela n'a pas préparé les prémisses matérielles, techniques et sociales de la création d'une grande agriculture collective et nationale, mais a conduit au contraire à un ralentissement général de son développement. Ces conditions ont engendré une crise aiguë des relations avec la paysannerie, c'est-à-dire que l'alliance[13] a subi le préjudice qu'on accusait l'Opposition de vouloir lui causer.

12 – Ayant compris trop tard la nécessité de l'industrialisation, poussé vers elle par toute la situation et la pression des masses, le centrisme s'est lancé dans une industrialisation au rythme excessif.

Cependant le caractère bureaucratique de la direction, la peur de développer l'activité des masses, l'insuffisance théorique, les demi-mesures pratiques et l'inconséquence devaient inévitablement marquer de leur empreinte le cours de l'industrialisation, étant donné le rapport des forces de classe défavorable au prolétariat. Si le premier groupe de circonstances a contraint les centristes à l'élaboration d'un plan quinquennal dont la réalisation aurait signifié que « nous avons imposé à la direction des perspectives économiques plus justes », en revanche le

deuxième groupe de circonstances a voué à l'échec ces « perspectives économiques » déjà parfaitement insuffisantes. Ces « perspectives économiques imposées par nous » reflétaient tous les traits de l'idéologie centriste de la direction : a) comme il est construit sur la base d'une transformation rapide de l'URSS en un tout indépendant de l'économie mondiale, le plan ne profite pas des avantages qu'auraient pu procurer des relations normales avec l'encerclement capitaliste ; b) tout le plan quinquennal est tourné vers la campagne, au détriment de la construction des machines-outils et d'autres branches de la production des moyens de production ; c) d'après le plan, l'industrie métallurgique ne devient pas le secteur pilote de l'économie nationale ; d) la politique des prix reproduit au fond celle des années précédentes, et contribue au pompage des moyens du secteur collectivisé par le secteur privé.

Mais la contradiction fondamentale de la politique centriste était et reste la contradiction entre les rythmes d'industrialisation fixés et la base de classe sur laquelle elle se construit. Le fait que, s'agissant de la base de classe et de la répartition du fonds national, le plan reflète le rapport de force défavorable au prolétariat a eu pour conséquence que, en ce qui concerne les rythmes fixés, en tenant compte de leur insuffisance du point de vue des besoins de l'économie nationale, le plan est élaboré « *au-dessus des rapports de classe et des tendances des diverses couches du prolétariat* » (Trotsky).

Les questions de rythme sont ainsi transformées en questions de « pure volonté », laquelle se réalise à l'aide du « knout[14] administratif ».

Les efforts entrepris dans la deuxième année du plan pour accélérer les rythmes d'industrialisation sur cette base contradictoire ont transformé toute la politique d'industrialisation en une aventure conduisant à l'échec à un rythme rapide.

13 – En avançant suivant la ligne de moindre résistance, en se soumettant au rapport de force défavorable au prolétariat, le centrisme place tout le poids de l'industrialisation sur les épaules de la classe ouvrière et veut lui faire payer toutes les fautes passées de sa politique. Le résultat de tout cela, c'est l'aggravation systématique de la situation matérielle et juridique de la classe ouvrière.

L'augmentation continue des normes de rendement ne s'accompagne pas, comme c'est la règle, d'une croissance de l'équipement énergétique, et s'effectue fondamentalement par un accroissement de l'intensivité du travail, allant de pair avec une baisse des tarifications et des gains d'appoint. D'autre part, la croissance continue de l'index budgétaire abaisse le niveau du salaire réel et condamne les ouvriers, dans les conditions d'une crise alimentaire aiguë, à une quasi-famine. Malgré l'augmentation numérique du prolétariat, supérieure à l'augmentation de la population, la part du prolétariat des fabriques et des usines dans le revenu national a diminué.

Dans ces conditions, l'emploi rationnel des heures de travail et le passage à la production ininterrompue par l'extension du travail de nuit, en même temps qu'une transformation brutale de tout le mode de vie, ont conduit à l'aggravation générale des conditions de travail et à l'épuisement encore plus grand des forces physiques, ainsi qu'à la croissance brusque des accidents et des traumatismes. La situation juridique des ouvriers est caractérisée par la suppression d'une série de conquêtes d'Octobre et par l'éloignement du prolétariat de la direction immédiate de l'État et de l'appareil économique.

Les formes auxquelles se réduit, dans les conditions actuelles, la direction unique signifient la liquidation de fait de la direction tripartite des usines[15], ou plutôt la transformation des organisations de base du parti et des syndicats en appendices privés de droits des organes économiques.

L'étouffement des derniers restes de démocratie prolétarienne dans les syndicats au cours des dernières années a conduit à une telle bureaucratisation de bas en haut qu'ils sont parfaitement incapables de remplir leurs fonctions de défense des intérêts des ouvriers.

D'instrument de défense des intérêts de la classe ouvrière, la convention collective s'est transformée en engagement unilatéral des ouvriers devant l'administration du trust et de l'usine. Le moindre effort de défense de leurs intérêts par les ouvriers et de résistance à une incroyable pression est considéré comme de la « cupidité » et de la contre-révolution et entraîne le licenciement, la répression et la déportation.

14 – Le bilan des dix-huit mois écoulés dévoile avec une précision suffisante toutes les contradictions internes de l'industrialisation centriste et l'inéluctabilité de son interruption.

Nous n'avons évidemment aucune base pour parler de la dégradation de l'industrie et encore moins pour affirmer que cette dégradation est objectivement déterminée. Il y a indiscutablement une croissance des forces productives dans l'industrie, mais elle est considérablement inférieure à ce que les rapports officiels tentent de décrire.

On ne peut pas juger la croissance des forces productives uniquement d'après les indices quantitatifs. Pendant un certain temps, les indices quantitatifs peuvent croître même s'il y a déclin des forces productives. La mesure véritable de la croissance des forces productives est fournie par le rapport entre les indices quantitatifs et qualitatifs. Si, avec les indices quantitatifs, les choses sont loin d'aller bien, alors, pour ce qui est des indices qualitatifs, la situation est catastrophique. La détérioration de la qualité de la production détruit dans une mesure importante les résultats de la croissance de son volume quantitatif. Dans les faits, il n'y a pas d'abaissement du

prix de revient et, là où l'on considère qu'il est atteint, il est largement fictif. Cette circonstance ne caractérise pas seulement les dimensions réelles de la croissance à l'étape actuelle, elle détermine aussi son développement ultérieur.

Le plan des grands travaux est établi surtout sur les moyens propres à l'industrie et en grande partie sur la baisse du prix de revient, laquelle dépend fondamentalement de l'élévation de la productivité du travail. Et cependant, rien que pour la première moitié de l'année économique en cours, des centaines de millions de roubles n'ont pas été perçus, par suite de la non-exécution partielle du plan d'abaissement du prix de revient. Pour cette même raison et aussi pour quelques autres, le plan des grands travaux de l'an passé n'a pas été entièrement exécuté, et la situation de ceux de cette année est encore pire.

Ainsi, l'arrêt de l'industrialisation se prépare de différents endroits. D'un côté, nous avons un retard énorme des indices qualitatifs et l'arrêt inévitable des indices quantitatifs par suite de l'impossibilité physique pour la classe ouvrière de supporter leurs rythmes élevés. De l'autre, se prépare l'arrêt des grands travaux, qui signifiera non seulement la simple inexécution du plan, mais la transformation en capital mort, inactif, des moyens partiellement investis dans diverses constructions, et par conséquent une nouvelle crise de l'industrie sur la base du manque de capitaux.

Préparant ainsi l'arrêt de l'industrialisation et peut-être le recul à un degré inférieur à celui où commencèrent les « courses des prix », le centrisme suscite en même temps un mécontentement aigu parmi la classe ouvrière, lequel prend, dans certains secteurs, des formes antisoviétiques. Cet aspect de la question est encore plus important que le premier.

15 – L'orientation stratégique de l'Opposition reste comme auparavant une orientation vers les rythmes les plus élevés possible, dont la réalisation doit être assurée par une réorganisation de fond en comble de toute la politique. La voie qui y conduit passe par un changement radical dans la situation de la classe ouvrière. En présence de la crise qui se développe et qui menace tout le système économique, étant donné le danger thermidorien croissant, une élévation rapide et radicale du niveau de vie de la classe ouvrière et un changement décisif de sa situation juridique et de sa vie quotidienne acquièrent une signification exceptionnelle, fondamentale. Aujourd'hui plus que jamais, *« investir dans la classe ouvrière c'est le placement de capitaux le plus important »* (Trotsky). Un possible abaissement temporaire des rythmes (c'est le prix inévitable de la politique opportuniste des années précédentes) sera compensé par une montée authentique des masses, par un changement radical du rôle de la classe ouvrière dans la production, par une réduction sérieuse de l'appareil bureaucratique, *« par la mise en œuvre de la lutte contre le koulak dans le cadre d'un système économique élaboré »*, qui permettra de faire peser sur les épaules des couches aisées de la paysannerie une partie des charges qui pèsent actuellement uniquement sur les épaules de la classe ouvrière. Une politique léniniste correcte pourra assurer la manifestation des possibilités latentes au sein de la classe ouvrière et qui font partie du caractère de notre système.

Nous rejetons les réflexions calomniatrices sur l'hostilité de l'Opposition aux rythmes élevés d'industrialisation et nous déclarons que notre orientation reste, comme auparavant, une orientation vers le développement de rythmes maximaux d'industrialisation. Mais nous avons lutté et nous lutterons contre les méthodes actuelles d'industrialisation, qui non seulement ne l'assurent pas mais préparent quand même son arrêt inévitable.

À partir de là, l'Opposition lutte en premier lieu pour un changement sensible immédiat de la situation matérielle des ouvriers, pour l'abrogation de toutes les lois qui aggravent leur situation juridique, pour la démocratie et le vote secret dans les syndicats, pour le rétablissement de la légalité et de la pratique des premières années de la révolution, selon lesquelles les syndicats étaient des participants directs à la direction de l'industrie, contre le remplacement de la participation des larges masses par la promotion individuelle.

« Assurant ainsi la liaison indéfectible entre la direction centrale étatique de l'économie et les larges masses des travailleurs, les syndicats doivent dans la mesure la plus large attirer ces derniers dans la gestion directe de l'économie. La participation des syndicats à la gestion de l'économie est en même temps le principal moyen de lutte contre la bureaucratisation de l'appareil économique du pouvoir soviétique et donne la possibilité d'instaurer un véritable contrôle populaire sur les résultats de la production. » (Programme du Parti communiste).[16]

L'État et le parti

16– L'équilibre relatif des classes qui existait jusqu'en 1927 environ, et qui se caractérisait déjà par la présence d'éléments latents de double pouvoir, cet équilibre a changé brusquement après le 15e congrès, au profit des classes ennemies.

Nous allons vers une aggravation profonde de la crise économique et politique, dans une situation où le *koulak* manifeste une activité enragée, où le *seredniak* penche fortement du côté du *koulak*, où les *bedniaks* et les ouvriers agricoles sont inorganisés et se trouvent en grande partie dans la dépendance matérielle et idéologique de ce même *koulak*, où la classe ouvrière est désorganisée et privée de tous moyens légaux d'influencer la politique, où le parti est désorienté et désorganisé dans

une large mesure et où, en tout cas, il ne peut pas, dans son état actuel, organiser la riposte au coup thermidorien qui s'annonce dans le même temps où la crise s'aggrave. La tendance du centrisme vers le renforcement administratif et économique de l'État et vers l'accroissement du pouvoir de l'appareil se transforme dans la pratique en l'affaiblissement social et politique continu de la base de la dictature du prolétariat et en l'érosion de ses fondements sociaux.

Il se crée une atmosphère de mécontentement général envers le pouvoir venant de la droite et de la gauche, du prolétariat et des couches bourgeoises et petites-bourgeoises de la population.

La crise sérieuse des relations entre l'État soviétique et la paysannerie est devenue un fait que presque personne ne songe plus à nier. La tension avec la classe ouvrière croît de façon menaçante, comme en témoigne le nombre grandissant de conflits dans les usines, les actes de sabotage et de nombreux autres faits qui sont le signe d'une résistance passive ou active des ouvriers.

17 – Mais, plus les racines sociales et politiques du pouvoir s'affaiblissent, plus l'appareil s'efforce de concentrer directement les moyens matériels entre ses mains et de se renforcer sur le plan administratif, pour se protéger contre le prolétariat et contre le *koulak*. Ainsi se poursuit le processus de déplacement du pouvoir de la classe vers l'appareil, la croissance du rôle autonome de la bureaucratie, le renforcement de sa domination dans le cadre du régime soviétique, lequel est, de par ses caractéristiques générales, un régime de dictature prolétarienne. Dans une situation de réaction, les institutions de la dictature prolétarienne ne peuvent pas empêcher la bureaucratie ouvrière de mener une politique qui diverge des intérêts du prolétariat et des paysans pauvres et, dans une série de cas, leur est carrément hostile.

Mais, en dépit des affirmations de Miasnikov, la bureaucratie n'est pas une classe indépendante. Sa domination est le résultat d'un rapport des forces de classe défavorable, le reflet [...][17], qui s'est développée sur la base de la dictature prolétarienne victorieuse mais qui est dirigée contre Octobre, contre la dictature prolétarienne.

La couche dominante de la bureaucratie n'avait encore jamais subi autant d'assauts de droite et de gauche comme depuis ces deux dernières années. Cela engendre des conflits et des scissions au sein de la couche dirigeante, parmi lesquelles les ruptures entre l'aile purement thermidorienne et l'aile centriste sont loin d'être les dernières.

18– À la suite de cette première scission, la dictature est passée aux mains de la bureaucratie ouvrière ou des «*sommets de la classe ouvrière qui s'entendent avec la petite bourgeoisie aux dépens des intérêts des larges masses de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre*» (plate-forme des bolcheviks-léninistes). La politique de cette bureaucratie ouvrière est menée par la fraction centriste qui règne de façon quasi absolue sur le pays et sur le parti. Jusqu'en 1928, le centrisme était étroitement lié à la droite et se trouvait entièrement sous son influence idéologique. Ce n'est qu'au moment du 15e congrès qu'il s'est formé en tant que courant politique autonome. Même dans ses déplacements les plus à gauche, le centrisme est resté fidèle à sa ligne stratégique, sans sortir un moment de la tendance centriste générale de sa politique. L'affirmation des capitulards selon laquelle les déplacements à gauche du centrisme font de sa ligne une ligne léniniste, cette affirmation est une tromperie de la classe ouvrière et un camouflage de l'opportunisme centriste. On ne peut cependant pas mettre un signe d'égalité entre l'opportunisme centriste et la politique entièrement thermidorienne des droitiers, en se fondant sur le fait qu'en dernière analyse ils mènent au même résultat.

Le centrisme n'est pas un représentant achevé de la petite bourgeoisie, tout comme la droite ne constitue pas un représentant achevé des *koulaks*. L'un et l'autre ne font que refléter la pression des classes correspondantes sur le prolétariat. La politique centriste est soutenue par les couches petites-bourgeoises de la classe ouvrière, par les ouvriers et les *seredniaks* qui craignent l'agitation, par le « marais » de la classe ouvrière qui craint de s'engager fermement contre les bureaucrates, et aussi par les couches qui, à un moment ou à un autre, se sont abandonnées aux illusions centristes. Cette politique est celle *« d'une large couche d'ouvriers sortis du rang*[18] *qui ne craignent pas moins les ouvriers que la bourgeoisie »* (Trotsky). *« Dans la pratique, la ligne du centrisme est un ensemble de zigzags entre la bourgeoisie et le prolétariat, étant donné le mécontentement forcément croissant des deux classes. »* (Trotsky). Les zigzags de la politique stalinienne conduisent en fin de compte aux mêmes résultats néfastes pour le prolétariat que ceux auquels aurait mené directement la politique droitière de Rykov.

Mais l'Opposition doit tenir compte, dans sa politique, de chaque zigzag du centrisme du point de vue de la tendance et des résultats immédiats, et elle doit élaborer en conséquence sa tactique et sa propagande. Si elle ignorait les zigzags du centrisme vers la gauche, l'Opposition serait condamnée à une attente sectaire et passive des résultats finaux (comme le font les décistes), ce qui serait un crime devant la révolution.

19 – La politique du centrisme a trouvé son expression la plus claire et la plus classique dans sa lutte sur deux fronts menée de la même façon en ce qui concerne le parti (contre l'Opposition et la droite) et en ce qui concerne les classes (contre la bourgeoisie et le prolétariat). Cette politique détermine la ligne générale et le régime du parti. Elle démoralise le parti, le désoriente et le désorganise, et elle engendre un mécontentement général dans le parti et

dans le pays: mécontentement des éléments petits-bourgeois, sur qui tombent directement ou indirectement les coups de la lutte contre le *koulak*, et mécontentement des éléments prolétariens, qui reçoivent les coups du centrisme portés à gauche et qui subissent toutes les conséquences de l'opportunisme politique et économique et de l'aventurisme de la direction. Ces deux courants se reflètent dans la classe ouvrière, où on découvre d'un côté un sain mécontentement de classe contre les déviations opportunistes et la pression des éléments ennemis transmise par l'appareil et, de l'autre, des formes de mécontentement teintées d'antisoviétisme.

Bien que ces dernières formes aient une importance considérable, il ne faut absolument pas les considérer comme caractéristiques de la classe ouvrière dans son ensemble ou dans sa majorité. Mais, par cette politique de lutte sur deux fronts qui crée un mécontentement général, le centrisme prépare son propre écroulement. La tâche de l'Opposition est de ne pas permettre que l'écroulement du centrisme devienne en même temps celui du pouvoir soviétique, ce à quoi le centrisme prépare le terrain par toute sa politique.

Nos tâches

20 – La tâche fondamentale qui doit être réalisée pour l'organisation de la riposte contre le pressant danger thermidorien est la mobilisation de classe énergique du prolétariat et de ses couches alliées dans la paysannerie. Mais cette mobilisation des masses et le déploiement de leur activité ne peuvent pas être réalisés par le parti dans sa situation actuelle. C'est pourquoi la condition fondamentale de la lutte doit être une réforme profonde, radicale, du parti et un changement complet de toute la ligne politique sur cette base. Cette réforme du parti, cette réorganisation radicale de toute la ligne et de tout le système de fonctionnement des syndicats et des soviets,

de tout l'appareil de la dictature, sont actuellement une question décisive. Seul le parti réformé peut être l'instrument fondamental de la réorganisation radicale de tout le système bureaucratique tel qu'il s'est formé ces dernières années, de l'organisation du camp de la révolution contre celui de Thermidor qui se renforce. Ou la réforme, ou la victoire de la contre-révolution – ainsi se pose maintenant la question historique. Il n'existe aucune autre voie pour sauver la révolution dans le moment présent.

Le danger, lié aux tendances thermidoriennes latentes à la campagne, est de plus en plus grand à cause de la profonde décomposition de l'appareil de l'État, des syndicats et du parti et de son engorgement par des éléments dans le genre Bessedovsky[19], lesquels cohabitent pour le moment avec de futurs anti-thermidoriens mais qui, au moment décisif, se tourneront contre le prolétariat et attireront à eux le marais petit-bourgeois du parti, qui tend vers Thermidor mais qui craint encore la voie directe vers le rétablissement du capitalisme. (À la différence de l'année 1921, alors que la résistance contre-révolutionnaire de la paysannerie s'était manifestée au moment de Kronstadt par un mouvement ouvrier de masse dirigé contre la dictature prolétarienne et la direction léniniste – actuellement cette influence est transmise en premier lieu par des maillons dégénérés de l'appareil centriste. C'est pourquoi, dans la situation concrète actuelle, la réalisation de Thermidor est surtout possible sous la forme d'un renversement à l'intérieur du pays, sous l'influence des poussées thermidoriennes sous-jacentes venant de la campagne, étant donné la passivité et la désorganisation de la classe ouvrière et du parti. La lutte contre Thermidor implique par conséquent une mobilisation très rapide des ouvriers et des membres du parti et de leur activité.)

C'est seulement dans le processus de la lutte pour cette réforme que nous pouvons obtenir : 1) le changement de la direction opportuniste actuelle, qui est devenue par-

faitement insupportable dans une situation de danger thermidorien croissant, qui a provoqué un conflit aigu avec la paysannerie, tout en s'avérant totalement incapable d'unir les véritables éléments de gauche du parti et du pays, renforçant ainsi les forces de Thermidor; 2) le remplacement de cette direction par une direction authentiquement bolchevique et léniniste.

Nous devons accentuer notre propagande pour ces deux tâches qui sont liées, la réforme radicale et profonde du parti et le remplacement de la direction opportuniste par une direction authentiquement léniniste. La différenciation croissante au sein du parti et de la classe ouvrière doit nous servir de point d'appui pour cette propagande. Le rétrécissement de la base de classe du centrisme dans les conditions d'une différenciation au sein de la classe ouvrière (inévitable étant donné l'exacerbation de la lutte des classes) ne peut pas ne pas se refléter dans le parti.

Le centrisme s'efforce de compenser l'affaiblissement de sa base de classe par le renforcement de la puissance de l'appareil; il essaie d'atténuer la différenciation dans le parti en renforçant son étouffement et en l'inondant d'éléments politiquement non éduqués[20], ce qui alimente dans un premier temps le marais. Il ne résout pas ainsi la question, il ne fait que repousser sa résolution. Et tout retard devient extrêmement dangereux, étant donné que les délais qui nous sont impartis raccourcissent: *« Plus vite éclatera la crise du parti, mieux cela vaudra. »* (Trotsky). Après ses « succès » et ses victoires, la fraction centriste entre dans une zone de grandes épreuves, de défaites, de crises et de scissions. Ces scissions se produiront à brève échéance, d'une part avec le marais et, de l'autre, à l'intérieur de la fraction centriste elle-même, qui s'appuie sur des éléments de nature différente, qui viennent de la droite et de la gauche.

Le centrisme est condamné et avance à grands pas vers son écroulement. Il ne faut pas permettre que

l'écroulement du centrisme se transforme en celui de la dictature. C'est pourquoi la tâche centrale de l'Opposition est de parvenir à réaliser la réforme du parti et le changement de sa direction avant l'éclatement de la crise dans le pays, en démasquant le centrisme à l'intérieur du parti, en organisant la pression sur lui de l'extérieur pour accélérer la différenciation qui a commencé dans le parti.

21 – Plus que jamais, *«le régime d'appareil est le plus grand de tous les dangers»*. La lutte contre ce régime d'appareil, pour la démocratie prolétarienne, est le maillon actuellement le plus important dans la lutte pour la réforme et contre le danger thermidorien.

Le vote secret[21], la libre discussion et la critique de la politique du parti dans les organisations prolétariennes, le retour de l'Opposition dans le parti et sa légalisation en qualité d'aile léniniste – tels sont les mots d'ordre concrets de cette lutte; et en même temps ils mobilisent les masses en cas de défaite de la dictature. La lutte pour la réforme est impossible sans la lutte pour la démocratie prolétarienne. Sans la réforme, on ne peut éviter la victoire de Thermidor. L'Opposition lutte dans le cadre du régime soviétique pour sa réforme de l'intérieur dans l'intérêt du prolétariat, en s'appuyant sur le prolétariat et en premier lieu sur le noyau prolétarien du parti. L'Opposition dirige le mécontentement des masses pour exercer une pression sur le parti, tout en veillant à ce que ce mécontentement respecte strictement le cadre soviétique et s'insère dans notre ligne politique; elle mène une lutte déterminée contre tous les groupes qui s'orientent vers une ligne antisoviétique. L'Opposition ne fait pas que se démarquer des formes antisoviétiques de manifestation du mécontentement. Là où nous avons affaire à des actes de désespoir venant d'ouvriers peu conscients ou arriérés cédant aux influences extérieures, nous nous efforçons de les détacher de ces influences et de ramener leur mécontentement de notre côté. Là où nous avons

affaire à des actes contre-révolutionnaires conscients, nous menons contre eux une lutte impitoyable. « *Il faut mettre en œuvre une tactique d'agitation militante contre Staline, mais il faut critiquer encore plus sévèrement et démasquer tous les s-r, les mencheviks, les droitiers qui s'efforcent de canaliser ce mécontentement dans un sens petit-bourgeois. Nous devons faire cela avant et mieux que l'appareil.* » (Trotsky). Au moment de la crise profonde du parti, on ne pourra réaliser sa réforme et remplacer sa direction que sur la base d'une intervention active des éléments prolétariens du parti et d'une pression correctement orientée des larges masses ouvrières. Cela, c'est dans la meilleure éventualité : si la crise du parti précède celle de la dictature dans le pays, la réforme n'arrivera pas trop tard et le parti régénéré pourra dominer les événements ; dans le pire des cas, si la crise se produit en même temps dans le parti et dans le pays, la pression thermidorienne sous-jacente sera vraisemblablement le point de départ de l'écroulement de la dictature et du triomphe de Thermidor. Mais, dans un cas comme dans l'autre, notre position, c'est la lutte intransigeante contre la direction centriste (historiquement et politiquement condamnée, quelle que soit la perspective), contre son orientation stratégique, jusqu'à son effondrement, quand nous fusionnerons avec le noyau prolétarien du parti sur une ligne de défense de la révolution.

G.Iakovine,
E. Solntsev,
G. Stopalov

Tactique et tâches de l'opposition léniniste – Le rôle historique et les tâches de l'opposition léniniste dans le mouvement ouvrier international

Ce texte n'est pas daté. Mais il fait référence à certains événements politiques ou de la vie interne de l'Opposition qui permettent de considérer qu'il a pu être écrit au plus tôt à la fin de l'été 1930, sinon au début de 1931.

L'opposition léniniste est avant tout un courant international. Son apparition et son développement ont leurs racines dans les profonds changements intervenus dans toute la situation internationale, comme conséquences de la défaite de la première vague de la révolution européenne en 1921-1923.

La prétendue stabilisation du capitalisme a apporté avec elle la consolidation des positions du social-réformisme dans la classe ouvrière, la régression du mouvement communiste international et le renforcement dans ses rangs des éléments centristes et droitiers. L'aile léniniste de gauche du Komintern a subi une série de défaites, jusqu'à ce qu'elle finisse par se retrouver formellement exclue de l'IC.

Le changement notable qui s'est opéré dans les relations internationales a consommé la défaite de l'aile gauche du communisme. Cette défaite n'a cependant pas conduit à la liquidation du mouvement oppositionnel.

En s'attaquant constamment à cette « stabilisation », les contradictions de l'économie mondiale suscitaient des réveils partiels de la lutte de classe du prolétariat, grâce auxquels l'aile gauche se renforçait à nouveau et trouvait de nouvelles sources auxquelles se revivifier.

L'ensemble de la période recèle de très grandes possibilités pour la révolution. D'où la brûlante nécessité d'un parti mondial du communisme. Conquérir le Komintern, le transformer en l'instrument majeur de la révolution prolétarienne mondiale, voilà la tâche fondamentale de l'Opposition de gauche communiste internationale.

Dans sa lutte pour le rétablissement du PC(b)U[1] et de l'IC, l'opposition bolchevique-léniniste se fixe comme objectif de réformer en profondeur[2] ces organisations par le remplacement de leur direction opportuniste.

Dans ce but, l'opposition donne une base idéologique et organisationnelle aux éléments prolétariens de gauche du mouvement communiste international.

Au stade actuel, seul l'accomplissement de cette tâche prépare la possibilité, à l'étape suivante, de gagner les ouvriers communistes à la politique de Lénine et de transformer le Komintern en avant-garde du prolétariat révolutionnaire international, à un niveau plus élevé.

Les étapes principales du développement de la pratique de l'opposition léniniste

D'octobre 1923 au 14e congrès du PC(b)U[3]

La première étape du mouvement de l'Opposition représentait la réaction spontanée des masses du parti contre la bureaucratisation du parti qui s'amorçait, bureaucratisation qui s'est avérée être la principale forme de pression du milieu petit-bourgeois.

Les erreurs de la direction du parti en matière de politique économique, qui ont fortement impacté la situation matérielle des masses ouvrières, et la défaite de la

tactique du Komintern en Allemagne[4], suscitèrent un mécontentement ouvert dans les rangs du parti.

À l'époque, l'Opposition avait pour tactique d'aider à ce que ce mécontentement prenne forme au niveau des idées et d'expliquer quelles causes se trouvaient à l'origine des erreurs de la direction.

Cependant, l'Opposition n'a pas pu remplir ce rôle jusqu'au bout, car elle (en l'occurrence, sa direction) n'avait pas encore totalement et clairement pris conscience que le clivage qui s'amorçait dans le parti deviendrait le point de départ de la lutte ultérieure à l'intérieur du parti, et que celle-ci signifierait une profonde division du parti entre deux conceptions de classe.

La déclaration des 46[5] et *Cours nouveau*[6] sont les principaux documents de l'Opposition d'alors ; ils dénotaient une certaine insuffisance d'explication, essentiellement dans l'analyse de la politique économique du comité central et de sa signification sociale, ainsi que dans l'analyse du sens politique des divergences de vues à l'intérieur du parti.

Cette erreur de la direction de l'Opposition s'accompagnait d'une autre erreur dans les questions d'organisation. L'absence de structuration organisationnelle de l'Opposition en 1923 fut l'une des causes de sa défaite à Moscou, bien qu'elle ait disposé d'une nette majorité dans les rangs de l'organisation moscovite du parti.

La cause objective de toutes ces erreurs tactiques trouvait racine dans le développement insuffisant des contradictions de classe à l'intérieur du pays à cette époque ; de là aussi le fait que le parti tardait à prendre conscience des tâches que le cours des événements mettait en avant.

Cela explique aussi un fait tel que la liquidation quasi totale du mouvement oppositionnel jusqu'au 14e congrès.

Du 14e au 15e congrès[7]

Les principales tendances de classe qui sous-tendaient les divergences de vues à l'intérieur du parti se manifestèrent avec assez de clarté au 14e congrès. D'un côté, il se forma un bloc des droitiers[8] et des centristes[9], de l'autre, on avait des éléments centristes de gauche[10], qui dirigeaient les mouvements oppositionnels du prolétariat à Leningrad.

L'Opposition de 1923, qui forma alors un bloc avec l'Opposition de Leningrad mais en conservant son indépendance idéologique, se fixa comme principale tâche tactique d'obtenir progressivement la suprématie dans ce bloc.

Cette tâche, l'Opposition s'en est acquittée entièrement, ce dont témoignent ses principaux documents d'alors: 1. la déclaration de 1923[11], 2. la déclaration des 83[12], 3. la plate-forme des 13[13].

Au cours de sa lutte contre le bloc des centristes et des droitiers, l'Opposition unifiée est passée par trois étapes principales dans sa tactique:

1 – La période de préparation du travail clandestin a consisté à créer la fraction et à la former sur le plan idéologique et organisationnel, et ensuite, sur cette base, à mener au grand jour une offensive résolue contre les «bastilles de l'appareil» en les «assiégeant» (les usines Aviapribor et Poutilov[14], etc.).

2 – Les leçons tirées de cette première période ont montré l'insuffisance d'une telle forme de lutte, la force énorme des préjugés dans la masse ouvrière même, et la nécessité d'en passer à une nouvelle façon de lutter, qui puisse être mieux comprise d'une partie des masses et qui soit conçue de telle façon qu'on ait le temps d'expliquer, avec persévérance et de manière systématique, nos positions dans le cadre d'interventions publiques légales.

La défaite du 16 octobre 1926[15] a ouvert une période de recul de l'Opposition, avec le repli de la lutte fractionnelle clandestine et le transfert du centre de gravité de notre activité vers le travail légal. La 15e conférence[16], le plénum du comité exécutif de l'IC[17], le plénum de février du comité central[18] marquèrent les étapes de cette nouvelle tactique. C'est à cette époque que le groupe des décistes quitta l'Opposition ; il ne comprenait pas la nécessité de nouvelles formes de lutte, sans lesquelles on ne pouvait pas préparer les conditions d'une nouvelle offensive.

3 – La tactique du recul et des interventions légales au grand jour se justifia pleinement, alors que les dissensions, qui s'attisaient à nouveau autour de la révolution chinoise, rendaient inévitable que la lutte s'aggrave et qu'il faille passer à l'offensive. Grâce à son travail légal, l'Opposition sut s'attirer un fort soutien politique du parti durant cette période.

La nouvelle tactique offensive pour la période d'avril 1927[19] au 15e congrès combinait des méthodes de lutte légales et semi-légales, et de ce fait elle se développa à un niveau plus élevé que la lutte de 1926. Une grande campagne de pétitions, des alliances, des manifestations[20] allant de pair avec le renforcement du travail fractionnel clandestin, on avait là des indicateurs du haut niveau de la lutte et d'une grande participation des masses.

Du 15e congrès au plénum de novembre 1928

Ayant porté un coup décisif aux illusions de la période de reconstruction[21], la capitulation des centristes de gauche-zinoviévistes et la crise aiguë du bloc des centristes et des droitiers sur fond de grève du blé organisée

par les koulaks entraînèrent un réagencement des forces dans le pays et le parti.

Cette nouvelle période de développement trouva son expression dans l'inflexion vers la gauche de la politique des centristes[22], ce qui plaça l'Opposition face à de nouvelles tâches à résoudre. « *Le centrisme,* déclara le camarade Trotsky en évaluant les perspectives de la période d'après le congrès, *est une mise en accusation, mais les masses acquièrent aussi leur propre expérience dans la lutte. Nous comptons là-dessus.* » *(Nouvelle étape)*[23]

Le regain d'animation dans la classe ouvrière et le renforcement des éléments de gauche dans le parti créent des conditions favorables au mouvement oppositionnel. La nature hybride du centrisme, le caractère flou de ses positions, ses oscillations, qui se sont manifestés clairement aux plénums d'avril et de juillet 1928[24], tout cela a encore plus mis à nu son incapacité à faire face à de nouveaux dangers.

Dans le but de démasquer la direction centriste, l'Opposition avait déclaré que sa tâche tactique principale consistait à soutenir de manière critique les pas que fait le centrisme vers la gauche ; elle a ainsi trouvé, sur la base de cette tactique, le contact avec les masses du parti, a repris l'initiative dans la lutte contre la droite et est passée à l'offensive.

La campagne des conventions collectives[25] de 1928 a été le point d'avancée maximum de l'offensive de l'Opposition. Sous ses coups puissants, les centristes ont été obligés d'entrer en lutte contre la droite ; l'Opposition manquait cependant de forces pour mener à bien la réforme du parti et remplacer la direction centriste.

De novembre 1928 à la période actuelle

Bien que la direction centriste n'ait rien abandonné de ses désaccords stratégiques avec l'Opposition, et n'ait rien changé au régime du parti ni aux méthodes bureau-

cratiques pour construire l'économie, elle s'est « emparée des slogans de notre arsenal » (Trotsky) et, s'engageant de façon administrative[26] dans la lutte avec les koulaks, dans l'établissement des kolkhozes et dans l'industrialisation, elle a inculqué à la classe ouvrière et au parti des illusions tout sauf révolutionnaires sur la possibilité de sortir à bref délai des contradictions de la situation.

Ce tournant radical de la situation a forcé l'Opposition à changer de tactique une nouvelle fois. Elle a dû engager son travail sur les rails d'une explication énergique et systématique, devant les masses, du fait que le centrisme était incapable de diriger la classe ouvrière vers une nouvelle voie et de sortir la dictature du prolétariat du bourbier dans lequel il avait enfoncé le pays avec sa politique.

Cette nouvelle tactique, qui s'exprima dans la déclaration du 4 octobre 1929,[27] se donnait comme tâche principale pour la période de créer un front uni s'adressant aux masses qui se faisaient des illusions sur le « plan quinquennal ». En analysant la situation, la déclaration avertissait que « *le plan quinquennal des centristes, mis en place avec des méthodes rejetées par la révolution d'Octobre, conduit non pas à développer mais à réduire les forces productives ; il n'améliore pas la situation matérielle, politique et culturelle de la classe ouvrière, il la détériore* ».

La totale inconsistance et l'aventurisme de la politique centriste ont été mis en lumière par l'engagement de la direction centriste sur la voie des aventures ultragauchistes, puis par son premier repli, le 15 mars[28]. À cette même époque, on a remarqué qu'une nouvelle formation (celle de Lominadzé[29]) commençait à s'écarter de la fraction dirigeante.

Dans les rangs de l'Opposition, le début du déclin des illusions centristes parmi les masses permit justement de commencer à se préparer à passer à une nouvelle tactique

offensive en avançant un nouveau mot d'ordre: celui du remplacement de la direction, ce qui pouvait devenir à ce moment-là la conclusion que les masses tiraient de leur propre expérience.

L'expression de ce passage à une nouvelle tactique offensive se manifesta dans les documents « des 4 et des 7 »[30], les premiers à formaliser nos principales divergences de vues, et la carte postale d'août[31] du camarade Trotsky, qui donnait la formulation la plus précise de la nouvelle tactique offensive et de ses principales tâches.

Les leçons fondamentales de notre lutte

Si elle jette un regard rétrospectif sur les étapes de sa lutte, l'opposition léniniste doit considérer avec lucidité les erreurs qu'elle a commises, afin d'éviter qu'elles se répètent à l'avenir. Notons ici seulement les principales d'entre elles.

Depuis le début de la lutte, l'Opposition ne se rendait pas compte de toute l'importance des divergences qui la séparaient de la fraction dominante, ni de la force des pressions de classe qui déterminaient ces dissensions.

En lien avec cela, il y avait également ce qui suit: nous sous-estimions l'importance du travail organisationnel, ce qui se manifesta dans le fait que nous avons laissé passer des occasions, alors que nous nous trouvions dans des conditions parmi les plus propices à la formation d'une organisation illégale qui fonctionne correctement et qui oriente son activité vers une longue période de travail clandestin. Ces erreurs ont précisément eu pour conséquence une distorsion entre les exigences que la vie politique mettait en avant et les possibilités organisationnelles dont nous disposions; une inadéquation qui se répercute de façon si douloureuse dans notre travail de masse, dont le niveau est loin de correspondre à l'importance politique et idéologique qu'il devrait avoir. Autre défaut non moins sérieux de notre travail, les conces-

sions que nous avons faites au cours de la lutte à des compagnons de route provisoires[32] ; il n'est pas rare qu'on les ait tolérées à bien plus grande échelle que ne le voulaient les intérêts du mouvement pris dans sa globalité. En diluant nos rangs et en affaiblissant notre direction, cela a eu pour résultat que, dans les moments décisifs, ces éléments (principalement tournés vers le centrisme de gauche) sapaient les bases idéologiques de notre mouvement et ses forces organisationnelles et qu'ils y suscitaient de profondes crises internes. L'influence des compagnons de route pesait indubitablement aussi sur la ligne tactique de l'Opposition dans une direction qui, selon l'appréciation du camarade Trotsky, faisait que *« nos erreurs étaient toujours dans une bien plus grande mesure des erreurs se situant sur la droite plutôt que des erreurs allant vers la gauche par rapport à la ligne juste »* (voir sa lettre du 23 mai 1928 à Beloborodov)[33]. Ce n'est qu'après s'être épurée, dans des opérations répétées, des éléments les plus nuisibles du centrisme de gauche, que l'opposition léniniste a enfin pu orienter clairement sa tactique dans sa lutte implacable avec le centrisme.

Nos tâches en liaison avec les fondements de la tactique léniniste

Pour l'heure, la tâche essentielle de l'Opposition est d'organiser la lutte du prolétariat afin de réformer le parti, les syndicats, l'État selon les principes de la démocratie ouvrière, ainsi que de rectifier la ligne stratégique du parti et de la remettre sur les rails du léninisme.

Cette tâche, on ne peut s'en acquitter qu'en mobilisant toutes les forces révolutionnaires du parti et de la classe ouvrière autour de l'opposition léniniste.

Les conditions qui existent à présent – une crise économique et politique qui ne cesse de s'approfondir dans le pays – font monter le mécontentement dans toutes les classes. Dans cette situation, qui élargit sans aucun

doute notre assise dans la classe ouvrière, notre ligne tactique doit s'exprimer par une offensive politique sur la base d'un travail organisationnel profond parmi les masses, bien que grandisse aussi en même temps le danger de voir les classes ennemies mener des interventions contre-révolutionnaires.

«*La seule possibilité,* dit le camarade Trotsky, *de conserver et d'augmenter les chances que la révolution d'Octobre et le parti se développent par la voie de la réforme, réside dans la création d'une organisation des bolcheviks-léninistes qui fonctionne bien de façon centralisée et qui dispose d'assez de moyens techniques pour influer de façon systématique sur l'opinion d'un parti atomisé.*» (lettre du 8 août 1930).

L'opposition léniniste doit avoir pour qualité principale son aptitude à changer brusquement de tactique afin de se réarmer et d'adapter de nouvelles méthodes de lutte, en d'autres termes: sa capacité à mener une politique de tournants brusques. Dans les périodes de montée politique des masses et du renforcement parallèle de la pression des classes ennemies, elle doit mettre en œuvre une tactique offensive, de façon déterminée et hardie; dans les périodes où l'état d'esprit des masses est politiquement en déclin, elle doit passer à une tactique défensive et «d'attendre voir»[34], en tâchant, dans ces conditions aussi, de faire montre, sur la base de la nouvelle ligne tactique, de la plus grande activité dans la lutte pour gagner de l'influence sur les masses. Tout en ayant un rôle de leader quand on doit en passer par des compromis et des accords, elle ne doit jamais reculer d'un iota devant l'ennemi ou un allié peu sûr dans les questions de principe.

Analyser politiquement la réalité en profondeur et l'évaluer de façon lucide a toujours aidé l'Opposition à indiquer de façon juste la tactique à suivre, en choisissant entre l'offensive et la défensive en fonction du contexte

objectif. C'est pour cette raison qu'elle a toujours été étrangère à l'aventurisme et n'a compté que sur une élévation de la conscience des masses.

Il n'y a que par un travail approfondi, qui déduise les mots d'ordre concrets du moment à partir des orientations du programme, un travail étranger au fait de regarder avec regret derrière soi et à la simple répétition non critique des mots d'ordre anciens, que l'opposition bolchevique-léniniste peut s'assurer d'avoir une tactique efficace qui corresponde aux objectifs qu'elle poursuit.

La lutte pour les masses

Depuis la révolution d'Octobre, il ne s'est pas produit de changements dans la situation de notre prolétariat qui conduiraient à lui dénier de pouvoir jouer un rôle révolutionnaire comme par le passé. Au contraire, depuis cette époque il a encore grandi de façon notable sur le plan politique et culturel.

Malgré le profond abattement de la classe ouvrière pour ce qui est de son état d'esprit politique, malgré sa passivité, sa fatigue durant les années qui ont suivi la fin de la guerre civile, et bien que certaines de ses couches soient exposées à l'influence de préjugés petits-bourgeois issus de la campagne que la bureaucratie inculque de façon délibérée, nous avions souvent pu observer que se manifestait une profonde et sourde résistance de la classe ouvrière à la ligne de Thermidor[35]. Et, alors que ces illusions nuisibles chutent rapidement parmi les masses, cela nous autorise à considérer maintenant que toute pression exercée par des classes ennemies peut encore susciter un regain pour l'activité révolutionnaire dans le parti et la classe ouvrière.

La politique actuelle de la bureaucratie centriste vise clairement à introduire des divisions artificielles au sein du prolétariat afin de lui ôter la possibilité de se défendre. Lié à cela, on note une différenciation de la masse

ouvrière en plusieurs couches, qui ont une conscience plus ou moins marquée de leur position de classe. À côté d'une aristocratie ouvrière peu nombreuse et très bien payée qui aspire à une vie paisible, et d'un groupe d'ouvriers de choc[36] assez important, mais pas encore totalement constitué, qui font formellement partie des appuis du régime, il y a un vaste milieu de nouvelles « recrues » issues de la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne, qui représentent toute une gamme d'états d'esprit. Cela va de ceux qui accueillent avec confiance et bienveillance toutes les fables que les centristes leur content, jusqu'à ceux qui nourrissent une haine plus consciente du pouvoir soviétique, en la personne de ses représentants actuels. Mais la masse principale du prolétariat industriel se libère progressivement des illusions passées, acquiert une expérience politique et se pénètre d'un mécontentement révolutionnaire profond, en continuant à occuper pour le moment une position attentiste, dans la mesure où le régime actuel ne permet pas aux sentiments des masses de se manifester librement, tant qu'ils ne sont pas poussés à l'extrême, une limite que détermine la pression extérieure de l'activité politique. Ce noyau principal de la classe ouvrière, capable d'entraîner à sa suite le reste d'une masse forte de millions et de millions de personnes, cherche maintenant une direction ferme et claire, au programme d'action précis, dirigé vers le rétablissement d'un régime normal et d'une ligne politique juste.

Les principales questions tactiques de notre lutte concernent les voies qu'il faut suivre pour gagner à nous des éléments révolutionnaires avancés du parti et de la classe ouvrière, et pour gagner, par leur entremise, à notre influence et à notre direction la majorité de la classe ouvrière dans la lutte à venir pour la réforme. Dans cette affaire, notre première tâche consiste à nous opposer à tous les éléments de découragement, de fatigue et d'apa-

thie qui entravent l'essor de l'activité révolutionnaire des masses.

En même temps, et malgré le fait que la dictature prolétarienne recèle en elle-même de très grandes sources latentes d'énergie et de renouveau, on ne doit pas fermer les yeux sur cette circonstance que la grande masse des ouvriers n'a pas encore pris conscience de la nécessité de combattre activement le danger, croissant par la faute de la direction centriste, d'une contre-révolution.

Nous savons qu'on ne saurait vaincre avec la seule avant-garde. Et, pour que toute la classe en arrive à soutenir l'avant-garde de façon directe et consciente, il lui faut acquérir sa propre expérience politique et savoir la généraliser.

Pour cette raison, il doit être clair pour nous que la défense des intérêts vitaux du prolétariat ne conduira au réveil des couches retardataires des masses que lorsque les objectifs de la lutte, en se mêlant étroitement à la situation concrète des larges masses, leur deviendront compréhensibles. Ce n'est qu'en ayant créé une organisation avec de nombreuses ramifications, étroitement liée aux masses sur leurs lieux de travail et qui se développe sur le terrain de la défense de leurs intérêts quotidiens même les plus modestes, que nous pourrons espérer que notre agitation réussisse et que cette masse nous suivra dans la lutte pour la réforme.

En nous concentrant sur toute la masse ouvrière dans son ensemble, nous devons mener le travail aussi bien parmi les ouvriers du parti que parmi ceux qui n'en sont pas membres, en nous opposant de toutes les façons possibles aux tentatives de construire une séparation entre les uns et les autres. De telles tentatives viennent aussi bien de la bureaucratie centriste, qui essaie de semer la discorde entre les différents secteurs de la classe ouvrière, que du côté des partis antisoviétiques, qui s'efforcent de

dresser les ouvriers sans parti contre le parti et de les détourner sur la voie de la contre-révolution.

Notre orientation tactique acquiert de ce fait un sens particulier par rapport aux différents courants politiques, et avant tout à l'égard du centrisme lui-même, *« qui représente le principal danger dans le parti »*. (L. Trotsky).

Étant donné que le centrisme aspire avant tout à neutraliser mécaniquement l'activité du prolétariat, aussi bien par des méthodes de terreur administrative et économique que par les raffinements du mensonge, notre tâche consiste en un vaste travail d'explication pour démasquer le centrisme, afin de relever l'activité des prolétaires à un niveau tel que nulle intimidation ne pourra plus retenir les masses d'intervenir. Ce faisant, nous devons expliquer aux masses avec ténacité que la voie vers la réforme passe par le remplacement d'une direction centriste *« organiquement incapable de réaliser la réforme. »* (Kh. Rakovsky).

Par sa politique, qui suscite la démoralisation et la chute de l'activité même de la partie la plus révolutionnaire de la classe ouvrière, le centrisme facilite le rayonnement des mencheviks sur les masses retardataires. En luttant contre le centrisme et en montrant au prolétariat les voies les plus efficaces pour sauver sa dictature, nous paralysons du même coup en grande partie l'influence des mencheviks dans la classe ouvrière et celle des autres partis antisoviétiques qui y font du travail. Il faut en dire tout autant des anarchistes et des partis qui jouissent de complicités qui leur permettent également de se faire entendre à l'intérieur de l'officiel PCR(b).

En luttant contre ces courants, nous luttons aussi contre le morcellement de la masse ouvrière en sphères d'influence axées sur ses principales composantes sociologiques, contre sa soumission à diverses influences étrangères de classe et pour son unité, pour sa cohésion derrière le mot d'ordre du rétablissement de la dictature

du prolétariat. Mais on ne peut mener à bien cette tâche par une action extérieure, par le simple lancer de slogans ronflants, sans un travail préparatoire approprié dans toutes les organisations ouvrières de masse.

De ce point de vue, nous devons placer au premier rang de nos tâches celle de lutter pour gagner le secteur prolétarien du parti officiel, mais le travail dans cette direction ne doit en aucun cas occulter la nécessité pour nous de conquérir les organisations prolétariennes hors du parti, et particulièrement les syndicats.

Ce n'est qu'en ayant attiré de notre côté toute l'aile révolutionnaire du parti et la majorité révolutionnaire de la classe ouvrière, et en ayant rétabli ultérieurement la confiance dans la classe ouvrière au sein de la couche pauvre et moyenne du village[37] (en y faisant de la propagande pour des mesures économiques adaptées à ce but), que nous pourrons faire que la réforme se réalise avec toute l'ampleur nécessaire.

Au cours de notre lutte, il nous faudra sans aucun doute affronter la résistance farouche des forces thermidoriennes et bonapartistes. Et là se posera au prolétariat la question de savoir sous quelles formes lutter contre ces forces, car cette lutte ne pourra certainement pas se passer d'une flambée de guerre civile.

Le parti officiel représente maintenant la *« cohabitation de deux camps de la guerre civile »* (L.F.)[38]

Cette cohabitation ne peut continuer longtemps. L'un de ces camps doit périr, afin de laisser la place au développement de l'autre.

Par conséquent, nous ne pouvons pas nous orienter sur le parti officiel, qui n'existe pas comme parti ; nous devons mettre le cap sur la recréation du vieux parti de Lénine, en partant du secteur prolétarien révolutionnaire du parti officiel et des ouvriers d'avant-garde, actifs, conscients et révolutionnaires, qui se trouvent actuellement hors du parti.

La fraction bolchevique-léniniste, organisée et en état d'agir, sera la base autour de laquelle s'effectueront la cristallisation de ces éléments prolétariens révolutionnaires et la renaissance du parti léniniste.

Les formes et les méthodes de lutte pour la réforme

En nous donnant, en tant qu'organisation, pour tâche de couvrir la masse ouvrière, nous devons en même temps nous rendre compte que le régime et la politique centristes conduisent objectivement à ce qu'une certaine spontanéité dans le mouvement des masses puisse prendre le dessus sur le niveau d'organisation que l'opposition léniniste peut donner à ce mouvement.

C'est pour cette raison que, même dans le cas où un mouvement éclate de façon spontanée, nous ne renoncerons pas à y participer car, en présence de conditions objectives pour que s'exerce une pression révolutionnaire directe, se mettre au service de ce mouvement est, comme dit Lénine, « *la tâche la plus élevée du parti* ».

En outre, nous ne flattons pas la spontanéité, nous ne nous y soumettons pas mais cherchons par tous les moyens à la maîtriser, à la soumettre à notre influence : « *Aller à la rencontre des masses ne veut pas dire céder à la spontanéité.* » (L. Trotsky).

Aujourd'hui que le gros de la classe ouvrière n'est (pas plus que toute son avant-garde) pas encore sorti de son état d'attente passive, il nous faut rejeter de façon catégorique ce que l'impatience révolutionnaire et l'absence de maturité politique peuvent nous dicter comme propositions.

Cela signifie-t-il que nous encouragerions la passivité et inciterions les éléments d'avant-garde du prolétariat à patienter avec fatalisme tant que le cours objectif des événements ne nous apportera pas de lui-même des résultats tout prêts ? Absolument pas !

Cela veut seulement dire qu'il ne faut pas lancer de mots d'ordre que la conscience des masses ouvrières ne puisse pas encore comprendre et qui ne découlent pas de l'expérience des masses elles-mêmes. Au stade actuel de l'offensive politique, la principale tâche des ouvriers avancés et conscients doit consister, non pas à lancer des slogans ronflants, mais à travailler de façon opiniâtre à la création d'une organisation clandestine avec de nombreuses ramifications, une base qui leur permette de s'appuyer sur les conflits particuliers et ceux plus généraux des ouvriers avec la bureaucratie pour entraîner de plus en plus de masses d'ouvriers à la lutte pour la réforme. Jusqu'à présent, la lutte de la classe ouvrière contre le régime bureaucratique avait un caractère essentiellement individuel et anarchique. Dans les conditions d'étouffement complet de l'activité normale des syndicats qui, d'organes de défense des intérêts des ouvriers, se sont mués en auxiliaires des responsables des entreprises, les ouvriers recourent à des formes de lutte comme l'absentéisme, la détérioration des machines, l'assassinat des ouvriers de choc, etc.

L'opposition léniniste ne met pas du tout en avant n'importe quelle forme de mécontentement à l'égard du régime bureaucratique actuel et de sa politique. Sa tâche consiste à préparer et à organiser la résistance collective et de masse à toute la politique de la bureaucratie stalinienne. Sur cette voie, le prolétariat dispose de toute une série de méthodes éprouvées, qui résultent de l'expérience passée du mouvement ouvrier, depuis les protestations organisées jusqu'aux manifestations, grèves, etc.

Arrivé à un niveau où il atteint une grande force et une grande pression, le mouvement peut se manifester, de sa propre initiative et en affirmant sa propre autorité, par la mise en œuvre de la démocratie ouvrière, avec la destitution et la réélection des responsables dans le parti, les syndicats, les soviets.

En fonction du degré de développement d'un mouvement ouvrier de masse, un instrument traditionnel de lutte de la classe ouvrière comme la grève acquiert une grande importance ; y recourir dans les conditions actuelles est puni avec toute la sévérité de l'arbitraire bureaucratique, bien que, du temps de Lénine, la grève ait été reconnue comme un moyen de défense des ouvriers contre les dérives bureaucratiques de l'appareil dominant. Une résolution bien connue du 11e congrès[39] du parti sur les syndicats obligeait les cellules communistes des entreprises à se mettre à la tête des ouvriers contre les déformations bureaucratiques des organes économiques de l'État (après avoir épuisé les autres moyens d'intervention). Dans le contexte actuel, le recours organisé à la grève peut jouer un grand rôle dans la mobilisation des forces prolétariennes derrière le mot d'ordre de réforme du parti, des syndicats et des soviets.

La résolution du 11e congrès nous donne un moyen de lutte important pour le droit de grève contre le régime bureaucratique. L'Opposition doit montrer aux masses qu'elle est à cet égard le véritable promoteur de la ligne léniniste.

Enfin, avec des conditions qui se rapprochent concrètement de la pire variante, quand est exigé du prolétariat qu'il tende ses forces au maximum, sa lutte peut prendre la forme la plus aiguë.

En cas d'intervention ouverte des éléments bonapartistes fomentant un coup d'État contre-révolutionnaire, le seul moyen de rétablir la dictature du prolétariat est d'écraser par les armes la contre-révolution, d'où qu'elle vienne.

Conclusion

L'opposition bolchevique-léniniste a toujours considéré sa lutte pour la réforme comme une tâche internationale. L'Opposition a mené et mène actuellement la

lutte contre la direction stalinienne en lien étroit avec la lutte générale de l'aile gauche du Komintern contre la domination du centrisme. Sans le remplacement de la direction centriste du Komintern, il est impossible de préparer le facteur subjectif de la révolution mondiale, car *« l'histoire de la direction stalinienne est l'histoire d'erreurs incessantes et des défaites du prolétariat international qu'elles ont suscitées »* (L. Trotsky).

Si le centrisme stalinien et sa domination dans le Komintern ont grandi à partir des conditions de la stabilisation relative du capitalisme et d'une série de défaites du prolétariat européen au cours des huit dernières années, alors l'essor du mouvement ouvrier international favorisera le succès de la lutte contre l'opportunisme stalinien et stimulera la renaissance du Komintern.

L'analyse de la situation internationale montre clairement la justesse de la caractérisation générale faite au 3e congrès de l'IC[40], qui déclarait que *« la courbe du développement capitaliste est, d'une façon générale, descendante avec des mouvements passagers de redressement; la courbe de la révolution est, par contre, montante avec quelques fléchissements »*.

En nous appuyant sur ce fait, nous pouvons nous attendre, de façon certaine, à un nouvel essor de la révolution prolétarienne, qui sapera profondément le terrain sous les pieds de la domination de la bureaucratie centriste et créera la poussée que nous attendons au profit de la classe ouvrière et de l'aile gauche du Komintern.

C'est justement pour cette raison que l'opposition léniniste (à la différence des zinoviévistes et des décistes, qui souffrent de la même étroitesse de vue nationale) n'a jamais considéré son combat contre le centrisme indépendamment du développement de toute la situation internationale.

En menant une lutte opiniâtre pour la renaissance du Komintern sur les bases du léninisme, nous créerons par

là même les éléments subjectifs de l'essor futur de la lutte du prolétariat, ce qui prépare les lendemains du mouvement communiste international.

La crise de la révolution – les tâches du prolétariat La ligne stratégique de la révolution prolétarienne

Publié alors que la collectivisation et l'industrialisation à marche forcée de Staline étaient déjà lancées, mais avant la victoire des nazis en Allemagne, ce texte – non daté – semble avoir été écrit vers le milieu de l'année 1932.

Sommaire

Introduction

Dans la révolution d'Octobre, révolution démocratique et premier stade de la révolution socialiste s'entremêlaient intimement.

Le programme du Parti bolchevique, élaboré par Lénine au cours de son 8e congrès[2], considère la révolution d'Octobre comme la première étape de la révolution mondiale, dont elle est inséparable. Le principe fondamental de la révolution permanente trouvait son expression dans la façon dont notre programme posait le problème: *« le plus grand problème historique, la nécessité de résoudre les questions internationales [...] en faisant passer la révolution d'un cadre étroitement national à l'arène mondiale. »*[3] Cette caractérisation par Lénine des tâches de notre révolution s'est vérifiée intégralement à chacune des étapes ultérieures de son développement. Toutes les difficultés et contradictions essentielles de notre révolution découlaient des contradictions entre le caractère international de la révolution et le caractère national de la construction socialiste dans le pays. C'est pourquoi Lénine répétait sans cesse: *«Notre salut face à toutes ces difficultés, c'est la révolution dans toute l'Europe»*[4] et: *«Nous sommes loin d'en avoir terminé ne serait-ce qu'avec la période de transition du capitalisme au socialisme. Nous ne nous ferons jamais d'illusions sur la possibilité d'accomplir cette transition sans le concours du prolétariat mondial.»*[5] Ces positions de Lénine, qui constituent la base de la théorie de la révolution permanente, déterminent la stratégie politique du marxisme et du bolchevisme. À cela s'oppose la théorie du socialisme dans un seul pays, qui donne une consécration nationale à la révolution que nous avons accomplie, qui la coupe de la révolution mondiale et qui constitue la base stratégique du socialisme-national.

La théorie de la révolution permanente et les problèmes de la construction du socialisme en URSS

1 - Le point de départ essentiel de la théorie de la révolution permanente trouve son expression dans les mots suivants de Lénine: « *Dans la mesure où il existe une grande industrie à l'échelle du monde, il est indiscutable que l'on peut passer directement au socialisme, personne ne peut réfuter ce fait.* »[6]

Il en découle que la question de savoir si un pays donné est mûr ou pas pour le socialisme n'a plus lieu d'être. Pour que s'accomplisse avec succès le passage à la révolution socialiste dans n'importe quel pays techniquement arriéré, dans un pays agricole, il suffit que le prolétariat de ce pays soit capable de se mettre à la tête de la révolution démocratique nationale et de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, en jouant là son rôle social historique. Mais, de cette position initiale, il découle que la révolution prolétarienne victorieuse en Russie n'est qu'un maillon d'une chaîne internationale et que, dans la situation actuelle de l'industrie mondiale et de la division mondiale du travail, nous existons, dans la chaîne des États capitalistes, comme l'un des maillons de l'économie mondiale. Par conséquent, « *on ne peut évaluer avec justesse la révolution prolétarienne que d'un point de vue international* » (Lénine)[7].

2- On ne peut considérer l'équilibre dynamique de l'économie soviétique du point de vue de l'équilibre d'une économie fermée sur elle-même et autosuffisante. L'économie de l'URSS se développe sous la pression de l'économie mondiale: elle est intégrée au système de la division internationale du travail et, malgré de nombreuses spécificités, elle fait partie du marché mondial « *auquel nous sommes soumis*[8] *et dont nous ne pouvons nous extraire* » (Lénine)[9]. À l'intérieur du pays, l'équilibre de l'économie est soutenu par l'activité d'importation et

d'exportation. Plus l'économie soviétique s'intègre dans le système de la division internationale du travail, plus les éléments de l'économie soviétique tels que le prix et la qualité tombent sous la dépendance directe et immédiate des éléments correspondants du marché mondial. En même temps, l'économie soviétique est en lutte permanente avec le système capitaliste mondial, ses liens [illisible] avec le marché mondial exacerbant cette lutte. Dans ces conditions, la force de notre résistance à la pression économique et politico-militaire du capital mondial est déterminée par le rythme du développement de notre économie. Mais ce rythme, nous ne le déterminons pas librement. Il est déterminé d'une part par les conditions matérielles [illisible] de la production elle-même et, d'autre part, par la nécessité de rattraper et de dépasser en fin de compte les pays capitalistes avancés car, comme l'écrivait notre plate-forme[10] : « *Dans la longue lutte entre des systèmes irréconciliablement ennemis, le capitalisme et le socialisme, l'issue du combat est déterminée en dernière analyse par le rapport entre leurs productivités du travail respectives qui, dans les conditions du marché, se mesure par le rapport entre les prix nationaux et internationaux.* » Nous ne pourrons maintenir ces rapports dans des proportions dynamiques, au sein de l'économie dans son ensemble, et, en même temps, augmenter pleinement et par tous les moyens le rythme de notre propre développement, nous ne pourrons assurer la prépondérance des éléments socialistes sur les éléments capitalistes, que si nous savons utiliser les ressources qui résultent de la division internationale du travail, tout en prenant appui sur les avantages d'une économie socialiste planifiée.

3- Dans la même mesure où il existe une interdépendance économique mondiale et une division internationale du travail, aucun pays (même le plus avancé) ne possède à lui seul une grande industrie mécanisée, développée et diversifiée capable d'assurer la construc-

tion du socialisme dans un cadre national fermé (une industrialisation susceptible d'assurer la construction du socialisme n'existe qu'à l'échelle mondiale). Tout cela implique que le prolétariat est contraint, afin d'augmenter la productivité du travail, à la fois de renforcer les relations commerciales extérieures et d'autoriser, dans certaines limites, le développement du capitalisme à l'intérieur du pays (concessions à des entreprises étrangères, sociétés mixtes, marché intérieur). C'est précisément cela qui renforce la Nep comme forme de liaison économique entre la grande industrie et la masse des petits producteurs agricoles isolés, une nécessité qui nous est dictée par tout le système de l'économie mondiale actuelle.

Ainsi, il se trouve que *« notre système social n'est basé que sur la lutte entre le socialisme et le capitalisme, mais dans une certaine mesure aussi sur leur collaboration »* (Trotsky)[11]. Dans ces conditions, notre tâche principale consiste *« à orienter le cours du développement inévitable (jusqu'à un certain point et pour un temps limité) du capitalisme pour qu'il se coule vers le lit du capitalisme d'État [...], à assurer, dans un avenir qui ne soit pas éloigné, la transformation du capitalisme d'État en socialisme [...], à renforcer dans l'économie les relations régulées par l'État pour y contrebalancer les relations anarchiques petites-bourgeoises*[12] *»* (Lénine)[13], c'est-à-dire en d'autres mots: à soumettre l'élément petit-bourgeois au contrôle financier et à la supervision de l'État, et à préparer les conditions de l'industrialisation et de la collectivisation sur la base de l'électrification car, *« sans l'électrification, c'est le retour inévitable au capitalisme »* (Lénine)[14].

4- Tous les principaux processus économiques en URSS ne [illisible] en liaison [ici, un morceau de la page a disparu] *« et entrent, d'une manière ou d'une autre, dans le champ d'action des lois régissant le développement du capitalisme, y compris ses changements de conjoncture »* (Trotsky)[15]. C'est ainsi que les contradictions internes

et externes s'entremêlent à leur façon et s'influencent mutuellement. Les contradictions internes forment un nœud inextricable avec les contradictions externes. On ne peut surmonter les premières sans vaincre les secondes. L'impossibilité de construire une économie socialiste autosuffisante fait se reproduire les contradictions internes et externes à chaque nouvelle étape de la construction du socialisme, dans toute leur ampleur et avec une profondeur qui s'accroît. C'est ainsi que toutes les contradictions du développement de l'URSS mènent en fin de compte à des contradictions entre l'État ouvrier isolé et le monde capitaliste qui l'entoure. C'est seulement par la voie de la révolution mondiale que l'on pourra venir à bout de toutes ces contradictions.

5 - La construction socialiste de l'URSS se déroule sur la base d'une lutte de classes incessante et exacerbée à l'échelle nationale et internationale. Contrairement à toutes les autres révolutions, la révolution prolétarienne ne vise pas à perpétuer la domination de quelque classe que ce soit sur toutes les autres, mais à faire disparaître toutes les classes. Consistant en un processus permanent, la révolution prolétarienne ne peut s'arrêter formellement à une étape sans avoir offert à la société la possibilité de trouver un équilibre. Elle traverse une période de recul et doit en même temps préparer les éléments de la future phase ascendante, sur une base plus élevée que celle qu'a atteinte la phase ascendante précédente. Toute cette évolution se déroule exclusivement au travers de heurts incessants entre les différents groupes de classes qui composent la société en restructuration et, au cours de cette phase de lutte incessante, il se produit un remaniement de toutes les relations sociales. « *Tant qu'il y a des ouvriers et des paysans, le socialisme reste hors d'atteinte et, en pratique et à chaque étape, il se mène une lutte implacable* » (Lénine)[16]. Cependant, les méthodes et les formes de cette lutte du prolétariat contre la paysan-

nerie doivent être différentes de celles que le prolétariat a employées aussi bien contre les capitalistes que contre les propriétaires fonciers.

Elles prennent en même temps la forme d'une «alliance», d'une entente entre ces classes sur la base de l'hégémonie du prolétariat. Cette entente est atteinte grâce à certaines concessions faites à la paysannerie *«dans la détermination des moyens de la réalisation des transformations socialistes»* (programme du PC soviétique), dans les limites de la politique visant à la destruction des classes et dans le but de renforcer le pouvoir du prolétariat. La voie qui permet d'aller vers la disparition de la paysannerie, *«dernière classe capitaliste»*[17], n'est pas celle de sa [illisible: probablement, «liquidation»] administrative par des méthodes d'appropriation[18], mais celle [illisible: probablement «qui résulte»] de l'ascendant pris par la grande industrie sur l'agriculture. L'alliance avec la paysannerie doit constituer l'une des mesures visant à la destruction des classes, c'est-à-dire un moyen pour remettre sur pied la grande industrie et lui assurer un développement ultérieur vigoureux, et un moyen pour que la paysannerie se recompose dans un sens socialiste. *«Mais cette tâche (la liquidation totale de la contradiction entre la ville et la campagne), l'une des tâches essentielles du socialisme, nécessiterait que l'on puisse utiliser les ressources de l'économie mondiale»* (Trotsky, *Les problèmes du développement de l'URSS*[19]). Venir totalement à bout de cette tâche n'est possible que dans le cadre de l'industrie mondiale, c'est-à-dire après la victoire des travailleurs des pays avancés. D'ici cette victoire, *«la tâche essentielle pour nous demeure l'établissement de relations justes entre le prolétariat et la paysannerie, cette justesse s'entendant du point de vue de l'extinction des classes»* (Lénine)[20].

6– Dans la mesure où le système capitaliste domine le monde, des milliers de liens relient le petit commerce,

qui donne naissance toutes les heures au capitalisme à grande échelle, au capitalisme mondial. C'est pourquoi le développement de la lutte de classe à l'intérieur du pays est étroitement lié au cours général de la lutte de classe internationale et conditionné par lui. Le problème de savoir « qui l'emportera sur l'autre »[21], entre l'économie privée et l'économie étatisée en URSS, ne se résoudra pas en termes de chiffres, même du point de vue des relations internes. Il se résoudra en termes de rapport des forces entre le capitalisme et le socialisme dans l'arène mondiale. Si le système capitalisme était en mesure de tenir encore durant toute une période, alors les tendances au capitalisme agraire entraîneraient inévitablement avec elles le paysan moyen, paralysant l'influence du prolétariat sur le village, et elles créeraient un obstacle à la construction du socialisme. Tout cela conduirait à la rupture des relations entre le prolétariat et la paysannerie, et rendrait inévitable la chute de la dictature du prolétariat. C'est pourquoi nous affirmons à la suite du camarade Trotsky : « *La révolution prolétarienne ne peut survivre que provisoirement dans le cadre national... Dans un pays isolé, parallèlement à ses succès grandissent inévitablement des contradictions, qui naissent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de son territoire. Si cet isolement devait se prolonger, l'État prolétarien, victime de ses contradictions, serait condamné à disparaître. Son salut réside uniquement dans la victoire du prolétariat des pays avancés. Mais, compte tenu du rapport de force entre les classes dans l'arène mondiale, nous n'avons aucune raison de penser que la victoire du prolétariat dans d'autres pays est repoussée à un avenir lointain.*

Dans le combat révolutionnaire, détruire la bourgeoisie mondiale est une tâche à accomplir beaucoup plus réelle et plus concrète que celle de rattraper et dépasser l'économie mondiale sans franchir les frontières de l'URSS. » (Trotsky)[22].

À l'étape historique actuelle, seuls peuvent considérer inévitable ou même probable la chute de la dictature du prolétariat ceux «*qui croient dans le caractère inébranlable du capitalisme mondial ou dans sa longévité. L'Opposition de gauche n'a rien de commun avec ce genre d'optimisme capitaliste*» (Trotsky)[23]. C'est pour cela que l'Opposition de gauche ne considère pas comme objectivement inévitable la rupture avec la paysannerie à l'étape historique actuelle. Une telle rupture, et par conséquent la chute de la dictature du prolétariat, à l'étape historique actuelle, ne pourrait être que le résultat d'une politique erronée de la direction.

7– Pleinement consciente du fait que la dictature du prolétariat ne pourrait se maintenir dans le cadre national que temporairement et que, par conséquent, la tâche principale consiste à transformer cette dictature nationale en une dictature internationale, l'opposition léniniste n'a jamais ignoré la nécessité d'établir une alliance avec la paysannerie moyenne, sans affaiblir un seul instant la lutte contre les *koulaks*, en s'appuyant fermement et uniquement sur les paysans pauvres: «*La tâche, à l'intérieur du pays, se résume à aller aussi loin que possible sur le chemin de la construction du socialisme, en se renforçant par une politique de classe juste, par des relations justes entre le prolétariat et la paysannerie. Les ressources internes de l'URSS sont immenses et la rendent tout à fait viable. En utilisant dans ces conditions le marché capitaliste mondial, nous lions notre principal pronostic au développement ultérieur de la politique prolétarienne mondiale*», écrivait la plate-forme de l'Opposition en 1927.

Ce qui détermine en fin de compte les étapes du développement de la révolution en URSS, ce sont les méandres du développement de la révolution mondiale, que l'opposition léniniste a toujours considéré comme un processus unique: «*la soumission des intérêts de la*

lutte prolétarienne dans un seul pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale»[24], tel est le mot d'ordre principal de Lénine, qui «*détermine les tâches stratégiques du prolétariat socialiste de l'URSS*» et qui est en même temps l'un des principaux postulats de la théorie de la révolution permanente.

Le socialisme-national et la révolution prolétarienne

1 – L'apparition en Russie d'un socialisme-national d'un genre nouveau trouve son origine idéologique dans le bolchevisme de droite de la période 1905-1917. Étant en désaccord avec les mencheviks sur la question de l'appréciation du rôle de la bourgeoisie dans une révolution démocratique, le bolchevisme de droite de 1905 s'opposa fermement à la prise du pouvoir par le prolétariat en restreignant notre révolution démocratique au terrain de la démocratie bourgeoise. En 1917, dans la période allant de février à mars, tous ceux sans exception qui sont décrits maintenant comme des bolcheviks de droite et, après le retour de Lénine, Kamenev, Rykov, et enfin Zinoviev avec les bolcheviks de droite menèrent une lutte inlassable contre Lénine. Ainsi, en cela, ils se rangèrent définitivement du côté de l'aile gauche de la petite bourgeoisie démocratique radicale, ce qui força même Lénine à poser la question suivante: «*Le bolchevisme de droite a-t-il sa place dans notre parti ?*»[25] (Lénine, *Recueil* n° 11).

2 – Le centrisme stalinien apparaît à son tour comme le successeur idéologique du bolchevisme de droite, de pair avec la droite actuelle[26]. En Chine, en Inde, en Espagne et dans tous les pays coloniaux et arriérés, puis plus récemment au Japon, le centrisme lutte contre la stratégie politique de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Comme méthode de base pour résoudre les tâches de la révolution démocratique, il prêche le slogan, devenu réactionnaire, de dictature démocratique du

prolétariat et des paysans[27], complété par la théorie et la pratique d'un parti composé de ces deux classes. Dans les colonies, il distingue la révolution démocratique de la révolution mondiale qui grandit et les examine du point de vue de la révolution nationale, alors qu'en réalité celle-ci n'est que le maillon d'une chaîne internationale, et non une fin en soi. Ainsi, le centrisme stalinien dissout le prolétariat dans la petite bourgeoisie et le soumet à la bourgeoisie nationale.

3 – La théorie du socialisme dans un seul pays, proclamée par les centristes en 1924 et construite sur l'incompréhension de la contradiction entre le caractère international de la révolution prolétarienne et le caractère national de la construction du socialisme en URSS, est une stratégie politique du socialisme-national. Le fondement de cette théorie repose sur le regard porté sur la paysannerie qui posséderait [illisible] des qualités socialistes, c'est l'aspiration à «*s'intégrer dans le socialisme*» indépendamment du sort du prolétariat des autres pays, c'est l'élimination des contradictions internes dans le pays de la dictature du prolétariat et la construction d'une société socialiste-nationale, conforme à la théorie des socialistes-nationaux. Ce que garantit le fait même de l'alliance avec la paysannerie. Le seul obstacle à la construction du socialisme-national, du point de vue de cette théorie, ne peut être que l'intervention étrangère.

Ainsi, si en 1905 les bolcheviks de droite ne pouvaient admettre que le prolétariat de Russie conquière le pouvoir avant celui de l'Europe de l'Ouest et si, en 1917, ils faisaient la propagande de la révolution démocratique en Russie, en soi et pour soi, en rejetant l'idée de la dictature du prolétariat, leurs successeurs idéologiques, la droite actuelle[28] et les centristes à partir de 1924, considèrent la conquête du pouvoir par le prolétariat dans le cadre national, non comme l'acte initial de la révolution, mais comme l'acte final de la révolution. Ils ont déclaré

publiquement qu'on pouvait parfaitement construire, en soi et pour soi, une société socialiste isolée en URSS. La révolution mondiale a cessé d'être pour eux la condition essentielle de la victoire et est devenue à leurs yeux une simple circonstance favorable.

4- Le socialisme-national actuel a pour traits fondamentaux de :

a) limiter la révolution dans un cadre national et de rompre avec l'internationalisme prolétarien, qui exige « la soumission des intérêts de la lutte dans un seul pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale » (Lénine)[29],
b) rompre le lien entre les contradictions internes et celles de l'économie mondiale, et de ne pas comprendre qu'avec les succès de la construction socialiste grandissent aussi ses contradictions,
c) nier la position de Lénine suivant laquelle « nous existons, dans la chaîne des États capitalistes, comme un maillon de l'économie mondiale » et, partant de là,
d) s'orienter vers l'indépendance à l'égard de l'économie mondiale et la création d'une économie nationale fermée et autosuffisante.

La rupture avec Lénine sur ces questions particulières a conduit à une réorientation totale du socialisme, tant en ce qui concerne la question de l'appréciation des forces motrices de notre révolution, qu'on a cessé de considérer comme un maillon de la révolution mondiale, qu'au niveau de l'appréciation de la paysannerie moyenne, qu'on a, contrairement à Lénine, cessé de considérer comme *« la dernière classe capitaliste dans le pays »*.

5- Le socialisme-national, en pleine conformité avec la théorie du socialisme dans un seul pays, considère la Nep comme une étape historique qui, sur la base de la collaboration avec la paysannerie, crée directement les

conditions nécessaires à l'édification complète d'une société socialiste dans un seul pays, indépendamment du sort du prolétariat des autres pays. D'abord, on a confié à des coopératives les fonctions d'approvisionnement en produits courants des exploitations paysannes; à présent, la collectivisation est totale, jusqu'à l'artel[30] agricole, sur la base du transfert à la collectivité du matériel des paysans: des conditions que l'on déclare suffisantes pour que les contradictions internes soient surmontées et que la paysannerie s'intègre dans le socialisme. La tactique socialiste-nationale concernant la Nep se trouve en contradiction criante avec la ligne stratégique de la révolution prolétarienne et se trouve totalement soumise à la ligne stratégique du socialisme-national, celle de la théorie du socialisme dans un seul pays. Pour Lénine, la Nep n'a jamais été qu'une étape sur le chemin de la révolution mondiale, qu'une adaptation au rythme de son développement. S'agissant de la Nep, la tactique de Lénine consistait à agir lentement, prudemment, comme pour un siège, tout en se préparant à lancer l'attaque à l'intérieur du pays, en se rappelant que *« la forteresse du Port-Arthur international*[31] *sera vaincue, car dans tous les pays mûrissent les forces qui vont la vaincre »* (Lénine)[32].

En même temps, passer à l'attaque ne signifie pas abandonner la Nep et ses méthodes; cela ne change que la forme des relations avec la paysannerie, dans la mesure où cela entraîne un renforcement de la lutte avec la bourgeoisie paysanne et l'introduction de la collectivisation[33] et des sovkhozes, dont le rythme de croissance est déterminé par le poids idéal de la grande industrie, le niveau de la technique et l'étendue de nos liens avec l'économie mondiale. Dans la mesure où les processus économiques internes se reflètent en une image politique complexe, tous les problèmes économiques essentiels de la Nep sont, avant tout, des problèmes politiques d'une grande complexité, de la résolution desquels dépend le

sort de l'État ouvrier. Les socialistes-nationaux ignorent ce contenu politique des problèmes de la Nep.

6 – Le socialisme-national en Russie, devenu l'arme que la réaction politico-sociale oppose aux tendances socialistes d'Octobre, a traversé deux périodes de développement. Dans les conditions d'un équilibre relatif dans l'économie et la politique de notre pays, lorsqu'on ne faisait encore que «*[...] considérer*» les contradictions essentielles de la révolution dans le cadre de la prétendue «*période de remise sur pied*»[34], l'orientation du socialisme-national a trouvé son expression tactique dans la politique d'accord avec le *koulak* et dans l'adaptation du développement de l'économie étatique aux besoins de la bourgeoisie paysanne. Les coopératives, comme forme organisationnelle pure, furent proclamées voie royale vers le socialisme. La lutte contre la théorie de la révolution permanente et «le trotskysme» fut l'étendard idéologique sous lequel s'accomplissait la mobilisation des éléments petits-bourgeois, tandis qu'on se préparait à livrer l'assaut aux conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre. En mettant en avant, contre l'Opposition, «l'idée du paysan moyen» comme critère le plus élevé de sa politique, le socialisme-national a non seulement abandonné la position du prolétariat, mais, dans les faits, il est allé à l'encontre de l'alliance du prolétariat avec le paysan moyen. La politique du socialisme-national favorisant l'alliance avec «le paysan moyen» (qui, en réalité, était synonyme de *koulak* pour les socialistes-nationaux) a abouti objectivement à saper l'hégémonie du prolétariat, tandis que l'opposition léniniste soulignait inlassablement que l'alliance avec le paysan moyen dépendait des conditions qui affaiblissent ou qui renforcent l'hégémonie du prolétariat.

7 – La seconde période de développement du socialisme-national commença au moment où le pays sortit de son

équilibre relatif et où apparurent au grand jour toutes les forces, jusqu'alors enfouies, arrivées à maturation durant la période précédente à la faveur de la politique de droite. Mettant à nu les contradictions essentielles de notre révolution, ces forces révélèrent la faillite totale de l'orientation de la droite et du centre.

Incapable d'adopter la ligne stratégique du prolétariat, de s'appuyer directement sur l'avant-garde prolétarienne et, à travers elle, sur de larges couches d'ouvriers et de paysans pauvres, hésitant en même temps à opérer un tournant majeur à droite par peur des contestations apparues en 1928 dans le prolétariat, l'aile centriste du socialisme-national tenta «*de s'adapter au prolétariat sans cependant se départir des principes de base de sa politique et, avant toute chose, sans renoncer à la conception de sa toute-puissance*» (Trotsky). Cela se traduisit par la tentative de résoudre toutes les contradictions au moyen de coups rapides portés dans le cadre national, en se lançant sur la voie des aventures d'ultragauche.

La nature de cet aventurisme consiste en ceci: une politique de rythmes d'industrialisation hasardeux, la suppression de la Nep, la liquidation des classes à la campagne décrétée administrativement[35] et la collectivisation totale, toutes choses adoptées comme moyens de construire une société socialiste nationale en quatre ans[36]. Cela a situé toute la politique économique au-delà des limites des ressources vraiment disponibles et des relations réelles entre les classes.

En l'occurrence, nous avons affaire à une politique qui a pour base la même vieille théorie du socialisme dans un seul pays, passée à la troisième vitesse, avec un cours orienté vers la destruction des classes dans le cadre fermé et autarcique de l'économie nationale. En repoussant toutes les contradictions du village actuel dans le kolkhoze, où elles se reproduisent sur une nouvelle base, en niant toute différenciation sociale dans les kolkhozes et

en déclarant a priori qu'il s'agit d'entreprises socialistes, le centrisme stalinien cache qu'il existe, dans les kolkhozes, des tendances à l'instauration d'un capitalisme fermier et il fait du paysan pauvre et de l'ouvrier agricole les victimes et les exploités du kolkhozien aisé.

Ayant perdu le soutien du *koulak*[37] et n'ayant pas trouvé celui de la classe ouvrière, le centrisme stalinien tente de s'en créer un chez le paysan moyen du kolkhoze qui, conformément aux décisions du 16ᵉ congrès[38], doit « *devenir l'appui du pouvoir soviétique à la campagne* » et doit s'intégrer dans le socialisme sur la base de l'économie petite-bourgeoise, dont l'unification administrative se fonde sur la collectivisation du matériel agricole[39].

« *Forcer de façon bureaucratique les rythmes de l'industrialisation et de la collectivisation, en échafaudant des théories trompeuses, cela signifie ne se soucier en rien des écarts qui se creusent ni des contradictions qui s'amoncellent, surtout en matière de relations avec l'économie mondiale* » (Trotsky)[40], d'une part, et de rapports entre la ville et la campagne, d'autre part. Du fait de toute la politique du centrisme, nous nous retrouvons avec une tension accrue dans les relations entre l'État et le prolétariat, ainsi qu'entre le prolétariat et la paysannerie, alors que, dans le même temps, la bureaucratie s'élève au-dessus des classes et que le mécontentement général s'accroît.

8 – La ligne stratégique du socialisme-national, telle qu'on a pu la vérifier au fil des événements, démontre sa faillite complète, puisqu'elle a mis en péril le pays de la dictature du prolétariat et, en même temps, a été un frein à la révolution dans les pays retardataires et coloniaux. Elle ruine et désorganise l'Internationale communiste, en paralysant le mouvement communiste dans le monde entier : « *L'Opposition de gauche internationale rejette et condamne de façon catégorique la théorie du socialisme dans un seul pays créée par les épigones en 1924, comme*

la pire réaction contre le marxisme et comme le fruit fondamental de l'idéologie thermidorienne. La lutte impitoyable contre le stalinisme (ou le socialisme-national), qui a trouvé son expression dans le programme de l'IC, est la condition indispensable à une stratégie révolutionnaire juste, tant dans les questions internationales de la lutte de classe que dans le domaine des tâches économiques qui se posent à l'URSS » (Trotsky)[41].

La crise actuelle de la révolution et les tâches stratégiques du prolétariat

1 – Les secousses qui ébranlent le système soviétique ont toutes pour origine un entrelacs de contradictions historiques les plus importantes, à savoir :

« *a) l'héritage des contradictions capitalistes et précapitalistes de la vieille Russie tsariste bourgeoise, au premier chef les contradictions entre la ville et la campagne,*

b) la contradiction entre l'arriération culturelle générale et les tâches de la transformation socialiste qui découlent de manière dialectique de cette arriération,

c) la contradiction entre l'État ouvrier et son entourage capitaliste, en particulier entre le monopole du commerce extérieur et le marché mondial » (Trotsky)[42]. Toutes ces contradictions, qui ne sont aucunement de courte durée ou de nature épisodique, se sont déployées ces neuf dernières années dans des conditions créées par une politique fausse de la direction et par les défaites du prolétariat mondial durant cette période, à partir de 1923.

L'arriération culturelle générale de notre pays, où domine la petite production agricole, a créé une contradiction profonde entre la base matérielle et la superstructure politico-sociale de la dictature du prolétariat. Sur

cette base, la bureaucratie s'est élevée, renforcée et a pris pleinement conscience d'elle-même, d'une part «*comme superstructure issue de la dispersion et de l'écrasement du petit producteur*» (Lénine)[43], du manque de culture des larges masses laborieuses, et, d'autre part, comme arme dans la lutte contre le prolétariat et les tendances socialistes de notre révolution pour l'ancienne couche des fonctionnaires d'État. Ces derniers représentent les restes des classes éduquées autrefois dominantes: des membres de la petite bourgeoisie ainsi que des éléments du Parti communiste soviétique, appartenant aux sommets de la bureaucratie, qui se trouvent à un degré ou à un autre sous l'emprise des éléments bourgeois de l'appareil d'État. Ils ont profité de la vague de réaction politique et sociale pour se hisser à la direction du parti et du pays. En même temps, «*la bureaucratie soviétique, qui représente un amalgame de la couche supérieure du prolétariat victorieux et de larges couches des classes déchues, intégrera l'agence puissante du capital mondial*» (Trotsky)[44].

La théorie du socialisme dans un seul pays va au-devant des exigences sociales de la bureaucratie soviétique, qui devient de plus en plus conservatrice dans son aspiration à instaurer un régime national et qui exige que l'on consacre la révolution accomplie comme prétendument suffisante pour construire pacifiquement le socialisme (afin d'assurer à la bureaucratie sa position privilégiée).

Entre les forces créatrices de la révolution et la bureaucratie règne un antagonisme profond. La politique erronée de la bureaucratie centriste, dont les intérêts historiques se sont séparés de ceux de la classe ouvrière, est elle-même depuis longtemps déjà devenue à son tour l'une des sources principales de la croissance de la bureaucratie. Profitant du rapport de force défavorable au prolétariat, la bureaucratie centriste a écrasé [illisible, peut-être: «la ligne léniniste»] du parti, a liquidé ce

dernier en tant qu'organisation indépendante de l'avant-garde prolétarienne, a imposé son joug économique et politique au prolétariat, a liquidé les syndicats comme organes de défense des intérêts des ouvriers et comme école du communisme, a instauré à coups de plébiscites un régime bonapartiste au sein du parti, des syndicats, des soviets. En renforçant ainsi les éléments d'un double pouvoir[45] et en naviguant entre opportunisme et aventurisme, la direction centriste a conduit le pays au bord d'une crise sociale et économique aiguë et l'a exposé à de fortes secousses politiques.

2 – Pour sortir de la crise de la révolution suscitée par neuf ans de domination de la bureaucratie du parti et des soviets, dans des conditions de réaction politique et sociale, il n'y a que deux directions possibles :

1) soit la restauration de la bourgeoisie par un coup d'État ouvert et violent,
2) soit le rétablissement de la dictature du prolétariat dans toute son étendue, ce qui implique une réforme profonde du parti, des syndicats, des soviets. Lutter pour cette seconde voie, tel est le contenu politique de tout le combat de l'opposition léniniste en tant que détachement russe de l'Opposition de gauche internationale.

3 – La tâche essentielle du prolétariat dans le domaine économique est de procéder à une retraite planifiée, pour abandonner la position aventuriste prise dans l'industrie et l'agriculture[46]. Cette retraite doit poursuivre les tâches suivantes :

1) la création d'une véritable planification de l'économie qui assure la croissance constante de l'économie sur la base d'un équilibre dynamique,
2) le rétablissement de la confiance de la paysannerie dans le prolétariat et son État (l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie[47]),

3) une réorganisation des forces à la ville et à la campagne telle qu'elle crée les conditions d'une prochaine offensive. C'est seulement en accomplissant ces tâches que le prolétariat peut renforcer sa dictature et maintenir le cap vers le socialisme, jusqu'à la victoire du prolétariat d'autres pays.

4– Abandonner de façon planifiée des positionnements aventuristes suppose également, en matière de relations entre la ville et la campagne, que l'on procède à une retraite vers des méthodes de marché, un marché borné par l'intervention stricte et croissante d'une régulation planifiée. Mais revenir de la sorte aux méthodes du marché ne suffit pas à résoudre les problèmes du paysan moyen et les relations avec lui dans le domaine politique. Du fait de la politique désastreuse de ceux qui nous dirigent, la confiance des paysans dans les résultats du travail socialiste du prolétariat a été sapée. On ne peut pas prévoir à l'avance si le paysan moyen, après ce que lui ont fait les dirigeants centristes ces dernières années, conclura une alliance avec la classe ouvrière sur la base de la Nep, ou s'il ne se satisfera pas du « rétablissement de la Nep » et exigera une Nep de la Nep ainsi que des garanties politiques. C'est la pratique, l'expérience de la retraite même qui nous dira ce qu'il en est. Cela dépendra avant tout de la force dont témoignera la classe ouvrière elle-même dans la lutte contre la contre-révolution bonapartiste, qui s'efforcera d'arracher à l'influence du prolétariat les masses des paysans moyens et pauvres.

En prenant sur elle l'initiative de refuser l'aventurisme, l'opposition léniniste répète une fois encore les paroles de Lénine, qui doivent servir de base à nos relations avec la paysannerie: « *Aux paysans nous déclarons ouvertement, sincèrement, sans aucune tromperie: pour maintenir le cap sur le socialisme, nous vous ferons, camarades paysans, une série de concessions, mais seulement dans <u>certaines limites</u> et dans une <u>certaine mesure</u>,*

et, bien sûr, c'est nous qui jugerons ce que seront ces limites et ces mesures. Voilà comment se pose la question de la relation entre le prolétariat et la paysannerie, c'est-à-dire, soit la paysannerie doit marcher de concert avec nous, et en échange nous lui faisons des concessions économiques, soit on la combat. » (Lénine)[48].

5 - Sous la pression des contradictions et des difficultés que la politique actuelle exacerbe, la direction centriste sera contrainte à faire retraite en catastrophe depuis ses positions aventuristes. Mais cette retraite, menée sous l'emprise du centrisme, fera inévitablement évoluer la politique tout entière dans le sens d'une Nep politique[49], c'est-à-dire que l'initiative passera entièrement aux mains des éléments thermidoriens bonapartistes du Parti communiste de l'Union soviétique, qui concoctent déjà un plan d'alliance bonapartiste avec la paysannerie et le capital mondial.

Pour barrer la route à une retraite filant sur les rails d'une « Nep politique », l'opposition léniniste mène une guerre sans merci à la fraction dirigeante du centrisme et met en avant un programme déterminé d'exigences et de mots d'ordre qui garantissent que la sortie de la crise actuelle de la révolution se fera suivant la voie du prolétariat.

6 - Aussi bien maintenant qu'au moment de la constitution de notre plate-forme, « *il existe dans le pays deux positions qui s'excluent l'une l'autre: la première est la position du prolétariat construisant le socialisme, la deuxième est celle de la bourgeoisie qui aspire à retrouver la voie vers le capitalisme* »[50].

En hésitant entre ces deux positions, la fraction dirigeante du centrisme stalinien [illisible, peut-être « se retrouve à faire »] bloc avec les Bessedovsky[51] « *sur deux fronts* », mais dans la réalité surtout contre l'opposition léniniste - ce qui aboutit au fait que le rapport des forces

penche de plus en plus vers les forces thermidoriennes bonapartistes.

L'opposition léniniste est donc la seule à représenter la position du prolétariat. Dans des conditions difficiles, elle continue à défendre la ligne stratégique du marxisme et du bolchevisme contre le socialisme-national, et elle examine chaque pas de notre révolution sous l'angle du développement de la révolution mondiale, en liant son pronostic historique fondamental avec cette dernière, et avec elle seule.

La situation dans le pays et les tâches des bolcheviks-léninistes

(éditorial de la partie Nord de la rédaction[1])

PZR n° 10, décembre 1932

Ce texte émane du courant majoritaire parmi les trotskystes de l'isolateur de Verkhnéouralsk. Il s'agit de l'éditorial de leur journal manuscrit *PZR – Pravda za rechëtkoï (la Vérité derrière les barreaux).*

Sommaire

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Avant-propos

Cet éditorial sort après une longue interruption durant laquelle la ligne politique de la rédaction de *PZR* ne se reflétait pas dans les articles publiés (à l'exception des thèses sur le danger de guerre, éditées en juin de cette année par les parties Nord et Sud-est de la rédaction, sans la participation de deux membres de la rédaction de l'aile Ouest).

La situation du pays a atteint à présent une gravité telle qu'il semble inévitable que les désaccords s'approfondissent dans notre milieu. Il n'est pas non plus étonnant qu'on ne parle pas d'une seule voix à l'intérieur de la rédaction de *PZR*, dans son ancienne composition, lorsqu'il s'agit d'apprécier les tâches de notre mouvement.

Nous ne nous fixons pas pour tâche de procéder ici à une analyse exhaustive de la situation politique et économique ; et nous nous bornerons à l'évaluer telle qu'elle s'est formée pour en arriver à la situation actuelle.

Nous ne livrons pas non plus ici un exposé complet de ce qui fonde nos tâches tactiques. Les lecteurs trouveront l'une et l'autre dans les thèses dites des 23 : « *La crise de la révolution et les tâches du prolétariat* »[2].

Quant aux questions portant sur la situation internationale, elles ne sont pas traitées ici : nous leur consacrerons des articles spéciaux.

10.12.1932

Sous le signe de l'accumulation des disproportions

Il serait complètement faux de se représenter la politique centriste comme une ligne droite tracée avec une

rigueur mathématique et vérifiée par ce qu'a prévu de créer la direction de l'économie planifiée.

En pratique, si on la considère dans son ensemble sur plusieurs années, elle donne l'image de zigzags désordonnés, résultant d'un empirisme pitoyable dû à l'indigence d'esprit de la bureaucratie.

Malgré toutes ses tendances destinées à en imposer, la politique d'aventures ultragauches elle-même – cette *« deuxième période de la mascarade bureaucratique »* *(Les problèmes du développement de l'URSS)* – représente une suite assez disparate d'allures différentes : d'abord modérées, puis de plus en plus rapides et, enfin, après le tournant de 1931[3], qui ralentissent brusquement.

Il n'y avait nul plan préétabli dans cette succession de rythmes. Sur les quatre dernières années, le développement de l'industrie présente une combinaison de périodes de course effrénée avec des percées et des reculs[4]. Résultat : le plan quinquennal ne se réalisait que dans la mesure où on le transgressait. On obtenait des succès dans certains domaines, non pas sur la base d'une croissance générale harmonieuse de l'économie mais, au contraire, au prix de retards dans toute une série de secteurs clés. Dans ces conditions, et d'autant plus que c'est sur la base d'un épuisement physique toujours amplifié de la classe ouvrière, l'économie ne pourra pas longtemps continuer à se développer de façon progressive.

En passant, sous la pression des circonstances, des orientations minimalistes du bloc droitier et centriste[5] à une politique de rythmes d'industrialisation accélérés, la direction stalinienne a obtenu, lors des deux premières années du plan quinquennal, des succès auxquels elle ne s'attendait pas elle-même ; des succès qui ont démontré au monde entier les avantages et les possibilités des méthodes de gestion centralisée de l'économie, dont la manifestation était freinée jusqu'alors par la politique du bloc des droitiers et des centristes[6].

Le développement ultérieur des rythmes, « *combinaison d'aventurisme et de sabotage* », n'a pas permis que le processus de reproduction[7] suive un cours harmonieux et a entraîné « *un amoncellement "à la va comme je te pousse" de disproportions et de contradictions* » *(Les problèmes...).*

Cette politique ignorante des besoins de la classe ouvrière, fondée sur l'absence de prise en compte des ressources matérielles et orientée sur la construction d'une économie nationale refermée sur elle-même, isolée du marché mondial, signifiait au fond une complète violation du principe de la planification.

Il en résulte que nous avons une très grande inégalité et disproportion de développement entre les différentes branches de l'industrie. La construction de machines caracole en tête tandis que toute la métallurgie et toute la production de combustibles se traînent loin derrière. Cette contradiction est caractéristique de toute l'industrie dans son ensemble : il n'y a pas, semble-t-il, ne serait-ce que deux branches d'industrie qui se développent dans les proportions prévues par le plan quinquennal.

Une telle politique ne pouvait pas ne pas conduire à une rupture d'équilibre, ce qui s'est produit sous une forme si brutale au milieu de l'année 1931[8]. Depuis, la situation se complique de plus en plus avec l'apparition de nouvelles ruptures, qui créent un tableau de désordre complet de l'économie, bien que, par inertie, le mouvement continue à aller quelque peu de l'avant dans certains secteurs.

Nous n'allons pas procéder ici à une analyse économique détaillée. Mais nous citerons quelques chiffres caractéristiques pour illustrer la situation exposée ci-dessus.

Avant tout, qu'en est-il des grands travaux qui, comme on le sait, pèsent maintenant du poids d'un capital mort

de quelques milliards investis dans des usines vouées à ne pas fonctionner ou inachevées ?

Du fait de problèmes considérables du côté des matériaux de construction et de la force de travail, la construction se réduit peu à peu et les moyens se concentrent sur un petit nombre de chantiers phares. Ainsi, par exemple, le plan annuel initial des grands travaux dans la sidérurgie a été réalisé à hauteur de 21 % uniquement au premier semestre 1932. Une situation à peu près analogue s'est aussi instaurée dans la majorité des autres branches d'industrie. Quant à la seconde moitié de l'année, elle donnera lieu à un nouveau ralentissement des rythmes de construction.

S'agissant de l'industrie en état de marche, elle affiche une baisse sensible des indicateurs de qualité en 1931, ce qui se traduit, selon les données officielles, par une hausse des prix de revient d'au moins 5 à 6 % par rapport à l'année précédente. Cette même année 1931, on observe aussi le début d'une baisse des indicateurs quantitatifs dans une série de branches de l'industrie. Cela s'est manifesté non seulement par le fait qu'on n'a pas rempli le plan de façon sensible, mais aussi par une réduction de la production par rapport à 1930.

Ce processus continuera à s'approfondir en 1932[9]. Il s'ensuit une situation particulièrement affligeante dans les branches leaders de l'industrie lourde. Au total, l'accomplissement du plan dans toute l'industrie lourde a été, selon les données officielles, de 86,6 % au 1er trimestre, de 77,7 % au 2e trimestre et de 67,9 % au 3e trimestre. En d'autres termes, la rupture entre le plan et sa réalisation dans les faits ne cesse de s'élargir.

Ce même phénomène saute aux yeux de façon particulièrement frappante dans l'industrie houillère. Si en janvier 1932 dans le Donbass[10] on a pu extraire 4 245 000 tonnes au lieu des 4 425 000 tonnes programmées, soit 96 % de ce qui était prévu par le plan, en juin de la même

année la production mensuelle représentait en tout seulement 3630000 tonnes au lieu des 4746000 programmées, soit 76,4 % de ce que prévoyait le plan. Plus significatives encore sont les variations dans l'extraction du charbon par rapport à l'année dernière ; pour les derniers mois elles présentent le tableau de rythmes de production qui se réduisent de façon relativement croissante. Si en juillet 1932, par rapport au mois correspondant de l'année précédente, l'extraction moyenne par jour s'établissait à 107 %, en septembre elle atteignait 101,5 %, en octobre 91 % et en novembre 89 %.

Ainsi, les indicateurs quantitatifs de l'industrie houillère du Donbass révèlent une situation qui se détériore de mois en mois, tant en ce qui concerne l'accomplissement du plan de cette année qu'en comparaison avec l'extraction réelle de l'an passé. Et cela malgré l'augmentation sensible du nombre d'ouvriers (20 % de plus qu'en 1931) et de la quantité de matériel mécanisé (plus qu'en 1930, de presque 100 %). Une telle réduction de l'extraction dans le Donbass est le résultat de la chute de la productivité du travail : si en janvier 1931 on avait 14,6 tonnes extraites par ouvrier, en janvier 1932 il n'y en avait plus que 13,9 tonnes, et en juin de la même année 12,8 tonnes, c'est-à-dire qu'on était tombé plus bas qu'au cours du plus mauvais mois de 1930. Si l'on prend l'industrie du charbon dans son ensemble, la situation n'y est pas meilleure. L'extraction pétrolière aussi, elle qui devançait auparavant de nombreuses branches par ses rythmes, a commencé à prendre brusquement du retard, subissant un recul sensible par rapport à 1931.

Le secteur des minerais travaille aussi de façon très peu satisfaisante ; l'exécution incomplète du programme y croît aux rythmes suivants : 1er trimestre de 1932, 80 % du plan ; 2e trimestre, 68 % du plan ; 3e trimestre, 59,5 % du plan.

Cependant, les capacités productives de l'industrie métallurgique ont augmenté quand même, bien que de façon moindre que prévu par le plan. C'est pour cette raison que la production de minerai et de combustible sur toute l'année a pris du retard par rapport à la croissance de la production des métaux. Il en résulte une baisse soudaine des réserves de matières premières et de combustibles, au lieu de leur accumulation pour constituer des stocks en prévision de l'hiver, comme lors des années passées. Ce qui risque à son tour de se répercuter sur toute l'industrie avec une nouvelle réduction de la production.

Arrêtons-nous maintenant à la situation de la métallurgie elle-même. Dans la sidérurgie, la puissance des unités en service en 1931 a augmenté grâce à la mise en exploitation d'une série de nouveaux hauts-fourneaux et de fours Martin[11]. Cependant, le plan annuel de leur mise en exploitation n'a été réalisé qu'à hauteur de 16,7 % au premier semestre. La seconde moitié de l'année n'a pas fourni de meilleurs résultats. En tout, sur 26 hauts-fourneaux que l'on prévoyait de mettre en marche sur l'année, seuls 9 l'ont été ; des 64 fours Martin, pas plus de 20 entreront en activité ; et des 21 laminoirs prévus par le plan, seuls 4 ou 5 seront mis en service.

Mais, même avec un tel nombre, les unités existantes ne sont pas assez pourvues en matières premières, combustible et personnel. C'est pourquoi, même si l'on note une croissance de la production sur les derniers mois, celle-ci s'effectue avec des à-coups importants et une tension extrême, et seulement grâce à la mise en service de nouvelles unités. Si l'on considère à part l'activité des anciens hauts-fourneaux, alors on observe qu'en juin, juillet et août 1932 ils ont donné une production inférieure à celle non seulement de 1930, mais aussi de 1931. Ainsi, en juin par exemple, les anciens hauts-fourneaux produisaient 11 445 tonnes de fonte par jour contre

11 570 en juin 1931 et 13 553 en juillet 1930. Le coefficient d'utilisation des hauts-fourneaux a dégringolé au niveau de celui de 1927-1928. Quant aux nouveaux hauts-fourneaux, bien qu'ils augmentent la production globale de fonte par rapport à 1931, ils sont loin d'utiliser ce qu'on leur a attribué comme puissance et ils fonctionnent de façon très inégale. Il suffit de prendre l'exemple de Magnitogorsk[12], où deux hauts-fourneaux dépassèrent la production de 2 000 tonnes par jour pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre, mais dans le dernier tiers du mois de novembre[13] la firent redescendre à 1 000 tonnes, et certains jours jusqu'à 200 tonnes. En général, la production de fonte atteindra au mieux 6,4 millions de tonnes dans l'année au lieu de 9 millions, c'est-à-dire 71,1 % de ce qu'avait prévu le plan. La situation de la production d'acier est pire encore : elle ne dépassera visiblement pas le niveau de 1930, c'est-à-dire 5,7 millions de tonnes, ce qui représente seulement 60 % du plan. La production de fer laminé au premier semestre 1932 est plus basse qu'en 1930 et, à compter de juin, inférieure même à celle de 1931. Sur un an, son chiffre n'excédera pas 4,4 millions de tonnes, soit 66 % du plan.

La métallurgie non ferreuse aussi piétine et, au premier semestre de cette année, elle n'a fourni que 1,6 million de tonnes, c'est-à-dire moins que durant la première moitié de l'exercice 1928-1929.

Sur fond général du mauvais état de l'industrie lourde, seuls se sont distingués des secteurs comme celui de l'industrie automobile et des tracteurs qui, tel un parasite juché sur le corps de l'économie, engloutit la part du lion des investissements et des actifs circulants. Mais, ces derniers temps, il apparaît ici aussi des signes de fissure qui se caractérisent par une baisse de la production.

La détérioration des indicateurs quantitatifs dans toute l'industrie s'accompagne de la chute continue des indicateurs qualitatifs ; de plus, la qualité de la produc-

tion se détériore dans tous les domaines alors qu'en même temps les prix de revient augmentent.

En 1931, la plus grande partie de l'industrie lourde a déjà connu une élévation sensible de ses prix de revient par rapport à 1930 : plusieurs dizaines de pour-cent à la hausse. L'année 1932 fait apparaître une détérioration qui se poursuit. La production d'automobiles et de tracteurs représentait jusqu'à présent une exception, avec quelques autres secteurs, car elle donnait à voir une baisse des prix de revient. Mais cette baisse a un caractère relatif et ne s'observe chez nous que dans de nouveaux secteurs où, au début, lors de la période de lancement de la production, les prix de revient se trouvent à un niveau particulièrement élevé. Le fait est que STZ[14] et d'autres nouvelles usines n'abaissent leurs prix de revient que tant qu'elles ne sont pas entrées en pleine possession de leur puissance productive. Mais après cela, le sort commun commence à les menacer, c'est-à-dire de les faire passer à la hausse des prix de revient liée aux conditions générales de cette « mauvaise gestion organisée », qui règne dans le pays.

Sans nous arrêter sur la façon dont travaille l'industrie légère, qui présente avec une force non moins grande les mêmes tendances à prendre du retard, nous nous limiterons à constater ce fait commun à toute l'industrie : avec l'augmentation de la masse du capital fixe d'exploitation (et bien que le rythme des grands travaux ne cesse de baisser, cette augmentation réelle se produit encore pour le moment du fait de l'énorme masse de capital gelé), les indicateurs de qualité et très souvent de quantité aussi commencent à se dégrader de façon de plus en plus marquée.

Nous n'allons pas analyser ici les causes de ce phénomène. Elles se ramènent au fond à l'influence désorganisatrice sur l'industrie qu'ont les méthodes de la direction de l'économie, son orientation générale, sa « ligne géné-

rale »[15]. L'année écoulée ne fait qu'approfondir son impact négatif sur l'industrie, mais aussi sur toute l'économie.

En ce qui concerne les bilans généraux du fonctionnement de l'industrie, nous n'en disposons pour le moment que sur neuf mois [de 1932]. Si on les compare aux mois correspondants de 1931, la production brute de toutes les entreprises industrielles ayant au moins 16 ouvriers travaillant avec un moteur mécanique ou au moins 30 ouvriers travaillant sans moteur mécanique ne connaît, selon les données officielles, qu'une augmentation de 13,1 %, alors que la production brute tous secteurs confondus de 1931 a crû de 21,7 % par rapport à 1930. Rappelons que ces pourcentages sont obtenus en prenant les prix de la production brute, et que si on les examine d'un œil critique, on découvre diverses distorsions de données qui vont toutes dans le sens de l'exagération. Il n'y a aucune raison de supposer que les trois mois qui restent vont sensiblement modifier la situation. En d'autres termes, les indicateurs quantitatifs pour 1932 accusent non seulement un fort retard par rapport au plan, mais retardent par rapport aux rythmes de l'année 1931 (qui, à leur tour, étaient inférieurs à ceux des premières années du quinquennat), prolongeant la tendance à avoir des « courbes d'amortissement » descendantes. S'agissant des indicateurs de qualité, c'est pire encore.

Nous observons également les mêmes tendances à une aggravation progressive, mais incessante, dans le fonctionnement des transports qui, si l'on en juge d'après son principal indicateur, le chargement moyen journalier des chemins de fer, retarde de 25 % par rapport au plan et se traîne à un niveau de 7 à 8 % inférieur à celui de 1931. Et pourtant, les chemins de fer représentent le système vasculaire qui irrigue toute l'économie nationale.

Doit-on s'attendre à une amélioration du fonctionnement de l'industrie, si ce système ne satisfait pas à ce qu'on exige de lui ? Les statistiques qu'on nous présente

concernant l'augmentation de la production globale en termes de prix n'auraient-elles pas un caractère illusoire et tout simplement fictif, si la substance matérielle de cette production circule dans les artères de l'économie en moindre quantité que l'an passé ?

La crise du système monétaire, qui ne cesse de s'approfondir et qui avertit du danger d'une catastrophe économique, a la même signification. Cette circonstance qui voit les dirigeants responsables du Gosplan[16] devoir intervenir pour prévenir qu'il faut « *conserver un système monétaire stable* » et que « *seule l'existence d'une devise stable assurera le développement normal de la reproduction socialiste élargie*[17] », ne joue-t-elle pas un rôle symptomatique ? (voir l'article d'Ivar Smilga[18] dans *Planovoïe khozyaïstvo*[19] n° 3 de 1932)

Mais le plus inquiétant est que les tristes bilans de 1932 de l'industrie, des transports et des finances s'accompagnent d'une régression persistante de l'agriculture, qui a déjà énormément souffert les années précédentes, quand la tactique de la réorganisation rapide des campagnes sur les bases d'une collectivisation bureaucratique a produit un effet économique négatif, ce qui s'est traduit par une réduction massive des forces productives de l'agriculture.

Les méthodes de gestion centriste à la campagne ont eu pour effet ces dernières années que les exploitations individuelles, qui englobent à ce jour près de 40 % de la population paysanne, ont été pratiquement privées des moyens de fonctionner, même dans le cadre d'une simple reproduction[20]. Mais les paysans des kolkhozes aussi sont placés dans de telles conditions, qu'ils perdent les dernières motivations à travailler. Et les sovkhozes, au lieu d'offrir aux kolkhozes le modèle supérieur de ce qu'une production agricole rationnelle a de meilleur, se traînent en fait en arrière, discréditant l'idée des grandes exploitations.

L'année 1932 a vu la poursuite d'un sérieux recul des indicateurs non seulement de qualité, mais également de quantité dans l'agriculture. L'élevage en a le plus pâti. Si, en 1930, le nombre total de têtes de bétail s'est réduit de 20 % par rapport à 1928, en 1932, on en arrive à un chiffre de l'ordre de 50 %[21], selon les calculs les plus prudents. Dans le domaine des cultures également, la quantité a commencé aussi à souffrir après la qualité. La détérioration de l'organisation du travail, la réduction des forces de traction disponibles – car l'augmentation du parc de tracteurs ne compense pas la perte des animaux de trait –, à quoi s'ajoute la méconnaissance des techniques agraires, tout cela mène à la chute inéluctable des rendements agricoles.

La désorganisation progressive de l'agriculture se manifeste ne serait-ce que par le fait qu'au cours de l'année 1932 aucune campagne agricole ne s'est mieux déroulée qu'en 1931, année qui avait donné des résultats tout à fait insatisfaisants. La campagne des semailles de printemps s'est développée, dans la majorité des régions, à des rythmes plus lents et s'est achevée par un ensemencement très insuffisant. Les stockages de foin et l'ensilage ont été très faibles. La moisson des cultures céréalières a été extrêmement tardive, d'où leur énorme sous-production. La récolte des tournesols, betteraves et autres cultures techniques s'est également mal déroulée. De même, le stockage du blé et des légumes se déroule à des rythmes plus lents que l'an passé.

Donnons quelques chiffres concernant l'Ukraine, cette région qui a plus que toutes pâti des expérimentations des centristes. Alors que les semailles du printemps 1932 battaient leur plein, l'Ukraine, qui les avait commencées plus tôt que l'an dernier, n'avait réussi à ensemencer que 15,8 millions d'hectares au 1er juin, au lieu de 15,9 millions d'hectares semés à la même période en

1931 et, à la fin des semailles, sur 16,8 millions d'hectares au lieu de 18,5 millions en 1931.

Quant à la campagne des moissons, elle s'est déroulée en Ukraine au rythme suivant : pour toute la surface des cultures céréalières de 17,2 millions d'hectares (dont 10,6 millions d'hectares de blé d'automne et 6,6 millions d'hectares de blé de printemps), il était prévu de moissonner 15,8 millions d'hectares, le plan ayant ensuite été réduit à 14,5 millions d'hectares. Sur ce total, seuls 8,2 millions d'hectares ont été moissonnés au 1er août, au lieu de 13,8 millions d'hectares en 1931 ; et à la fin des moissons, le 5 septembre, 13,6 millions d'hectares (alors qu'en 1931, 17,6 millions d'hectares avaient déjà été moissonnés le 15 août, c'est-à-dire 98 % du plan). Ainsi, sur l'ensemble de la superficie des céréales à moissonner, 3,6 millions d'hectares ne l'ont pas été, soit 21 % de cette superficie qu'il faut considérer comme perdus.

Dans toute l'URSS, la récolte s'est déroulée à des rythmes d'une lenteur tout aussi inadmissible, même au regard de ceux, insatisfaisants, de l'an dernier : au 1er septembre 1932, on n'avait récolté que 64,7 millions d'hectares contre 75,4 millions d'hectares en 1931 ; et ce n'est qu'à la fin de la campagne qu'on avait récolté 71,7 millions d'hectares au lieu des 86,5 millions d'hectares du plan, c'est-à-dire qu'on ne l'a réalisé qu'à 82,9 %.

Non moins inquiétants ont été aussi les résultats des semailles de blé d'automne. Le 1er septembre, quand elles devaient être déjà achevées, on avait seulement ensemencé 5,1 millions d'hectares en Ukraine, au lieu des 7,5 millions d'hectares de l'an dernier ; et dans l'ensemble de l'Union 26,5 millions d'hectares, soit 3,2 millions d'hectares de moins qu'en 1931. Enfin, au 10 novembre, on avait ensemencé 36,3 millions d'hectares (86,7 % du plan), au lieu des 37,4 millions de l'an dernier. Les labours d'automne [en vue des semailles de printemps] se sont eux aussi très mal déroulés : le 20 novembre, seuls

24,5 millions d'hectares de terre avaient été retournés, au lieu de 33,9 millions d'hectares en 1931.

Tous ces chiffres se passent de longs commentaires : les bilans insuffisants des semailles du printemps 1931, qui ont duré deux fois plus de temps que la normale, ont conduit à une baisse sensible de rendement des semailles des blés de printemps ; les résultats encore plus mauvais de 1932 l'ont réduit dans une bien plus grande proportion ; si le rythme lent de la récolte de 1931 a conduit à de grandes pertes de grains, la lenteur vraiment digne d'une tortue avec laquelle on a moissonné les blés en 1932 a eu un effet encore plus négatif ; si le non-accomplissement du plan de semailles d'automne et des labours d'automne en vue des semailles du printemps 1931 a lourdement pesé sur la récolte de 1931, alors la marche encore moins satisfaisante des travaux d'automne de 1932[22] ne peut pas ne pas se répercuter de façon fatale sur la récolte de 1933.

Que signifient les bilans négatifs des principales campagnes agricoles de 1932 ? Ils montrent la dégradation continue de l'agriculture, qui résulte de l'opposition de la paysannerie et de son sabotage de la production qui vont sans cesse grandissants. C'est sous cette forme passive que le village exprime son vote contre le système bureaucratique de gestion de l'économie.

Et, pour la classe ouvrière, tout cela signifie que sa situation matérielle continue à se dégrader : la main squelettique de la famine la prend encore plus fort à la gorge.

En confrontant les résultats du fonctionnement de l'industrie et de l'agriculture, on se convainc que la politique de « course à bride abattue » à l'industrialisation et à la collectivisation totale[23] mène toujours plus à une impasse.

En se heurtant déjà en 1930 aux limites de son développement optimal, l'économie soviétique, poussée de l'avant par les lubies débridées de ses dirigeants, a vu l'année suivante s'ouvrir une énorme fracture : un signal

d'alarme quant à la politique périlleuse qu'ils mènent. Cependant, l'aventurisme économique du centrisme obéit à une logique interne fatidique: il lui a été plus facile de franchir les limites du développement optimal pour aller vers ses limites maximales que de faire le chemin inverse.

La direction stalinienne, qui a saisi quelques causes isolées de cette fracture – dont une cause aussi essentielle que la détérioration de la situation matérielle de la masse des ouvriers –, n'a pu néanmoins faire sienne l'idée que c'est toute la «ligne générale» menée dans sa globalité qui est viciée.

De là aussi le côté illusoire de ce programme de sortie de la crise qu'a tracé le fameux «je vaincs sous certaines conditions»[24] de Staline. Il ne fait que souligner l'indigence d'esprit de la bureaucratie. Contre le malheur qui avait éclaté[25], elle a vu une panacée fondamentale dans le passage à l'autonomie comptable des entreprises[26] et à des méthodes d'organisation du travail qui rétablissent entièrement le système capitaliste d'exploitation. Cependant, les méthodes du despotisme de fabrique[27] n'ont pas la capacité en elles-mêmes de produire un effet décisif sur l'économie, si elles ne s'accompagnent pas du passage aux méthodes capitalistes de fonctionnement de la production et des échanges, si elles ne rétablissent pas l'initiative économique et la liberté de concurrence, ne serait-ce que sous la forme altérée qui subsiste dans le capitalisme des monopoles.

Mais la bureaucratie, qui a liquidé le recours aux méthodes socialistes de gestion de l'économie et qui les a remplacées par des façons de faire d'un type opposé (au lieu de la démocratie ouvrière et du contrôle ouvrier de la production, on a un total arbitraire des dirigeants des entreprises ayant plein pouvoir sur les conditions de travail et même sur la vie des ouvriers), n'a pas su donner en même temps à sa politique un caractère capitaliste

conséquent, car cela est impossible sans opérer un changement décisif dans les rapports de force entre les classes, sans en passer par la contre-révolution politique.

Piétinant de façon impuissante sur la ligne qu'elle a atteinte et qui matérialise la démarcation avec le capitalisme, la bureaucratie stalinienne se débat en vain avec la tâche de sortir de la crise, chose impossible à réaliser dans ces conditions. Et c'est pour cela que l'année 1932 donne seulement de nouvelles preuves de la stérilité de la politique centriste.

De ce point de vue, l'exemple de la réforme tarifaire[28], qui a été lancée, est suffisamment parlant. Le passage au travail aux pièces[29], qui s'intensifie avec des cadences infernales, avait été couvert par le mot d'ordre d'augmentation de salaire, ne serait-ce que pour des catégories particulières d'ouvriers, dans le cadre de *« la liquidation du nivellement »*[30]. En fait, tout cela n'a eu pour résultat qu'une très forte hausse de l'inflation, c'est-à-dire en pratique une baisse du salaire réel, générée tant par les méthodes mêmes qui ont servi à appliquer cette réforme que par la politique économique de cette année.

Cet exemple montre, entre autres, que la politique de flatterie menée par la bureaucratie en vient à son terme naturel : toutes ses « concessions » à la classe ouvrière portent un caractère fictif car elles sont rapidement annulées par la hausse générale des prix du commerce, libre aussi bien qu'étatisé.

La signification réelle de cette « réforme » est ailleurs. La politique menée par le centrisme s'appuie sur l'exploitation effrénée des masses ouvrières, la dilapidation rapace des forces vives du prolétariat, les privations et la faim qui ne cessent de croître. Cette politique serait impossible si la bureaucratie ne prenait des mesures pour affaiblir la résistance de la classe ouvrière en la divisant et en opposant ses composantes les unes aux autres. La réforme tarifaire que l'on a introduite sert précisément

cet objectif, orientée qu'elle est vers la création d'une aristocratie ouvrière privilégiée, mieux payée.

La bureaucratie, obligée d'un côté, sous la pression de la classe ouvrière, de « faire des concessions » dans une direction déterminée, passe de l'autre côté, en même temps, à l'offensive contre les intérêts vitaux des travailleurs. Après les troubles de l'été[31], la bureaucratie, ayant jeté aux ouvriers une aumône pitoyable (les cantines publiques d'Ivanovo ont reçu 9 millions de roubles), a commencé en même temps à réfléchir à une nouvelle « campagne », ce qui s'est caractérisé par le fameux « cadeau d'après-Octobre » : l'adoption d'une loi draconienne contre les tire-au-flanc, une loi dirigée en fait contre les grévistes, qui permet aux directions de les combattre en les licenciant de l'entreprise et en les privant de leur ration de pain.

En quelque sorte, la bureaucratie stalinienne, toujours plus enlisée dans le marécage qu'elle a créé par sa politique pétrie de contradictions, *« se transforme de plus en plus en une arme potentielle du bonapartisme ». (Problèmes...)*

Mais, par là même précisément, elle éveille en même temps l'attention de la classe ouvrière, l'oblige à se mettre sur la voie de la résistance révolutionnaire à la politique fatidique de la bureaucratie.

Les tâches de la politique centriste à la campagne ont une signification non moins importante. La bureaucratie ne voit pas encore toute la profondeur de la crise qui se développe dans l'agriculture, et c'est pourquoi elle tente de trouver une issue à la situation dans le cadre de la vieille[32] politique de « la totale », qu'elle tente d'y apporter telles ou telles corrections épisodiques, ce qui a d'habitude un caractère saisonnier : tantôt revient une nouvelle ère du commerce kolkhozien, tantôt s'opère à nouveau un tournant vers des mesures d'exception.

La situation de l'agriculture ne pouvait pas ne pas provoquer d'inquiétude dans la bureaucratie. La menace d'une nouvelle grève des semailles et de la moisson planait sur le pays. Au printemps 1932, on publia une série de décrets qui représentaient, semblait-il, l'amorce d'un tournant majeur dans la politique paysanne du centrisme. Mais ces décrets n'ont pas été suivis d'application. Se limitant à des concessions isolées insignifiantes, la bureaucratie ne s'est pas décidée, à ce stade, à dépasser une certaine limite.

La politique de « la totale » et le système des prélèvements agricoles sont restés dans l'ensemble inchangés. C'est pour cette raison que les nouveaux décrets ont peu influé sur l'état d'esprit de la paysannerie et n'ont suscité chez elle aucun « enthousiasme ». Le sabotage de la production au village a continué à se renforcer : les résultats affligeants des campagnes agricoles l'ont prouvé de façon visible.

Mais de nouvelles difficultés ont surgi à l'automne. La tâche d'organiser le stockage des blés se dressa devant la bureaucratie. Et là, faute de savoir trouver la solution adéquate pour en venir à bout, elle se jeta du côté opposé.

Le village subit une pression administrative accrue, dont le but est d'en extraire par la force non seulement la partie commercialisable de sa production – qui s'est notablement réduite –, mais aussi une part substantielle de son fonds d'usage. Sur ce terrain s'annonce, pour le secteur kolkhozien de la campagne, une nouvelle saison de persécutions d'une très grande brutalité, accompagnées de violentes mesures à l'encontre des membres des comités de district et autres représentants de l'appareil de base. Tout cela à une échelle sensiblement plus large que lors des années passées.

Enfin, l'aggravation d'une lutte qui prend toujours plus de force oblige à déclarer une véritable guerre économique et politique à la campagne. La plus grande

partie des régions productives – l'Oural et la vallée de la Volga, le Caucase du nord et l'Ukraine, ces principaux greniers à blé de l'Union – se retrouve presque en état de siège. On érige en système la passation par les armes et l'envoi en déportation de communistes et de kolkhoziens, qui deviennent les principales méthodes pour se fournir en blé dans les régions de production en URSS (voir les décisions correspondantes des comités de région et de territoire du Caucase du nord, de l'Oural, de la vallée moyenne de la Volga, du comité de région des centres de service technique et du soviet des commissaires du peuple d'Ukraine).



Un trait caractéristique apparaît dans toute la politique de la bureaucratie vis-à-vis de la campagne : tombant sur le sabotage de la production par les kolkhoziens et réprimant la « résistance des koulaks »[33], elle s'efforce hypocritement de faire la preuve de sa « sollicitude » vis-à-vis du prolétariat, en organisant le ravitaillement général des villes.

En inventant en même temps de nouvelles façons de réprimer le prolétariat, la bureaucratie veut montrer à la campagne qu'elle ne cédera pas « aux exigences grandissantes » « des tire-au-flanc et parasites » qui encombrent les fabriques et les usines.

Cette politique de lutte sur deux fronts, si caractéristique du centrisme même avant, prend maintenant un caractère de plus en plus tragique (pour la bureaucratie), car cela rétrécit graduellement la base du centrisme et oppose de plus en plus sa politique aux intérêts des deux principales classes du pays : le prolétariat et la paysannerie.

Par ailleurs, cette politique ne résout pas les difficultés économiques, mais, au contraire, les aggrave encore en

désorganisant définitivement le travail et la production, aussi bien à la ville qu'à la campagne.

Devant les résultats désastreux de sa politique, la bureaucratie est elle-même dans l'embarras et fait montre d'hésitation. Elle perd sa foi en la possibilité de sortir de la crise au moyen de « la ligne générale » et tarde même à mettre en place le plan solennellement annoncé du second quinquennat, dont l'objectif est d'édifier une société sans classes.

Ayant perdu ses perspectives, la bureaucratie cherche comment s'en sortir par un renforcement à venir de la terreur. L'aventure ultragauche, qui a marqué ses premiers pas par l'éclatement de révoltes paysannes, s'essouffle devant nos yeux et menace d'être noyée dans le sang du prolétariat.

Outre la terreur à l'intérieur du pays, il reste encore à la bureaucratie un échiquier tout à fait attrayant sur lequel pousser ses pions : celui de l'aventure diplomatique. La diplomatie stalinienne dirige tous ses efforts vers la recherche, en coulisses, de possibles combinaisons avec les chefs de l'impérialisme étranger.

Nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses sur les limites de ces deux orientations. Une chose est sûre : dans l'un et l'autre cas, se dressera devant la dictature du prolétariat la menace terrible de son renversement par la contre-révolution, comme un couronnement logique de l'aventure ultragauche.

Nous ne devons pas sous-estimer la vitalité du pouvoir bureaucratique, qui se tient en équilibre entre les classes et qui s'appuie sur un système sophistiqué de mensonges et de violence. Mais, s'il était prématuré de vouloir prédire sa fin proche en 1929 et 1930, dans la mesure où certains processus restaient encore inachevés et où l'on n'avait pas épuisé les possibilités de manœuvrer et d'opérer des tournants, la situation a radicalement changé aujourd'hui et les échéances se rapprochent.

Et ce n'est pas à nous, l'opposition léniniste, de nous cacher devant les perspectives qui s'ouvrent, aussi pénibles soient-elles; ce n'est pas à nous de perdre nos nerfs devant les événements décisifs à venir, car nous sommes les seuls à pouvoir proposer au prolétariat un programme de lutte précis, une voie claire de sortie de la crise dans la direction dont le prolétariat a besoin.

À toute vapeur vers la crise politique

Le développement de la politique du centrisme ces dernières années, avec toutes ses contradictions et ses zigzags, a résulté d'un entrelacs très complexe de relations de classes. Cela s'est exprimé dans l'accumulation progressive d'éléments de double pouvoir sapant le régime de la dictature du prolétariat.

Cependant, malgré le fait que la préparation du bonapartisme est achevée sous bien des rapports et que les processus de dégénérescence sont allés très loin durant ces années, le centrisme, qui tient les rênes du pouvoir, n'a pas encore réussi à enfourcher le cheval bonapartiste de la contre-révolution paysanne, car la paysannerie a perdu les derniers restes de la confiance qu'elle avait en la bureaucratie centriste.

C'est justement pourquoi le centrisme se débat dans des contradictions qui le tiennent en étau et ne peut se libérer du piège de l'aventure ultragauche.

Le coup d'État bonapartiste exige des « victimes expiatoires » pour les péchés du centrisme. Après le 15 mars 1930[34], Bauman[35] et autres « déviationnistes de gauche » furent de telles victimes et l'ont payé de leurs postes. Près de trois ans ont passé depuis. L'aventure ultragauche a approfondi la crise économique et aggravé les contradictions de classes dans le pays.

Si on pouvait alors se limiter à un petit remaniement interne de l'appareil, il est peu probable maintenant qu'on réussisse à préserver un équilibre au sein de la direc-

tion, même en procédant à un remaniement de grande ampleur car, dans la situation tendue actuelle, tout changement politique important (et y compris quand il s'effectue au sommet) apparaîtra comme donnant le coup d'envoi à un mouvement politique dans le pays et dans le parti.

On ne peut se racheter maintenant devant l'histoire avec des « victimes » insignifiantes. Les forces des classes qui commencent à s'activer exigeront un changement de régime dans un sens ou dans un autre, ce qui n'entre pas dans les calculs de la direction. Les événements qui se déroulent dans le pays attirent notre attention par une série de traits particuliers, qui mettent en relief, d'une manière tranchante, l'étape actuelle dans l'histoire de ces dernières années, comme une étape visiblement finale « de la période centriste » de la dictature du prolétariat ; une étape qui débouche sur le passage direct au rétablissement de la dictature du prolétariat à un niveau supérieur, si le prolétariat a assez de forces pour tourner le gouvernail dans la direction dont il a besoin, ou à sa chute finale, si la contre-révolution bonapartiste prend le dessus.

La tension extrême de la situation politique pose carrément la question du pouvoir.

Le pays, poussé dans une impasse économique et politique, ne peut tenter d'en sortir qu'en empruntant des voies prolétariennes ou la voie d'une néo-Nep[36], car « la ligne générale » stalinienne est déjà fracturée et craque sous la pression des contradictions qu'elle a fait surgir.

Chacun des nouveaux décrets, chacune des nouvelles mesures de la bureaucratie dirigeante révèlent avec une force renouvelée la profondeur de sa dégénérescence bonapartiste.

Le processus, mené définitivement à terme, de son détachement du prolétariat se dessine avec une clarté maximale devant nous. En s'appuyant sur un régime plé-

biscitaire, en recourant à toutes les méthodes de violence morale et physique, en allant y compris jusqu'à tirer sur des manifestations d'ouvriers, la bureaucratie a concentré en ses mains toute l'étendue du pouvoir, progressivement et pas à pas, après avoir privé la classe ouvrière des derniers restes de son contrôle sur l'appareil et sur sa politique.

C'est pour cette raison que la lutte du prolétariat avec la bureaucratie centriste actuelle, comme force qui lui est socialement hostile et qui exerce sur lui la pression de classes ennemies, est l'une des formes de la lutte des classes.

Cependant, aussi loin qu'avance la bureaucratie dans sa politique de répression, elle doit la masquer jusqu'à présent sous une forme «adaptée au prolétariat». Cela s'exprime avant tout dans son idéologie spécifique, dont le contenu est antiprolétarien, mais dont la forme se présente comme une tenue de camouflage imitant le marxisme et le léninisme actualisés à la façon de Staline. Cela se manifeste aussi par le maintien, jusqu'à présent, d'une série d'institutions de la dictature prolétarienne, que la bureaucratie n'a pas la force de détruire tant qu'elle n'a pas conclu un arrangement ouvert avec la contre-révolution.

Et, jusqu'à ce jour, l'oligarchie stalinienne, comme tout pouvoir pré-bonapartiste, doit *«faire de l'équilibrisme pour ne pas chuter, faire les yeux doux pour diriger, soudoyer pour plaire et pour tenir autrement que par la seule force des baïonnettes»*.[37]

En louvoyant entre les classes, et encore sans pouvoir en prendre à son aise, la bureaucratie est loin de se sentir toute-puissante et régnant en maîtresse absolue sur les classes. Cela explique justement le caractère original, hybride, de sa gouvernance par des décrets qui portent à tour de rôle de rudes coups aux intérêts vitaux des deux classes fondamentales du pays, et en même temps

l'obligent à manœuvrer afin de cacher ses intentions réelles.

Il est vrai que la base sur laquelle s'exerce cet équilibrisme ne cesse de se rétrécir. C'est pour cette raison que, dans la politique de la bureaucratie, les aspects aguicheurs cèdent de plus en plus le pas à l'intimidation grossière et que ses concessions prennent de plus en plus le caractère d'aumônes maigrichonnes qui ne peuvent nullement faire illusion.

Dans cette situation, l'appareil, qui a perdu depuis longtemps la possibilité de diriger dans le cadre normal de la bonne légalité soviétique, tend à limiter de plus en plus ses mesures au cercle étroit d'une terreur noire.

Toute l'activité des organes dirigeants du pays se concentre sur le renforcement de l'arbitraire de l'administration. Les responsables locaux et les satrapes du pouvoir central ont liquidé toute autonomie de gestion locale et font la loi à la ville et à la campagne, dans les usines et dans les kolkhozes. L'arbitraire sanglant du Guépéou[38] voit son usage s'étendre de plus en plus à des masses nouvelles, non seulement paysannes, mais également ouvrières.

Voilà donc pourquoi les chances d'une sortie de crise par la réforme[39] s'épuisent maintenant de plus en plus rapidement. Et bien que le prolétariat conserve encore la possibilité de rétablir sa dictature par la voie de la réforme, cela devient de plus en plus problématique du fait que la dégénérescence de la bureaucratie s'est beaucoup accentuée.

Le pire des scénarios, la guerre civile, devient de plus en plus possible.

Cependant, aussi loin que soit allée la dégénérescence, elle n'a pas encore atteint la limite au-delà de laquelle se produit le bond du quantitatif au qualitatif. Et bien que *« les dirigeants idéologiques et organisationnels de la contre-révolution aient profondément pénétré les organes*

de la dictature prolétarienne», «*le sang de la guerre civile doit couler entre la fonction actuelle de l'appareil et sa fonction de demain*».[40]

En outre, ce n'est pas la bureaucratie bonapartiste elle-même, quoiqu'elle veuille, qui résoudra la question du pouvoir, mais les classes, dont il est de plus en plus probable qu'elles s'affronteront en un corps-à-corps acharné.

Mais si quelqu'un venait à établir une gradation sur l'échelle de la guerre civile, en y plaçant les épisodes sanglants dont nous avons commencé à être informés, et qu'il en déduisait que nous avons franchi la dernière étape qui nous sépare de la restauration capitaliste, il commettrait une erreur des plus grossières. Car pour l'instant nous avons eu affaire, non pas encore à l'affrontement généralisé dont l'issue décidera de la victoire de l'une ou de l'autre partie, mais seulement à des escarmouches d'avant-postes isolées, dont les résultats n'en prédéterminent nullement l'issue définitive et ne disent même encore rien de l'inévitabilité d'une guerre civile, nous avertissant seulement de sa probabilité grandissante.

Personne ne dira le contraire: l'appareil, ou plus exactement son sommet, est dans des dispositions extrêmement féroces. Kaganovitch[41], le sanglant bourreau des ouvriers d'Ivanovo, n'aurait certainement pas hésité à cribler d'une pluie de plomb plus d'un millier d'ouvriers.

Mais, par bonheur, cette question ne sera pas décidée par les seuls Kaganovitch. La classe ouvrière de l'URSS, qui a grandi pour devenir une force révolutionnaire gigantesque, ne baissera pas la tête devant ses agresseurs et, ayant pris conscience du danger qui la menace, les privera du pouvoir qu'ils ont usurpé au prolétariat, en arrachant de leurs mains, avec une énergie puissante, leurs armes criminelles.

Mais la fraction centriste au pouvoir elle-même ne représente pas une masse contre-révolutionnaire monolithique. Et, au moment décisif, on la verra se diviser

rapidement selon les principaux axes de différenciation sociale.

Sous la pression de la situation, s'amorcent d'ores et déjà des remaniements qui préparent la désagrégation et la dislocation de l'appareil, lui font perdre son monolithisme et en font surgir aussi bien les organisateurs dissimulés d'un possible coup d'État contre-révolutionnaire que des gens désemparés, paniqués, craignant le lendemain.

C'est seulement ainsi que l'on peut expliquer le double caractère contradictoire des dernières mesures prises par la bureaucratie, son piétinement indécis dans les questions de politique économique, ses tentatives de camoufler ses échecs en matière économique en réprimant à nouveau de façon féroce à droite et à gauche, que lui dicte le vain espoir d'effrayer les classes et de différer l'heure du terrible châtiment.

Mais plus la direction économique fait montre d'indécision et d'agitation panique, plus la bureaucratie prend le chemin de la terreur, plus vite se font sentir aussi les éléments de la crise politique qui mûrit.

Dictant sans crainte leurs exigences, les forces bonapartistes se manifestent dans le pays avec de plus en plus d'insolence.

Mais le prolétariat aussi est de plus en plus nettement alerté et se met à réagir sous l'influence d'une situation chargée d'électricité préparant la tempête.

Le parti, formé de trois millions de membres, liquidé comme avant-garde volontaire du prolétariat, et portant en lui les germes des deux camps de la guerre civile, ne peut pas rester indifférent à tout ce qui se produit.

Son flanc droit, bonapartiste, s'apprête à prendre la tête de la contre-révolution. Quant au flanc gauche, prolétarien, du parti, battu et désorienté, il cherche le lien avec l'opposition léniniste, poussée dans la clandestinité,

laquelle doit l'aider à trouver sa place à la tête de la classe ouvrière qui se dresse pour la lutte.

Entre ces deux flancs, il y a une masse informe d'éléments intermédiaires, encore incapable de se représenter la gravité de la situation et d'en tirer toutes les conclusions indispensables.

Mais les premiers coups de tonnerre qui éclatent, les premiers signes d'un réveil des masses ouvrières, ont déjà injecté dans ce milieu[42] le poison de la décomposition. En ce moment, même les Zinoviev et les Kamenev, qui ont trahi plus d'une fois la cause du prolétariat[43], sont à nouveau obligés de pencher vers la gauche et de signaler ainsi le début d'une différenciation dans le «marais»[44] du parti.

Cela, ainsi que toute une série d'autres indices, montre que les rythmes s'accélèrent, que les classes sont entraînées dans la lutte. Qu'éclate donc en un orage purificateur l'indignation du prolétariat, qui est seul capable d'écraser les forces de la contre-révolution qui couve sous le boisseau.



Au seuil d'événements lourds de menaces qui mûrissent dans le pays, il n'est pas du tout inutile d'étudier plus souvent et avec plus d'attention les faits isolés qui, en en étant les signes avant-coureurs, nous avertissent que le moment décisif approche.

Il est vrai que les informations dont nous disposons sont très peu fournies. Mais ce que nous connaissons avec précision témoigne que la résistance de prolétariat au régime de la bureaucratie passe à une nouvelle phase. De la protestation passive, sous la forme d'ouvriers quittant leur emploi en nombre, de façon répétée et impossible à contrôler[45], et d'absentéisme aux réunions (le vote avec les pieds), à sa forme active, grèves et manifestations, voilà comment s'anime le mouvement ouvrier. Cela

montre que la période de réaction sociale et politique n'a pas encore pu extirper de la conscience du prolétariat ces formes de lutte auxquelles il est habitué, et par lesquelles il sait vaincre.

Sous la pression de la crise économique qui ne cesse de s'approfondir, le prolétariat, politiquement opprimé, est poussé à une paupérisation extrême. L'exploitation atteint de telles dimensions qu'elle le menace de dégénérescence physique. Mais la précarité des conditions de vie est l'un des facteurs les plus importants du développement révolutionnaire qui, comme le dit L.D. Trotsky, «*fait perdre sa mesure à l'ouvrier le plus calme*». C'est en cela que réside la cause des manifestations à caractère économique des masses ouvrières. Cependant, le régime actuel n'offre pas de cadre légal à la lutte économique. C'est précisément d'en être privée qui a très rapidement poussé celle-ci à évoluer vers des formes politiques.[46] C'est sur cette base que l'on en finira au plus vite avec l'engourdissement des réactions ouvrières: «*Le destin de la révolution d'Octobre sera décidé par des millions et des dizaines de millions*» de gens.

Nul doute que les événements de Makeevka, d'Ivanovo et d'ailleurs ne sont que les premiers signes annonciateurs de l'essor révolutionnaire à venir. Mais les premiers torrents de sang prolétarien, versés par les Kaganovitch, réveilleront et feront se dresser au combat de nouveaux détachements de la classe ouvrière. Sous des grêles de balles, le mécontentement passif des masses prendra la forme d'une action révolutionnaire ouverte qui ne cessera de se renforcer.

La justice sommaire d'Ivanovo (dont la date exacte nous est jusqu'à présent inconnue)[47] focalise l'indignation du prolétariat dans tous les centres industriels d'URSS, autant que le rôle historique qu'ont joué, en leur temps, les heurts du 9 janvier[48] dans la première révolution russe, et les événements de la Léna[49] dans l'essor

révolutionnaire des années 1912-1914, et autant que le sérieux coup de semonce que furent les journées de Juillet 1917 durant la période qui prépara Octobre.

En ce sens, il serait difficile de surestimer la signification révolutionnaire que cet événement peut avoir pour le mouvement de masse du prolétariat.

Durant les événements d'Ivanovo et d'ailleurs, au cours desquels la classe ouvrière a emprunté la voie de la lutte active pour ses droits, ce qui est nouveau, c'est d'un côté l'élan puissant du mouvement de masse spontané, et de l'autre la férocité dont la bureaucratie a fait montre, elle qui, ayant eu peur pour son pouvoir, ne s'est pas arrêtée devant l'utilisation des mesures sanglantes pour écraser les grévistes désarmés.

La circonstance qui a fait que les ouvriers d'Ivanovo se sont retrouvés sur le devant de la scène n'a, bien sûr, rien de fortuit: c'est l'un des détachements prolétariens les plus avancés dans le pays[50], qui a été relativement peu affecté par une quelconque dilution avec de nouveaux arrivants[51] et que l'on a placé dans les pires conditions matérielles. Bien sûr, les raisons de manifester ne manquaient pas. Mais le premier facteur déclenchant a été la situation très difficile de l'approvisionnement, ce qui mit en évidence le mécontentement accumulé des ouvriers et lui donna la forme éprouvée de la grève et des manifestations.

Il est tout à fait naturel que l'idée d'avancer spontanément des revendications économiques se soit emparée des ouvriers d'Ivanovo. En s'engouffrant dans une lutte de grande envergure avec leur bureaucratie locale, qui avait réduit les maigres rations des ouvriers, ceux-ci ne s'attendaient probablement pas à ce que l'oligarchie dirigeante, représentée par l'*opritchnik*[52] stalinien Kaganovitch, déclare leur protestation contre-révolutionnaire et dirigée contre le pouvoir soviétique.

Et c'est seulement lorsque le pouvoir central a pris sur lui la responsabilité de la fusillade que les ouvriers, forts de cette expérience, purent se convaincre du lien profond qui existe entre l'économie et la politique. Nous n'aurions toutefois pas estimé à sa juste valeur le rôle inhibiteur que joue le temps dans le développement de la conscience des masses, si nous en arrivions à la conclusion que la majeure partie des ouvriers en ont déjà tiré toutes les déductions politiques. Et, bien qu'il se soit accumulé beaucoup de mécontentement spontané et informel contre la bureaucratie parmi les masses, celles-ci n'interviendront de façon organisée et consciente que s'il existe une avant-garde énergique et totalement dévouée.

La bureaucratie oppose une résistance acharnée à l'activation des masses, elle tente de battre leurs interventions séparément les unes des autres.

C'est pourquoi l'on ne peut nier que les événements s'inscrivent dans un enchaînement que l'on a observé en 1917 et avant, durant la révolution de 1905. Cela ne peut pas justifier la méthode qui consiste à établir de simples analogies avec le processus de développement du mouvement de masse de la classe ouvrière lors de précédentes périodes de son histoire. Dans les conditions d'un régime de terreur féroce, le mouvement, poussé à la clandestinité, peut se développer sous des formes cachées jusqu'au jour où il percera sous la forme d'une très forte explosion.

Notre tâche est d'accélérer le processus de formation politique des masses, et de leur faciliter l'émergence d'une avant-garde combative.

L'opposition léniniste n'accomplira sa mission que si, prenant correctement en compte le facteur subjectif, elle donne la direction voulue à la lutte des masses, si elle les amène à s'organiser, si elle leur propose ses mots d'ordre qui seront les seuls à guider les masses sur la bonne voie.



Les événements d'Ivanovo nous posent carrément beaucoup de questions qui font l'objet de débats dans notre collectif[53]. La position prise à leur égard constitue la pierre de touche pour tous nos petits groupes et courants, tout comme les événements de la Léna ont eu en leur temps une énorme importance pour le parti prolétarien, en ce qu'ils ont permis de tester son caractère révolutionnaire[54]. Durant cette période, les bolcheviks se trempèrent dans la lutte contre les mencheviks qui s'en prenaient, l'écume à la bouche, aux «lanceurs d'étincelles»[55], à ceux qui «emmêlent» le mouvement économique et le mouvement politique du prolétariat.

Ainsi, aujourd'hui aussi, il nous appartient de mener une grande lutte avec les tenants de la passivité qui, comme les mencheviks (les liquidateurs de l'époque), affirment d'un côté que la lutte économique «pour le pain» ne peut avoir un caractère révolutionnaire et qui expriment en même temps, de l'autre côté, la crainte que des interventions politiques ne «compliquent» le mouvement économique.

En copiant leurs précurseurs historiques, nos liquidateurs présentent le mouvement ouvrier comme une force spontanée aveugle, que l'on peut diriger dans n'importe quelle direction, que l'on peut utiliser pour n'importe quelle aventure du genre de celle de Kronstadt[56].

Ils présentent les récents mouvements ouvriers comme une lutte *«pour la liberté du commerce»*[57], comme une force poussant Staline à liquider *«ce qui reste de créatif du cours de gauche»* pour le remplacer par une néo-Nep. Ils vont même plus loin, proposant de chercher la source des forces révolutionnaires du pays non pas dans la classe ouvrière, dont ils doutent de l'esprit révolutionnaire, mais dans l'appareil bureaucratique dont, à leur avis, certaines forces peuvent jouer le rôle de «sauveurs de la patrie socialiste». En mettant toutes les relations réelles sens dessus dessous, ils se comportent en véritables com-

plices de la bureaucratie dans sa lutte criminelle contre la classe ouvrière.

En attendant, pour tout bolchevik-léniniste authentique, il doit être clair que la seule force révolutionnaire capable de vaincre la contre-révolution, c'est la classe ouvrière, qui existe historiquement comme la force hégémonique dans la révolution.

À leur époque, les événements de la Léna ont joué un grand rôle en ce qu'ils ont aussi consolidé autour du Parti bolchevique tous les éléments révolutionnaires qui, du fait de leur impatience manifeste, donnaient dans l'ultragauchisme, s'entichant d'otzovizme[58], de syndicalisme, et d'autres courants radicaux qui les détournaient du cours principal de la lutte politique du prolétariat. Ce n'est pas un hasard si c'est justement l'essor de la lutte de classe, marquant un tournant avec l'action des ouvriers de la Léna, qui a conduit à l'élimination et au dépérissement de tous les courants ultragauches et à la concentration de toutes les forces révolutionnaires de la classe ouvrière autour des bolcheviks.

Une série de signes pourrait annoncer que le mouvement qui débute dans le pays conduise aussi à une unification de tous les éléments réellement révolutionnaires de notre mouvement, que tous les camarades qui s'emballaient pour un radicalisme extrême, en entendant de loin « le pas cadencé des bataillons ouvriers », adaptent maintenant leur pas trop pressé à celui, relativement lent, mais ferme et inébranlable, de solides réserves du prolétariat.

Sur l'autre bord, cela pousse de façon décisive les renégats dégénérés, les sceptiques désespérants et les adeptes indécis de la passivité à choisir définitivement leur camp et à passer de l'autre côté de la barrière qui nous sépare de la bureaucratie stalinienne.

L'essor du mouvement ouvrier conduira inévitablement à ce nouveau regroupement politique dans

nos rangs, sans lequel on ne peut mobiliser les forces révolutionnaires.

L'orientation vers la lutte de masse et contre les liquidateurs

Lors des brusques revirements que connaît l'histoire, aux moments décisifs de l'essor du mouvement de masse, la direction du mouvement se révèle très souvent ne pas être à la hauteur de la situation.

La crise de la direction se caractérise en outre par le fait que celle-ci retarde sur la croissance du mouvement, qu'elle ne saisit pas toute l'importance des tâches qui se présentent à elle, qu'elle sous-évalue la force révolutionnaire du mouvement. En d'autres termes, la direction se révèle trop faible pour assurer la victoire au mouvement. Et les masses, abandonnées à elles-mêmes, ne recevant pas de directives ou en recevant de fausses, subissent une défaite dès que la partie adverse a la possibilité de se convaincre de la faiblesse de ceux qui dirigent la lutte révolutionnaire.

C'est pour cela que, face au regain d'activité qui se profile dans le pays, notre toute première tâche est de fournir aux masses une avant-garde qui soit capable de s'orienter rapidement et qui soit assez combative pour ne pas se défiler devant le danger au moment crucial. Créer une telle avant-garde est une tâche qui concentre en elle la conscience révolutionnaire et la volonté de la classe; elle consiste en substance à reconstituer le parti à partir de ces éléments isolés, mais vivants, qui se trouvent dans le noyau prolétarien du parti et en dehors, dans les couches politiquement conscientes de la classe ouvrière se situant formellement hors des rangs du parti.

Cette tâche, reconstruire le parti, repose naturellement sur l'opposition léniniste. Mais l'Opposition ne pourra atteindre l'objectif qu'elle se fixe que si elle se

libère de toute indécision, de toutes les hésitations que manifestent actuellement une partie de ses cadres.

De là l'importance évidente qu'a la lutte qui se mène actuellement à l'intérieur de l'Opposition pour une position politique claire, pour une ligne tactique précise.

Le processus de différenciation à l'intérieur de l'Opposition, qui est loin d'être achevé, a acquis une nouvelle force alors que s'intensifie la lutte de classe dans le pays.

Une nouvelle récidive du danger de droite dans nos rangs a pris le caractère plus ou moins masqué d'une campagne révisionniste contre les orientations principales de notre mouvement.

Nous ne devons pas surestimer l'importance de nos cadres, qui sont enfermés dans des isolateurs, nous ne nous apprêtons pas à les ériger en « détachement avancé de l'avant-garde ». Néanmoins, nous ne pouvons pas passer à côté des processus qui couvent à l'intérieur de notre collectif. Nous devons être conscients que la fameuse découverte affligeante de F.[59], selon laquelle les staliniens *« sont devenus l'aile gauche du parti »*, alors que l'opposition léniniste *« s'est transformée en un bloc droitier et centriste dans la clandestinité »*, s'avère être juste une forme plus franche de ce désaccord idéologique qui se saisit toujours plus fortement des éléments droitiers de l'isolateur.

L'exposé le plus complet et le plus conséquent des positions liquidatrices se trouve dans les fameuses thèses de M. B. et M. ainsi que dans les articles de certains auteurs de cette troïka respectable.

Débarrassées des oripeaux d'une phraséologie radicale, parfois ultragauche, ces thèses nous donnent l'image la plus sombre de la prostration politique et du reniement.

Niant ostensiblement la théorie de la révolution permanente, elles en refusent la thèse principale – sur la croissance inéluctable de l'activité militante du prolé-

riat mondial – et défendent la thèse contraire de l'épuisement des ressources morales et physiques du prolétariat, dont le mouvement ne peut que reculer sous la pression de la petite bourgeoisie qui s'empare de plus en plus de nouvelles positions.

En avançant l'opinion que la plate-forme bolchevique-léniniste a fait montre de son « inefficacité historique », elles tentent de démontrer que les *Problèmes...* du camarade Trotsky « s'opposent » à tous ses écrits antérieurs et orientent l'Opposition sur la voie de « *la reconnaissance de ce qui est* », en la plaçant « *sur le terrain de la construction actuelle* ».

Se couvrant d'un masque de solidarité avec les conclusions économiques des *Problèmes...*, et altérant et dénaturant de toutes les manières possibles l'appréciation que donne le camarade Trotsky de la politique économique du centrisme, elles démontrent que l'aventure ultragauche est « *une étape inéluctable de la révolution* » et que l'Opposition doit « *assumer la responsabilité* » de ses résultats. Elles tentent alors de justifier l'idée absurde que l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie s'est rétablie sur une nouvelle base de « *la totale* » et « *du quinquennat en quatre ans* ».

Sur toutes les autres questions, les auteurs de ces thèses polémiquent avec le camarade Trotsky non plus de manière feutrée, mais en l'accusant tout à fait clairement de « *dogmatisme* » et « *unilatéralisme* ». En outre, ils s'en prennent avec la plus grande fermeté à la thèse de la liquidation du parti, démontrant, au contraire, qu'il est « *reconstruit dans la seule forme possible de la dictature* ».

Bien que la conception mi-menchevique mi-centriste de M. B. et M. rompe ouvertement avec toutes les orientations de l'opposition léniniste, il y a dans notre collectif des camarades qui accueillent par une levée de boucliers toute tentative de critiquer cette conception. Cela s'explique par le fait que ces camarades défendent

eux-mêmes des positions qui se distinguent à peine de celles de M. B. et M. Souvent, ce qui les différencie se réduit uniquement à avoir des formulations plus élastiques, plus indéterminées et nécessitant un décryptage. Leur nature centriste de gauche ne fait aucun doute.

Arrêtons-nous ne serait-ce qu'au système des idées développées par le camarade D. L. Elles ont pour base une appréciation incorrecte du rôle de la bureaucratie et du centrisme. Dans un contre-projet aux thèses, les camarades D. L. et K. avancent l'idée que les contradictions entre la classe ouvrière et la bureaucratie représentent « *une contradiction entre la grande masse du prolétariat et son sommet bureaucratique* ». De là aussi, la position selon laquelle ces contradictions ne peuvent sortir des limites de la classe, que la lutte avec la bureaucratie est une lutte à l'intérieur d'une même classe. Une telle position entraîne une appréciation inexacte des perspectives plus lointaines. Le camarade D. L. ne voit pas que sa dégénérescence bonapartiste à venir est dans la nature du centrisme même. C'est pour cela qu'il voit la tâche de la réforme dans la prévention d'un possible « renversement du centrisme », mené de l'extérieur par les forces de la contre-révolution bonapartiste, sans remarquer le danger pour la révolution qui mûrit à l'intérieur même du centrisme.

Une telle façon d'incorporer la bureaucratie stalinienne dans la classe ouvrière et d'opposer le centrisme au bonapartisme est à la base de la tactique passive que prônent le camarade D. L. et ses partisans, et de leur crainte que se développe un mouvement ouvrier de masse. Dans les questions de politique économique, les erreurs du camarade D. L. reviennent à nier le rôle de la direction comme facteur autonome créant et approfondissant les crises ; à défendre la théorie du développement général de l'économie de l'URSS sur la base de la politique menée par les centristes ; à nier la nécessité de

l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, négation d'où découle précisément sa lutte acharnée contre le programme du rétablissement de la Nep léniniste. Enfin, dans le domaine de la politique internationale, le groupe du camarade D. L. a soutenu la tactique du centrisme en Allemagne et dans d'autres pays, en s'opposant au mot d'ordre du front unique sous la forme proposée par le camarade Trotsky.

Nous ne nous arrêterons pas ici sur les autres erreurs du camarade D. L., pas même sur ses tentatives de théoriser ses opinions en une parodie de la théorie de la révolution permanente.

Nous laisserons de côté les points de vue développés par d'autres groupes présents dans le collectif qui, à un degré ou à un autre, témoignent de la crainte à l'égard du mouvement de masse du prolétariat, capitulant de fait devant la ligne générale stalinienne, qu'ils sont prêts à défendre contre le centrisme lui-même qui, selon eux, ne la mène pas de manière suffisamment conséquente (voir les déclarations à ce sujet de V. K., de L. T-v et d'autres).

Il est tout à fait clair que, dans les questions de tactique aussi, tous les courants semblables fusionnent en un seul bloc de renégats, de liquidateurs et d'éléments passifs, contre les partisans conséquents, intransigeants et aux vues complètement « étroites », du camarade Trotsky. Ce bloc tente évidemment de se cacher sous un masque de loyauté envers les principales orientations de l'Opposition, en doublant cela d'une attitude tolérante envers toutes les déviations s'écartant du bolchevisme dans leur milieu.

Des conciliateurs s'agitent en vain entre les courants particuliers de ce bloc ; ils déclarent toutes les « nuances » d'opinion légitimes, dans la mesure où elles sont apparues sur la base de notre organisation et n'ont à ce jour pas rompu formellement avec elle. Considérant comme des « vétilles » toutes les divergences de vue, ces conci-

liateurs déclarent la guerre idéologique aux querelles nées « d'influences personnelles », mais en fait ils ne se limitent pas à balancer entre les groupes qui s'affrontent et, comme c'est toujours le cas avec les opportunistes, ils contribuent eux-mêmes de toutes les façons à la lutte des renégats contre les véritables défenseurs de la ligne léniniste.

D'une certaine façon, au moment où s'approche la crise politique dans le pays, notre collectif se trouve de fait divisé en deux sous-fractions qui s'opposent, avec des points de vue différents sur la situation dans le pays et les tâches que doit accomplir notre mouvement.

Il n'y a pas de doute, alors que les tâches de la lutte occupent actuellement le premier plan, que les questions de tactique deviendront l'objet principal de désaccords. Ces questions sont décisives aussi dans notre vie à l'intérieur de l'isolateur.

Et nous devons ici avancer avec toute la clarté nécessaire dans la résolution de ces questions, que nous considérons comme obligatoires pour tout véritable bolchevik-léniniste.

Avant tout, nous rejetons catégoriquement toutes les assertions selon lesquelles la force motrice de la contre-révolution peut être le prolétariat. Au contraire, l'analyse de la situation dans le pays montre que seul le refus de mobiliser les forces de la classe ouvrière peut ouvrir la voie à la contre-révolution.

Si l'opposition léniniste et le noyau ouvrier du parti ne réussissent pas à faire se lever les masses ouvrières et à les organiser pour lutter contre la bureaucratie, alors la victoire de la contre-révolution sera inéluctable. Toute hésitation et indécision en matière de développement des actions de lutte de la classe ouvrière menacera d'affermir les forces de classe hostiles et de rendre victorieuse la pire des options. De manière aussi nette se résout pour nous

également la question des formes de lutte de la classe ouvrière.

L'Opposition déploiera bien sûr tous ses efforts pour préparer le mouvement sur le plan organisationnel. Mais si les délais se révèlent insuffisants, alors les bolcheviks-léninistes ne doivent pas, quoi qu'il advienne, rester des spectateurs passifs : ils doivent entrer dans la lutte afin de lui donner le caractère le plus organisé possible dans son déroulement.

Il ne doit pas y avoir une seule grève, une seule manifestation du prolétariat sans qu'y participent nos militants organisés qui sont en liberté.

Et, de ce point de vue, nous sommes tout à fait en droit d'appliquer aux circonstances actuelles les paroles que prononçait le camarade Trotsky en 1914 : « *La critique des grèves spontanées, qui tombe juste quand elle s'adresse aux couches d'avant-garde du prolétariat, devient une force conservatrice, qui retient et décourage les ouvriers, et qui ne les pousse pas en avant, dès que cette critique se transforme en une condamnation mal fondée de toute lutte gréviste inorganisée.* »

Dans ces conditions, notre tâche principale sera donc, en appliquant encore la recommandation fameuse du camarade Trotsky, « *d'introduire, dans la lutte des masses qui se développe spontanément, le plus possible d'unité, de méthode, de conscience* ».[60]

L'approche d'événements décisifs nous obligera à poser toutes les questions tactiques de façon tranchée, elle nous obligera à opposer un front uni de tous ceux qui gardent le cap sur le mouvement de masse à ceux qui, avec la bureaucratie, qualifient la classe ouvrière de « révoltés de Kronstadt ».

Le jour approche où la force des événements nous obligera à distinguer les ennemis des amis, selon la réponse qu'ils apportent à la question : avec qui marcher, avec la classe ouvrière ou la bureaucratie ? Et celui qui

aura ne serait-ce que l'ombre d'un doute (« et ne faut-il pas se garder des méthodes de lutte actives ? »), celui-là sera juste un poids mort dans nos rangs.

Car cette lutte que la masse ouvrière entame aujourd'hui pour ses intérêts prolétariens vitaux est, quel que soit le niveau de conscience politique où elle se trouve, le seul point de départ d'une victoire possible de la dictature du prolétariat.

C'est pour cela que nous soutenons le mot d'ordre mis en avant par le collectif de la minorité, dans son allocution publiée récemment (*PZR*[61], numéro du 27 octobre 1932) : « *La lutte des ouvriers pour le pain contre la politique de la faim, c'est notre lutte !* » C'est justement autour de ce mot d'ordre que doit s'unir le front unique de tous les vrais combattants de la cause prolétarienne.

En se donnant aujourd'hui pour objectif de combattre toutes les formes de crainte à l'égard des masses, crainte qui représente, au stade actuel, le danger le plus immédiat et le plus brûlant pour notre mouvement, nous considérons que l'on ne peut unifier et consolider nos rangs que sur cette base.



Si, sur le flanc droit du collectif, nous avons affaire à la maladie sénile de l'indécision, du suivisme[62], répond à cela le rôle joué par la maladie infantile de la course en avant.

La condition principale de notre succès réside dans le fait que notre politique doit être comprise des larges masses, afin qu'elles assimilent nos mots d'ordre et combattent consciemment pour eux.

C'est pour cela que notre principale tâche, en tant que fraction révolutionnaire prolétarienne, est de trouver une voie concrète qui conduise les masses, qui se lèvent spontanément, à comprendre les tâches de leur lutte en tant que classe. Aucune lutte de l'avant-garde, même la plus

résolue et la plus empreinte d'abnégation, n'est capable d'assurer la supériorité de nos forces tant que les masses n'auront pas acquis leur propre expérience politique.

Cependant, les camarades de la minorité ont souvent mis en avant des mots d'ordre montrant qu'ils sous-estiment le travail qui consiste à expliquer aux masses nos points de vue, à préparer toute la classe à intervenir de façon organisée avec son avant-garde.

Sans nous arrêter à l'examen de tous nos différends avec le collectif de la minorité, nous nous bornerons ici à n'énumérer que les points de vue erronés les plus caractéristiques de certains groupements de notre collectif.

Cela concerne avant tout la théorie qui, niant l'existence de la dictature du prolétariat, veut démontrer que l'on a une forme particulière d'État, l'État bureaucratique, en tant qu'État de transition vers la dictature de la bourgeoisie. De cette théorie découle logiquement le rejet de l'orientation tactique vers la réforme.

L'une et l'autre ont pour fondement la sous-estimation de la force du prolétariat en tant que classe, la sous-estimation des possibilités de renaissance de la dictature du prolétariat, ce qui représente donc « *une caricature réactionnaire de la réalité* » (Trotsky).

La théorie de l'achèvement du processus de différenciation dans le parti relève également de ce cas. Selon elle, « *le stalinisme a déjà cessé d'être centriste car les droitiers ont non seulement été déjà détroussés, mais également dépassés sur de nombreux points* ». Nous avons ici une tentative de devancer les événements, alors que la lutte de classe n'a pas encore atteint un degré d'aggravation tel que se forme ouvertement un parti du coup d'État contre-révolutionnaire à partir du parti officiel, avec son actuelle double composition.

Nous devons également noter le caractère erroné des déclarations telles que la reconnaissance de la politique centriste actuelle à la campagne comme une politique

pro-koulak accomplie, tout comme l'affirmation que le bonapartisme, au lieu de relever d'une projection dans l'avenir, a déjà pris corps (le camarade Avel).

Nous devons souligner de façon non moins ferme notre désaccord avec l'opinion erronée selon laquelle l'échec de l'aventure ultragauche serait presque à mettre au compte de l'impossibilité objective de construire le socialisme (camarade P-l).

Mais, aussi loin qu'aillent les divergences au caractère doctrinaire parfois tranché chez certains camarades du collectif de la minorité, ce dernier trouve globalement les moyens, du moins ces derniers temps, de formuler les questions débattues dans ses interventions officielles de manière à rendre les discussions possibles.

Ce dont témoigne ne serait-ce que l'appel, publié au lieu de l'éditorial ces derniers jours par la rédaction de *PZR*, dans lequel elle expose sa position à l'égard des questions principales du moment.

Malgré le fait que, sur certaines questions, s'expriment dans cet appel des points de vue que nous trouvons peu acceptables, que l'on s'y prétende, sans fondement particulier, héritier exclusif de la ligne historique de l'Opposition et que l'on y trouve l'expression prononcée d'un conservatisme organisationnel, l'orientation générale de ce document révèle un rapprochement sensible des camarades du collectif de la minorité avec les positions que nous défendons.

C'est justement dans cette circonstance que la rédaction de *PZR* publie, au nom de son collectif, un document dont on a écarté un certain nombre d'éléments faisant le plus litige – cela a été fait en outre de telle manière que l'exposé ne perde rien de son actualité, mais qu'au contraire il y gagne, pour ce qui est de l'éclairage des questions politiques les plus sérieuses –, montrant ainsi que la minorité a commencé à prendre en compte les besoins réels de la masse ouvrière, qui est loin de com-

prendre toutes nos disputes, malgré toute leur importance pour le mouvement.

Une telle ligne est la meilleure garantie que nos disputes cesseront d'avoir leur raison d'être au fil du développement de la lutte de masse.

Nous pouvons noter avec satisfaction que l'interprétation des questions de tactique donnée dans le document nous offre la possibilité de nous entendre en pratique avec le collectif de la minorité, aussi bien dans notre lutte commune contre la bureaucratie dirigeante que dans la lutte avec les liquidateurs et les renégats qui ont fait leur nid dans les rangs de l'Opposition elle-même.

En reconnaissant que c'est un pas décisif pour s'éloigner de la ligne sectaire, de l'esprit doctrinaire poussé à l'extrême que pratiquait en son temps le groupe VB[63], nous pensons que tous les éléments réellement à gauche des bolcheviks-léninistes pourront trouver là la meilleure base pour consolider leurs rangs dans une fraction puissante, dont notre mouvement a tant besoin aujourd'hui.

Cette voie facilitera notablement la tâche de créer une avant-garde qui puisse prendre sur elle l'organisation des masses.

Marcher au pas avec la classe ouvrière, à la rencontre de nouveaux combats !

Il n'y a pas de doute qu'au regard de l'ampleur colossale des tâches que l'opposition léniniste doit accomplir, ses forces sont pour le moment insignifiantes. Jusqu'à présent, elle ne dispose pas encore d'une base organisationnelle de masse dans la classe ouvrière. Elle ne peut jusqu'à présent pas développer un travail à l'échelle voulue pour que sa ligne politique devienne, non pas une force passive, une composante de la lutte générale de la classe ouvrière, mais sa force principale et dirigeante.

Comme auparavant, subsiste la tâche que nous nous sommes fixée de rétablir les liens rompus avec la classe

ouvrière, celle qui consiste à aller à la rencontre de la section prolétarienne du parti, de tous les éléments d'avant-garde politiquement conscients de notre classe, en nous appuyant sur le mouvement ouvrier qui se dresse, afin de susciter un élan organisé de toute sa masse.

Avec cet objectif, l'Opposition contribue à la formation politique de tous les petits groupes oppositionnels qui apparaissent de façon spontanée dans le parti[64] et dans la classe ouvrière. Le mot d'ordre de l'unification de tous les éléments révolutionnaires du prolétariat pour lutter contre le stalinisme, pour redresser le parti et la dictature du prolétariat, rassemblera autour de l'Opposition toutes les forces combattantes du communisme.

En même temps, ce n'est qu'en organisant la lutte directe des masses contre la bureaucratie que nous pourrons arriver à faire pénétrer nos organisations en profondeur dans les masses, et à nous mettre réellement à la tête de ces dernières dans la lutte pour la dictature.

La nécessité s'impose ainsi à nous d'exercer simultanément une influence aussi bien sur la conscience que sur la volonté du prolétariat, par une propagande et une large agitation en faveur de nos idées et de nos mots d'ordre, ainsi que par une accélération de notre travail organisationnel au plan mondial.

Le succès d'une victoire décisive sur la bureaucratie nous sera facilité si, et dans la mesure où, nos organisations arrivent à coordonner l'accomplissement de ces tâches au sein des masses en utilisant chaque élargissement du mouvement pour augmenter la conscience politique des masses à chaque renforcement de leur lutte.

Bien sûr, ce n'est pas seulement du point de vue de sa formulation au moyen de mots d'ordre clairs et justes que le contenu de notre travail dans les masses a une signification extrêmement importante dans notre lutte. Ces mots d'ordre doivent éclairer les masses sur les buts

qu'elles poursuivent, et leur montrer les meilleures voies pour les atteindre.

En outre, ils doivent être nettement séparés en slogans de propagande, les conditions n'étant pas encore réunies pour qu'ils puissent se réaliser au moment choisi, et en slogans d'actualité, dont la réalisation à court terme est pour nous un objectif immédiat. Il ne faut cependant pas oublier que les slogans concrets du moment ne se déduisent pas simplement des slogans propagandistes généraux de notre plate-forme, mais qu'ils se rapportent étroitement à la situation réelle du pays, qui peut apporter des changements profonds dans notre politique actuelle.

Ainsi, par exemple, le slogan général de lutte pour une véritable politique prolétarienne d'industrialisation dans les conditions concrètes du moment, que complique à l'extrême la politique centriste d'aventures ultragauches, prend la forme d'un slogan de passage de rythmes « maximaux » irréalisables à des rythmes optimaux, c'est-à-dire à ceux qui sont les plus avantageux à la classe ouvrière du point de vue de ses intérêts principaux, sans s'arrêter devant la réduction partielle des grands travaux. De la même façon, le slogan général de collectivisation des exploitations paysannes se transforme, dans la situation actuelle, en un slogan concret de refus de la politique de collectivisation totale; celui de la participation volontaire au mouvement kolkhozien, en un slogan de sélection méticuleuse et de conservation des seuls kolkhozes viables les mieux portants, avant tout des kolkhozes de paysans pauvres. Il va de soi qu'avancer de tels slogans ne signifie pas du tout écarter les vieux slogans de l'Opposition en matière d'industrialisation et de collectivisation. Cela montre juste que nous sommes obligés de tenir compte des bilans désastreux de la politique stalinienne et de proposer une voie de sortie de la crise qui ne pourra être réalisée sans mesures transitoires.

En ce qui concerne nos mots d'ordre politiques généraux dans le domaine de l'État et du parti, dans la mesure où ils sont orientés vers une réforme profonde de la dictature du prolétariat, et non pas vers son remplacement par quelque autre régime, leur réalisation n'exige pas de transformer radicalement les fondements du régime social mis en place par la révolution d'Octobre, mais de rétablir la domination de la classe ouvrière en rendant aux soviets et aux syndicats leurs fonctions normales, et en régénérant le Parti communiste. Pour cela, il est avant tout indispensable de priver la bureaucratie dirigeante du pouvoir qu'elle a usurpé au prolétariat.

En d'autres termes, nous défendons principalement dans ce domaine le mot d'ordre d'une large démocratie prolétarienne, dont la réalisation est une condition essentielle au rétablissement de la dictature du prolétariat dans toute son ampleur.

Les formes et les méthodes de lutte dont nous faisons la propagande parmi les masses ne se distinguent pas des procédés habituels éprouvés de la lutte de classe. Le prolétariat qui se lève pour lutter ne lésinera pas sur les moyens.

Si les conditions l'exigent, alors la grève générale et l'armement du prolétariat (ne fût-ce que sous la forme de la recréation d'une Garde rouge ouvrière) peuvent devenir des mots d'ordre de l'action de masse, car aucune classe n'a encore jamais renoncé à se servir des moyens les plus extrêmes d'autodéfense et d'attaque.

Le mot d'ordre de transition de réélections au niveau du parti, des syndicats et des soviets ainsi que des organes exécutifs, réélections initiées par la base et de son propre chef, doit avoir forcément une importance hautement actuelle à une première étape de la lutte. Ces réélections peuvent constituer une première marche dans le développement de la tactique de l'offensive politique du prolétariat (ce mot d'ordre a été pour la première fois avancé

dans le projet de la commission de la partie Tactique du document collectif commun de novembre 1931).

En mettant en avant ce mot d'ordre partout où surgit spontanément la lutte des masses ouvrières, nous soulignons ainsi devant elles l'importance capitale qu'a l'organisation, si l'on veut élever le mouvement à un plus haut niveau.

Le fil directeur principal de tous nos mots d'ordre est *« la lutte intransigeante contre le stalinisme dans le domaine des tâches aussi bien politiques qu'économiques » (Problèmes...).* Et la méthode principale pour les réaliser, c'est l'intensification de la lutte de masse.

Mais il faut tirer de l'orientation sur la lutte de masse toutes les conclusions politiques et organisationnelles.

Nos mots d'ordre ne doivent pas être abstraits, ils doivent découler des demandes et des besoins les plus immédiats des masses. Plus exactement, il faut mettre en place tout un système de mots d'ordre spéciaux, qui embrassent les intérêts vitaux de la classe ouvrière.

Les mots d'ordre orientés pratiquement sur la concentration des forces révolutionnaires du prolétariat dans le rétablissement, à l'initiative des masses et de leur propre autorité, des cellules de base des organisations du parti, des syndicats et des soviets, sont mis au premier plan.

Ils seront des points d'appui dans notre lutte avec les forces des classes ennemies, qui se concentreront le plus vraisemblablement et principalement autour des appareils bureaucratiques. Ce n'est que par la conquête des organisations de masse du prolétariat que l'on réussira à se rapprocher réellement de la réalisation de notre mot d'ordre politique directeur sur le changement radical de toute la politique intérieure et internationale dans l'intérêt du prolétariat, ce qui est impossible sans mettre à l'écart la direction stalinienne qui a fait faillite et qui a trahi.

C'est pour cette raison que l'une de nos tâches majeures est de créer un large réseau illégal de nos organisations dans toutes les fabriques et usines, au sein du parti et des syndicats.

L'ensemble des mots d'ordre que nous avons énumérés n'assurera le développement correct de la lutte que si leur contenu, spécifiquement prolétarien, se complète d'une série de mots d'ordre capables de désagréger le front antisoviétique à la campagne, d'arracher les paysans pauvres à l'influence grandissante des koulaks et d'orienter l'énorme mécontentement des couches sociales inférieures du village vers le cours de la lutte révolutionnaire pour la politique léniniste qui a fait ses preuves d'alliance du prolétariat avec la paysannerie, en ne s'appuyant solidement que sur les paysans pauvres.

Le noyau contre-révolutionnaire de l'appareil, qui a perdu son ascendant sur les masses ouvrières, utilisera tous les moyens pour nous empêcher d'exercer notre influence sur la paysannerie pauvre. Mais pourtant cette dernière n'est absolument pas indifférente à qui réalisera, et avec quelles méthodes, la liquidation de l'aventure ultragauche, à quelle classe fera des concessions à la paysannerie. C'est pour cette raison que nos positions à la campagne ne sont absolument pas désespérées. Nous devons expliquer non seulement aux ouvriers agricoles, mais aussi aux couches plus importantes de la paysannerie, que l'opposition léniniste n'a jamais succombé à l'ivresse de la collectivisation totale, n'a jamais été contaminée par les illusions sur la liquidation des koulaks par des méthodes administratives.

Il dépend de nous de savoir dans quelle mesure nous parviendrons à réaliser le capital de confiance non déclarée que notre lutte intransigeante contre le stalinisme nous vaut dans les larges couches des masses travailleuses.[65] Nous pouvons compter sur une certaine possibilité de nous faire des alliés à la campagne. Les mots d'ordre sur

l'organisation d'unions de la paysannerie pauvre et la cessation de l'arbitraire bureaucratique dans les villages (dans l'intérêt des masses travailleuses) conservent toute leur importance et acquièrent aujourd'hui une force particulière.

En soulignant par ces mots d'ordre le fait que nous rejetons aussi bien l'aventure de «la totale» que l'arrangement de la bureaucratie avec la contre-révolution koulak sur le dos de la classe ouvrière, nous ne pouvons pas en même temps négliger la tâche qui consiste à obtenir la neutralité de la paysannerie moyenne par des mots d'ordre appropriés, qui assurent que l'on ira vers la résurrection économique de la campagne. Sur ce chemin, le mot d'ordre principal est celui de l'alliance avec la paysannerie, dont les dispositions politiques seront aussi l'un des éléments majeurs de la vérification de notre politique.

La politique économique réaliste, celle qui remplit la tâche d'établir des relations normales entre le prolétariat et la paysannerie, vise à rapprocher les prix industriels et agricoles (également aux plans intérieur et mondial) et à stabiliser le tchervonets.[66]

Avec tout cela, notre vieux mot d'ordre sur la collectivisation conserve toujours son importance, orienté qu'il est, comme on l'a dit plus haut, sur l'esprit d'initiative des paysans pauvres. C'est précisément une juste politique de classe en faveur d'une collectivisation réfléchie qui attirera la paysannerie, par la force d'une démonstration exemplaire des avancées que permet la grande production des artels, et non pas une pression administrative; qui aidera l'État prolétarien à conserver son rôle régulateur sur la production agricole et à passer à l'élimination méthodique des forces aveugles du marché et au renforcement de l'économie planifiée.

Ce n'est qu'avec une telle politique, qui lie au développement de la campagne sa lutte pour continuer à avancer vers le socialisme, que le prolétariat pourra affermir sa

dictature sur une base plus élevée, c'est-à-dire dans le sens d'une atténuation relative des contradictions sociales, de l'élévation de l'état général du prolétariat et des masses travailleuses, tout en se souvenant cependant qu'il ne peut y avoir de victoire complète du socialisme que sur l'arène internationale, ou plus exactement mondiale.

Il n'y a pas de doute que, même avec la politique léniniste la plus conséquente dans les questions paysannes, subsistera un danger émanant des éléments de la petite bourgeoisie, ce qui menacera le développement socialiste de l'État prolétarien.

Mais les dangers découlant de l'aventure stalinienne, qui bouleversent complètement la masse paysanne sur le plan économique et la privent de stabilité politique, sont incommensurablement plus graves et immédiats. C'est pour cette raison que la liquidation de l'aventure ultra-gauche doit être déclinée dans toute une série de mots d'ordre d'actualité, qui développent devant les masses travailleuses tout le programme de nos propositions économiques associées à nos exigences politiques.



Faire des suppositions sur les perspectives et les possibilités de victoire, même en présence des meilleurs indicateurs de regain politique, serait tout à fait inutile.

Pour nous, une chose doit être claire : tant qu'elle n'aura pas surmonté de gigantesques difficultés de caractère organisationnel, l'opposition léniniste ne réussira pas à assurer la victoire de la ligne prolétarienne. Mais ces difficultés ne sont pas insurmontables, nous pouvons et nous devons les vaincre.

Nous sommes convaincus avec le camarade Trotsky que la classe ouvrière, quand elle relève la tête, trouve toujours en elle la force de créer une organisation qui regroupe toutes les couches combatives de la classe pour une action unie et militante.

Quelques calomnies que répandent les liquidateurs et les renégats au sujet du prolétariat, ce dernier commence déjà petit à petit à dégourdir ses membres.

Devant la crise politique qui se rapproche, nous n'avons pas de raison de faire montre d'inquiétude et d'impatience.

Nous préparerons nos armes pour les luttes à venir avec une maîtrise de soi et une confiance révolutionnaires.

Et peu importe si les forces contre-révolutionnaires se mettent aussi sur leurs gardes en attente de l'approche du moment décisif. Le prolétariat ne les laissera pas se déployer et leur portera un coup révolutionnaire destructeur.

Si la bureaucratie a eu jusqu'à présent assez de force, entre autres militaire, pour écraser sans pitié l'opposition grandissante du prolétariat, tous les faits indiquent que c'en sera bientôt fini de tout ça.

En prévision des événements à venir, l'opposition léniniste doit resserrer ses rangs, après avoir surmonté toute trace d'hésitation et de flottements et, saluant la vague qui s'approche de la colère prolétarienne, doit tout entreprendre pour que la nouvelle lutte soit autant que possible marquée par le plus de conscience, de fermeté et de constance.

Sur notre drapeau, il sera écrit :

- Pour l'unification de l'opposition léniniste,
  avec l'aile prolétarienne du parti,
  en s'appuyant sur les masses prolétariennes !
- Pour la destitution du pouvoir
  usurpateur stalinien !
- Pour l'écrasement de la contre-
  révolution qui couve !
- Contre les défenseurs de la politique
  bureaucratique : les capitulards,
  les renégats et les liquidateurs !

– À bas les privilèges de la bureaucratie !

– Tout le pouvoir à la classe ouvrière !

– Pour la restauration de la dictature du prolétariat sur une base plus élevée, qui garantisse l'élévation constante du rôle dirigeant du prolétariat dans l'État !

– Pour la politique des rythmes optimaux de l'industrialisation, garantissant l'élévation du niveau de vie du prolétariat et des travailleurs !

– Pour la démocratie ouvrière dans le parti, les syndicats et les soviets !

– Pour l'armement du prolétariat contre la contre-révolution bonapartiste !

– Pour l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière !

– Pour l'organisation d'unions de la paysannerie pauvre et pour la politique prolétarienne d'entente avec les paysans moyens !

– À bas la « totale » stalinienne, vive la véritable collectivisation léniniste fondée sur l'esprit d'initiative de la paysannerie pauvre et des ouvriers agricoles, et sur leur union avec la paysannerie moyenne !

– Pour la limitation des prétentions exploiteuses des koulaks et contre le programme d'Oustrialov[67] et de Boukharine de la néo-Nep !

– Que se réalise au plus vite la liaison de notre révolution avec la révolution prolétarienne mondiale !

Le coup d'État[1] fasciste en Allemagne

(*Le Bolchevik-léniniste* n° 2, 1933)

La loi du 24 mars 1933, édictée ***« en vue de remédier à la détresse du peuple et du Reich »*****, donna les pleins pouvoirs à Adolf Hitler, que Hindenburg avait nommé chancelier deux mois auparavant. Tous les partis d'extrême droite, de droite et du centre votèrent cette loi.**

Estimant nécessaire de fixer organisationnellement les points de vue sur les événements de portée historique mondiale qui se déroulent en Allemagne, les partisans de la revue *Le Bolchevik-léniniste*[2] soumettent les thèses qui suivent. En publiant ces thèses, la rédaction de la revue *Le Bolchevik-léniniste* appelle tous les bolcheviks-léninistes de l'isolateur à les discuter et à faire savoir ce qu'ils en pensent.

La rédaction du *B-L.*

1 – Le coup d'État contre-révolutionnaire qui a lieu en Allemagne, la contre-révolution de mars, est un événement de la plus haute importance historique.

La guerre impérialiste mondiale n'a pas résolu les contradictions de la société capitaliste. Au contraire, elle les a aiguisées de façon extraordinaire, les a approfondies et portées à un niveau supérieur.

La croissance économique de l'après-guerre (1920-1929) ne s'est pas produite sur la base d'un élargissement du marché mondial. Cette croissance se fondait plus ou moins sur le rétablissement d'une demande normale, sur la réalisation d'importants investissements dans

des régions dévastées par la guerre et sur l'exigence d'énormes investissements afin de reconstruire l'industrie, en particulier aux États-Unis et en Allemagne.

Alors que l'appareil de production des États-Unis, de l'Allemagne, d'autres pays capitalistes et de leurs colonies s'accroissait de façon gigantesque, le caractère limité des marchés mondiaux et, conséquence de la révolution d'Octobre, l'accès significativement restreint que les pays capitalistes avaient au marché soviétique ont rendu la croissance économique d'après-guerre relative et illusoire. Durant toutes les années de l'essor économique qui a suivi la guerre, l'ensemble de la production mondiale n'a pas dépassé son niveau d'avant-guerre, si l'on se réfère à la production par habitant et non à son volume absolu.

La croissance économique elle-même ne se produisit pas d'une façon régulière dans tous les pays. En raison des distorsions infligées à la société de l'après-guerre, l'économie des États-Unis a crû en réduisant la place des produits et capitaux européens, alors que la croissance économique de l'Allemagne, qui la plaçait en deuxième position après les États-Unis en termes d'exportation de marchandises, s'est principalement effectuée au détriment de l'Angleterre.

Cette stagnation des forces productives de la société capitaliste a eu aussi pour résultat que la stabilisation d'après-guerre a été relative, fragile et de courte durée. De ce fait, la question de la guerre des impérialistes entre eux et contre l'URSS, pour un nouveau repartage des marchés, de même que la question de la révolution prolétarienne se présentaient donc toujours (et se présentent aussi maintenant) comme des problèmes qui devront se résoudre non pas à l'échéance de lointaines décennies, mais dans les années, les mois, les jours à venir.

Pacifiée et stabilisée avec l'aide des capitaux américains, l'Europe d'après-guerre, avec en son centre une Allemagne soumise au traité de Versailles[3] et au plan

Young[4], se trouve en fait tributaire des États-Unis. Ce tribut, l'Allemagne en a acquitté la part du lion jusqu'en 1932, non seulement pour elle, mais pour toute l'Europe. Et donc cette énorme charge pesant sur les épaules de sa population travailleuse a transformé l'Allemagne en une immense poudrière que ferait exploser, tôt ou tard, un mécontentement populaire massif – qu'il se manifeste en une révolution prolétarienne ou en une vague boulangiste[5]-fasciste[6] de nationalisme et de chauvinisme parmi les masses, c'est-à-dire sous une forme révolutionnaire ou contre-révolutionnaire – et la guerre. C'est précisément ce que le camarade Trotsky avait en vue quand il indiquait, déjà en 1926, qu'en œuvrant à faire de l'Europe un dominion d'un nouveau type l'Amérique pourrait rapidement se heurter à la « *résistance des peuples* », ou à la révolution ou à la guerre[7]. Une explosion nationaliste ou révolutionnaire des masses en Allemagne, le maillon le plus crucial et le plus instable du capitalisme, signifierait qu'à un moment donné de l'histoire le travail de l'Amérique pour transformer l'Europe, et en premier lieu l'Allemagne, en un dominion d'un genre original a rencontré la résistance des masses populaires. Une telle explosion signifierait l'effondrement de l'équilibre européen, l'écroulement du réformisme européen et de la social-démocratie qui, en tant qu'ombre portée du capital américain, se mettrait à perdre rapidement le reste de son influence et quitterait la scène lors de l'effondrement de l'équilibre en Europe. Auquel cas, l'une ou l'autre des forces qui se situent aux pôles opposés de la société capitaliste occuperait la scène de l'histoire : le fascisme ou le communisme.

2 – La crise économique mondiale a profondément ébranlé les fondements de la société capitaliste. Même un Léviathan impérialiste[8] comme les États-Unis tressaille sous ses coups.

Avant la crise, le capitalisme allemand maintenait son équilibre en absorbant des capitaux étrangers en permanence et en s'accroissant de façon considérable, au prix d'une tension exacerbée de toutes les forces du pays et de l'exportation des produits de son industrie. Durant les années de conjoncture ascendante, et avec l'aide de la social-démocratie, cela lui permit jusqu'à un certain point de satisfaire les besoins des masses et d'amortir leurs accès de mécontement politique.

Jusqu'à la dernière crise mondiale, la bourgeoisie allemande a rationalisé, concentré et élargi son appareil de production.

Au cours des quinze dernières années, les entreprises de ses industries chimique et métallurgique ont fortement resserré leurs rangs, soit en fusionnant plusieurs sociétés en une seule, soit en mutualisant les bénéfices par la création de «groupements d'intérêts» (par exemple, l'Union des intérêts des usines de peinture, la Société par actions des aciéries unies). Malgré les entraves de Versailles, l'appareil productif et les capacités productives du capitalisme germanique ont atteint un très haut niveau, si on le compare à celui d'avant la guerre.

C'est principalement grâce à des emprunts à l'étranger que cette gigantesque réorganisation technique et structurelle a pu s'accomplir. L'Autriche a suivi à peu près la même voie, bien sûr à l'échelle de ce pays et avec cette réserve que le gouvernement autrichien, à la différence de son homologue allemand, n'a presque pas d'indépendance dans la gestion du pays, placé qu'il se trouve à cet égard sous l'aile et le contrôle de la Société des nations[9].

Une part importante des capitaux qui irriguent l'économie allemande se compose aussi de prêts étrangers, en outre à court terme. Il y avait 9 à 10 milliards de capitaux américains, néerlandais, anglais et suisses sur les quelque 25 milliards de ce capital circulant en 1931. La crise économique qui se prolonge a sapé la faculté

d'exporter qu'avait l'Allemagne et même, par suite, toute son économie, qu'épuisaient déjà sans cela les énormes traites qu'il fallait régler au titre du plan Dawes-Young. S'ajoutant au fait que l'Allemagne exportait habituellement des capitaux (près de 9 milliards de marks de 1925 à 1932), les capitaux étrangers ont commencé à déserter l'Allemagne durant la crise: environ 4 à 5 milliards de marks jusqu'à la fin de 1932. Et à partir de 1931 s'amorce une sortie, une fuite panique des capitaux allemands vers l'étranger. On avait là le fruit de l'instabilité de la situation politique interne autant que de la crise mondiale du crédit et de l'effondrement de l'étalon-or[10] en Angleterre, vers où, en réponse aux chocs monétaires et aux changements de politique douanière (tarifs préférentiels pour les dominions et taxation douanière discriminatoire pour les pays capitalistes concurrents et pour l'URSS), on avait commencé à transférer en totalité de nombreuses entreprises industrielles allemandes.

La contraction des marchés mondiaux et intérieur, la fuite des capitaux, la crise du crédit, la fermeture d'entreprises, le chômage et l'appauvrissement des masses, la ruine de la petite bourgeoisie urbaine et de la paysannerie – tout cela survenait coup sur coup, ce qui donna naissance aux décrets d'urgence de Brüning[11], qui se relayaient eux aussi dans un seul but: sauver l'Allemagne capitaliste de la catastrophe en écrasant d'impôts les masses, tout en préservant les bases du régime politique d'une large démocratie bourgeoise.

L'équilibre politique intérieur commença à se rompre. Vu que l'Amérique n'aurait pas les forces d'«aider» l'Allemagne à l'avenir, la perte de la guerre et le traité de Versailles se présentèrent de plus en plus distinctement dans la conscience des masses comme les causes de la catastrophe. Les jeunes générations, qui n'avaient pas personnellement vécu les horreurs de la guerre, se mirent à tourner leur réflexion et leur volonté vers l'abrogation

du traité de Versailles et la fin de l'assujettissement à la France (les masses ne distinguent pas le rôle de l'Amérique, car elle perçoit les réparations de l'Allemagne non pas en direct, mais par l'intermédiaire de la France). Habilement orientée vers son cours fasciste par le capital monopoliste allemand, une vague nationaliste et chauvine commença à monter dans la petite bourgeoisie. Ce qu'à cause des dérives de la direction communiste en 1932 la révolution prolétarienne n'a jusqu'alors pu réaliser – la libération nationale de l'Allemagne –, la petite bourgeoisie le tente par la voie de la contre-révolution.

3– Les impérialismes français, britannique, américain n'avaient qu'un seul moyen de préserver l'équilibre interne de Weimar[12] et de Versailles en Allemagne et en Europe : annuler ou reporter la dette de l'Allemagne et lui consentir de nouveaux crédits. La première partie de la tâche a été presque achevée : on a ajourné et annulé les réparations sous certaines conditions. Mais cela se révéla insuffisant et ne put infléchir le cours des processus qui taraudaient le pays. Il restait un dernier moyen : accorder à l'Allemagne de nouveaux prêts pour relancer son industrie. Mais lui octroyer de tels crédits signifiait que sa production allait augmenter. Et comment résoudre la question de savoir où écouler les marchandises allemandes, alors que la crise s'aggrave dans le monde entier ? En outre, vu la conjoncture, la perspective de renforcer l'industrie allemande, en accroissant sa part du marché mondial, pouvait moins que jamais réjouir les experts anglais, français et américains[13]. De surcroît, quel sens aurait eu de confier de nouveaux capitaux à l'Allemagne, alors que la bourgeoisie allemande elle-même ne croit pas à la stabilité de la situation politique en Allemagne et se précipite pour faire franchir les frontières à ses propres capitaux ? Et il s'ajoute à cela qu'en pareille situation on ne peut renforcer le capitalisme allemand sans renfor-

cer en même temps son aspiration à rompre le traité de Versailles.

Néanmoins, une telle tentative a bien eu lieu. Car s'appuyer sur un gouvernement accommodant des partis centristes, dans le but de sauver et de conserver les colonies de l'Allemagne ainsi que les territoires dont on l'avait dépouillée en Europe, cela aurait eu un coût bien moindre que d'en passer par une nouvelle guerre. Et en 1931 la France a essayé, avec l'Angleterre et les États-Unis, d'accorder un prêt à long terme de 500 millions de dollars à l'Allemagne, mais à la condition d'y mettre en place un contrôle douanier, un contrôle financier de ses emprunts et dépenses, et d'imposer à l'Allemagne qu'elle n'exige aucune modification des traités de paix en sa faveur pendant dix ans: en d'autres termes, à la condition que l'Allemagne laisse les «grandes puissances» la transformer en un pays comme la Chine ou l'Autriche.

Il est tout à fait clair qu'en acceptant ces conditions le gouvernement Brüning aurait donné un formidable coup d'accélérateur au coup d'État fasciste. Cette proposition fut rejetée. Mais l'Allemagne a quand même continué d'aller vers le fascisme avec des bottes de sept lieues, car il manquait aux communistes la direction dont ils avaient besoin.

4 – Ce qui créait les conditions d'une montée impétueuse du fascisme dans les esprits, c'était donc l'impasse économique dans laquelle la situation du capitalisme d'après-guerre avait conduit l'Allemagne, la crise économique profonde et le système de Versailles, dans un contexte de faiblesse de l'avant-garde prolétarienne. Et cette croissance tumultueuse du fascisme a aggravé, à son tour, le chaos économique, ce qui ne permettait plus aux Bourses mondiales d'envoyer des capitaux à la rescousse de l'économie allemande. Un cercle vicieux, d'où on ne pourrait sortir «normalement», se referma. On s'acheminait vers une explosion de l'équilibre de l'après-guerre et, en pre-

mier lieu, de la coquille politique de Weimar, qu'allaient provoquer les grandes masses du « peuple » sous la direction du capital financier.

La contre-révolution de mars constitue précisément la rupture du premier maillon du système de Versailles. C'est bien pourquoi le coup d'État fasciste a été accueilli avec tant de haine par la bourgeoisie des pays vainqueurs et avec tant d'espoir et de ravissement par celle des pays sortis vaincus de la guerre impérialiste ou insatisfaits de son issue. De là également les sympathies inattendues de la bourgeoisie des pays vainqueurs pour les ouvriers et même les communistes d'Allemagne, dont elle tente d'utiliser la lutte contre le fascisme pour consolider les systèmes indissociables de Versailles et de Weimar. Et il est aussi aisé de comprendre l'aspiration des gouvernements fascistes hongrois et allemand à aider la bourgeoisie autrichienne à fasciser son pays.

5- En fin de compte, la contre-révolution de mars signifie la liquidation des vestiges de la révolution du 9 novembre [1918][14] et du système de Weimar. Mais cela signifie-t-il aussi en même temps le retour au pouvoir des forces sociales et politiques qui gouvernaient l'Allemagne avant la révolution de Novembre, autrement dit une restauration au sens propre et concret ?

Le régime fasciste en Allemagne, indépendamment de la forme de gouvernement (l'Allemagne sera-t-elle une monarchie fasciste ou une république fasciste ?), est un régime de terreur fasciste et non pas une renaissance de la réaction bismarckienne[15]. Il représente la domination de la partie la plus importante et la plus agressive du puissant capitalisme monopoliste allemand, des sommets du capital industriel et bancaire que soutient même plus ou moins le grand capital agraire, mais non pas la domination des junkers[16], que soutenait plus ou moins le capital industriel et bancaire avant la révolution.

Que représentait le régime en Allemagne avant Novembre ? En utilisant une formulation brève et concise de Trotsky, on pourrait dire :

L'Allemagne était un pays sans tradition révolutionnaire jusqu'au 9 novembre. La bourgeoisie y arriva trop tard pour concurrencer sérieusement les forces de la vieille société. Après la modeste expérience de 1848[17], elle confia à Bismarck la tâche d'unifier la patrie, avec l'aide de l'armée prussienne. On fit appel aux junkers, de purs féodaux, pour qu'ils résolvent les tâches que posait le développement du capitalisme et pour qu'ils prennent en main toutes les ressources de la société bourgeoise. Après les guerres de 1864[18]-1866[19]-1870[20], les féodaux des régions situées à l'est de l'Elbe passèrent d'une selle prussienne à un modèle impérial de selle. La bourgeoisie libérale ne transgressa pas les frontières d'une opposition « responsable », ayant une fois pour toutes dévolu aux junkers le soin de mettre de l'ordre dans la société capitaliste et de gérer cet ordre par la force des armes. Enfin, lorsque du fait du développement du capitalisme la bourgeoisie allemande se retrouva devoir résoudre de nouvelles tâches, cette fois de caractère mondial, elle confia comme toujours à la caste des junkers, regroupée autour de la monarchie, le soin de mener une nation en armes.

L'organisation militaire de l'Allemagne correspondait pleinement au régime politique de l'État allemand d'avant la révolution. L'une et l'autre pris ensemble formaient une tour féodale qui se dressait sur des fondations capitalistes.

La révolution de Novembre a radicalement changé les rôles des groupes sociaux dominants : la « tour féodale » se trouva politiquement détruite, l'exercice concret du pouvoir passa aux mains de toute la bourgeoisie en tant que classe, la bourgeoisie libérale se transforma d'opposition « responsable » en maître exerçant directement le

pouvoir, et la caste des junkers, qui maintenait totalement sa position économique, devint l'opposition « responsable ». Un régime de large démocratie bourgeoise, appuyée directement ou indirectement sur les réformistes, se mit en place en Allemagne.

Le coup d'État fasciste ne modifie pas le caractère de classe ou la nature sociale du système. Il signifie seulement que le pouvoir se concentre, totalement et sans intermédiaires, entre les mains d'une étroite couche dirigeante de la bourgeoisie industrielle et financière. La démocratie bourgeoise allemande, si vaste qu'on ne pouvait la comparer qu'au système néozélandais ou australien, subit une mise en pièces implacable. En combinaison avec les objectifs nationaux et internationaux du fascisme, on instaure un régime de terreur blanche, au regard duquel la réaction bismarckienne semble une vétille, elle qui, si l'on considère tout le temps où la loi sur les socialistes[21] s'appliqua, expulsa 900 personnes des régions placées en état de siège[22] et en emprisonna 1 500 pour une peine totale d'environ 1 000 ans (8 mois par personne en moyenne).

6– La victoire du fascisme allemand marque la fin de l'ère du pacifisme démocratique d'après-guerre et porte un coup dur, peut-être fatal, à la démocratie bourgeoise en tant que forme de domination bourgeoise la plus répandue dans les pays clés du capitalisme.

La réaction terroriste, le fascisme, apparaît au premier plan de la scène historique, peut-être pour de longues années.

À la lumière des événements de grande ampleur qui se déroulent en Allemagne, les communistes révolutionnaires se doivent de réfléchir et de donner un sens à ce que ce tournant radical de l'histoire apporte de nouveau dans les problèmes les plus importants du monde. Quel sort attend à brève échéance le capitalisme et le mouvement communiste mondial ? Quelles sont les perspectives

et les délais de la révolution prolétarienne en Europe? Quelles sont les perspectives immédiates pour l'URSS et les problèmes que cela pose? Quelles tâches cela pose-t-il à l'organisation internationale des bolcheviks-léninistes[23] dans l'immédiat? À toutes ces questions, il nous faut sans attendre donner une réponse, fût-ce sous la forme la plus schématique et la plus générale.

7 – La contre-révolution de mars se fonde sur le croisement et l'imbrication des facteurs objectifs suivants:

a) Le désir croissant qu'ont les cercles dirigeants du capitalisme monopoliste de renforcer la réaction et de liquider progressivement la démocratie bourgeoise, un désir lié au fait que les monopoles capitalistes évincent la libre concurrence;
b) L'aspiration des classes dominantes à la réaction comme moyen de résister à la radicalisation révolutionnaire des masses, aspiration qui est le produit de la crise historique de l'ensemble du système capitaliste et des secousses révolutionnaires qu'il a subies après la guerre;
c) La fin du pacifisme démocratique des masses et de leurs illusions quant à la démocratie bourgeoise. La faillite définitive du foyer du réformisme mondial, la social-démocratie allemande, en liaison avec l'arrêt de l'afflux des capitaux américains en Allemagne;
d) L'énorme déception que le régime du parlementarisme démocratique bourgeois a suscitée parmi les masses d'Allemagne, car le régime de Weimar se révélait impuissant à les sauver de la faim, de la misère et de la ruine, tandis que les coups de la crise économique mondiale ébranlaient toute la vie économique nationale;
e) L'abandon des communistes par les ouvriers organisés et par la petite bourgeoisie travailleuse, déçus

par les résultats du « socialisme » stalinien et par l'incapacité à parvenir un jour au pouvoir dont a fait preuve la direction opportuniste du Parti communiste allemand ;

f) L'évolution chauvine de la petite bourgeoisie, du lumpen-prolétariat et de certaines couches du prolétariat, que le traité de Versailles pousse en ce sens, en raison du fardeau dont il accable les épaules des travailleurs ;

g) L'impossibilité pour la bourgeoisie allemande de continuer à tenir en main le pouvoir par les méthodes et dans le cadre du système pourri de Weimar, tout en conservant les bases du traité de Versailles.

C'est sur la base de tout cela précisément qu'a crû avec force le fascisme allemand, une montée en puissance qui trouve son aboutissement dans le coup d'État, après presque huit mois de crise politique.

Le problème (dilemme ?) formulé par Trotsky dès 1922 – aller vers le communisme ou vers le fascisme – se résout maintenant, en Allemagne, au profit du terme fasciste de l'alternative. Cette cruelle vérité, il faut l'examiner dans son entièreté, afin de ne pas perdre notre boussole marxiste et de comprendre les tâches qui nous attendent.

8 – Le fascisme allemand ne « s'implante » pas dans la république de Weimar, il ne se dissout pas en elle, ne s'adapte pas « au cadre et aux formes de la démocratie bourgeoise », il les démolit et les envoie au rebut par un coup d'État réalisé en alliance avec les junkers du parti « national », que dirige le président de la République[24].

La contre-révolution avait programmé de porter le coup décisif à la classe ouvrière au début de 1933, ce qui ne devait rien au hasard. La vague de la contre-révolution avait déjà atteint son paroxysme parmi les masses à la fin

de l'année précédente. Puis, les masses ont commencé à se détourner des fascistes, l'électorat communiste se mettant à croître de façon continue. Si la réaction avait à nouveau tardé à lancer la contre-révolution, le risque existait que s'intensifie ce reflux, alors qu'il était déjà amorcé parmi les masses que la lenteur du fascisme décevait de la contre-révolution, et il y avait le risque aussi que se renforce le processus de radicalisation qui avait débuté. Le régime de Weimar ne pouvait y opposer aucun obstacle décisif. La seule chose pouvant sérieusement faire obstacle au prolétariat, et à la petite bourgeoisie qui le suivait, dans leur tentative de renverser l'État de Weimar, n'aurait pu être, l'expérience de 1932 l'a montré, que la stupidité et la bêtise (ou l'opportunisme) de la direction communiste. Les milieux dirigeants de l'impérialisme allemand se trouvaient face à un choix: réaliser un coup d'État contre-révolutionnaire, au moment le plus favorable pour eux de ces quatorze dernières années, ou bien prendre le risque de laisser passer cette chance et de se retrouver dans un an ou deux, sinon plus tôt, avec une nouvelle année 1923[25]. Ainsi se posait la question fin 1932.

Cette situation conforta les cercles dirigeants du capitalisme monopoliste en Allemagne dans l'idée qu'il leur fallait sans tarder réaliser la tâche suivante: porter le coup décisif à la classe ouvrière et à la « révolution inachevée »[26] du 9 novembre 1918. Seuls les aveugles ou ceux qui ne veulent pas voir pouvaient ignorer cette réalité d'une clarté exceptionnelle. Elle imposait aux communistes de s'engager avec fièvre dans des préparatifs énergiques et intensifs afin d'empêcher le coup d'État et de rattraper le retard pris les années précédentes; de créer immédiatement un front unique ouvrier antifasciste; de préparer tout de suite une grève générale; d'armer sans délai les ouvriers; de déclarer largement sur-le-champ leur résolution et leur détermination à repousser par tous

les moyens et de toutes leurs forces les premières tentatives de coup d'État contre-révolutionnaire.

9 – Les forces motrices de la contre-révolution de mars sont les cercles les plus réactionnaires et les plus chauvins du capitalisme monopoliste en Allemagne, de l'impérialisme allemand qui, à travers son parti fasciste, a transformé en un soutien social la petite bourgeoisie et les travailleurs déclassés. Ce conglomérat social est uni par la haine de la république de Weimar et du communisme, par la haine des partis qui ont dirigé l'Allemagne de Weimar et conclu la paix à Versailles, par le désir de briser par n'importe quel moyen les chaînes de Versailles et de ressusciter un « empire allemand » puissant.

Le Parti des nationalistes (celui principalement des grands propriétaires terriens et seulement en second lieu des grands industriels) et le Parti national-socialiste (celui des grands industriels principalement, sinon plus spécialement, en termes d'objectifs et de tâches qu'il se fixe, mais pas en termes de composition sociale) sont unis par un programme concret d'exploitation du prolétariat et d'agression extérieure, de création d'un empire puissant qui rejetterait les chaînes de Versailles, ne serait-ce que sur l'URSS. Ils sont séparés principalement par la question de la forme future de l'État. Les nationaux-socialistes aspirent à instaurer la dictature de leur parti selon le modèle italien, à établir une domination politique du capital industriel ; les nationalistes aspirent à restaurer la monarchie ou à créer une république conservatrice et, dans les deux cas, à rétablir le rôle politique qu'avaient avant-guerre les grands propriétaires nobles.

Malgré toutes les divergences politiques entre ces deux partis, et même lorsqu'elles prennent des formes aiguës, il est nécessaire de garder à l'esprit leur exceptionnelle parenté sociale et génétique. Le Parti national-socialiste (NSDAP, Parti ouvrier national-socialiste allemand[27]) est issu du parti uni d'avant, il n'en a pas

scissionné nationalement et, avec son programme prévu pour appâter le petit bourgeois et l'ouvrier déclassé, il formule leur mécontentement dans un sens réactionnaire, ce qui les transforme en instruments des magnats du capital financier.

Ce programme «radical», pris au pied de la lettre, a même conduit quelques oppositionnels[28] à voir dans le fascisme un mouvement de gauche radical, une évaluation erronée, source à son tour d'erreurs théoriques et tactiques les plus graves dans les questions relatives à la situation allemande.

La petite bourgeoisie et les ouvriers déclassés attendent du coup d'État, auquel ils ont prêté la main, qu'il en coule des rivières de lait et de miel. Ils placent en lui leurs espoirs en un avenir meilleur. Ils croient en lui. Ils sont prêts, comme à l'époque de l'ivresse militaro-patriotique de 1914-1915, à mourir pour cet avenir. Bien sûr, après le coup d'État, le fascisme commencera à les décevoir. Mais le gouvernement fasciste se renforce et, dans ces conditions, ce qui freinera un certain temps la petite bourgeoisie dans son évolution vers la gauche, et qui compliquera la réalisation de son union dans l'action avec le prolétariat révolutionnaire, c'est ce nouvel appareil d'État aux moyens incomparablement plus puissants que celui de Weimar pour réprimer les masses.

10 - Il est difficile de déterminer avec précision l'équilibre actuel des forces de classe en Allemagne. Le coup d'État est toujours en cours et le rapport des forces change donc d'heure en heure. Une chose est certaine: c'est une classe ouvrière désorientée et divisée qui, avant le coup d'État et depuis, s'est trouvée confrontée et continue de l'être au front uni et consolidé de la réaction. Si le nombre et la conscience du prolétariat allemand ont forcé les groupes nationalistes à se préparer à un coup d'État pendant quatorze années entières, la facilité avec laquelle ils ont réussi à porter leurs premiers coups, d'ha-

bitude décisifs en pareil cas, résulte avant tout de la désorientation dans laquelle s'est retrouvée la classe ouvrière toutes ces dernières années, en particulier au moment le plus critique de la lutte. Alors que le prolétariat était fracturé en trois parties - social-démocrate, communiste et « chrétienne » –, personne ne l'a unifié, n'a tenté de l'unifier ni de le faire se dresser pour aller au combat, même face à l'imminence du coup d'État fasciste. Aucun de ces détachements de la classe ouvrière n'a essayé, même séparément, de s'opposer au coup d'État contre-révolutionnaire. En vertu de quoi, la contre-révolution n'a encore trouvé face à elle de résistance des ouvriers ni unie ni partielle.

Bien sûr, on ne pouvait attendre une résistance physique au fascisme de la part des partis antifascistes (ou non fascistes) purement bourgeois, tenants de Weimar : le Centre catholique[29] et le Parti d'État (ancien Parti démocrate)[30]. En effet, même un coup d'État fasciste classique, purement hitlérien, n'aurait pas porté atteinte à la propriété privée des magnats de l'industrie lourde, des catholiques ou de la bourgeoisie commerciale démocrate. La crainte que le nouveau régime mène des expériences capitalistes d'État et la menace de se voir écartés pour longtemps de la direction concrète du pays ne pouvaient et ne peuvent pousser à combattre le nouveau gouvernement sous quelque forme ou façon autre que par des votes au Parlement et des articles d'opposition dans la presse, en particulier s'agissant de partis n'ayant pas accès aux leviers de commande gouvernementaux.

Il faut utiliser la disposition à s'opposer à ces partis existant parmi les travailleurs qu'ils influencent, parmi les syndicats chrétiens et les syndicats Hirsch-Duncker[31], c'est-à-dire chez les travailleurs d'esprit démocratique, pour les détacher de ces mêmes partis. Avec ces travailleurs et afin qu'ils s'opposent au fascisme de façon active, les communistes pourraient s'en tenir au mot d'ordre de

front unique ouvrier antifasciste. Mais cela n'a pas été fait. Et il y a plus, vu la totale inaction et la passivité de la direction communiste avant la nomination d'Hitler au poste de chancelier du Reich, au moment de sa nomination (30 janvier 1933), après sa nomination et même lors du coup d'État lui-même, on a, dans la continuité, laissé inemployée toute cette force des ouvriers d'esprit démocratique. Ils sont restés totalement sous la coupe du Centre et du Parti d'État, c'est-à-dire qu'ils sont restés des témoins passifs du coup d'État.

Le Centre et le Parti d'État constituent le parti de la bourgeoisie libérale. Ils sont antifascistes dans la mesure où la démocratie bourgeoise s'oppose à une autre forme d'État bourgeois, sa forme fasciste. Mais le régime de large démocratie bourgeoise, ce sont les ouvriers qui l'ont conquis de leurs mains, et non la bourgeoisie. Par conséquent, empêcher sa liquidation par les fascistes ne saurait être l'œuvre des bourgeois, même libéraux, mais seulement des ouvriers, qui peuvent user de ce régime comme d'un terrain de manœuvre utile au développement de la lutte pour leurs besoins quotidiens et l'établissement de leur dictature.

Le Centre ne vote pas directement pour le fascisme. Mais s'il s'avère que le coup d'État a pour résultat le plus immédiat non pas une forme classique, mais une variante tant soit peu atténuée de régime fasciste, disons un État semi-fasciste, alors le Centre le soutiendra sans nul doute et sans détour, tout comme il a soutenu en son temps la monarchie wilhelmienne[32].

Comme soutien du principal détachement de la contre-révolution, le national-socialisme, on trouve : une partie notable de l'appareil d'État central hérité de l'Empire, avec tout ou partie de la police ; un réseau en expansion rapide des appareils de l'administration locale et les autorités des landtags[33], des municipalités et autres communautés locales, dont les nationaux-socialistes se

sont emparés par des coups de force locaux rondement menés ; des centaines de milliers de membres armés des troupes d'assaut [34]; la masse gigantesque de la petite bourgeoisie, des fonctionnaires, des employés et des ouvriers arriérés ; enfin, la détermination et l'absence de pitié des nazis, leur allant et leur ténacité – autant de facteurs qui jouent un rôle énorme dans les rapports de force entre les classes.

Derrière le détachement nationaliste de la contre-révolution, on trouve : la partie décisive de l'appareil d'État central de l'Empire ; les cent mille soldats de la Reichswehr[35]; une partie de la police et de la gendarmerie ; près de deux cent mille paramilitaires du Stahlhelm[36]; l'essentiel du cadre des généraux et officiers de l'époque impériale ; la noblesse et les grands propriétaires terriens.

Un conflit ou une crise qui surgirait dans les rapports avec les nationaux-socialistes, en raison du choix de la forme du gouvernement de l'État, soumettrait la Reichswehr à de cruels déchirements ; mais les sociaux-démocrates peuvent se retrouver du côté des nationalistes car, à un régime totalement fasciste, ils préféreront une monarchie ou une république semi-fasciste comme « moindre mal ». Les dirigeants sociaux-démocrates, qui ne se trouvent pas sous le feu direct de la critique communiste, vont sans doute tenter d'échapper à la catastrophe en mettant en balance au compte de Hindenburg toute la base de masse qui leur reste, dès que (et si) il s'avère que Hindenburg se démarque de Hitler sur ce point de vue précis. On peinerait à préciser de façon tranchée et certaine sous quelles formes le coup d'État cristallisera à la prochaine étape – sera-t-il anti-Weimar de façon conservatrice ou aussitôt fasciste de manière achevée ? – car, pour l'heure, on ne distingue pas avec assez de netteté lequel des partenaires se trouve vraiment en situation hégémonique dans ce bloc.

Bien entendu, les deux variantes d'évolution possible à court terme représentent tout autant de dangers pour la classe ouvrière, car elles lui apporteront les mêmes malheurs et le même régime de terreur.

De façon inévitable, les frictions internes et la lutte entre les deux alliés vont se renforcer. Cette lutte peut même parfois prendre des formes très aiguës, car les contradictions au sein d'une même classe, entre le capital agraire et industriel, et les contradictions entre les aspirations de la petite bourgeoisie et les objectifs que se fixe l'oligarchie financière perceront au grand jour de façon de plus en plus brutale, et souvent sous des formes tout à fait inattendues. Mais il est peu probable que le bloc se disloque, sous l'effet explosif de ses contradictions internes, avant que se consolide le nouveau régime, car les buts et objectifs des partenaires coïncident de façon trop étroite. Si le prolétariat, représenté par le Parti communiste, devait et pouvait, et peut encore, utiliser les contradictions qui existent globalement dans le camp de la bourgeoisie entre sa partie fasciste et sa partie libérale-démocrate non fasciste, de ce point de vue il y a peu de contradictions au sein du bloc de Harzeburg[37]. Cela ne signifie certes pas que le prolétariat ne doit pas suivre avec vigilance toutes les péripéties de cette lutte et qu'il ne doit pas l'utiliser dans son intérêt.

La feuille de route concrète de la contre-révolution n'exclut pas la possibilité que, déjà au cours du coup d'État lui-même, les nazis prennent le pas sur les nationalistes, qu'ils auront repoussés définitivement au second plan. Mais il se peut aussi que la plénitude du pouvoir revienne aux fascistes par un coup d'État complémentaire, relativement pacifique, ou, solution la plus probable, par la fusion des deux partis en un seul, avec une dilution du Centre et des vestiges des autres partis bourgeois; et il est indifférent que cela passe ou non par une phase de coalition avec ces derniers.

11 – La fin de l'Allemagne de Weimar et l'effondrement de l'équilibre européen signifient la mort de la social-démocratie allemande et le début de la fin pour le réformisme.

La contre-révolution de mars a porté un coup décisif à la social-démocratie allemande. La politique de coalition de la social-démocratie avec les partis bourgeois, sa théorie du passage pacifique et progressif au socialisme par transformation de la démocratie bourgeoise apparaissent comme ayant fait faillite, avec une clarté absolue et manifeste aux yeux des masses, dans le pays le plus classique de la démocratie bourgeoise. Sa politique et sa théorie ont engendré non le socialisme, mais le fascisme.

L'effondrement de la social-démocratie allemande est désormais inéluctable. Elle va s'écrouler de trois manières. Sa base ouvrière alimentera le communisme, représenté par un Parti communiste d'Allemagne régénéré, tandis que les maillons moyens et supérieurs de son appareil bureaucratique vont, pour partie, s'intégrer au fascisme et, pour partie, rejoindre la masse des philistins. Rien de ce que pourraient tenter les sociaux-démocrates «orthodoxes» pour sauver leur organisation par une adaptation semi-légale ou illégale à la situation ne pourra empêcher de telles évolutions.

La social-démocratie a fait faillite tant en politique qu'en théorie. En mars, les masses ont reçu une éclairante leçon de choses, sous une forme concentrée mais d'envergure historique. La réaction peut bien triompher aujourd'hui, l'effondrement de la social-démocratie est le début du triomphe décisif des idées du communisme et de la révolution prolétarienne dans de larges couches actives de ceux qui forment les cadres du prolétariat allemand. En termes historiques, l'effondrement de la social-démocratie allemande ne profitera pas au fascisme, mais au communisme.

La social-démocratie n'a pas opposé de résistance au coup d'État fasciste. La direction du Parti communiste d'Allemagne (KPD) a suivi la même tactique que la social-démocratie. Il en résulte une très grande victoire du fascisme, son « Octobre »[38] sans effusion de sang.

La non-résistance de la direction du KPD et de l'Internationale communiste (IC) au coup d'État fasciste n'est que le maillon décisif et final de cette chaîne de trahisons de la révolution mondiale qu'a forgée le stalinisme international tout au long des dernières années. La classe ouvrière d'Allemagne n'est pas encore brisée. Mais la trahison de ses chefs a paralysé sa combativité ; ses chefs se sont rendus au fascisme sans coup férir, sans tenter le moindre préparatif de riposte quand il en était encore temps, sans chercher à organiser la résistance du prolétariat lors du coup d'État.

Des milliers et des milliers de dirigeants, de cadres organisateurs et de militants de la classe ouvrière remplissent les prisons et les camps de concentration en Allemagne en tant qu'otages. Le fascisme enragé répondra, n'en doutons pas, à chaque grève, à chaque intervention armée des ouvriers par des exécutions ou par la menace d'exécution immédiate de ces cadres, ce qui renforce grandement tout ce qui paralyse l'activité militante du prolétariat dans la lutte contre la contre-révolution.

Devant la menace croissante d'un coup d'État fasciste, la direction révolutionnaire des communistes se devait de :

a) Consolider chaque jour le front uni antifasciste de la classe ouvrière ;
b) Préparer soigneusement une grève générale pour sa mise en œuvre immédiate en réponse à la tentative de coup d'État fasciste ;
c) Préparer soigneusement tout ce que l'on pouvait afin d'armer les ouvriers pour le moment où la contre-révolution agirait ;

d) Mobiliser les meilleures forces du mouvement communiste mondial pour venir en aide au prolétariat allemand;
e) Mobiliser l'Armée rouge de l'URSS pour soutenir activement les actions antifascistes de la classe ouvrière d'Allemagne;
f) Déclarer ouvertement et courageusement à l'opinion publique prolétarienne en Allemagne que, dans sa lutte héroïque contre le fascisme, elle n'est pas seule, que le prolétariat de l'URSS l'aidera à écraser la contre-révolution en déployant toutes les ressources de son pays, y compris ses forces armées, qui attendent cette heure historique, mobilisées en état de totale préparation au combat; que le prolétariat russe remplira son devoir vis-à-vis de ses frères allemands avec la même détermination que les travailleurs allemands vis-à-vis de la Russie en 1918.

Ces obligations internationales, élémentaires pour des révolutionnaires, les dirigeants du KPD, du Komintern et tout le stalinisme international n'ont jamais essayé d'en préparer ni les conditions ni la réalisation. Ils ne les ont jamais remplies au moment le plus crucial et le plus critique de la situation, comme l'a indiqué en son temps l'opposition léniniste représentée par le camarade Trotsky.

De ce fait, le stalinisme international a préparé et rendu possible une gigantesque défaite mondiale du prolétariat. Il a ainsi parachevé sa trahison de la révolution mondiale. Il a ainsi rayé l'IC de la liste des facteurs révolutionnaires, après l'avoir transformée en un appendice, en une aile gauche de la social-démocratie.

Cette trahison capitale du stalinisme a porté un coup dévastateur au mouvement communiste mondial.

Mais la bureaucratie thermidorienne-bonapartiste n'a pas les moyens de porter un coup mortel au commu-

nisme. Et, régénéré sur de nouvelles bases en Allemagne, le mouvement communiste va bientôt se manifester en ouvrant à la classe ouvrière des voies nouvelles et plus larges. Ce que montreront clairement les batailles qui auront lieu contre le fascisme, et cela dans un avenir proche.

L'Allemagne de Weimar est morte. Ses bannières ne se lèveront plus au-dessus des mairies en Allemagne. Des évolutions vers la droite dans le rapport des forces de classe durant de nombreuses années, la montée du fascisme en trois ans, la faillite et la capitulation de la social-démocratie et de la direction de l'IC, tout cela a pris corps avec la contre-révolution victorieuse de mars.

Les bannières impériales et fascistes ne pourront être remplacées en Allemagne que par les drapeaux rouges de la révolution prolétarienne.

12– Au fil des ans, l'opposition léniniste a observé avec inquiétude comment se développaient les événements en Allemagne, expliquant constamment l'ampleur qu'ils prenaient et leur très grande importance historique. Elle a constamment et sans relâche signalé quel danger, pour l'ensemble du mouvement ouvrier mondial, mûrissait en Allemagne sous la forme du fascisme.

Aux pronostics mensongers du Komintern sur la montée révolutionnaire (1929) et sur l'imminence d'une situation révolutionnaire en Allemagne (1929-1932), l'opposition léniniste a opposé avec continuité ses avertissements sur ce qui mûrissait comme situation ouvertement contre-révolutionnaire, sur le danger que les tendances à se défendre ne se développent pas assez au sein du prolétariat, en raison principalement de ce que sa direction noyait sa vigilance sous un vacarme faussement révolutionnaire.

Aux affirmations trompeuses du Komintern selon lesquelles le fascisme est « *une radicalisation de gauche des masses* » et « *un marchepied vers le communisme* »,

l'opposition léniniste opposait une caractérisation du fascisme comme mouvement nationaliste et chauvin le plus à droite, directement dirigé par le capitalisme monopoliste.

Contre les déclarations désorientatrices du Komintern (1930-1932) qui prétendait que les fascistes ne pensaient à aucun coup d'État, que le coup d'État fasciste avait déjà eu lieu avec Brüning comme chancelier, que les fascistes s'enracinaient dans la république de Weimar, qu'on ne pouvait envisager une dictature du Parti national-socialiste en Allemagne que dans le cadre et sous la forme de la démocratie bourgeoise, l'opposition léniniste soulignait les différences entre le fascisme et la démocratie bourgeoise, l'importance de cette différence justement pour le prolétariat, le danger exceptionnel et toujours croissant précisément d'un coup d'État fasciste, le fait que le fascisme victorieux ne s'enracinerait pas dans la démocratie bourgeoise de Weimar, mais qu'il la démolirait, qu'il ferait sauter ses formes et son cadre, indépendamment du fait qu'il accède au pouvoir par la voie parlementaire ou pas.

À la tactique du Komintern d'un front uni avec les fascistes[39], l'opposition léniniste opposait la tactique d'un front unique contre les fascistes.

L'opposition léniniste opposait au slogan du Komintern «*faire feu principalement sur la social-démocratie*» son slogan «*ouvrons le feu principal sur les nationaux-socialistes, les fascistes*».

Au terme «social-fascistes» (que le Komintern répandit de juillet 1928 à février 1933), un terme qui désoriente les travailleurs dans leur lutte avec les fascistes, l'opposition léniniste opposait l'affirmation que la social-démocratie et le fascisme «*sont deux pôles du front bourgeois*» qui ne pourraient s'unir qu'au moment où la société bourgeoise se trouverait directement menacée par la révolution prolétarienne.

Au slogan du Komintern « front unique seulement par en bas », qui signifie en pratique rejeter tout front unique avec les travailleurs sociaux-démocrates, l'opposition léniniste opposait le slogan du front unique sur la base des décisions du 4e congrès du Komintern[40], et par le bas et par le haut, surtout dans la lutte contre le fascisme.

Pendant un certain nombre d'années, l'opposition léniniste exigea que, dans la lutte avec le fascisme allemand, l'on prépare et applique la tactique léniniste de l'époque du combat contre Kornilov[41]. En réponse à cela, tout le mouvement stalinien international accusa l'Opposition et le camarade Trotsky de s'efforcer de réaliser un *« front unique avec Brüning »*, *« un front unique de Thälmann[42] à Brüning »*, *« un front unique avec les prêtres catholiques »*, avec le *« pape »*, et il nous accusa d'en tenir pour la théorie social-démocrate du *« moindre mal »*.

Les bolcheviks-léninistes défendaient la nécessité d'appliquer la tactique du front unique selon les principes fondamentaux du 4e congrès, et par le haut et par le bas. En réponse, le stalinisme calomniait, faisant comme si nous voulions un front uni seulement par en haut, c'est-à-dire avec les seuls dirigeants sociaux-démocrates, mais sans les masses.

À partir de 1930, les bolcheviks-léninistes ont exigé que l'on prenne toutes les mesures voulues pour préparer une grève générale et l'armement des ouvriers sociaux-démocrates et communistes sous le mot d'ordre du front uni. Pour repousser ces mots d'ordre, le stalinisme y allait de ses calomnies, prétendant que nous semions l'illusion que Brüning allait armer les ouvriers.

À la veille de la dernière élection présidentielle, les bolcheviks-léninistes ont indiqué que Hindenburg pouvait facilement passer dans le camp fasciste et que, par conséquent, mettre en avant un candidat ouvrier antifasciste à la présidence était l'objectif du front unique que le Parti communiste imposerait à la social-démocratie.

Avec toute leur tactique, les dirigeants du parti ont, eux, contrecarré cette tâche et assuré ainsi la victoire de Hindenburg, y compris avec les voix de millions d'électeurs communistes.

À partir de l'automne 1932, les bolcheviks-léninistes ont actionné sans se lasser le signal d'alarme devant le danger qu'un coup d'État fasciste, qui réunirait toutes les forces de la réaction, devienne non seulement une question pratiquement d'actualité, mais qu'il s'agisse d'une affaire de semaines ou tout au plus de quelques mois. Autrement dit, on pouvait et devait s'attendre maintenant chaque jour, à toute heure, à un coup d'État fasciste extraparlementaire ou parlementaire. Même ici, à plusieurs milliers de verstes[43] de distance, on sentait avec une indubitable netteté que l'Allemagne allait à toute vitesse de la crise politique au coup d'État contre-révolutionnaire. Or c'est précisément à ce moment-là que le stalinisme international cria, plus fort que jamais, qu'en Allemagne mûrissait... une crise révolutionnaire. Cette clique se couvrit d'une honte en vérité impérissable avec l'éditorial même de la *Pravda* du 30 janvier 1933[44]. Au moment précis où le chancelier du Reich de la contre-révolution arrivait enfin au pouvoir, cette gazette d'une bureaucratie stupide marmonna comme d'habitude :

« *La dictature fasciste en Allemagne est dans une impasse. Elle piétine, n'étant pas en situation de renforcer sa position.* »

Trotsky avait prévenu qu'en cas d'arrivée au pouvoir Hitler multiplierait ses forces de beaucoup ; qu'au lendemain de sa victoire le char fasciste passerait sur les crânes et les colonnes vertébrales des prolétaires allemands ; que cela obligeait l'URSS à mettre en mouvement l'Armée rouge afin d'aider une classe ouvrière allemande se levant pour combattre le fascisme qui venait de prendre le pouvoir (et la certitude de cette assistance l'aurait fait se dresser sans délai et de façon spontanée !). En réponse

à cela, le 12e plénum du comité exécutif du Komintern[45] avait déclaré par la voix aussi bien de Thälmann que de Manouïlski[46]: « *Trotsky veut provoquer une guerre entre l'URSS et l'Allemagne.* »[47]

C'est ainsi que la plus grande trahison de la révolution mondiale a été préparée, par la cécité et l'opportunisme, la trahison et la calomnie.

13 – La facilité avec laquelle la contre-révolution a accompli son coup d'État, la bureaucratie de l'IC l'expliquera, demain bien sûr, par la « passivité » du prolétariat « qui n'a pas voulu accepter » le combat, et non par le fait que ni le Komintern ni la direction du KPD (sans même parler de la IIe Internationale et du SPD) n'ont aucunement préparé le prolétariat à résister, n'ont pas opposé de résistance au coup d'État et n'ont pas appelé la classe ouvrière à le faire. À quoi sert d'entraîner la social-démocratie dans la lutte quand, à l'image de l'attitude de la social-démocratie, on ne se bat pas soi-même et qu'on ne se prépare pas à lutter ?

Durant des années, plusieurs millions d'ouvriers allemands se disaient sans doute : si le Parti communiste appelle déjà sans cesse à la grève générale et aux barricades, alors qu'il n'y a pas de situation révolutionnaire et qu'à la tête du gouvernement il y a Müller[48] et Brüning, combien sera grande sa résistance, n'en doutons pas, quand les Hitler, les Göring[49] et les Frick[50] s'aviseront de vouloir prendre le pouvoir ?

Le bavardage révolutionnaire du Komintern cachait son véritable visage aux ouvriers, à un point tel qu'il est douteux que beaucoup parmi les communistes auraient osé exprimer à haute voix leur crainte qu'au moment précis où débuterait le coup d'État fasciste la masse des six millions de communistes en resterait un témoin passif. Mais c'est ce qui est arrivé. La direction de l'Internationale communiste a capitulé devant le fascisme, ayant ainsi paralysé toute résistance de la classe ouvrière.

Cette félonie du stalinisme international a porté un coup ravageur aux idées du communisme et à la confiance dans les communistes. Surpassant le purcellisme[51], le kuomintanguisme[52] et l'année 1923[53], cette trahison de la révolution internationale entrera dans l'histoire à côté de la date du 4 août 1914[54].

14 – Même nous, bolcheviks-léninistes de Russie, avons sous-estimé toute la profondeur de la dégénérescence de la direction du Komintern et des partis communistes des principaux pays capitalistes.

La stérilisation de ce qu'il y a de révolutionnaire dans les partis communistes a résulté, d'une part, de leur soumission à ce dont avait besoin, à l'intérieur, une bureaucratie russe dégénérée ; d'autre part, de leur adaptation au régime et au cadre de la légalité démocratique bourgeoise dans une période de stabilisation du capitalisme ; et, en troisième lieu, des pressions de leurs propres appareils, avec leur inertie, avec leurs milliers de postes et de bonnes petites places bien payés et respectables de membres du Reichstag, des parlements régionaux, des municipalités et des communautés locales, de rédacteurs de la presse du parti, de propagandistes, de secrétaires, etc., etc.

Toutes ces causes d'ossification, de bureaucratisation et de dégénérescence, sur lesquelles l'opposition léniniste n'a cessé d'alerter, ont agi peu à peu, sans que les masses s'en rendent vraiment compte. Et ce qui a marqué le passage d'une évolution quantitative à un changement qualitatif en ce domaine, cela aura été seulement les événements de 1933 en Allemagne, au cours desquels tout cela a percé au grand jour de façon catastrophique, et pas aussi soudaine que l'on pourrait le croire.

15 – La bureaucratie stalinienne a fait des avances à Hitler pendant trois ans, le considérant comme le futur maître de l'Allemagne. Par toutes ses actions et celles du

Komintern, elle l'a aidé à aller au pouvoir. Elle a mis le pied de Hitler à l'étrier, comme elle l'avait fait autrefois pour Tchang Kaï-chek.

Dans la période qui va de 1929 à 1932, avant que les radicaux parviennent au gouvernement en France, l'aile gauche du « bloc national », ce véritable centre dirigeant de la bourgeoisie française et organe politique du Comité des forges[55], se trouvait au pouvoir. Les relations entre la France et l'URSS étaient alors très tendues. Le point culminant de cette tension fut le procès du « parti industriel »[56] et celui du « bureau fédéral du Parti ouvrier social-démocrate de Russie »[57]. C'est précisément à cette époque que le fascisme allemand, qui était devenu un important facteur politique, commença à proférer des menaces particulièrement furieuses à l'adresse de la France, tout en faisant des avances à l'URSS. Hitler répétait, en l'élargissant, la manœuvre de Tchang Kaï-chek.

La bureaucratie stalinienne prit au sérieux cette posture de Hitler, qui ne visait qu'à tromper. C'est pour cela qu'elle a soigneusement passé sous silence l'importance de son arrivée au pouvoir avant comme après le 30 janvier[58]. Et voilà aussi pourquoi ce n'est qu'après que Hitler eut abattu ses véritables cartes en matière de politique étrangère, révélant « de manière inattendue » qu'elle coïncidait du tout au tout avec les projets qui ont fait sensation de G. Hervé[59] (conversation de Göring avec François-Poncet[60], rencontres de Rosenberg[61], discours de Hitler lui-même), que la direction stalinienne, paniquée, a opéré un tournant marqué par deux actes honteux venant d'elle : l'URSS se charge de garantir le traité de Versailles, dont elle assume les obligations, et l'Internationale communiste acte, par le manifeste de son comité exécutif du 5 mars 1933, sa capitulation sans condition devant la IIe Internationale.

Il ne sert à rien d'en appeler aux sentiments nationaux de Hitler. Pas plus que de se référer (*Izvestia*[62] du 4 mars

1933[63]) au fait que même le journal conservateur anglais *Morning Post* a compris que la bureaucratie a fait de l'IC et de ses sections un facteur de stabilisation du capitalisme. Le fascisme est l'ennemi implacable de l'URSS, eh bien, la bureaucratie se précipite ouvertement dans les bras de l'impérialisme français et de la IIe Internationale.

Après avoir refusé durant trois ans d'organiser un front unique pour combattre le fascisme, la direction du Komintern a, avec son manifeste, transformé la tactique de front unique en une capitulation en rase campagne devant la social-démocratie. Ce faisant, c'est en se cachant derrière des traîtres que la bureaucratie cherche son salut contre une intervention militaire.

La « non-agression » mutuelle est une amnistie mutuelle. Le Komintern s'oblige à ne pas dénoncer la trahison de la social-démocratie ; en échange de cela, l'Internationale socialiste tait la même trahison des dirigeants de l'Internationale communiste.

Voilà le sens du manifeste du comité exécutif de l'IC du 5 mars[64].

16– La victoire du fascisme donne-t-elle un répit supplémentaire au capitalisme ? Bien que notre époque soit et reste celle des révolutions prolétariennes, bien que la victoire du fascisme exacerbe à l'extrême les contradictions de classes et interétatiques, la victoire de Hitler n'en renforce pas moins temporairement la domination politique de la bourgeoisie, repoussant quelque peu les dates de la révolution prolétarienne. C'est en cela que réside le sens principal de la défaite du prolétariat allemand.

Bien sûr, il n'est pas nécessaire de parler de « décennies ». Les idéologues du fascisme peuvent en rêver. Mais si, comme l'écrivait Lénine, la victoire des gardes blancs en Russie aurait signifié trente à quarante ans de déchaînement de terreur blanche, on ne peut en dire autant à propos de l'Allemagne[65].

La Russie est un pays paysan. Les ouvriers y constituent une infime minorité de la population et, pour une fraction importante d'entre eux, ils n'ont pas encore rompu leurs liens avec le village. Les choses se présentent d'une autre façon en Allemagne. La classe ouvrière allemande représente la moitié du pays. Nous vivons à une époque de guerres et de révolutions, où l'expérience politique des masses croît rapidement, où tous les processus de la vie sociale avancent à pas de géant, où les classes ne peuvent se trouver longtemps dans un état de confusion et de passivité, aussi cruelles qu'aient été les défaites subies. Cela ne laisse pas de place aux rêves capitalistes de décennies de répit pour l'Allemagne.

Tabler sur le fait que les vainqueurs tiendront un mois ou deux et se battront entre eux, frayant ainsi la voie aux communistes, c'est bien sûr faire complètement fausse route. Il faut voir que, ne nous trouvant pas dans une période révolutionnaire, à quelque degré que le fascisme accentue toutes les contradictions, le prolétariat aura beaucoup plus de mal à le renverser que le régime de Weimar (toutes autres conditions restant égales). Même si l'Allemagne devait garder sur elle les chaînes de Versailles, la répression sans merci de la classe ouvrière ferait gagner une pause, un répit, à son capitalisme.

Les contradictions internes et externes pousseront les gouvernements de l'Allemagne fasciste sur la voie de l'agression extérieure et, d'un point de vue historique, contre l'URSS, car il n'y a pas et ne peut y avoir d'autre moyen de consolider durablement la contre-révolution que par la guerre et via les guerres.

Mais la guerre est grosse d'énormes explosions révolutionnaires !

Bien entendu, la perspective d'une guerre de l'Allemagne contre l'URSS ne doit pas s'entendre comme une perspective pour les mois qui viennent, mais de façon plus vraisemblable pour les toutes prochaines années. En

revanche, le coup d'État fasciste nous rapproche à pas de géant d'une guerre nippo-soviétique.

La terreur contre les travailleurs et la tentative fasciste de remanier de fond en comble toutes les organisations du prolétariat vont, bien sûr, précéder la guerre.

Le slogan des chômeurs italiens « *Du pain et la guerre* » est un indicateur des plus alarmants quant à la situation, et pas seulement en Italie.

La contre-révolution ayant étranglé les organisations ouvrières en Allemagne, la question se pose, de ce fait, non seulement d'un répit pour le capitalisme, mais aussi de savoir ce qui a changé dans les voies que peut le plus probablement emprunter la révolution mondiale pour aller vers la prise du pouvoir : le prolétariat allemand peut céder sa première place au prolétariat français ou anglais.

17 – Comment, hors d'Allemagne, y a-t-il le plus de chances que se réorganisent les forces résultant du coup d'État fasciste ?

Tout d'abord, on aura une consolidation du fascisme italien et un affaiblissement de toutes les forces de classe qui le combattent.

Avec sa population de 7 à 8 millions d'Allemands, l'Autriche est aussi une unité que l'on ne saurait détacher économiquement de l'Allemagne. Bien qu'elle soit plus dépendante de la France et de la Société des nations que ne l'est l'Allemagne, sa fascisation se trouve presque déjà inscrite dans le coup d'État en Allemagne. En France, la réorganisation politique dans le camp de la bourgeoisie s'effectuera à droite et l'arrivée au pouvoir du bloc national ne devrait guère tarder. Il est vrai que les regroupements radicaux pacifistes, actuellement au pouvoir, ont grandement accru leur autorité du fait de leurs succès en politique étrangère, avec la transformation de l'URSS en garant du traité de Versailles. Ils ont aussi été renforcés par l'entrée déclarée du Parti communiste français

dans le chenal du pacifisme bourgeois. Néanmoins, les maîtres de la France ne sont pas ces petits groupes petits-bourgeois, mais les forces de la réaction se tenant encore dans l'ombre et qui voient l'écrasement de l'URSS par les forces du bloc franco-allemand comme leur tâche historique (ou stratégique).

La France n'a rien à gagner à une nouvelle guerre franco-allemande. Le maintien du traité de Versailles la place désormais sous la menace d'une attaque venant de l'est. La crise ébranle son économie. La question des nouveaux marchés, comme celle des zones d'influence, devient de plus en plus pressante pour elle. Il est naturel de ce fait que les pensées et les regards des réactions française et allemande se dirigent vers l'est proche, vers l'URSS. Tant que la base de la dictature prolétarienne créée par la révolution d'Octobre ne sera pas détruite, c'est-à-dire tant que les rapports de propriété bourgeois ne seront pas restaurés, l'URSS se dressera devant le capitalisme mondial comme une force socialement hostile.

Jusqu'alors, la bourgeoisie ne pouvait se décider à la guerre de peur que celle-ci enflamme la révolution mondiale. Mais la situation politique au sein de l'URSS et de l'Allemagne alimente ses espoirs en l'issue heureuse d'une telle guerre pour le capitalisme.

Bien sûr, le prolétariat peut rapidement faire que la bourgeoisie voie ses espérances déçues. Et, dans certaines conditions, la guerre peut même donner l'impulsion à une renaissance de la dictature du prolétariat en URSS. Dans ce cas, la guerre des impérialistes contre l'URSS constituerait le prologue de la plus grande tempête révolutionnaire mondiale et de l'effondrement du capitalisme européen.

Le plus probable est que le coup d'État en Allemagne n'exacerbe les relations franco-allemandes que pour une courte période. En revanche, il aggravera fortement les relations germano-soviétiques, et pour longtemps,

probablement jusqu'à ce qu'elles explosent, c'est-à-dire comme si les contradictions de l'ensemble du monde capitaliste se concentraient sur le seul pays qui n'en fait pas directement et concrètement partie, et où ce qu'il reste de l'héritage de la révolution d'Octobre le dresse en ennemi du système capitaliste.

Le coup d'État fasciste, ce n'est pas seulement la perspective d'un bloc franco-allemand contre l'URSS, mais celle aussi, toute proche, d'un bloc de l'Allemagne avec l'Italie, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie. La Turquie peut facilement s'y joindre. La proximité de la guerre et la promesse de lui céder Batoum[66] et une partie des terres soviétiques riveraines de la mer Noire briseront les liens entre la Turquie et l'URSS.[67]

Ce sont les États-Unis, l'ennemi le plus puissant, le plus irréconciliable et le plus fondamental de l'URSS, qui financeront la guerre contre elle. L'Angleterre et la France y apporteront leur contribution.

Un bloc de l'URSS avec la France contre l'Allemagne, qui s'inscrirait dans le long terme au regard de l'histoire, est chose peu probable. Mais il recèle lui aussi de grands dangers pour l'évolution intérieure de l'URSS.

La bureaucratie a déjà franchi les premiers pas vers sa mise en place. Une déclaration de Litvinov[68] sur l'accord de l'URSS pour garantir la sécurité du traité de Versailles (ce n'est pas la France mais l'Allemagne qui a libéré la Russie du traité de Brest-Litovsk[69]) constitue un pas important pour transformer l'URSS en un vassal armé de la France, ce gendarme de l'Europe, selon l'expression d'un super-patriote français, Gustave Hervé. Désormais, l'URSS défend les frontières orientales de la France impérialiste et les frontières occidentales de la Pologne semi-fasciste !

L'étreinte de fer de l'impérialisme français ami étouffera ce qui reste de la révolution d'Octobre. La bureaucratie, qui fait passer sa propre conservation comme

étant celle de la révolution, sacrifiera maintenant encore plus vite cette dernière au nom de la première, en abandonnant par bouts même son monopole du commerce extérieur, en contrepartie de la garantie de l'inviolabilité des frontières occidentales de l'URSS. Bien sûr, l'intégration définitive de l'URSS dans le système capitaliste présuppose qu'on ait d'abord liquidé les vestiges du système né d'Octobre, ce qui ne pourrait s'accomplir sans des séismes internes et sans une défaite finale du prolétariat soviétique. Mais le renforcement généralisé de la réaction mondiale, qui découle de la victoire du fascisme allemand, facilite grandement tout cela.

Le coup d'État fasciste ravivera les espoirs et l'activisme de tous les éléments contre-révolutionnaires en URSS. Les éléments bonapartistes et thermidoriens de l'appareil d'État, de l'appareil du parti, de l'Armée rouge, de l'intelligentsia technique[70] et de toute autre sorte d'intelligentsia, des *koulaks* et des *nepmen*[71], des larges couches de la paysannerie que la politique aventuriste du stalinisme[72] a rejetées dans le camp de la contre-révolution, tous ces éléments se trouveront politiquement mis en mouvement par la victoire de la contre-révolution en Allemagne. Dans ces conditions, le danger d'un coup d'État bonapartiste devient particulièrement menaçant.

18 – Par ses trahisons en chaîne, le stalinisme a affaibli et désorganisé le prolétariat mondial, dont le soutien a préservé jusqu'à maintenant les vestiges du système d'Octobre. Depuis des années, le stalinisme prétend que l'abandon de l'orientation vers la révolution internationale, l'étouffement du Komintern, la paralysie de la propagande et des actions révolutionnaires des partis communistes des pays capitalistes les plus forts et de ceux des colonies, la lutte sans merci contre l'opposition léniniste et le camarade Trotsky seraient le prix à payer pour que se renforce l'État soviétique; ce faisant, le stalinisme ne vise en réalité qu'à se protéger lui-même et à s'élever au-

dessus prolétariat. De là, le silence du Komintern sur les événements de 1930 en Inde[73], sur les grèves dans la flotte anglaise[74], de là l'interdiction faite aux ouvriers russes de réagir à ces événements et même à la terreur fasciste en Allemagne. (Mais combien d'assemblées les fonctionnaires vendus[75] ont-ils organisées pour passer au crible le « cas » du camarade Trotsky !)

Plus se dresse la vague de réaction mondiale, plus s'accélère le processus de dérive et de dégénérescence de la bureaucratie. Elle ne combat pas la réaction, elle la renforce elle-même en jetant par-dessus bord les conquêtes et traditions d'Octobre, afin d'acheter à l'URSS une existence SANS CONFLIT dans un environnement capitaliste.

Le salut de l'URSS, la bureaucratie le voit non pas dans la révolution mondiale, mais dans son rejet, sous prétexte de construire une société socialiste dans un seul et unique pays et avec les seules forces de ce pays.

Mais, en trahissant les intérêts du prolétariat mondial au nom du prétendu intérêt de son propre prolétariat, celui de l'URSS, la bureaucratie n'obtient en échange que de lamentables chiffons de papier portant l'inscription « pacte de non-agression ».

Au lieu de renforcer l'État soviétique, elle ne fait que faciliter sa défaite, car elle détruit les seules bases sociales internationales sur lesquelles peut tenir le régime de la dictature du prolétariat en URSS.

En renonçant à la révolution permanente internationale, elle alimente la contre-révolution.

La bureaucratie soviétique a sans cesse frayé la voie à la réaction mondiale pour qu'elle écrase le mouvement communiste.

L'URSS se détache du prolétariat mondial, comme ce dernier se détache du prolétariat de l'URSS.

La contre-révolution allemande inonde l'Europe d'une vague de réaction noire. Le fascisme et le semi-

fascisme mondial organisent l'aide de l'État aux fascistes autrichiens et allemands. Seul le prolétariat de ces pays se trouve abandonné à son propre sort. Le Komintern n'a même pas essayé de le faire se regrouper ni de l'appeler à riposter à la réaction, comme il n'a pas tenté de mobiliser à sa rescousse tous les moyens du mouvement communiste mondial et les moyens étatiques du prolétariat de l'URSS ; tout comme celle-ci s'était retrouvée coupée du prolétariat allemand par le blocus que lui imposa Guillaume II jusqu'à la révolution du 9 novembre.

L'appel des « partis communistes frères » à casser les vitres des ambassades allemandes à Barcelone et ailleurs (mais pas à Moscou, bien entendu) n'est que le travestissement « révolutionnaire » d'une trahison consommée. Cela s'accompagne du fait que le stalinisme passe totalement sous silence la signification mondiale et historique du coup d'État en cours. En URSS, pas un seul meeting, pas une seule résolution des ouvriers sur le coup d'État fasciste en Allemagne !

Le coup d'État contre-révolutionnaire en Allemagne porte un coup dur au prolétariat de l'URSS, car il renforce son isolement vis-à-vis de l'extérieur, par rapport au prolétariat d'autres pays.

Si la révolution en Allemagne aurait donné une puissante impulsion au mouvement révolutionnaire en URSS, en revanche la contre-révolution en Allemagne représente un danger d'autant plus fort qu'elle ravive les éléments contre-révolutionnaires dans notre pays, en renforçant le regroupement des forces de classes à droite, ce qui peut y rendre beaucoup plus difficile le rétablissement de la dictature du prolétariat et de son parti, et rapprocher le danger d'un coup d'État bonapartiste mené à terme.

La victoire du fascisme allemand signifie que, sur la route de la révolution victorieuse, le prolétariat du monde

entier devra surmonter une vague nouvelle, énorme, de réaction mondiale.

19 – La victoire du fascisme allemand non seulement ne signifie pas une stabilisation du capitalisme, mais elle porte au contraire toutes ses contradictions à un nouveau niveau, plus élevé. Il n'y a que dans l'écrasement de l'Union soviétique qu'il trouverait à asseoir son équilibre sur un socle nouveau pour plusieurs années. Le répit que le capitalisme allemand s'achète en établissant un régime fasciste ne fait que repousser le terme de son agonie. À l'ordre du jour immédiat figurent de nouvelles guerres en Europe et en Asie, de nouveaux bouleversements sociaux gigantesques.

L'Allemagne de Weimar est tombée sans trouver dans son camp un seul défenseur prêt à se sacrifier pour elle. Mais, avec la république de Weimar, ce qu'on enterre, ce sont non seulement les illusions réformistes des masses, mais également les acquis bien réels de plusieurs générations ouvrières.

La contre-révolution renforce fiévreusement ses positions en nettoyant les landtags, les municipalités, les communautés locales, les comités d'entreprise, les organisations culturelles et éducatives du pays des cadavres politiques de la démocratie bourgeoise pourrie et impuissante et des membres du Parti communiste.

La contre-révolution a pu s'emparer sans combat de positions dominant la scène politique en raison de la capitulation des dirigeants de la classe ouvrière. Mais la résistance SPONTANÉE des masses reste entièrement à venir. Les futures batailles entre le prolétariat et le fascisme s'engageront lorsque ce dernier se lancera dans une vaste attaque frontale contre les acquis sociaux et économiques de la classe ouvrière. C'est précisément à ces batailles que les bolcheviks-léninistes d'Allemagne doivent maintenant mettre tout leur soin à préparer le prolétariat. Une forte RÉSISTANCE au fascisme sur cette

ligne peut, dans des conditions favorables, se transformer en point de départ de luttes offensives du prolétariat contre le fascisme dans son ensemble, et ensuite, aussi, contre tout le régime capitaliste de l'Allemagne.

Appeler aujourd'hui les travailleurs allemands à une grève générale immédiate serait absurde et criminel. Ce serait faire preuve d'un ultragauchisme de la pire espèce. Proclamée aujourd'hui, une telle grève serait vouée à une défaite totale et sans condition. LA GRÈVE, IL FALLAIT ET ON POUVAIT LA FAIRE LE JOUR OÙ LE CHANCELIER DU REICH NOIR ARRIVAIT AU POUVOIR, le 30 janvier. Le prolétariat avait alors de bonnes chances de l'emporter. Si le prolétariat avait répondu ce jour-là par la lutte, Hitler n'aurait pas recueilli 17 millions de voix le 5 mars, au contraire, beaucoup d'hésitants de son camp l'auraient quitté. Transformée dans la foulée en guerre civile, cette lutte aurait ouvert alors des perspectives révolutionnaires colossales. Mais le camp stalinien et les sociaux-démocrates ne préparaient pas le prolétariat à cette lutte. Le Komintern ne proposa même pas aux sociaux-démocrates de réagir sur-le-champ à la nomination de Hitler par une grève générale. C'est là qu'on a LAISSÉ ÉCHAPPER le moment où il aurait été possible de mener une grève VICTORIEUSE contre les fascistes. Cela aurait permis de devancer le gigantesque renforcement par à-coups de la contre-révolution (17 millions de voix pour les nationaux-socialistes le 5 mars) et la réalisation du coup d'État.

20 – L'erreur commise par le comité central du Parti communiste bulgare en 1923 (sa « *neutralité* » devant le coup d'État de Tsankov[76]) fut alors caractérisée avec justesse par le Komintern comme une erreur de caractère social-démocrate. Le camarade Trotsky évalua de la même façon la conduite du comité central du Parti communiste polonais lors du coup d'État de Pilsudski[77] (à l'initiative de Warski[78], le comité central du Parti com-

muniste de Pologne a presque soutenu ce coup d'État[79]). La tactique du comité central du KPD en 1933 a été mise en œuvre en pleine conformité avec les directives du Komintern, qui n'ont pas été discutées, et non en contradiction avec ses directives, comme cela fut le cas en 1923 en Bulgarie. Que cette tactique ait coïncidé avec celle de la social-démocratie allemande ne doit rien au hasard.

Le coup d'État fasciste a arraché, une fois pour toutes, le masque ultragauche du visage de la direction. Dès lors, tout le monde verra clairement que tout ce tapage ultragauche, qui a commencé à la fin de 1927 (Canton)[80], en passant par les barricades, les manifestations sans fin des « journées rouges » et en se poursuivant dans les affrontements de rue en Allemagne, avait pour but d'empêcher les masses de voir la dégénérescence de la direction sociale-démocrate, de les détourner de l'Opposition de gauche, d'affaiblir et de paralyser le travail de l'opposition léniniste et du camarade Trotsky qui s'attachaient à démasquer la direction et à créer la fraction internationale des véritables communistes léninistes. Avec ces aventures ultragauches, qui ne menaçaient nullement la bourgeoisie dans son ensemble, la direction masquait les limites des actions des partis communistes, et par conséquent des masses qui les suivaient encore, ainsi que leur adaptation au cadre et aux formes des régimes des plus grands pays capitalistes. Ayant ainsi transformé les partis communistes en paratonnerres – qui attirent à eux les décharges électriques du mécontentement des masses face au capitalisme et orientent ce mécontentement sur des lignes ultragauches, révolutionnaires en apparence, mais ne menaçant pas les fondements du capitalisme – la direction détournait de cette façon les masses des voies de l'opposition léniniste.

Cette politique a renforcé les relations amicales de la bureaucratie avec les puissances impérialistes, qui trouvaient des plus utiles un paratonnerre social de ce genre,

fardé aux couleurs de la révolution d'Octobre, pour remplacer une social-démocratie compromise.

Les derniers événements en Allemagne apportent la preuve de cette cruelle vérité aux yeux du monde entier.

21 – Le réformisme s'est épanoui sur la base de la démocratie bourgeoise. La crise de cette dernière a été une crise de la social-démocratie. Elle s'est particulièrement manifestée en Allemagne, où les sociaux-démocrates n'ont cessé de perdre des partisans année après année. La faillite de la démocratie bourgeoise est la fin du réformisme. Fascisme ou communisme – c'est ainsi que l'histoire pose la question. La classe ouvrière, qui s'opposera bientôt au fascisme allemand, ne le fera que sous la forme du communisme.

Le Komintern de Lénine, liquidé par les staliniens qui l'ont transformé en un appendice opportuniste du commissariat du peuple aux Affaires étrangères, va commencer à se défaire au gré des divisions et des scissions dans ses sections les plus fortes. Ce n'est pas l'actuel Komintern qui s'opposera au fascisme, mais un Komintern régénéré, sur une base plus élevée par une cristallisation, autour de la gauche communiste internationale et de Léon Trotsky, des meilleurs éléments des partis officiels actuels et des prolétaires révolutionnaires sans parti, des travailleurs syndiqués et sociaux-démocrates qu'ils auront gagnés dans la lutte sous les mots d'ordre du front unique ouvrier.

L'effondrement des partis communistes officiels est désormais inéluctable, non pas à cause de la terreur hitlérienne, mais à cause de la trahison décisive du stalinisme. Hitler libérera le mouvement communiste de ses éléments qui en profitent et qui le parasitent. La trahison du stalinisme fera affluer vers les rangs de l'Opposition de gauche mondiale tout ce qu'il y a de ferme et de dévoué au communisme.

Il est désormais indubitable que l'Opposition de gauche internationale va croître et se renforcer en tant qu'axe autour duquel se cristallisera non seulement le communisme, mais la classe ouvrière dans son ensemble.

Le 4 août[81], l'Internationale communiste est née. 1933 sera un puissant prologue de sa renaissance. Les bolcheviks-léninistes d'Allemagne se doivent de prendre l'initiative des luttes immédiates de la classe ouvrière sous toutes leurs formes. En utilisant ce qui reste de légalité et en respectant la plus stricte clandestinité, ils doivent la mobiliser sous les mots d'ordre de front unique pour lutter contre le fascisme, afin de pouvoir transformer le plus rapidement possible les luttes partielles du prolétariat en une grève générale, universelle, et en une guerre civile.

22 – Le fascisme se renforce au pouvoir et devient de plus en plus fort d'heure en heure. La terreur des gardes blancs a déjà commencé. On applique la peine de mort, et de façon officielle. La capitulation de ses chefs ne sauvera pas le prolétariat de la terreur, mais rendra seulement plus facile la tâche du fascisme.

Tant que le fascisme n'a pas encore triomphé en Autriche;

tant que les réactionnaires ne sont pas parvenus au pouvoir en France;

tant que le fascisme ne s'est pas consolidé définitivement en Allemagne;

tant que ne sont pas achevés les processus en cours en URSS;

tant que le prolétariat allemand n'est pas écrasé,

la possibilité d'en finir avec le fascisme allemand n'est pas perdue, même à l'étape actuelle.

Mais il ne subsiste qu'une voie pour y parvenir: celle du courage et de la détermination révolutionnaires sans réserve, la voie de l'aide au soulèvement du prolétariat

allemand, avec les baïonnettes de l'Armée rouge et par la mobilisation de toutes les forces du communisme international.

Mais ce n'est pas la voie de la bureaucratie, pour laquelle l'armée et les partis communistes internationaux sont un moyen d'affermir le pouvoir qu'elle a usurpé au prolétariat: c'est la voie de la classe ouvrière elle-même.

Seule la renaissance de la dictature du prolétariat et du parti pourrait donner réalité à cette voie.

23 – Le fascisme est un méandre de l'histoire, une anicroche historique dans la progression générale de la lutte de classe et de la révolution prolétarienne mondiale. Mais notre tâche n'est pas de rassurer les masses, de semer des illusions optimistes. Ne pas endormir, mais pointer le danger, sonner l'alarme, mobiliser pour la lutte, voilà notre tâche, voilà comment Lénine et Trotsky agissaient aux moments les plus dramatiques de notre révolution.

Plus grand est le danger, plus fort nous devons tirer le signal d'alarme.

Des milliers de communistes allemands remplissent les prisons fascistes. Des milliers d'ouvriers révolutionnaires ont déjà été tués et remplacés par des fascistes. Le bras mortel du fascisme se dresse au-dessus de la tête de milliers de communistes.

Ces circonstances tragiques ne doivent en aucun cas nous inciter à passer sous silence la vérité sur les événements et le rôle qu'y ont joué les sociaux-démocrates et la direction communiste.

Ceux des communistes qui réfléchiront, ne serait-ce qu'en prison, aux raisons qui ont conduit les membres du Parti communiste à être fusillés et à être incarcérés, et non à la prise du pouvoir par le prolétariat sous la direction du Parti communiste; ces communistes, toujours en prison, serreront les rangs autour de nos idées et de nos mots d'ordre.

La révolution mondiale entre dans l'une de ses étapes les plus dramatiques. Expliquer cela aux ouvriers du monde entier, mobiliser les ouvriers, parvenir à ce que la classe ouvrière comprenne les raisons qui ont conduit à ce stade, pour qu'elle comprenne que sous le régime stalinien il ne peut y avoir de victoire du prolétariat, pas seulement chez nous, mais qu'en Europe aussi cela la rend plus difficile, que, pour surmonter la vague gigantesque de la réaction mondiale, l'une des barrières décisives que la classe ouvrière doit abattre est le stalinisme international – voilà notre première tâche.

Et nous avons l'obligation de l'accomplir de toutes les manières possibles dont nous disposons, sous toutes les formes à notre disposition.

1er avril 1933

Liste des camarades qui ont signé les thèses *Le coup d'État fasciste en Allemagne* [82]:

Dingelstedt F.[83]; Kariakine M.[84]; Papirmeister P.[85]; Chinberg B.[86]; Novikov P.; Abramski A.[87]; Portnoï M.[88]; Bodrov M.[89]; Papirmeister A.[90]; Feldman; Nevelson M.[91]; Kessel[92]; Borzenko; Bloch; Kouguélev[93]; Kojévnikov N.; Zaraïkine[94]; Papirmeister S.[95]; Èltsine V.B.[96].

Se sont joints par la suite:

Danilovitch L.; Khougaïev K.; Brontman[97]; Vachakidzé[98]; Goguélachvili; Topouria[99]; Efrémov; Chpitalnik[100]; Sassorov; Kholmenkine; Chvyrkhov[101].

Annexe 1

Aux ouvriers de tous les pays

Cet *Appel du comité exécutif de l'Internationale communiste* date au plus tard du 3 mars 1933 et a été publié le 5 mars de la même année.

La crise continue de se développer et de s'approfondir. Le chômage ne cesse de grandir. La famine et la pauvreté gagnent de nouvelles couches d'ouvriers. L'offensive du capital s'accentue. La bourgeoisie se met en campagne contre toutes les conquêtes politiques et économiques de la classe ouvrière. La réaction fasciste s'empare d'un pays après l'autre. L'instauration d'une dictature fasciste ouverte en Allemagne a posé la question pressante à des millions d'ouvriers de tous les pays sur la nécessité d'un front unique de lutte contre l'offensive fasciste de la bourgeoisie et, avant tout, de la bourgeoisie germanique qui dépossède, pas à pas, toutes les conquêtes économiques et politiques de la classe ouvrière, tentant d'étouffer le mouvement ouvrier avec les méthodes d'une terreur implacable.

Le principal obstacle sur la voie de la formation d'un front unique de lutte des ouvriers communistes et sociaux-démocrates était et est la politique de coopération avec la bourgeoisie menée par les partis sociaux-démocrates, qui ont placé maintenant le prolétariat international sous les coups de l'ennemi de classe. Cette politique de coopération avec la bourgeoisie, connue sous le nom de politique prétendue du « moindre mal », a conduit en pratique au triomphe de la réaction fasciste en Allemagne.

L'Internationale communiste et les partis communistes de tous les pays ont déclaré plus d'une fois leur volonté de mener une lutte commune avec les ouvriers sociaux-démocrates contre l'offensive du capital, la réaction politique et la menace de la guerre. Les partis communistes ont été les organisateurs de la lutte commune des ouvriers communistes, sociaux-démocrates et sans parti, contrairement aux dirigeants des partis sociaux-démocrates, qui faisaient avorter systématiquement le front unique des masses ouvrières. Le Parti communiste allemand s'est adressé encore le 20 juillet de l'année passée, après que le gouvernement social-démocrate de Prusse avait été chassé, au Parti social-démocrate d'Allemagne et à l'Union pangermanique des syndicats, avec la proposition d'organiser une grève commune contre le fascisme. Mais le Parti social-démocrate d'Allemagne et l'Union pangermanique des syndicats ont qualifié la proposition d'organiser une grève commune, avec l'approbation de la IIIe Internationale, de provocation. Le Parti communiste d'Allemagne a renouvelé sa proposition d'actions communes au moment de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, appelant le comité central du Parti social-démocrate et la direction de l'Union pangermanique des syndicats à organiser une riposte au fascisme, mais cette fois encore il a essuyé un refus. De plus, quand en novembre de l'année passée les transporteurs berlinois ont unanimement fait la grève contre la baisse des salaires, la social-démocratie a saboté le front uni de lutte. La pratique du mouvement ouvrier international est pleine d'exemples de ce type.

Entre-temps, dans l'appel du bureau de l'Internationale ouvrière socialiste du 19 février de cette année, une déclaration des partis sociaux-démocrates qui faisaient partie de cette internationale a été publiée, en vue d'établir un front unique avec les communistes pour lutter contre la réaction fasciste en Allemagne. Cette déclara-

tion est en profonde contradiction avec toutes les actions qui ont été entreprises jusqu'à présent par l'Internationale socialiste et les partis sociaux-démocrates. Jusqu'à présent, toute la politique et l'activité de l'Internationale socialiste permet au Komintern et aux partis communistes de ne pas croire en la sincérité de la déclaration du bureau de l'Internationale ouvrière socialiste, qui intervient avec cette proposition au moment même où dans une série de pays, et avant tout en Allemagne, la masse ouvrière elle-même prend en mains l'organisation d'un front unique de lutte.

Néanmoins, le comité exécutif de l'Internationale communiste appelle tous les partis communistes à faire encore une tentative d'établir un front unique avec les masses ouvrières social-démocrates par le biais des partis sociaux-démocrates, face au fascisme marchant contre la classe ouvrière d'Allemagne. Le comité exécutif du Komintern fait cette tentative avec la ferme conviction que le front unique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie pourrait repousser l'offensive du capital et du fascisme et accélérerait énormément la fin inéluctable de toute l'exploitation capitaliste.

En raison de la spécificité des conditions des pays et de la différence des tâches concrètes de la lutte qui sont à accomplir par la classe ouvrière dans chacun d'entre eux, un accord entre les partis communistes et les partis sociaux-démocrates pour des actions déterminées contre la bourgeoisie peuvent être entreprises avec le plus de succès dans le cadre des pays pris isolément. C'est pour cette raison que le comité exécutif du Komintern recommande aux partis communistes d'intervenir avec des propositions correspondantes aux comités centraux des partis sociaux-démocrates faisant partie de l'Internationale socialiste, pour des actions communes contre le fascisme et l'offensive du capital. Les conditions élémentaires de la lutte commune contre l'offensive du capital

et du fascisme doivent former la base de ces pourparlers. Sans programme concret d'actions contre la bourgeoisie, tout accord entre les partis serait dirigé contre les intérêts de la classe ouvrière. Le comité exécutif de l'Internationale communiste propose pour cette raison de prendre pour base de ces accords les conditions suivantes pour des actions communes :

a) Les communistes et les sociaux-démocrates ont commencé à organiser et à mener une riposte aux attaques du fascisme et de la réaction contre les organisations politiques, syndicales, coopératives et autres des ouvriers, notre presse ouvrière, notre liberté de réunion, de manifestation et de grève ; ils organisent une riposte commune aux attaques armées des bandes fascistes en organisant des protestations de masse, des manifestations de rue, des grèves politiques de masse ; ils commencent à organiser des comités d'action dans les usines, les Bourses du travail et les quartiers ouvriers, tout comme l'organisation de détachements d'autodéfense.

b) Les communistes et les sociaux-démocrates commencent immédiatement à organiser les protestations des ouvriers au moyen de meetings, de manifestations et de grèves contre tout abaissement des salaires, contre la dégradation de conditions de travail, contre les atteintes à la sécurité sociale, contre les coupes des allocations de chômage, contre les licenciements dans les entreprises.

c) En acceptant et en mettant en pratique ces deux conditions, le comité exécutif du Komintern estime possible de recommander aux partis communistes d'abandonner les attaques contre les organisations social-démocrates pendant la lutte commune contre l'offensive du capital et du fascisme. La lutte la plus impitoyable doit être menée contre tous ceux qui enfreignent les conditions d'un accord en pratique du front unique, aussi bien que contre les briseurs de grève, qui compromettraient le front unique de la classe ouvrière. Ces conditions, qui

concernent les partis qui font partie de l'Internationale ouvrière socialiste, concernent également les partis, comme par exemple le Parti ouvrier indépendant anglais, qui se sont adressés à l'Internationale communiste avec la proposition d'organiser un front unique de lutte.

Le comité exécutif de l'Internationale communiste fait ces propositions devant toute la classe ouvrière internationale et appelle tous les partis communistes, et en premier lieu le Parti communiste d'Allemagne, sans attendre les résultats des pourparlers et des accords sur la lutte commune avec la social-démocratie, à engager immédiatement l'organisation de comités de lutte communs, aussi bien avec les ouvriers sociaux-démocrates qu'avec les ouvriers de toutes les autres orientations.

Les communistes ont démontré, par leur lutte au cours de nombreuses années, qu'ils ont été et seront toujours dans les premiers rangs de la lutte pour un front unique, non en parole, mais en pratique, dans les actions de classe contre la bourgeoisie.

Le comité exécutif de l'Internationale communiste est fermement convaincu que les ouvriers sociaux-démocrates et sans parti, indépendamment de la façon dont les chefs de la social-démocratie prendront la création d'un front unique, surmonteront tous les obstacles et réaliseront ensemble avec les communistes le front unique, non en parole, mais en pratique.

C'est justement maintenant, quand le fascisme germanique a organisé une provocation inouïe (l'incendie du Reichstag, la production d'un document frauduleux sur une insurrection, etc.) en vue d'écraser le mouvement ouvrier en Allemagne, que chaque ouvrier doit comprendre son devoir de classe dans la lutte contre l'offensive du capital et la réaction fasciste.

À bas la réaction fasciste et la terreur
contre la classe ouvrière !

Pour un front unique du prolétariat !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous pour
lutter contre l'offensive du capital et du fascisme !

Le comité exécutif de l'Internationale communiste

Annexe 2

Léon Trotsky : La tragédie du prolétariat allemand

Les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais !

Bulletin de l'Opposition (bolchevique-léniniste) n° 34

[...]

Dans un appel particulier du comité exécutif de l'Internationale communiste *(Aux ouvriers de tous les pays)* du 5 mars, les staliniens ne disent mot sur le « social-fascisme » comme principal ennemi. Ils ne rappellent plus la grande révélation de leur « chef », que *« la social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des frères jumeaux »*. Ils n'affirment plus que la lutte contre le fascisme exige la défaite préalable de la social-démocratie. Ils ne soufflent pas un mot sur l'inadmissibilité du front unique par le haut. Au contraire, ils énumèrent soigneusement les cas dans le passé où la bureaucratie stalinienne, de façon inattendue pour les ouvriers et pour elle-même, s'est trouvée forcée, chemin faisant, à l'improviste, de proposer un front unique aux milieux dirigeants réformistes. Ainsi, des théories artificielles, fausses, charlatanesques sont répandues dans les rafales de la tempête historique.

[...]

14 mars 1933, Prinkipo

Bibliographie succincte

Écrits de militants de l'époque :

Léon Trotsky :

La révolution trahie, 10-18, 1963

La lutte antibureaucratique en URSS, T1 et T2, 10-18, 1975

État ouvrier, Thermidor et bonapartisme, site marxists.org

Les leçons d'Octobre, Les Bons Caractères, 2014

Cours nouveau, Les Bons Caractères, 2020

La tragédie du prolétariat allemand, site marxists.org

Léon Sedov, le fils, l'ami, le militant, éd. Lutte ouvrière

Œuvres 1933-1940, EDI-Institut Léon Trotsky, 1978-1988

Khristian Rakovsky :

Les dangers professionnels du pouvoir, Les Bons Caractères, 2019

Quelques autres textes de lui se trouvent sur le site marxists.org

Victor Serge :

Mémoires d'un révolutionnaire, Robert Laffont, 2001

Contre le courant : (Paris 1927-1929), Maspero, fac-similé, 1970

X : *Mémoires d'un bolchevik-léniniste*, Maspero, 1970

Correspondance d'oppositionnels soviétiques 1928-1933, site marxists.org

Témoignages et romans :

Ante Ciliga : *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, Champ libre, 1971

Panaït Istrati : *Vers l'autre flamme – Soviets 1929 – Russie nue*, Rieder, 1929

Joseph Berger : *Le naufrage d'une génération*, Denoël, 1974

John Scott : *Au-delà de l'Oural*, Les Bons Caractères, 2010

***

VICTOR SERGE :
S'il est minuit dans le siècle, Le livre de poche, 2001

L'affaire Toulaïev, Le livre de poche, 2001

MIKHAÏL CHOLOKHOV : *Terres défrichées,* Gallimard, 1964

GOUZEL IAKHINA : *Zouleïkha ouvre les yeux,* Libretto, 2021

Quelques ouvrages de référence :

PIERRE MERLET : *L'Opposition communiste en URSS, les trotskystes* T1 (1923-1928), T2 (1928-1938), Les Bons Caractères, 2013-2014

PIERRE BROUÉ :
Communistes contre Staline : massacre d'une génération, Fayard, 2003
Trotsky, Fayard, 1988
Rakovsky ou la révolution dans tous les pays, Fayard, 1996
Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline, les Éditions Ouvrières, 1993

Cahiers Léon Trotsky : sous la direction de P. Broué, EDI – on trouve toute la collection 1979-2003 sur marxists.org, dont les n° 6-7/8 *Les trotskystes en Union soviétique*

Cahiers du mouvement ouvrier : sous la direction de Jean-Jacques Marie – sur marxists.org

ISAAC DEUTSCHER : *Trotsky,* surtout le T3, 10-18, Union générale d'édition, 1980

Sources :

Les textes en russe de Verkhnéouralsk, hormis ceux qui ont été publiés par les *Cahiers Léon Trotsky,* sont parus en 2018-2019, notamment sur le site de l'Université de Perm, à l'initiative du professeur d'histoire Alexandre Fokine.

Notes

Lettre à Trotsky

1 Vasso Donadzé, membre du CC du PC géorgien, avait été déporté en même temps que K. Tsintsadzé et L. Doumbadzé. Il fut membre du comité central de grève à Vorkouta en 1936-1937 et fusillé en 1938. M. Khachtchevatsky était un jeune militant de la même tendance que Iakovine. Moussia Magid, militante de la génération de 1917, fut longtemps à Minoussinsk et vint mourir à Vorkouta (CLT).

2 Mencheviks et socialistes-révolutionnaires (s-r) avaient participé au gouvernement provisoire renversé par la révolution d'Octobre 1917, puis avaient, sauf exceptions, combattu le pouvoir soviétique. Quelques dizaines d'entre eux se trouvaient alors à Verkhnéouralsk.

3 Les trotskystes étaient regroupés dans le collectif des bolcheviks-léninistes de Verkhnéouralsk.

4 Le mouvement des capitulations devant Staline débuta en décembre 1927. Placés devant la perspective de leur exclusion du parti, des leaders de l'Opposition unifiée, Zinoviev et Kamenev, renièrent du jour au lendemain le combat commun contre la bureaucratie et le stalinisme. En 1929, cette fois des dirigeants de l'Opposition de gauche – Radek, Préobrajensky et Smilga – commirent une « trahison inouïe » (selon l'expression de Solntsev) en ralliant Staline au prétexte que son tournant vers la collectivisation et l'industrialisation aurait repris le programme de l'Opposition. Leur défection, et la démoralisation qui s'en était suivie, avaient entraîné une hémorragie dans les rangs de l'Opposition, que Rakovsky et ses plus jeunes camarades avaient mis un an à faire cesser.

5 Ivan Smirnov, ce « vieux bolchevik » qui avait gagné la Sibérie au pouvoir des soviets et que Lénine appelait *« la conscience de la Révolution »*, avait capitulé en 1929 pour rompre son isolement. Il reviendra plus tard vers l'Opposition et sera fusillé en 1936.

6 Partisans de la fraction du Centralisme démocratique (déciste selon ses initiales russes DC) qui se constitua au 8e congrès du PCR (mars 1919) avec à sa tête Sapronov, Vladimir Smirnov et Ossinski. Face à la centralisation du pouvoir et au début de bureaucratisation, il insistait sur le retour à la démocratie ouvrière. Fin 1923, ses membres firent bloc avec l'Opposition de gauche puis, en tant que « groupe des 15 », avec l'Opposition unifiée. Ils s'en séparèrent en 1927. Ils voyaient la victoire de Staline comme parachevant la contre-révolution sociale. *« Si chez nous les moyens de production sont nationalisés et*

que le pouvoir d'État n'est pas entre les mains de la classe ouvrière, alors l'absence par elle-même de la propriété privée des moyens de production montre que le sujet de l'exploitation a changé (le propriétaire), mais pas l'objet (la classe ouvrière). » [Sapronov, *L'agonie de la dictature petite-bourgeoise*]. Les décistes, bien moins nombreux que les trotskystes, furent eux aussi exterminés dans les camps.

7 Partisans de Gavril Miasnikov, ouvrier, bolchevik en 1906, qui fut un des organisateurs de l'Opposition ouvrière à partir de 1920 et exclu du parti en 1922. Il analysait la bureaucratie comme une classe sociale et appelait à rompre avec le parti qui la représentait (CLT).

8 Article du Code pénal stalinien sous lequel les bolcheviks-léninistes étaient condamnés pour « activité contre-révolutionnaire trotskyste ». Bien vite, un article 58 vaudra condamnation à mort.

9 Les « jeunes », Stopalov, Iakovine, de même que Dingelstedt, dont les noms sont énumérés ici, étaient parmi les principaux animateurs du collectif de Verkhnéouralsk et furent les auteurs de plusieurs des textes présentés dans ce recueil.

10 Trotsky et Rakovsky.

11 Militant connu de la fraction trotskyste, Dingelstedt avait été arrêté sur son lieu de déportation parce que sa « colonie » était en liaison avec Trotsky. Il put néanmoins apporter à Verkhnéouralsk la dernière lettre de Trotsky et la communiquer à plus d'une centaine de détenus (CLT).

12 Staline avait exilé Trotsky en Turquie, où il résidait sur une des îles de Prinkipo ; camps et prisons couvraient l'Oural et finalement toute l'URSS tel un archipel : *arkhipelag* en russe rime avec *goulag*, direction d'État des camps. D'où le titre du livre de Soljénitsyne *L'archipel du goulag*.

13 Cette lettre a été publiée en français dans *Contre le Courant* n° 22, en janvier 1929, sous le titre « La situation en Russie ». En revanche, nous n'avons pas retrouvé trace de la lettre du 5 août 1929 (CLT).

14 Paysans riches.

15 Ancienne unité russe de poids, abolie en 1918, qui équivalait à 16,38 kg.

16 La fraction Rykov-Boukharine avait combattu l'Opposition de gauche au côté de la fraction centriste (stalinienne), et à laquelle elle avait servi d'idéologue dans sa politique en faveur des campagnes et au détriment de l'industrialisation, jusqu'en 1929.

17 Par allusion au traité du 24 juillet 1783, dit d'Amitié et d'assitance entre l'Empire russe et la Géorgie, qui signait la

soumission de cette dernière sous prétexte de la sauvegarder, et qui déboucha, le 12 septembre 1801, sur un manifeste du tsar annexant purement et simplement la Géorgie.

18 Fils de Boris Èltsine, un des membres du noyau dirigeant de l'Opposition depuis 1923, Viktor Èltsine avait adhéré au parti en 1917 et, à 20 ans, été commissaire politique d'une division durant la guerre civile. Ancien secrétaire de Trotsky, il faisait partie du groupe des jeunes dirigeants trotskystes.

19 C'est le deuxième document publié dans ce recueil.

20 Man Nevelson était un des gendres de Trotsky. Les trois frères Papirmeister, Aron, Samuel et Pavel, avaient dirigé des partisans rouges en Sibérie pendant la guerre civile : on ignore duquel il s'agit, tous trois se trouvant à Verkhnéouralsk. Igor Poznansky, lié à Trotsky depuis 1917, avait été inspecteur général de la Cavalerie rouge et secrétaire de Trotsky de la fin de la guerre civile à 1928. Il devait être fusillé, de même que Iakovine, à Vorkouta en 1938 (CLT).

21 Vladimir Rechenitchenko était un ancien combattant de l'Armée rouge en Ukraine, couvert de décorations, élève de l'Académie militaire lors de son arrestation, quand il montait la garde chez Trotsky (CLT).

22 O. Pouchas était journaliste. N. Perevertsev avait été un des organisateurs de l'Opposition en Europe (CLT).

23 *Réponses à des questions d'URSS* – lettre de Trotsky du 31 mars 1930 (CLT).

24 Une telle lettre n'a pas été retrouvée. À moins qu'il s'agisse d'une erreur de mois, et donc encore de la lettre du 31 mars, ce qui s'accorderait avec le contexte (CLT).

25 Khristian Rakovsky, révolutionnaire d'origine balkanique, ayant milité notamment en Bulgarie, en Roumanie, en Allemagne, en France et en Russie sous les tsars, figure marquante de la IIe Internationale, ami de longue date de Trotsky, chef de l'administration politique de l'Armée rouge (il y organisa les commissaires politiques), puis de l'Ukraine soviétique. Exclu du parti en 1927 et déporté, Rakovsky devint le principal dirigeant de l'Opposition quand Trotsky fut banni d'URSS début 1929. Après avoir fait subir de terribles conditions de déportation à un Rakovsky âgé, malade et soumis à un isolement total, Staline parvint à le briser en 1934 et le fit exécuter en 1941, juste après l'invasion de l'URSS par les armées de Hitler.

26 1929, quand l'Opposition se retrouvait en pleine décomposition, ayant perdu plusieurs de ses animateurs les plus connus et des milliers de membres.

La crise de la révolution, les perspectives de lutte

1 Fin 1929, alors que les défections avaient fortement affaibli l'Opposition, un petit groupe chercha à *« extirper les racines qui* [avaient] *conduit tant de ses partisans à capituler »* (*Cahiers Léon Trotsky* n° 6). Il critiquait la tendance qu'il prétendait « conciliatrice » de Rakovsky, le principal représentant de l'Opposition en URSS, affirmant qu'on ne pouvait plus « réformer » le parti et que la direction stalinienne ne pouvait plus effectuer de tournant à gauche. Ces positions s'exprimaient dans son journal le *Bolchevik militant.* La majorité, qui publiait la revue *Recueils sur la période actuelle,* avait décidé d'y répondre par ces « thèses des trois ».

2 Il manque une ligne (CLT).

3 Allusion à la politique de la « seconde période » : soutien au Kuomintang nationaliste en Chine et maintien du bloc avec la bureaucratie syndicale en Grande-Bretagne (CLT).

4 La Nouvelle politique économique (Nep, selon ses initiales russes), un « repli stratégique » devant le marché, disait Lénine, fut décidée au sortir de la guerre civile, en 1921. Il s'agissait de ranimer l'économie dévastée en autorisant l'initiative privée et le profit dans le commerce, l'agriculture et la petite production.

5 Ici et ensuite sont employés les termes russes consacrés *koulak* (paysan riche), *seredniak* (paysan moyen), *bedniak* (paysan pauvre).

6 Dirigée par Boukharine, Rykov et Tomski, elle avait partagé le pouvoir quelques années avec la direction centriste (stalinienne), avant d'être écartée, une fois l'Opposition de gauche exclue du parti fin 1927, à l'issue du 15e congrès du Parti communiste soviétique.

7 Par analogie avec le Thermidor (la chute de Robespierre) de la Révolution française : un programme de réaction politique et sociale.

8 Sovkhoze est un acronyme russe qui signifie exploitation (agricole) soviétique et kolkhoze, exploitation (agricole) collective. À partir de la collectivisation forcée, sovkhozes et surtout kolkhozes devinrent les formes quasi exclusives d'organisation du travail agricole en URSS.

9 Radek, Préobrajensky, Smilga, ralliés à Staline en 1929.

10 Paysans que le tsarisme n'avait pas soumis au servage et qu'il utilisait une grande partie de leur vie pour combattre aux frontières et réprimer les soulèvements intérieurs. C'était souvent de petits propriétaires ayant une certaine aisance. Devant leur

résistance, le pouvoir soviétique eut bien du mal à s'instaurer dans les régions cosaques.

11 Formule défendue par Boukharine à l'époque où il était le théoricien d'une accentuation de la Nep et lançait aux *koulaks*: «*Enrichissez-vous!*»

12 En avril 1923.

13 Traduction du mot russe *smytchka*, très souvent employé à cette époque, qui renvoie de façon spécifique à l'alliance classe ouvrière-paysannerie formant la base sociale de l'État soviétique. Dès 1923, l'Opposition de gauche reprocha à la politique de la direction centriste de compromettre cette alliance.

14 Fouet renforcé de fer utilisé comme instrument de torture, du temps des tsars.

15 Trois organismes intervenaient dans la direction d'une usine: sa direction proprement dite, celle du parti et celle du syndicat (CLT).

16 Référence au programme de 1919 (CLT).

17 Une partie du texte manque (CLT).

18 Le mot russe utilisé ici, *vydvijenetz*, signifie: ouvrier d'avant-garde parvenu à un poste de direction (CLT).

19 Bessedovsky, prototype du bureaucrate stalinien anticommuniste à peine masqué, ce diplomate soviétique en poste à Paris avait, le 3 octobre 1929, sauté le mur de son ambassade pour demander asile aux autorités françaises. Se vantant d'avoir organisé la chasse aux trotskystes, il allait ensuite se faire une spécialité – et en faire une carrière – d'un anticommuniste viscéral.

20 Dans le but de noyer l'Opposition sous le nombre, Staline avait profité de la mort de Lénine pour faire entrer au parti la «promotion Lénine»: 200000 travailleurs sans éducation politique.

21 Trotsky s'était prononcé pour le vote secret dans les organismes du parti comme un moyen de lui rendre son indépendance, que confisquait la bureaucratie.

Tactique et tâches

1 Le Parti communiste (bolchevique) d'URSS, en abrégé PC(b)U. Le texte mentionne aussi le PC(b)R, avec un R pour Russie, ce qui fut son nom de 1918 à 1925.

2 Tout en combattant la dégénérescence stalinienne, Trotsky et ses camarades constataient qu'elle n'avait pas encore détruit les rapports sociaux sur lesquels s'était édifié l'État ouvrier. Il ne s'agissait donc pas d'une contre-révolution sociale accomplie, comme le croyaient certains oppositionnels. Refusant de tenir pour perdu le combat pour sauvegarder les conquêtes d'Octobre, les bolcheviks-léninistes voulaient mobiliser les forces saines dans le parti et la classe ouvrière autour de la nécessité de réformer l'État, le parti et l'IC.

3 Il se tint du 18 au 31 décembre 1925 et vit la défaite de Zinoviev et Kamenev, que Staline venait d'écarter de la direction après les avoir utilisés contre Trotsky et l'Opposition de gauche.

4 En octobre 1923, la direction du PC allemand et du Komintern avaient, par leur indécision, laissé passer une occasion très favorable de victoire de la révolution en Allemagne.

5 Cette démarche collective de 46 dirigeants communistes est l'acte de naissance de l'Opposition de gauche. Leur lettre du 15 octobre 1923 au comité central fait suite au Mémoire remis par Trotsky au même CC une semaine plus tôt. Les deux textes traitent des raisons de la crise dans le parti et le pays, et examinent les moyens de préserver la « liaison classe ouvrière-paysannerie » et de rétablir la démocratie, que la bureaucratie étouffait dans le parti. Le texte complet de cette déclaration se trouve sur le site marxists.org.

6 Recueil d'interventions de Trotsky durant la discussion, fin 1923, autour d'un nécessaire cours nouveau dans le parti. La fraction dirigeante et les bureaucrates qui la soutenaient noyèrent sous un flot de calomnies et de mensonges ce que préconisait Trotsky.

7 Il se tint du 2 au 19 décembre 1927. Staline y obtint de délégués choisis par l'appareil qu'ils excluent du parti les chefs de l'Opposition unifiée (Trotsky, Zinoviev, Kamenev, etc.), puis plus de 10 000 de leurs partisans. C'est également là qu'ont été avancées les premières résolutions sur le travail à la campagne et les directives pour la mise en place du 1er plan quiquennal.

8 Avec à leur tête Boukharine, Rykov et Tomski, les droitiers considéraient comme indispensable au développement de l'URSS de favoriser les forces de marché, notamment à la campagne.

9 La fraction groupée autour de Staline, qui louvoyait entre l'Opposition de gauche et les droitiers.
10 La Nouvelle opposition de fin 1925 (Zinoviev-Kamenev) allait fusionner en 1926 et 1927 avec l'Opposition de gauche dans l'Opposition unifiée. Zinoviev avait dirigé l'appareil du PC à Leningrad et y gardait des appuis.
11 La lettre des 46 d'octobre 1923.
12 Déclaration au CC rédigée en mai 1927 par Léon Trotsky et signée en fait par 84 bolcheviks très connus, puis par plus de 3000 militants. Elle abordait les thèmes suivants : échec de la direction en Chine et en Grande-Bretagne, politique intérieure, danger de guerre, unité du parti et défense de Zinoviev.
13 Préparée en vue du 15e congrès (fin 1927) et cosignée entre autres par Kamenev, Mouralov, Piatakov, Rakovsky, Smilga, Trotsky, Zinoviev, elle critiquait la politique stalinienne tant sur le plan intérieur qu'extérieur.
14 Aviapribor : cette usine moscovite d'aéronautique et d'instruments de mesure devint un bastion de l'Opposition de gauche. L'usine Poutilov : fondée en 1801 à Saint-Pétersbourg, elle occupait le premier rang pour la production de métal et de machines en Russie. Citadelle des bolcheviks en 1917 et après, plus du tiers de ses 29000 ouvriers rejoignirent les fronts de la guerre civile.
15 Au plénum du CC du 16 octobre 1926, Trotsky, Zinoviev et Kamenev furent exclus du bureau politique.
16 De fin octobre à début novembre 1926, elle fut consacrée à la situation internationale, à la situation économique du pays, aux tâches du parti et des syndicats, enfin à l'Opposition.
17 Le 7e plénum (22 novembre-16 décembre 1926) porta sur la situation internationale, en particulier en Grande-Bretagne, Chine et Allemagne, ainsi que sur l'action du comité exécutif de l'IC, les syndicats, les oppositions au sein du parti russe, des exclusions.
18 Ce plénum (12 février 1927) vota des résolutions relatives à *« L'industrie du bâtiment en 1926-1927 »* et à *« La baisse des prix de vente et de détail »*.
19 Le Guomindang, parti de la bourgeoisie chinoise auquel Staline et Boukharine avaient forcé le PC chinois à se soumettre, écrasa dans le sang la classe ouvrière à Shanghaï en avril 1927 ; puis en décembre à Canton, au moment où Staline excluait l'Opposition qui avait sonné l'alarme face à sa politique en Chine.
20 Afin d'en diffuser les idées, les oppositionnels menèrent des campagnes de pétitions et réunions autour de leur plate-forme que la direction cachait à la masse du parti, et participèrent

avec leurs mots d'ordre aux manifestations du 10e anniversaire d'Octobre, notamment à Moscou, affrontant la police et les nervis staliniens.

21 Beaucoup avaient espéré qu'avec la remise sur pied de l'économie et du pays après la guerre civile, un mieux se ferait sentir pour les classes laborieuses sur le plan matériel, mais aussi qu'il y aurait un recul des méthodes bureaucratiques du « communisme de guerre » et de l'absence de démocratie ouvrière qui en découlait.

22 Après avoir exclu l'Opposition, les staliniens infléchirent à gauche la ligne officielle (annonces du premier plan quinquennal, de la collectivisation de l'agriculture). Cela fit capituler les zinovievistes, puis des oppositionnels en vue (Radek, Préobrajensky, Smilga), qui ne voyaient plus pourquoi risquer de se faire exclure pour un programme que Staline aurait repris. Ce « tournant » stalinien désorienta beaucoup d'oppositionnels, et l'Opposition dut se battre durant plus d'un an pour stopper l'hémorragie dans ses rangs.

23 Document interne de l'Opposition rédigé fin 1927, alors que Zinoviev et Kamenev s'apprêtent à capituler. Trotsky y définit la stratégie des oppositionnels, et revient sur ce qu'a entraîné d'erreurs leur souci de se concilier les centristes de gauche (zinovievistes). *Nouvelle étape* est aussi le nom d'une brochure qui reprend les interventions de Trotsky au 3e congrès de l'IC en 1921.

24 Le premier (6-11 avril 1928), réunissant le CC et la commission centrale de contrôle, traita des questions agraire, industrielle, d'organisation du parti. Le second (4-12 juillet) traita du Komintern, de l'agriculture, de la formation de spécialistes...

25 Les discussions syndicats-directions autour du renouvellement annuel des conventions collectives duraient parfois des mois. Cela donnait l'occasion aux travailleurs de se prononcer sur leurs salaires et conditions de travail en assemblée du personnel, et aussi de critiquer « ceux d'en haut ». (cf. un article où J.-J. Marie apporte des précisions éclairantes dans le n° 20 des *Cahiers du mouvement ouvrier*). En 1926, le régime limita donc à 15 jours la durée de ces négociations.

26 Méthode de la bureaucratie, à l'opposé de celle prônée par Lénine et Trotsky pour la future collectivisation des campagnes : seulement sur une base volontaire, l'État fournissant les moyens indispensables au fonctionnement d'exploitations collectives où les paysans auraient trouvé leur compte.

27 Nous n'avons pas pu retrouver le texte de cette déclaration. Voici le résumé qu'en donna en 1930 Rakovsky, co-auteur de la déclaration du 22 août 1929, qui avait coupé l'herbe sous le

pied aux conciliateurs : « *Dans sa déclaration au CC et à la commission centrale de contrôle du 4 octobre* (1929), *l'Opposition bolchevique-léniniste s'est élevée contre les mesures administratives extraordinaires à la campagne, parce qu'elles entraînent des conséquences politiques négatives.* [Et aussi] *contre la théorie tout à fait néfaste de la possibilité de la construction d'une société socialiste dans un seul pays.* » Elle dénonçait « *l'application – en vue de l'accroissement de la discipline du travail et de la rationalisation – de procédés rejetés par la révolution d'Octobre* » (décrets sur la discipline, introduction de la semaine continue, augmentation des normes de production). Elle indiquait « *la nécessité d'une unification de toutes les forces communistes et révolutionnaires autour du Plan quinquennal d'industrialisation et de la lutte contre le capitalisme agraire et les droitiers [...]. Dans la mesure cependant où la réalisation du mot d'ordre d'unification de toutes les forces communistes signifie la fin du monopole politique du centrisme, la bureaucratie centriste va le combattre avec le même acharnement que dans le passé.* » (Déclaration de Rakovsky, Kossior, Mouralov et Kasparova au 16e congrès du PCUS, le 12 avril 1930).

28 Décision prise le 14 mars 1930 par le CC sur « *La lutte avec les déviations dans le mouvement kolkhozien par rapport à la ligne du parti* », suite à l'article de Staline dans la *Pravda*, « Le vertige du succès ». Devant la résistance des paysans, Staline stoppa pour un temps sa collectivisation, en taxant ses exécutants locaux de gauchisme.

29 Lominadzé : ancien « poulain » de Staline – sur les ordres duquel il était allé en Chine superviser l'insurrection de Canton – il fut exclu du parti en 1930 pour avoir critiqué la politique stalinienne et créé une fraction clandestine. Convoqué par le Guépéou, il se suicida en 1934 : on voulait l'impliquer dans l'assassinat de Kirov, que Staline utilisa comme prétexte à lancer les procès de Moscou, afin de liquider la vieille garde bolchevique.

30 L'Opposition prenait position au travers de déclarations que l'on avait coutume d'identifier selon le nombre de militants connus les ayant rédigées. Celle « des 4 » (10 août 1929), signée par Rakovsky, Mouralov, Kossior et Okoudjava, survient alors que l'Opposition subit une vague de défections. Elle redresse la situation en recueillant 400 signatures en quelques semaines, bien plus que la « déclaration des 3 » (Radek, Préobrajensky, Smilga) appelant à se rallier à Staline.

Celle « des 7 » – Grünstein, Kasparova (ex-responsable des commissaires politiques de l'Armée rouge), Kossior, Aussem, Tsintsadzé, Mouralov, Rakovsky –, le 20 juin 1930, revient sur

le bilan de l'Opposition, les défections qui l'ont affaiblie, la nécessité de se battre non seulement pour la démocratie dans le parti, mais pour la démocratie ouvrière, car *« l'exécutif est devenu absolument tout. Il dirige [...], se contrôle et en plus s'élit lui-même. [...] Sans démocratie ouvrière, il est impossible de sortir le char du pouvoir de l'ornière dans laquelle il est enlisé. »*

31 Jugeant du 16e congrès, Trotsky estimait que *« la préparation du bonapartisme dans le parti est achevée »*, mais que la base sociale du régime restait la dictature du prolétariat et le caractère socialiste de l'économie.

32 Les zinovievistes au premier chef.

33 Trotsky y discute de points qui faisaient débat au sein de l'Opposition, comme du parti, et y aborde les faiblesses de l'Opposition, ses hésitations, ses divergences internes, ses erreurs. Trotsky fit passer cette lettre d'Asie centrale, où Staline l'avait exilé, à Arkhangelsk, près du cercle polaire, où était déporté Aleksandr Beloborodov (1891-1938), ouvrier, président du soviet de l'Oural durant la guerre civile, devenu commissaire du peuple aux Affaires intérieures. Beloborodov capitula en 1930, fut arrêté en 1935, torturé et fusillé en 1938.

34 Expression de Rakovsky dans la discussion sur l'attitude à adopter avec les « conciliateurs ». Cela lui valut de se voir accusé par certains de ses camarades d'en être un lui-même. Trotsky lui apporta son soutien.

35 Celle qui consacra la victoire de Staline sur l'Opposition de gauche en 1927. Par analogie avec la rupture du cours de la Révolution française que fut la chute de Robespierre, le 9 Thermidor de l'an II (26 juillet 1794), l'Opposition qualifia de Thermidor la victoire de Staline en 1927. Sur le sens social du Thermidor russe, voir *État ouvrier, Thermidor et bonapartisme* de Trotsky.

36 Les *oudarniki*, des ouvriers dits de choc (ou de brigades de choc) car plus productifs, jouissaient d'avantages censés inciter les autres ouvriers à les imiter pour améliorer leur sort. En 1935, le stalinisme renforça cette pression sur la classe ouvrière en lançant le mouvement stakhanoviste (Stakhanov était un « mineur de choc »).

37 Lénine et Trotsky s'appuyaient au village sur le paysan pauvre *(bedniak)* et moyen *(seredniak)* contre le *koulak* possédant terres, instruments agricoles, bétail, capitaux. Au milieu des années 1920, la politique de Staline-Boukharine favorisant les *koulaks* fit qu'une grande majorité de paysans ne virent plus un allié dans l'État ouvrier.

38 Ces initiales pourraient renvoyer à Léonid Fédortchenko, un oppositionnel qui avait été emprisonné à Verkhnéouralsk et qui serait mort en 1929.

39 Une résolution adoptée à ce congrès (27 mars-2 avril 1922), «*Rôle et tâches des syndicats dans les conditions de la Nep*», déclare ceci: «*[...] ni le Parti communiste, ni le pouvoir des soviets, ni les syndicats ne peuvent en aucun cas oublier et ne doivent cacher aux ouvriers et aux masses travailleuses que l'utilisation de la lutte par la grève, dans un État dont le pouvoir est prolétarien, peut être expliquée et justifiée exclusivement par les déformations bureaucratiques de l'État prolétarien et tous les résidus du vieux monde capitaliste dans ses institutions d'un côté, et par le développement politique insuffisant et l'arriération culturelle des masses travailleuses de l'autre.*»

40 Du 22 juin au 12 juillet 1921 à Moscou: 103 partis et organisations, ainsi que 605 délégués y prirent part. La citation est extraite des *Thèses sur la situation mondiale et les tâches de l'Internationale communiste* (cf. le site marxists.org).

La crise de la révolution – les tâches du prolétariat

1 Pour souligner que le stalinisme n'avait rien à voir avec l'internationalisme, donc avec le marxisme, le texte russe dit national-socialisme. Et, dans un texte auquel il est souvent fait référence dans ce recueil, *Les Problèmes du développement de l'URSS,* Trotsky emploie, en avril 1931, le terme national-socialisme pour caractériser la politique stalinienne. Mais, depuis la victoire de Hitler en 1933, on associe ce terme à la dictature du seul Parti national-socialiste des travailleurs allemands, ou nazi. Pour éviter toute confusion, nous l'avons donc traduit par « socialisme-national ». Notons qu'à diverses occasions, Trotsky qualifia de national-communisme la politique des partis staliniens ayant opéré un tournant nationaliste pour se rapprocher de leur bourgeoisie.

2 Il eut lieu du 18 au 23 mars 1919 à Moscou.

3 Rapport politique du comité central présenté par Lénine au 7e congrès du parti, le 7 mars 1918.

4 Idem note précédente – intervention de Lénine au 7e congrès.

5 *Rapport* [de Lénine] *sur l'activité du soviet des commissaires du peuple,* 11 janvier 1918.

6 *Sur la politique intérieure et extérieure de la République,* intervention de Lénine au 9e congrès panrusse des soviets (23-28 décembre 1921).

7 Discours de Lénine, le 21 novembre 1920, à la conférence de la région de Moscou du PCR(b).

8 Dans le corps du texte il est mentionné qu'à la place de « *auquel nous sommes soumis* », « *la rédaction initiale portait: auquel nous obéissons* ».

9 Rapport politique du comité central prononcé par Lénine le 27 mars 1922 au 11e congrès du PCR(b).

10 Celle que l'Opposition unifiée rédigea, sous le titre *La crise du parti et les voies pour en sortir,* pour le 15e congrès du Parti communiste, fin 1927.

11 *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?,* recueil de textes de Trotsky paru en août 1925.

12 Cela vise l'activité des petits producteurs, urbains ou ruraux, et celle des petits commerçants.

13 Lénine, *À propos de l'impôt sur les denrées alimentaires,* 21 avril 1921.

14 Lénine, *Plans pour une brochure sur l'impôt en nature,* mars-avril 1921.

15 La *Déclaration* (ou plate-forme) *des 13,* signée en septembre 1927 par les principaux dirigeants de l'Opposition unifiée, dont Trotsky, Zinoviev, Kamenev.

16 Discours de Lénine au 3e congrès des syndicats, 7 avril 1920.
17 Lénine avait employé cette expression pour désigner la paysannerie, dans son *Rapport sur la tactique du PCR(b)* au 3e congrès de l'Internationale communiste, le 5 juillet 1921.
18 Il s'agit de la collectivisation forcée des campagnes mise en œuvre par le régime stalinien.
19 Texte paru en russe dans le *Bulletin de l'Opposition* n° 20, en avril 1931.
20 Lénine, *Rapport sur l'impôt en nature,* à la 10e conférence du PCR (b), 26 mai 1921.
21 Expression russe souvent employée par Lénine dans ses discours et ses écrits.
22 *Les problèmes du développement de l'URSS* (référence abrégée dans la suite du texte sous la forme *Problèmes...*) avait été écrit par Trotsky et publié dans le n° 20 (avril 1931) du *Bulletin de l'Opposition.*
23 *Les problèmes...*
24 Lénine, *Thèses pour le 2e congrès de l'Internationale communiste,* juin-juillet 1920.
25 Extrait du texte de Lénine *Tiré du journal d'un publiciste,* décembre 1917.
26 Il s'agit de la droite de la direction du parti au pouvoir: Boukharine, Rykov, Tomsky.
27 En 1917, de retour en Russie, Lénine rejeta comme dépassé l'objectif que le bolchevisme se fixait depuis des années: instaurer la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. S'opposant à une majorité de «vieux bolcheviks», il affirmait dans ses *Thèses d'Avril* que cet objectif et cette formulation aboutissaient désormais à se ranger derrière le gouvernement de la bourgeoisie, alors qu'il fallait se préparer à le renverser pour instaurer la dictature du prolétariat.
28 La fraction de droite de la direction sur laquelle Staline s'appuya contre l'Opposition de gauche et qu'il écarta une fois cette dernière exclue du parti.
29 Lénine, *Première esquisse des thèses sur les questions nationale et coloniale,* pour le 2e congrès de l'IC.
30 L'artel était une coopérative de production existant déjà avant la révolution.
31 S'étant emparé de Port-Arthur au 19e siècle, la Russie disait ce port garant de sa mainmise sur la Chine du nord. Disputant la Mandchourie à la Russie, le Japon assiégea Port-Arthur, qui capitula le 2 janvier 1905. Cette défaite, qui affaiblissait le tsarisme, précipita le déclenchement de la révolution russe de 1905.

32 Discours de Lénine sur la Nep à la 7e conférence du parti de la province de Moscou, le 29 octobre 1921.
33 Cela vise la généralisation des kolkhozes, des exploitations collectives de la terre jusqu'alors peu répandues, qui, remplaçant les artels, allaient devenir la forme d'organisation dominante de l'agriculture soviétique.
34 Celle qui suivit la guerre civile, alors que tout le pays était dévasté.
35 La « liquidation des *koulaks* en tant que classe » décrétée par Staline.
36 Le plan quinquennal qui devait être rempli en quatre ans.
37 Qui avait décrété « la grève du blé », en refusant d'approvisionner les villes.
38 Il se tint à Moscou du 26 juin au 13 juillet 1930.
39 Au sein précisément des kolkhozes.
40 *Les problèmes...*
41 *Les problèmes du développement de l'URSS,* sous-chapitre Contre le socialisme-national, pour la révolution permanente.
42 *Les problèmes...*
43 *À propos de l'impôt en nature.*
44 *Les problèmes...*
45 D'un côté, bourgeois et petits bourgeois, *koulaks,* mercantis et autres profiteurs de la Nep, vecteurs de l'influence du capitalisme mondial, poussaient dans le sens d'une restauration du capitalisme en URSS, en trouvant des représentants au sommet de la bureaucratie. De l'autre, le pouvoir de la classe ouvrière (la dictature du prolétariat) se trouvait affaibli par toute la politique de la fraction centriste stalinienne.
46 Le lancement d'un plan quinquennal, qu'il allait falloir accomplir en quatre ans, et la collectivisation forcée des campagnes.
47 Avoir mis à mal cette alliance, base sociale de l'État né de la révolution d'Octobre, était, depuis 1923 et *Cours nouveau* de Trotsky, l'une des plus graves accusations portées contre la bureaucratie et la direction centriste par l'Opposition de gauche. Cette dernière ne cessait de proposer une politique pour y remédier.
48 Conclusion du *Rapport sur l'impôt en nature.*
49 La Nep de Lénine était un retour forcé au marché dans l'économie ; une « Nep politique » aurait été la soumission politique de l'URSS aux forces du marché, donc l'une des voies du rétablissement du pouvoir de la bourgeoisie.
50 Plateforme de l'Opposition unifiée pour le 15e congrès du PC(b)U en décembre 1927.
51 Ex-diplomate stalinien passé à l'Ouest, symbole du bureaucrate anticommuniste masqué.

La situation dans le pays

1 Cette indication «géographique» désigne, comme d'autres plus loin, les différentes ailes de la prison et les groupes d'opinion qui s'y formaient selon les questions et les périodes. Ce texte, comme tous ceux que nous publions, émane du courant majoritaire parmi les bolcheviks-léninistes de cet isolateur.

2 Dont le texte est traduit et publié dans ce recueil.

3 En 1931, Staline, faisant feu de tout bois en matière d'aventurisme économique, décida que le plan quinquennal devait être réalisé en quatre ans.

4 La propagande stalinienne utilisait à ce sujet toute une série de termes militaires : campagnes, percées, fronts...

5 Jusqu'en 1929, la direction Staline-Boukharine avait combattu la politique d'industrialisation que prônait l'Opposition de gauche, ne jurant que par le passage au socialisme *« à pas de tortue »* (Boukharine).

6 Donc, de 1925 à 1929, du temps où Boukharine, Rykov et Tomsky, représentants de l'aile droite de la direction, gouvernaient avec la fraction centriste de Staline.

7 Notée plus loin *« reproduction socialiste élargie »:* celle des investissements effectués dans l'économie.

8 Après de bons débuts, les rythmes de progression du premier plan quinquennal, lancé en 1929, ralentissent fortement, voire chutent en 1931. Et plus encore en 1932.

9 Les données statistiques pour 1932 n'étant pas encore disponibles.

10 En abrégé russe : bassin (houiller) du Donets, région située à l'est de l'Ukraine et au sud de la Russie, dont l'exploitation avait vraiment démarré au milieu du 19e siècle.

11 Nouvelle technique de fonte, qui avait permis à l'Angleterre et surtout à l'Allemagne d'accroître énormément leur production d'acier (et d'armement) à la veille de la guerre de 1914, et sur laquelle comptait le Plan.

12 Ville phare de l'industrialisation stalinienne, ayant pour centre un combinat métallurgique gigantesque (sur son édification, voir *Au-delà de l'Oural* de John Scott). L'exploitation industrielle du gisement de fer de Magnitogorsk (la Montagne magnétique) date du 18e siècle ; son décollage, de 1923.

13 Quinze-vingt jours plus tard, l'anniversaire de la révolution d'Octobre tombant le 7 novembre, pour une question de changement de calendrier.

14 Initiales de l'usine de tracteurs de Stalingrad : Tsaritsyne, rebaptisé Stalingrad en 1925, allait devenir un grand centre industriel.

15 Expression forgée par Boukharine en 1925 pour accuser l'Opposition de ne pas respecter la ligne de la majorité du PC soviétique (sa fraction et celle de Staline). En 1929, Staline retourna la formule contre son ancien allié Boukharine.

16 Forme contractée de *Gosoudarstvenniy plan,* l'organe d'État chargé de la planification. Créé en 1921, il n'avait qu'un rôle consultatif. À partir de 1928, il mit en place les plans quinquennaux. Il devint alors un organisme tentaculaire, jouant, à l'échelle de l'URSS, un rôle central dans l'organisation bureaucratique de l'économie et de son pillage par la bureaucratie. Le Gosplan disparut en avril 1991, peu avant l'effondrement de l'URSS.

17 Sous-entendu : des fonds investis dans l'économie.

18 Membre du comité central bolchevique lors de la révolution d'Octobre, président du comité régional des soviets de Finlande, il était un des dirigeants du Gosplan, d'où la référence à ses évaluations économiques. Ayant rejoint l'Opposition de gauche, il capitula en 1929 avec Préobrajensky : ils estimaient que, Staline reprenant le programme économique de l'Opposition, il fallait le soutenir. Visiblement Smilga commençait à douter de son choix. Staline le fit exécuter en 1937 et Préobrajensky en 1938.

19 *L'Économie planifiée,* mensuel édité par le Gosplan depuis 1924.

20 Après les prélèvements imposés par l'État, il ne restait aux paysans individuels même plus de quoi recommencer à travailler leur terre, la réensemencer, etc.

21 Les paysans forcés d'entrer dans les kolkhozes abattaient leur bétail, dont ils s'estimaient dépouillés. L'agriculture ne se releva jamais de la collectivisation stalinienne qui, de 1931 à 1933, entraîna de terribles famines dans les campagnes. Elles firent des millions de morts au Kazakhstan, puis en Ukraine et sur la Volga.

22 L'original indique 1931.

23 Slogan stalinien parfois contracté en « la totale », une forme que reprend souvent ce texte.

24 Cette formule tourne en dérision le discours de Staline (23 juin 1931) devant des cadres de l'économie que la *Pravda* publia sous l'intitulé : « *Nouvelle situation, nouvelles tâches de l'édification économique* ». Il y posait « six conditions » au succès de son programme de sortie de la crise.

25 La brusque détérioration des rythmes du développement économique.

26 Chacune était censée dégager désormais un bilan comptable positif.

27 Allusion aux premiers âges du capitalisme, ceux de la fabrique et de ses patrons-despotes.

28 Celle du tarif, le tableau (fixé par l'État) des salaires auxquels étaient payés les travailleurs.

29 Trotsky écrivit en janvier 1932: *«L'année dernière, on est passé brusquement du salaire égal au salaire différencié (aux pièces)* [et la] *bureaucratie a qualifié le salaire égal de principe «koulak». C'est une absurdité évidente qui montre dans quelle impasse d'hypocrisie et de mensonge les staliniens s'enfoncent.»* (dans *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*).

30 Disant lutter contre le *«nivellement «gauchiste» dans le domaine des salaires»* afin de stimuler la productivité, Staline ouvrit l'éventail des salaires. Cela divisait les travailleurs et donnait un camouflage légal aux privilèges des bureaucrates. Staline parla de *«liquidation du nivellement»* le 23 juin 1931 devant des dirigeants de l'industrie.

31 En mars-avril 1932, dans la région industrielle d'Ivanovo, des dizaines de milliers d'ouvriers, principalement des femmes, protestèrent, manifestèrent et firent grève contre leurs rations de misère (celle de pain avait chuté de 12 à 8 kilos par mois pour certains). Le mouvement toucha des villes à des dizaines de kilomètres à la ronde avec leurs usines, dont celles de Teïkovo, Lejnevo, Poutchej et surtout Vitchouga. Là, les ouvriers affrontèrent les autorités, la police, saccagèrent le siège des institutions et imposèrent des réélections à la tête des syndicats. Des mouvements de même nature se produisirent peu après en Biélorussie et dans les mines du Donbass (Makeevka).

32 La décision de procéder à une collectivisation totale datait de plus de trois ans.

33 Après avoir favorisé les *koulaks* du temps de son alliance avec Boukharine contre Trotsky, Staline venant de décréter leur «liquidation en tant que classe», fit déporter des millions de paysans qui refusaient sa collectivisation forcée, en les accusant d'être des *koulaks*.

34 Quand Staline, confronté à de multiples résistances à sa politique à la campagne, dénonça *«le vertige du succès»*, en rejetant la faute de ses échecs sur des exécutants de sa politique qu'il accusa de «déviationnisme de gauche». Le texte fait sans doute allusion à un article de Staline du 3 avril intitulé «Réponse aux camarades kolkhoziens».

35 Avant sa disgrâce, il était le chef du parti à Moscou, suppléant du bureau politique et un des responsables de la commission chargée de mener la dékoulakisation.

36 Prônée par Boukharine, mais aussi par des politiciens étrangers au parti, qui poussaient à la restauration du capitalisme en URSS.

37 *Problèmes...*

38 Nom de la police politique entre 1922 et 1934 (il signifie Direction politique d'État). Le Guépéou fut ensuite absorbé dans le NKVD (commissariat du peuple aux Affaires intérieures).

39 Trotsky et l'Opposition de gauche défendaient depuis des années l'idée que, pour contrer la dégénérescence bureaucratique en URSS, il fallait réformer en profondeur l'État, le parti, les syndicats et les soviets.

40 *Problèmes...*

41 Le bureau politique l'envoya en avril 1932, avec tout un train de soldats, diriger la répression à Ivanovo.

42 La masse indécise du parti.

43 Rappel du fait que, en octobre 1917, Zinoviev et Kamenev avaient dénoncé dans la presse la décision du Parti bolchevique d'organiser la prise du pouvoir, et de leurs revirements récents. De 1923 à 1925, ils avaient, avec Staline, écarté Trotsky de la direction du parti, inventant dans ce but la légende du trotskysme antiléniniste. Évincés du pouvoir fin 1925, dans l'espoir d'y revenir, ils firent bloc avec l'Opposition de gauche. Mais ils capitulèrent dès que Staline chassa les oppositionnels du parti, en abjurant ce qu'ils défendaient depuis deux ans...

44 Le texte reprend l'expression qui, durant la Révolution française, désignait la masse la plus nombreuse et la plus indécise de la Convention (le Marais ou la Plaine) par opposition à la Montagne, son aile la plus radicale.

45 Le terme russe *tekoutchnost*, qui n'a pas d'équivalent français, décrit une forme élémentaire et très répandue de résistance ouvrière qui dura jusqu'à la fin de l'URSS. De nombreux ouvriers changeaient fréquemment d'emploi, sachant retrouver facilement du travail dans ce pays officiellement sans chômage. En effet les responsables des usines, chantiers, etc., auxquels l'État fixait des objectifs irréalisables, devaient quand même « réaliser le plan » s'ils voulaient sauver leur place et leurs privilèges. Pour cela, il leur fallait donc un surcroît permanent de main-d'œuvre, bien sûr non déclaré.

46 Les travailleurs d'Ivanovo avaient discuté durant des jours avec les autorités pour qu'elles abrogent des mesures qu'ils pensaient être une initiative locale. Celles-ci refusant la moindre concession, la protestation ouvrière prit un tour explosif – surtout à Vitchouga – visant politiquement le pouvoir, et vu comme tel par Staline et les siens.

47 Outre des morts durant les événements, plusieurs ouvriers de Vitchouga, considérés comme des leaders, furent ensuite condamnés à des années de prison, 431 licenciés et condamnés à dix ans d'exil. Mais on manque d'informations sur la répression en général dans les autres régions.

48 Le «dimanche sanglant» de janvier 1905: le tsar fit tirer à Saint-Pétersbourg sur une manifestation pacifique d'ouvriers qui venaient lui présenter une pétition.

49 Le 17 avril 1912, en Sibérie, l'armée tira sur des ouvriers des mines d'or de la Léna qui protestaient contre la nourriture avariée qu'on leur donnait et exigeaient la libération de leurs représentants. Il y eut plusieurs centaines de morts et de blessés. Ce massacre déclencha une vague de grèves et de protestations dans tout le pays.

50 C'est à Ivanovo, grand centre russe du textile, que surgit le premier soviet ouvrier lors de la révolution de 1905.

51 Allusion à l'arrivée dans les usines textiles d'anciens paysans chassés de leurs terres comme *koulaks*.

52 L'organisation des *opritchniks* avait été créée par Ivan le Terrible pour gouverner la Russie par la terreur. Ses cavaliers, souvent issus de la petite noblesse, pratiquaient assassinat et torture à grande échelle.

53 L'organisation des 120 trotskystes de Verkhnéouralsk, le collectif des bolcheviks-léninistes.

54 Sur l'importance des débats que suscitèrent les événements de la Léna dans le mouvement socialiste russe, voir l'article de Lénine *L'essor révolutionnaire de juin 1912* (tome 18 de ses *Œuvres complètes*).

55 En référence au journal de Lénine, l'*Iskra* (en russe, cela signifie *L'Étincelle*).

56 En février 1921, les marins de Kronstadt s'étaient soulevés contre le pouvoir soviétique, menaçant du même coup la toute proche Petrograd. Ce soulèvement survint sur fond d'épuisement et de fort mécontentement de la paysannerie ainsi que d'une partie de la classe ouvrière à la fin de la guerre civile. Après avoir tenté de négocier, les bolcheviks durent livrer l'assaut à sa garnison, qui n'était politiquement et socialement plus celle qui avait joué un rôle important dans la victoire d'Octobre 1917, et qui focalisait les espoirs de forces, dans et hors de Russie, qui voulaient renverser le pouvoir soviétique.

57 Sous prétexte que les travailleurs d'Ivanovo et d'ailleurs protestaient contre les prix des produits courants indispensables fixés par l'État ou contre la baisse des rations à prix garanti.

58 Après la révolution de 1905, des bolcheviks – avec à leur tête Bogdanov, Lounatcharski, Boubnov – voulaient que leur parti

«rappelle» (otzovisme a pour racine le verbe russe signifiant rappeler) ses députés, estimant qu'ils n'avaient rien à faire au Parlement. Lénine combattit cette fraction, dont la position gauchiste aurait privé le Parti bolchevique d'une tribune politique.

59 Cette initiale et celles qui suivent renvoient aux protagonistes – que nous n'avons pu identifier – des débats tactiques et stratégiques qui divisaient les oppositionnels en trois tendances à Verkhnéouralsk en 1932-1933 : celle devenue très majoritaire, qui s'exprime ici ; une autre, très proche ; la dernière défendait des positions s'éloignant de celles de Trotsky, notamment sur la bureaucratie et le stalinisme.

60 Tiré d'un article de Trotsky – qui n'existe qu'en russe – du 19 novembre 1905 : *Monsieur Piotr Strouvé en politique.*

61 La *Pravda za rechëtkoï.*

62 Le texte emploie un mot qui signifie littéralement «queuisme», en référence au terme que Lénine avait employé dans *Que faire?* pour désigner ceux qui se traînent à la queue des événements.

63 Initiales russes du *Bolchevik militant* que publiait la minorité trotskyste de l'isolateur.

64 Par exemple, Martemiam Rioutine, ex-suppléant du CC partisan de Boukharine, venait de créer une Union des marxistes-léninistes s'adressant aux diverses oppositions communistes. Les membres de son Union furent fusillés peu après.

65 L'ouverture des archives a permis de vérifier qu'en de nombreux endroits, encore au milieu des années 1930, des ouvriers ne craignaient pas de citer positivement Trotsky et ses camarades lors d'assemblées d'usine, en les opposant aux agissements du pouvoir.

66 Nouvelle monnaie créée en 1922, destinée aux entreprises car convertible en devises pour le commerce international. Le rouble «ordinaire» était, lui, non convertible afin d'éviter la fuite des capitaux. La création du tchervonets visait à stabiliser le système monétaire soviétique.

67 Universitaire cadet ayant servi dans l'armée blanche, puis émigré. Il voyait dans la Nep la promesse d'un retour pacifique au capitalisme. Adepte d'un national-communisme proche du «socialisme dans un seul pays» de Staline, il prônait une néo-Nep pour restaurer le capitalisme. Revenu en URSS, il fut arrêté en 1937 et fusillé.

Le coup d'État fasciste en Allemagne

1 Le texte russe emploie le terme *perevorot*, qui, selon le contexte, signifie révolution, prise du pouvoir, coup d'État.

2 Publication du courant trotskyste majoritaire à Verkhnéouralsk.

3 Traité de paix signé le 28 juin 1919 entre l'Allemagne d'un côté et la France, l'Italie, l'Empire britannique et les États-Unis de l'autre. L'Allemagne y perdait certains de ses territoires en Europe, ses colonies outre-mer, voyait sa capacité militaire fortement réduite et devait verser 132 milliards de marks-or comme «réparations de guerre».

4 Signé à Paris le 7 juin 1929, il remplaçait le plan Dawes, qui aménageait déjà le versement des réparations par l'Allemagne. Le plan Young (jamais exécuté du fait de la crise de 1929) permettait d'en rééchelonner le paiement, ainsi que les remboursements liés à sa dette publique qui avait grossi.

5 Du nom du général Boulanger, qui participa à la répression de la Commune de Paris, puis fut ministre de la Guerre. Soutenu par les bonapartistes et les monarchistes, il tenta de fédérer tous les mécontentements derrière sa démagogie anti-allemande et antirépublicaine, mais fit faux bond à ceux qui espéraient qu'il organise un coup d'État. Poursuivi pour complot, il se réfugia à Bruxelles et s'y suicida sur la tombe de sa maîtresse en 1891.

6 Dénomination du mouvement créé en 1919 par Mussolini. Elle qualifia ensuite d'autres partis d'extrême droite, du fait de leur proximité avec le fascisme italien et parce que, premier à avoir pris le pouvoir, il leur servait de modèle.

7 Référence au livre de Trotsky *Europe et Amérique*. Son noyau se compose de deux textes, écrits en 1924 et 1926, qui développent, particulièrement le chapitre *Les nouveaux rôles de l'Amérique et de l'Europe*, l'idée exposée ici.

8 Animal monstrueux de la mythologie phénicienne évoqué aussi dans la Bible, il symbolise un mal gigantesque.

9 La Société des nations (1920-1946) mit en place un Comité du conseil (Grande-Bretagne, France, Italie, Autriche, Tchécoslovaquie) pour gérer les problèmes économiques de l'Autriche et de la Hongrie, avec une banque d'émission de monnaie à laquelle le gouvernement devait demander la permission d'engager des dépenses et les justifier.

10 Système monétaire dans lequel l'unité de compte correspond à un poids fixe d'or et où la monnaie est émise avec une garantie d'échange en or. Les grandes puissances l'adoptèrent à la fin du 19e siècle. Abandonné durant le premier conflit mondial, il fit son retour, pour disparaître à nouveau avec la crise de

1929. Grands vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis réindexèrent leur monnaie sur l'or, et d'autres États arrimèrent la leur au dollar. Cela jusqu'à ce qu'en 1971 Washington renonce à la convertibilité-or, la nouvelle crise majeure de l'économie mondiale ayant commencé.

11 Membre du parti du Centre, Heinrich Brüning fut chancelier de 1930 à 1932. Avec le soutien des sociaux-démocrates, il mit en place une politique déflationniste et interdit les SA. En 1933, il se réfugia aux États-Unis.

12 Capitale du duché de Saxe-Weimar-Eisenach, elle devint celle de la République portant son nom de 1919 à 1933, à la place de Berlin, cœur du mouvement ouvrier révolutionnaire allemand.

13 Les prétendus experts en gestion économique, en fait en gestion des affaires de la bourgeoisie et de ses États.

14 Elle débuta le 29 octobre avec le refus des marins de Kiel d'aller périr dans une sortie en mer voulue par l'état-major « pour l'honneur ». Les jours suivants, soldats et ouvriers créèrent des conseils dans tout le pays. Guillaume II ayant abdiqué le 9 novembre, le gouvernement social-démocrate fit tout pour que la République nouvelle soit celle de la bourgeoisie : il écrasa les ouvriers et les soldats qui voulaient une révolution socialiste.

15 Premier ministre de Prusse et chancelier de la Confédération de l'Allemagne, Otto von Bismarck (1815-1898) joua un rôle crucial dans l'unification allemande sous l'égide de la Prusse. Il devint chancelier de l'Empire après 1871. Guillaume II l'écarta quand il monta sur le trône en 1890.

16 Propriétaires terriens nobles en Prusse.

17 De mars 1848 à mi-1849, la révolution enflamma une grande partie de l'Europe. La bourgeoisie des pays de langue allemande voulait secouer le joug féodal. Mais elle remisa ses velléités démocratiques pour se blottir sous l'aile de la réaction monarchique face à la menace d'une révolution ouvrière et socialiste.

18 De février à octobre 1864, le royaume du Danemark et celui de Prusse, allié à l'empire d'Autriche, s'affrontèrent pour la possession de deux duchés frontaliers. La défaite du Danemark fut un premier pas vers l'unité allemande.

19 Deuxième pas vers l'unité allemande, la Prusse défit l'Autriche en août 1866.

20 En juillet 1870, Napoléon III déclara la guerre à la Prusse. La défaite de la France début 1871 ouvrit la voie à la Commune de Paris, premier État où les masses laborieuses ont exercé le pouvoir. Quant à la Prusse, sa victoire lui permit de regrouper en un empire tous les territoires germaniques, sauf l'Autriche.

21 Le 21 octobre 1878, Bismarck fit interdire le Parti social-démocrate allemand (SPD) et arrêter ses dirigeants. Malgré cette «*loi-muselière*» (Bebel) appliquée durant douze ans, les militants du SPD surent s'implanter dans le prolétariat, développer leur parti et défendre les idées et le programme socialistes aux élections.
22 Fin novembre 1878, la loi contre les socialistes permit d'instaurer «le petit état de siège» dans des villes et districts.
23 Il s'agit du mouvement trotskyste international d'alors.
24 Paul von Hindenburg devint son président le 12 mai 1925. Il le resta jusqu'à sa mort, le 2 août 1934.
25 En Allemagne, de l'été à l'automne 1923, le Parti communiste se retrouva face à une situation très favorable pour que la classe ouvrière prennne le pouvoir (cf. les *Leçons d'Octobre* de Trotsky). L'Octobre allemand se termina par un fiasco, du fait des atermoiements de la direction du KPD. La troïka Zinoviev-Kamenev-Staline dirigeant le PC russe et le Komintern se préoccupait, elle, plus d'évincer Trotsky que d'aider la révolution en Allemagne.
26 Inachevée car ceux qui l'avaient initiée voulaient «faire comme en Russie».
27 Le Parti nazi (NSDAP) fut fondé en 1920 pour combattre la classe ouvrière et le Parti communiste qui, de 1918 à 1923, tentèrent plusieurs fois de renverser l'État de la bourgeoisie.
28 Cela vise certains membres de l'Opposition de gauche en Union soviétique.
29 Créé en 1870, interdit en 1933.
30 Né en 1919, il se sépara de son aile gauche en 1930 pour fusionner avec un autre parti et devenir le Parti allemand d'État. Interdit en 1933.
31 Syndicat proche des partis libéraux. Fondé en 1868 par Hirsch et Duncker, il prônait la communauté d'intérêts entre employeurs et travailleurs. En 1932, il comptait deux tiers d'employés. Il a été dissous en 1933.
32 Celle des Guillaume (Wilhelm, en allemand) I et II.
33 Les parlements des régions qui, héritage de l'unification tardive du pays, ont gardé une certaine autonomie.
34 En premier lieu les SA (initiales allemandes pour Section d'assaut).
35 Nom de l'armée allemande entre 1919 et 1935, rebaptisée ensuite Wehrmacht par les nazis.
36 Organisation de vétérans de 1914-1918, de tendance monarchiste radicale et antiparlementaire. Elle fut désarmée en 1935 et ses membres les plus jeunes furent intégrés aux SA, que Hitler venait de mettre au pas.

37 En octobre 1931, un rassemblement se tint dans cette ville, en vue d'unifier l'opposition nationaliste.

38 Référence à l'Octobre 1923, dont la direction du KPD ne sut faire une révolution victorieuse.

39 Le KPD stalinisé se retrouva plusieurs fois au côté des nazis contre les sociaux-démocrates. Lors du référendum « rouge-brun » d'août 1931 contre le gouvernement social-démocrate de Prusse ; lors de la motion de censure contre ce gouvernement en mars 1932 ; lors du vote de la motion qui provoqua la dissolution du Parlement en juillet 1932 ; lors de leur grève commune des transports à Berlin en novembre 1932, peu avant que Hitler accède à la chancellerie.

40 Le dernier congrès de l'IC tenu sous la direction de Lénine et de Trotsky (5 novembre-5 décembre 1922). Il est ici question de ses *Thèses sur l'unité du front prolétarien.*

41 Le 28 août 1917, le commandant en chef de l'armée russe, Lavr Kornilov, tenta de prendre Petrograd pour renverser le gouvernement de Kérenski et liquider la révolution. Son putsch se brisa le 1[er] septembre sur la résistance des ouvriers et des soldats organisée par les bolcheviks. Lénine préconisa dans sa *Lettre au comité central* (30 août) de ne pas soutenir Kérenski, mais d'affronter à ses côtés l'ennemi le plus menaçant, pour se retourner ensuite contre le gouvernement de la bourgeoisie.

42 Ouvrier des transports, Ernst Thälmann (1886-1944) adhéra au SPD en 1903. Membre du KPD en 1920, il en devint le chef en 1925 et le représenta à deux élections présidentielles. Les nazis l'arrêtèrent le 3 mars 1933 et le fusillèrent le 18 août 1944.

43 Ancienne unité de mesure russe, la verste mesurait 1,06 km.

44 L'éditorial du 30 janvier 1933 de la *Pravda*, principal quotidien du PC soviétique, titrait : « Du nouveau sur l'aggravation de la situation en Allemagne ». Trois plus petits articles sur le même sujet figuraient dans ce numéro : « Les pourparlers pour la formation d'un nouveau gouvernement », « La convocation du Reichstag est à nouveau repoussée », « La persécution du Parti communiste en Allemagne ».

45 Le 12[e] plénum se tint à Moscou du 27 août au 15 septembre 1932.

46 En 1903, Dmitri Manouïlski (1883-1959), alors étudiant à Saint-Pétersbourg, adhéra au Parti social-démocrate. Arrêté pour avoir participé à l'insurrection de Kronstadt de 1906, il s'échappa et dut s'exiler. En 1917, il rejoignit le Parti bolchevique avec l'organisation Interdistricts de Trotsky. Membre durant trente ans du comité central stalinisé, chantre de la ligne stalinienne dans l'IC, il survécut à toutes les purges.

47 Dans le recueil des travaux du 12e plénum de l'IC, Thälmann fait état (discours du 14 septembre) de ce que Trotsky exigerait, si Hitler arrivait au pouvoir: *« [...] que l'URSS déclare la guerre à l'Allemagne »*.

48 Membre de la direction du SPD en 1906, Hermann Müller (1876-1931), devenu ministre des Affaires étrangères en 1918, signa le traité de Versailles. Chancelier du Reich en 1920, puis en 1928, il démissionna en 1930, Hindenburg ayant refusé de lui accorder les mesures d'exception avec l'approbation du Reichstag.

49 Un des piliers du régime nazi, auquel il avait adhéré en 1922. Nommé ministre par Hitler en 1933, Hermann Göring créa la Gestapo. En 1935, il devint commandant en chef de la Luftwaffe, ministre de l'Aviation, responsable du Plan de quatre ans et ministre de l'Intérieur de Prusse.

50 Wilhelm Frick dirigeait la police de Munich en 1923. Il rejoignit le NSDAP en 1925 et devint chef de son groupe parlementaire en 1928. Il fut ministre de l'Intérieur de 1933 à 1943.

51 Arthur Purcell fut un dirigeant de la fédération des syndicats britanniques (TUC). Lors de la grève générale de 1926 en Grande-Bretagne, le Komintern se rangea derrière la bureaucratie syndicale, avec des réformistes et opportunistes comme lui, au sein d'un Comité anglo-russe. L'Opposition de gauche dénonça ce qui allait faciliter le torpillage, par le TUC, de la plus grande grève qu'ait connue le pays. Le PC britannique ne s'en releva jamais.

52 D'après le nom du parti nationaliste chinois, le Guomindang fondé en 1912 par Sun Yat-sen. Alors que la révolution montait en Chine, les chefs du Komintern, Staline et Boukharine, obligèrent le jeune PC chinois à se soumettre à ce parti, que Staline disait progressiste. Il nomma même son chef, Tchang Kaï-chek, président d'honneur du Komintern, peu avant qu'il noie la révolution dans le sang des prolétaires.

53 Référence à la révolution manquée en Allemagne du fait des hésitations de la direction du KPD et du Komintern.

54 La déclaration de guerre en août 1914 signa *« la faillite de la IIe Internationale »* (Lénine). Les dirigeants des partis socialistes français, allemand, autrichien, belge, anglais renièrent leurs engagements de s'opposer à la guerre: ils se rallièrent à la défense de leur bourgeoisie et envoyèrent au massacre des millions de prolétaires et de paysans.

55 Créé en 1864 pour défendre les intérêts des grands industriels de la sidérurgie. Il contingentait la production, répartissait les marchés entre eux et se chargeait de contrer le mouvement ouvrier qui s'organisait.

56 Suite à d'importantes grèves dans les mines en URSS, on arrêta un groupe d'ingénieurs au printemps 1930. On les accusa d'avoir formé un «parti industriel» clandestin qui, projetant des sabotages dans l'industrie et les transports, cherchait à renverser le pouvoir soviétique. Cette invention de la police de Staline visait à briser tout esprit de contestation chez les ingénieurs et techniciens et à fournir un dérivatif au mécontentement ouvrier en rejetant sur ce «sabotage» l'incapacité du régime à améliorer la vie de la population.

57 D'anciens mencheviks, certains ayant des responsabilités dans l'économie, furent arrêtés pour prétendument avoir des liens avec le Parti menchevique à l'étranger (et des puissances impérialistes) et pratiquer le sabotage. Des 136 accusés du procès de mars 1931, seuls deux survécurent à des condamnations à répétition.

58 Quand Hindenburg nomma Hitler chancelier du Reich.

59 Pour éviter la guerre, il se disait prêt à céder des colonies à l'Allemagne. Antimilitariste, socialiste et membre de la CGT, Gustave Hervé (1871-1944) rallia l'Union sacrée en 1914, puis le fascisme en 1919.

60 Officier et député, André François-Poncet était entré au gouvernement en 1928. Par la suite, il fut notamment ambassadeur de France à Berlin de 1931 à 1938.

61 Alfred Rosenberg fut l'idéologue du Parti nazi, dont il avait été un des premiers membres, et ministre des Territoires occupés de l'Est durant la Deuxième Guerre mondiale.

62 Quotidien du soviet de Petrograd en 1917, il devint un des principaux journaux centraux de l'URSS de Staline.

63 Ce numéro consacre six articles à l'Allemagne, dont celui intitulé «Des gens qui ne sont pas intelligents», où est cité le *Morning Post.*

64 Il s'agit de l'Appel du comité exécutif de l'IC (il se trouve en Annexe 1). Trotsky y revient dans le n° 34 du *Bulletin de l'Opposition* avec un article du 14 mars 1933, «La tragédie du prolétariat allemand» (un extrait en est reproduit en Annexe 2).

65 Dans ce texte de Lénine, *Plan de la brochure «Sur l'impôt alimentaire»*, daté de mars-avril 1921, on lit: *«10-20 ans d'un juste équilibre avec la paysannerie, et la victoire est assurée au plan mondial (même avec le retard des révolutions prolétariennes, qui grandissent), autrement il y aura 20-40 ans de supplice avec la terreur des gardes-blancs.»*

66 Batoum (Batoumi actuellement), un port de la mer Noire, est la capitale de l'Adjarie, une province de Géorgie limitrophe de la Turquie.

67 Dans les années 1920, l'URSS avait aidé la Turquie de Kemal à desserrer l'étreinte des puissances occidentales.

68 Membre du Parti social-démocrate dès 1898, Maxime Litvinov (1876-1951) rejoignit sa fraction bolchevique en 1903. Après 1917, il occupa principalement des fonctions d'ambassadeur et de commissaire aux Affaires étrangères. Il est écarté en 1939 et mis à la retraite en 1946. Staline avait projeté un moment de l'éliminer.

69 Imposé en mars 1918 par l'impérialisme allemand et ses alliés, le traité de Brest-Litovsk amputa l'État ouvrier d'une partie de ses territoires et ressources en Europe. La révolution, qui éclata sept mois plus tard en Allemagne, annula ce traité de brigandage (cf. *L'Avènement du bolchevisme* de Léon Trotsky).

70 Les ingénieurs, les techniciens, les cadres de l'industrie, etc.

71 Les mercantis et affairistes que la Nep avait fait surgir dans les villes.

72 La collectivisation stalinienne des terres fut lancée sans accord de la grande masse des paysans et sans mettre à leur disposition les infrastructures et moyens indispensables. Conçue de façon bureaucratique et menée par la force, elle s'accompagna d'un nombre effroyable de morts et de déportations, dévasta les campagnes et rejeta la plupart des paysans du côté des ennemis du régime.

73 Cela renvoie à la déclaration de principe d'indépendance du 26 janvier et à la «marche du sel» de Gandhi. Il voulait que la population indienne cesse de payer l'impôt sur le sel aux Britanniques, alors que ces derniers ne l'autorisaient pas à récolter du sel elle-même. Le vice-roi des Indes, après avoir arrêté Gandhi, dut le libérer et supprimer cet impôt.

74 Environ 1 000 hommes de la marine de guerre se mutinèrent les 15-16 septembre 1931 à Invergordon (Écosse), à cause de la réduction des soldes. Près de 12 000 protestataires sur 15 vaisseaux prirent part au mouvement dans la flotte de l'Atlantique.

75 En Russie, le terme *tchinovnik* («fonctionnaire») désigne la foule des chefs petits et grands de l'appareil d'État.

76 Mené les 8 et 9 juin 1923 avec le soutien d'éléments de l'armée, ce coup d'État de droite visait le Premier ministre Stamboliïski, qui avait obtenu 87 % des sièges aux législatives. Critiqué par le Komintern pour avoir condamné son régime, celui du Parti agrarien favorable aux petits propriétaires et aux ouvriers agricoles, le PC finit par s'allier à ce parti. L'insurrection qui s'ensuivit le 23 septembre échoua, ouvrant une période de répression intense.

77 Ce coup d'État eut lieu du 12 au 14 mai 1926. Durant la Première Guerre mondiale, Pilsudski avait formé une légion

polonaise combattant avec l'armée austro-hongroise contre l'Empire russe. Après la défaite des puissances centrales, il devint le chef d'un État polonais protégé par la France et se lança dans une guerre contre les soviets en Ukraine. Ayant quitté le pouvoir fin 1922, il y revint en 1926 par un coup d'État fasciste.

78 Militant du Parti social-démocrate du royaume de Pologne et de Lituanie (celui de Rosa Luxemburg), Adolf Warski (1868-1937) participa à la révolution de 1905. Membre du PC polonais dès 1918, il fit partie de sa direction de 1923 à 1929. Opposé à la stalinisation du PCP, mais ayant dû se réfugier en URSS, il y fut « liquidé » en 1937 avec toute la vieille garde du PCP.

79 Warski estimait que le coup d'État de Pilsudski ouvrait la voie à *« une dictature révolutionnaire et démocratique »*. À son 4e congrès (mai-juin 1927), le PCP se divisa entre une aile gauche, qui y voyait un coup d'État fasciste, et une aile droite, avec Warski, qui y voyait finalement le début d'une dictature militaire tendant vers le fascisme.

80 Lancée le 11 décembre 1927, l'insurrection de Canton dura quatre jours, avant d'être écrasée. Staline tenait à cette action pour se targuer de son déclenchement au 15e congrès du PCR (b), qui se tenait en même temps, contre l'opposition léniniste qu'il voulait exclure. Pourchassé, le PC chinois se réfugia dans les campagnes. Il y trouva dans la paysannerie une base sociale pour un programme radical bourgeois de libération nationale n'ayant plus de communiste que le nom.

81 Le 4 août 1914, début de la guerre, marque la mort politique de la IIe Internationale ; l'Internationale communiste était dès lors appelée à prendre sa relève (elle fut fondée sur la lancée de la révolution d'Octobre, le 2 mars 1919).

82 Nous avons tenté d'établir une notice pour chaque militant cité. Certains ont une biographie bien documentée. Pour d'autres, on ne trouve rien ou alors des éléments pouvant prêter à confusion : par exemple, des personnes différentes figurent sous le même nom et les mêmes initiales dans les listes de victimes du stalinisme établies par l'ONG russe Memorial, que Poutine a fait interdire en 2021, pour sa dénonciation des répressions staliniennes et post-staliniennes, et les listes des sites russes spécialisés. Quand nous indiquons un décès en 1936, 1937 ou 1938, cela signifie une mort en prison, en camp lors d'une grève de la faim ou lors des fusillades en masse des trotskystes à Vorkouta et Magadan.

83 Dingelstedt Fiodor (1890-1938), fils d'un universitaire, devint bolchevique à 20 ans. Il participa à la révolution de Février

comme membre du comité du parti de Petrograd, chargé de la propagande parmi les marins de Kronstadt. Un des premiers étudiants de l'Institut des professeurs rouges, il en sortit diplomé en économie. En 1922, il travailla au département organisation et formation du comité central du PC du Turkestan. En 1923, il fut l'un des dirigeants de l'Opposition à Petrograd. Exclu du PC(b) en 1927, déporté, puis incarcéré à Verkhnéouralsk, il y fut l'un des dirigeants de la grève de la faim de fin 1934. On l'envoya alors en camp aux îles Solovki. À l'été 1935, on l'exila à Alma-Ata, puis on le renvoya en camp avec sa femme et son fils. Il fut fusillé à Vorkouta.

84 Kariakine Mikhaïl (1906-1938).

85 Papirmeister Pavel ou Valentin (1904-1936). Partisan durant la guerre civile en Sibérie, exclu du PC(b) en 1927, envoyé à Verkhnéouralsk, il fut ensuite exilé en Sibérie où il travailla comme économiste. Arrêté en 1936, condamné à 5 ans de camp, exécuté.

86 Chinberg Boris (1906-1938).

87 Abramski Alexandre (1903-1937).

88 Portnoï Mikhaïl (1901-1937).

89 Bodrov Mikhaïl (1902-1937). Le n° 50 du *Bulletin de l'Opposition* (mai 1936) le décrivit en ces termes : « *Ouvrier moscovite, soldat rouge* (à 17 ans) *durant la guerre civile, bolchevik-léniniste. Début 1928, après la déportation de Trotsky à Alma-Ata* (à 4 000 km de Moscou, au Kazakhstan), *l'organisation envoya M. Bodrov à Alma-Ata pour assurer la liaison de Trotsky avec Moscou. Ayant pris l'apparence d'un paysan de l'Oural et laissé pousser sa barbe, M. Bodrov, muni de papiers correspondant à son nouvel état, se procura des chevaux et un chariot pour faire, comme cocher, l'aller-retour d'Alma-Ata à la gare la plus proche (la ville de Frounzé, distante de quelque 220 km). Dans des conditions très difficiles, le camarade Bodrov fit preuve d'une grande endurance, de sang-froid et d'habileté. S'acquittant magnifiquement de sa tâche sur un trajet extrêmement pénible, il assura la liaison de Trotsky avec Moscou. Le camarade Bodrov tint près d'un an avant qu'on l'arrête dans une autre « affaire », mais qu'on « découvre » aussi qu'il n'était pas cocher. Ayant passé bien des mois dans diverses prisons, M. Bodrov fut ensuite déporté. De nouveau arrêté, il fut incarcéré trois ans (1931-1934) à l'isolateur de Verkhnéouralsk. Il se trouve actuellement en déportation ou, selon d'autres témoignages, en chemin vers un camp.* » Dans ce camp, il allait organiser une grève de la faim de 240 trotskystes et être fusillé à 35 ans.

90 Papirmeister Aron (1902-1937). Ancien partisan rouge en Sibérie, professeur d'école militaire. Exécuté.

Les cahiers de Verkhnéouralsk

écrits de militants trotskystes soviétiques 1930-1933

C'est du fond d'une des plus sinistres prisons russes des années 1930, située au sud de l'Oural, que le hasard de travaux dans une cellule a permis de découvrir une profusion de journaux et écrits clandestins de membres de l'Opposition de gauche que Staline y avait fait enfermer. Nous publions six de ces textes, la plupart traduits pour la première fois.

De leurs auteurs, on ne connaissait parfois que le nom, et encore, tant la dictature stalinienne a voulu effacer jusqu'à la mémoire des militants qui restèrent fidèles aux idéaux d'Octobre 1917. Ils combattaient avec Trotsky la dégénérescence du premier État issu d'une révolution ouvrière victorieuse. Ce que la dictature stalinienne ne pouvait tolérer. Car l'activité et l'existence même de ces milliers de bolcheviks-léninistes représentaient une dénonciation vivante du stalinisme, de ce régime défenseur d'une bureaucratie parasitaire qui écrasait la classe ouvrière, qui trahissait les intérêts de la révolution socialiste mondiale et qui donnait une image dévoyée et sanglante du communisme.

Face à cette monstrueuse régression, il n'y eut alors que ces militants pour défendre les traditions de luttes et les idéaux du mouvement ouvrier. Jusqu'à ce que Staline, qui n'avait pu en venir à bout, les fasse exécuter en masse dans ses camps en 1937.

Illustrations de couverture (DR)
- les bâtiments de la prison de Verkhnéouralsk,
- un texte clandestin manuscrit et un exemplaire du *Bulletin de l'opposition*, tous deux de très petit format, faciles à dissimuler.

978-2-493083-04-3



Prix : 17 € TTC
www.lesbonscaracteres.com

Collection Classiques